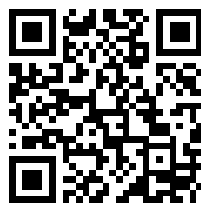

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

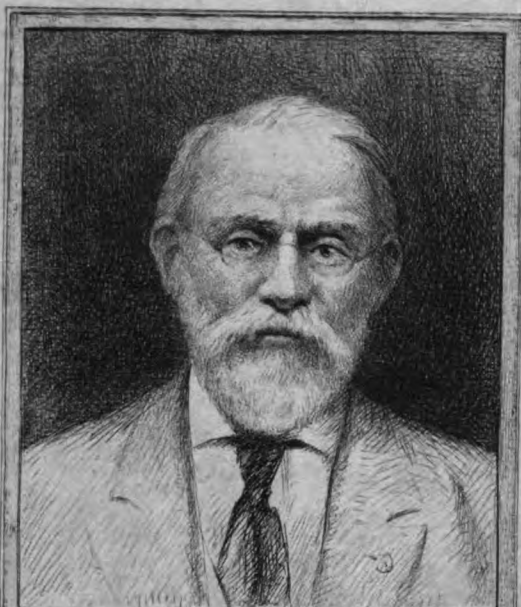
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



Bulletin

Société archéologique et
historique de Nantes et de Loire-Atlantique



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY

DC
611
.L82
S8

SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE
DE NANTES

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE
DE NANTES
ET DU DÉPARTEMENT DE LA LOIRE-INFÉRIEURE

ANNÉE 1902
TOME QUARANTE-TROISIÈME

1^{er} SEMESTRE



NANTES
BUREAUX DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE
1902

NOTE

Les études insérées dans le *Bulletin de la Société Archéologique de Nantes et de la Loire Inférieure* sont publiées sous l'entière responsabilité des auteurs.

Dunning
Nighoff
10-14-26
13603

BUREAU
DE LA
SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE NANTES
ET DE LA LOIRE-INFÉRIEURE

MM. LÉON MAITRE, O. I. ①	Président.
le baron CHRISTIAN DE WISMES	/ Vice-présidents.
ALCIDE DORTEL, O. A. ①	
JOSEPH SENOT DE LA LONDE	/ Secrétaires généraux.
HENRI QUILGARS	
le baron GAETAN DE WISMES	/ Secrétaires du Comité.
HENRI GOUSSET	
ÉDOUARD PIED, O. I. ①	Trésorier.
RAYMOND POUVREAU	Trésorier-adjoint.
PAUL SOULLARD	/ Bibliothécaires-archivistes.
JOSEPH HOUDET	
CHARLES RIARDANT, O. A. ①	Trésorier honoraire.

COMITÉ CENTRAL

MEMBRES A VIE

Anciens Présidents (1)

MM. le marquis DE BREMOND D'ARS-MIGRÉ, ① (1884-1886 et 1899-1901),
HENRI LE MEIGNEN, O. A. ① (1887-1889 et 1896-1898).

MEMBRES ÉLUS

MM. CHAILLOU, O. I. ①	/ Sortants en 1902.
LEROUX	
CLAUDE DE MONTI DE REZÉ	
le chanoine ALLARD	/ Sortants en 1903.
l'abbé DURVILLE	
DE VEILLECHÈZE	
DE BERTHOU	/ Sortants en 1904.
RENÉ BLANCHARD, O. A. ①	
TRÉMANT	

(1) Les autres présidents de la Société ont été : MM. NAU (1845-1862),
† 4 juillet 1865; — le vicomte STOCH'AN DE KERSABIEC (1863-1868),
† 28 novembre 1897; — le chanoine CAHOUR, O. A. ① (1869-1871),
† 7 septembre 1901; — l'intendant GALLES, O. * (1872-1874), † 11
août 1891; MARIONNEAU, *, O. I. ① (1875-1877), † 13 septembre 1896;
— le baron DE WISMES (1878-1880), † 5 janvier 1887, — le vicomte DE
LA LAURENCIE, * (1881-1883); — le marquis DE DION, * (1890-1892),
† 26 avril 1901; — DE LA NICOLLIÈRE-TEJEIRO, O. A. ① (1893-1895),
† 17 juin 1900.

EXTRAITS
Des procès-verbaux des Séances

SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE
DE LA LOIRE-INFÉRIEURE
Hôtel Dobrée

SÉANCE DU MARDI 14 JANVIER 1902

Présidence de M. le baron Christian DE WISMES, vice-président
et de M. Léon MAITRE, président

Etaient présents : MM. DE BERTHOU, R. BLANCHARD, DE BROCA, abbé BRAULT, CHARON, CHAILLOU, CHAUVET, CORMERAIS, DORTÉL, abbé GIROUSSE, GUICHARD, HOUDET, J. LAGRÉE, V. LAGRÉE, A. LEROUX, G. DE LISLE, L. MAITRE, A. OHEIX, PIED, H. QUILGARS, RÉVÉREND, ROBUCHON, SAY, vicomte DE SÉCILLON, SENOT DE LA LONDE, SOULLARD, DE VEILLECHÈZE, baron Gaëtan DE WISMES.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le Marquis de Brémond-d'Ars-Migré, président de la Société, s'excuse de ne pouvoir assister à la séance.

On procède à la nomination de deux membres du Comité. MM. Trémant et Alcide Leroux sont élus.

Le discours de M. de Brémond-d'Ars-Migré, président sortant, est lu par M. Senot de la Londe. M. Léon Maitre prend place au fauteuil de la Présidence et donne lecture de son discours.

M. le Président remet à M. de Berthou la médaille d'or que lui décerna la Société dans sa dernière séance, en récompense de ses travaux et du dévouement apporté à la rédaction

du *Bulletin*. M. de Berthou répond qu'il vient de contracter une nouvelle dette envers la Société et qu'il l'acquittera en continuant à travailler pour elle.

M. Chaillou exhibe une bague trouvée par lui aux Cléons dans des débris romains non remaniés. Cette bague est en bronze avec chaton en verre émaillé représentant le Christ en Croix. M. de Berthou la croit du XV^e siècle.

Vu l'heure avancée, M. le Président propose de renvoyer la suite de la séance au mardi suivant, 21 janvier.

La séance est levée à cinq heures et demie.

Le Secrétaire Général,

Henry QUILGARS.

SÉANCE DU MARDI 21 JANVIER 1902

Présidence de M. Léon MAITRE, Président.

Étaient présents : MM. DE BERTHOU, CHAILLOU, baron Christian et baron Gaëtan DE WISMES, DORTÉL, GUICHARD, HOUDET, V. LAGRÉE, A. OHEIX, PIED, QUILGARS, RÉVÉREND, SENOT DE LA LONDE, SOULLARD, TACHARD.

M. Alcide Leroux se fait excuser de ne pouvoir assister à la séance. M. Moreau, ingénieur des Mines, remercie la Société de l'avoir admis au nombre de ses membres correspondants.

M. Dortel donne lecture du mémoire de M. Révelière sur le dieu *Cernunnos* découvert à Blain pendant les démolitions de l'ancienne gendarmerie et de l'hôpital. M. Révelière recueillit dans les décombres une inscription latine gravée sur pierre, semblant avoir trait à la fondation de l'hôpital attribuée à un duc de Rohan ; le plus ancien titre concernant ce monument date de 1696. Le sous-sol de ces bâtiments fut creusé à 2 mètres 50, et parmi les débris nombreux de tuiles à rebord et de poteries samiennes amoncelés sans ordre, se trouvaient, sous l'emplacement d'un foyer de cuisine, les morceaux d'une sorte de bas-relief en terre cuite repré-

sentant un personnage que M. Révelière prit d'abord pour un diable, et dans lequel il reconnut bientôt le dieu gaulois *Cernunnos*. Ce personnage est debout, la tête ornée de deux magnifiques cornes, sans trace de torques, le bras gauche levé, le bras droit pendant et semblant tenir un objet rond indéterminable ; au-dessous de lui est un animal qui paraît être une vache. M. Salomon Reinach à qui M. Révelière communiqua sa découverte, n'hésita pas à le regarder comme un monument du plus grand intérêt, et certainement gallo-romain. M. Révelière offre à la Société un moulage de cet objet. M. Léon Maître croit reconnaître dans le monument en question, les restes d'un chenet gallo-romain, du II^e ou du III^e siècle, hypothèse d'autant plus admissible que le *Cernunnos* de Blain a été découvert sous un foyer. Pour compléter cette communication, M. Henri Quilgars lit une note sur les attributs de ce dieu, d'après les derniers travaux de MM. Salomon Reinach et d'Arbois de Jubainville.

M. Senot de la Londe donne lecture de son étude intitulée : *Les débuts de l'Insurrection Vendéenne dans le canton de Carquefou et sur la rive droite de la Loire*, où il établit d'après les documents des Archives de la Loire-Inférieure et les pièces de la collection Dugast-Matifeux, que les premiers symptômes de mécontentement éclatèrent dans les campagnes à l'occasion de l'installation des prêtres assermentés. A Thouaré, Sainte-Luce et Carquefou, les mesures relatives à la conscription furent l'occasion de troubles graves le 10 mars 1793 ; le lendemain, le soulèvement devenait général dans tout le canton. Un fort détachement de la garde nationale de Nantes marchait sur Mauves, et dissipait les premiers rassemblements qui se reformèrent quelques jours plus tard au Cellier et à Oudon. A partir du 21 mars, tout le pays compris entre Nantes et Ancenis fut occupé militairement par le bataillon de Meuris qui guerroya sans relâche contre les bandes disséminées dans la contrée, et eut à supporter les assauts des Vendéens établis fortement sur la rive gauche. Une flottille de canonnières armées qui combinait ses mouvements avec les troupes de terre, balayait de ses feux les îles de Saint-Julien et de la Chapelle-Basse-Mer ; mais ses efforts et ceux de Meuris furent impuissants, et à la mi-juin, les forces de celui-ci durent se replier vers Nort

pour défendre cette ville contre le détachement de la grande armée royaliste qui s'avancait sur Nantes.

M. le Président donne lecture du travail de M. l'abbé Mollat sur l'établissement de la Prévôté, dans l'église collégiale de Guérande, d'après un document récemment découvert à Rome, dans les collections pontificales. En l'an 1312, l'évêque Daniel Vigier rapporta d'Avignon une série de bulles qui devaient servir à des projets de réforme ; l'une d'elles, datée du 13 juillet, lui donnait commission d'instituer la Prévôté dans l'église de Guérande. Avant cette époque, il n'existait aucune dignité dans la collégiale, et ses biens manquaient d'un bon administrateur. Daniel Vigier reçut le pouvoir de choisir un Prévôt parmi les chanoines, et d'assurer l'existence de cette charge en lui unissant l'une des chapellenies dont la collation appartenait au Chapitre. On avait jusqu'alors, et sans preuves, attribué à Gislard l'institution de la Prévôté. Ce texte vient détruire cette légende, et jeter un peu de lumière sur les origines religieuses si obscures de Guérande.

M. Chaillou exhibe un dessin de la pièce unique de *Domitianus* trouvée par lui aux Cléons, dessin dû à la plume de M. de Broca.

M. Dortel annonce que M. Decombe, conservateur du musée de Rennes, vient de découvrir sur un cliché de cuivre trouvé dans un grenier par un ouvrier, une gravure originale du hollandais Gall, représentant le mariage mystique de sainte Catherine. La Vierge présente à la Sainte non pas une bague, mais une fleur de lys.

M. le baron Gaëtan de Wismes donne lecture d'un article de Victorien Sardou, publié dans *Le Gaulois* sous le titre de : *Querelle de la Fourchette dans Théodora*, dans lequel l'auteur fait l'historique de la fourchette, et des verres employés pour recouvrir les fenêtres. M. Maître rappelle à ce sujet qu'il a trouvé des plaques de verre dans presque toutes les stations romaines qu'il a fouillées. M. Chaillou ajoute qu'il en a découvert des morceaux sur lesquels adhérerait encore le ciment qui les avait fixés aux fenêtres.

La séance est levée à cinq heures et demie.

Le Secrétaire Général,
Henri QUILGARS.

SÉANCE DU 4 FÉVRIER 1902

Présidence de M. Léon MAÎTRE, président

Etaient présents : MM. de BERTHOU, CHAILLOU, CHARON, DORTEL, GUICHARD, HOUDET, J. LAGRÉE, V. LAGRÉE, LECORNU, LEROUX, POUVREAU, A. OHEIX, PIED, H. QUILGARS, RÉVÉREND, SAY, SOULLARD, DE SÉCILLON, SENOT DE LA LONDE, TACHARD, DE VEILLECHÈZE, baron DE WISMES et baron Gaëtan DE WISMES.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté après quelques légères rectifications.

M. le Président présente les excuses de M. l'abbé Brault, empêché d'assister à la séance, et annonce la démission de M. Charles Bastard qui n'habite plus Nantes, mais que la Société espère retenir à elle comme membre correspondant.

Lecture est donnée d'une intéressante lettre où M. de Barmon signale la découverte à Rieux, de plusieurs pièces de monnaie en argent mince au monogramme de Conan, comte de Rennes, et du jorise d'une statue de chevalier faisant 25 centimètres de hauteur. Des morceaux de poterie romaine, grossière, remplis de cendres, ont été également mis à jour, et près de la chapelle des Trinitaires on a dégagé deux pots enveloppés chacun de quatre pierres ardoisières taillées en carré.

M. le Président exprime le souhait que les membres de la Société suivent les travaux d'exécution de chemins, de déblaiement et de démolition avec un zèle égal à celui de M. de Barmon, de manière à nous tenir constamment au courant de tout ce qui intéresse l'archéologie dans notre contrée ; sur sa proposition, des remerciements sont adressés à notre dévoué collègue qui fournira sans doute un rapport détaillé sur ses curieuses découvertes de Rieux.

Les bulletins des diverses sociétés savantes avec lesquelles nous sommes en relation d'échange sont déposés sur le bureau, ainsi que les ouvrages gracieusement offerts par leurs auteurs. Le premier, dû à la plume de notre jeune

compatriote, M. l'abbé Mollat, chapelain de Saint-Louis-des-Français, présente la biographie très étudiée de *Thomas Le Roy*, évêque de Dol, qui joua un rôle important à la Cour de Léon X, et fut un des principaux négociateurs et rédacteur du Concordat réglant la situation de l'Eglise de France au milieu du xvi^e siècle. Les *Mémoires de la comtesse de la Villirouët*, née de Lambilly, recueillis et édités par M. de Bellevue, conseiller général de Châteaubriant, et membre de notre Société, offrent d'intéressants chapitres sur l'époque de la Révolution en Bretagne, et font preuve du dévouement, de l'intelligence et de l'énergie que sut déployer cette femme admirable pour sauver de l'échafaud, la tête de son mari. Une délicate attention de l'auteur lui a fait dédier son livre à la Société Archéologique de Nantes et à son Comité. M. le baron de Wismes offre également à notre bibliothèque, l'élégante plaquette, où il a retracé avec une scrupuleuse exactitude de détails *l'histoire de la Société des Amis des Arts*.

M. le Président communique la circulaire du Ministre de l'Instruction Publique, fixant l'ouverture du Congrès des sociétés savantes à la Sorbonne au mardi 1^{er} avril à 2 heures, et indiquant les avantages offerts par les Compagnies de chemins de fer à nos confrères qui désireraient prendre part à ses travaux ; il annonce également que M. l'abbé Soreau continuera chaque dimanche de carême l'instructive série de ses séances, accompagnées de projections, sur les principaux monuments de l'architecture bretonne.

M. André Oheix présente un dé de bronze trouvé aux environs de Savenay. M. Chaillou, interrogé sur l'époque à laquelle il peut appartenir, dit n'avoir trouvé aux Cléons aucun objet de cette nature lui permettant de le dater ; M. de Berthou ne le croit pas très ancien, et M. Charon pense qu'il ne remonte pas au delà de la fin du xviii^e siècle.

M. de Veillechêze ajourne à une séance ultérieure la lecture de son étude sur les vieilles maisons du Croisic. M. Dortei entretient la Société des récentes découvertes faites à Rennes sur l'emplacement de l'ancien couvent des Catherinettes. Ce monastère fondé au milieu du xvii^e siècle, servit d'hôpital après la Révolution. Sa démolition a mis à jour de curieux chapiteaux romans, délicatement fouillés, qui paraissent pro-

venir du cloître de Saint-Georges, situé près de là, ainsi qu'une dalle présentant des cercles et des fleurs de lys gravés dans la pierre. Les fouilles qui se poursuivent promettent d'intéressantes surprises, et les archéologues réunis espèrent que des vestiges de l'époque gallo-romaine surgiront bientôt des terrains déblayés. Une lettre de M. Lucien Decombe fournit des détails complémentaires sur la nature et l'importance des objets qui viennent d'être signalés, et relève l'ornementation très variée d'entablements et de sous-bassements qu'il croit avoir appartenu aux cloîtres de Saint-Georges ou de Saint-Melaine.

M. Dortel fait également part des conclusions de la savante étude de M. Jullian, professeur à la Faculté des lettres de Bordeaux, sur les Thermes de Julien. D'après l'éminent savant dont le nom fait autorité pour tout ce qui touche à l'époque gallo-romaine, le palais de l'Empereur était situé dans la Cité, et les ruines imposantes que le promeneur admire encore à travers les grilles du boulevard Saint-Michel, seraient les vestiges d'un établissement antérieur au César romain.

M. de Berthou communique un extrait de l'itinéraire en Bretagne de Dubuisson-Aubenay, dont il a entrepris la publication avec le concours de M. Léon Maître, notre président, pour le compte de la Société des Bibliophiles bretons. Dans ces pages, l'auteur décrit minutieusement tous les détails de la route de Nantes à Vannes par Rieux, en suivant la voie romaine qui reliait ces deux centres importants, et relève avec précision les points de direction et l'état de cette grande artère, créée pour assurer la conquête des envahisseurs de la Gaule et faciliter la marche des légions. M. le médecin principal Tachard dit avoir vu à Vannes, à l'époque où il y était en garnison, une carte indiquant toute une série de voies romaines qui rayonnaient de l'ancienne capitale des Venètes vers le pays d'alentour. M. Maître estime que beaucoup de ces voies avaient beaucoup moins un but militaire qu'un but commercial et industriel, et il en donne pour preuve que la plupart aboutissent à des points où existaient des gisements et des mines.

M. le baron de Wismes donne lecture d'une consciencieuse étude sur la vie de M^{sr} Fournier, évêque de Nantes, publiée

par M. l'abbé Pothier, son ancien secrétaire, et offerte par lui à notre Société. M. de Wismes, dans le résumé sincère, fidèle et très complet de la biographie de notre ancien Président d'honneur, fait revivre cette belle et grande figure du curé de Saint-Nicolas qui se dépensa avec un zèle infatigable et une charité que rien ne rebutait, à toutes les œuvres de son ministère. Un choix judicieux de sa correspondance nous montre l'âme d'artiste qui battait sous le cœur du prêtre, et l'amour qu'il professait pour la ville natale à laquelle il demeura attaché du berceau jusqu'à la tombe. L'heure avancée oblige M. de Wismes à remettre la suite de son intéressant travail à la prochaine séance.

La séance est levée à cinq heures et demie.

Le Secrétaire Général,

J. SENOT DE LA LONDE.

SÉANCE DU MARDI 4 MARS 1902

Présidence de M. le baron Christian DE WISMES, vice-président

Etaient présents : MM. DE BERTHOU, R. BLANCHARD, DE BOUARD, abbé BRAULT, CHAILLOU, CHARON, DORTEL, HOUDET, V. LAGRÉE, LEROUX, A. OHEIX, PIED, H. QUILGARS, RÉVÉREND, RIARDANT, SAY, SENOT DE LA LONDE, SOULLARD, TRÉMANT, DE VEILLECHÈZE, baron DE WISMES, baron G. DE WISMES.

Le procès-verbal de la dernière séance est adopté. M. le Dr Tachard se fait excuser de ne pouvoir assister à la séance. M. P. de Freslon, présenté par MM. Senot de la Londe et le baron G. de Wismes, est admis comme membre titulaire ; le frère René, par MM. C. de Monti et Léon Maître, comme membre correspondant ; et l'abbé Pothier, par MM. le baron de Wismes et Dortel, comme membre honoraire.

M. le Président fait part à la Société, des distinctions qui viennent d'être accordées à trois de ses membres : M. le Dr Lerat, nommé Officier de l'Instruction publique ; et MM. Riardant et Mailcailloz, Officiers d'Académie.

M. Dortel exhibe une médaille d'Yves Mahieuc, évêque de

Rennes, trouvée pendant les démolitions de la vieille église de Bouguenais. Durant les travaux, on découvrit un grand tombeau en plomb dans lequel se trouvait indiqué l'emplacement de la tête et des épaules, il contenait encore des restes d'ornements sacerdotaux, et était orienté de l'est à l'ouest. La médaille, trouvée devant l'église était attachée par un lien à un os. Yves Mahieuc, était né en 1462, dans la paroisse de Plouorn, au diocèse de Léon ; il mourut en 1541. Après sa mort on découvrit sur sa poitrine un stigmat en forme de « Croix de Jérusalem, blanche et reluisante comme albastre » suivant l'expression d'Albert le Grand. Les miracles qu'il opéra lui valurent une grande popularité. Dès la fin du xvi^e siècle, on distribuait des médailles et des feuilles imprimées contenant des prières ; M. Dortel en montre un spécimen d'une extrême rareté, don de M. Lucien Decombe ; le Musée de Rennes n'en possède qu'un exemplaire provenant de la collection de Robien. Yves Mahieuc, qui, comme l'apprend M. l'abbé Brault, avait fait ses études de théologie au couvent des Jacobins de Nantes, avait dû laisser dans cette ville, des souvenirs de son passage ; ainsi s'explique le culte qu'on lui rendit dans le diocèse de Nantes. M. le baron G. de Wismes présente un petit ouvrage, imprimé à Paris, en 1644, donnant une vie de saint Mahieuc, reproduite en partie par Albert le Grand.

M. de Veillechêze donne lecture de son étude sur *les vieilles maisons et vieilles gens du Croisic*. C'est une histoire très documentée des anciennes habitations des x^v^e au xvi^e siècles, qui font encore l'ornement du Croisic. Les plus remarquables sont la maison André avec sa cheminée Henri II, l'hôtel de Limur, la maison Fleuriot, l'hôtel d'Aiguillon bâti par le gouverneur de Bretagne à qui le Croisic doit la construction de ses quais, la maison Riel, habitée autrefois par le hardi marin qui sauva la division d'Anfreville après le combat de la Hogue.

M. Pied lit quelques pages de son travail sur les corporations de la Ville de Nantes, celle des charpentiers qui comprenait les maçons et les menuisiers et qui fut élevée en maîtrise par lettres patentes de 1582 ; celle de crieurs, chargés d'annoncer toutes les publications, objets perdus, enterrements.

M. Senot de la Londe donne lecture d'intéressantes notes recueillies par lui pendant un voyage en Auvergne, sur les églises de ce pays. Ces monuments appartiennent à l'école auvergnate, la plus belle de l'époque romane; ils sont caractérisés par l'absence d'ornementation sur la façade, le grand développement des absides, la présence de corbeaux à enroulement supportant les corniches du chœur. A l'intérieur la lumière et l'architecture sont concentrées sur le chœur séparé de la nef par un arc-doubleau; les triforiums sont différents et les deux rangées d'arcades qui supportent les tribunes ont des axes qui ne se correspondent pas.

M. Dortel communique une lettre de M. Héron de Villefosse, membre de l'Institut, au sujet de la Minerve découverte à Poitiers, et un travail de M. Hild, doyen de la Faculté des Lettres, sur le même sujet. Cette statue en marbre est la plus belle qui ait été trouvée en France; elle est sans doute une copie gallo-romaine d'une œuvre grecque de l'époque archaïque, du VI^e ou V^e siècle; c'est la représentation la plus fidèle du type de l'*Ἀθηνα Πυρρηνία*; connu dans ses traits généraux, mais dont la définition précise manquait à la science.

La séance est levée à six heures.

Le Secrétaire-Général,
Henri QUILGARS.

SÉANCE DU MARDI 11 MARS 1902

Présidence de M. Léon MAITRE, Président

Etaient présents : MM. DE BARMON, DE BERTHOU, abbé BRAULT, CHAILLOU, DORTEL, HOUDET, LAGRÉE, Alcide LEROUX, PIED, QUILGARS, SENOT DE LA LONDE, SOULLARD, TRÉMANT DE VEILLECHÈZE, baron DE WISMES.

M. le Président présente les excuses de M. Gaëtan de Wismes, empêché d'assister à la séance.

M. de Barmon dépose sur le bureau le *Traité de la compo-*

sition et de la lecture de toutes inscriptions monétaires, monogrammes, symboles et emblèmes, de Lecoq-Kerneven, gracieusement offert à notre Bibliothèque en double exemplaire par M^{me} du Faouëdic, de Redon. M. le Président prie M. de Barmon d'être auprès de l'aimable donatrice l'interprète de la reconnaissance de la Société pour le don de cet excellent ouvrage qui sera consulté avec avantage par nos confrères s'occupant spécialement de numismatique.

M. le baron de Wismes exhibe ensuite de très curieuses estampes représentant des armures complètes du xiv^e siècle. L'artiste, grâce à un habile procédé, a reproduit avec une exactitude absolue, l'empreinte même de ces armures gravées sur les pierres tumulaires de l'abbaye de Westminster. Puis notre confrère achève la lecture de son intéressante étude sur l'ouvrage de M. l'abbé Pothier : *la vie de M^{sr} Fournier, évêque de Nantes*. Dans cette seconde partie, M. de Wismes, passe successivement en revue les principales phases de l'existence si bien remplie du curé de St-Nicolas, du député à l'Assemblée Nationale de 1848, et enfin de l'Évêque de Nantes; et nous le montre constamment fidèle aux liens qui l'attachait à notre Société. Dès 1846, il s'était inscrit au nombre de ses membres fondateurs, et depuis lors notre Bulletin témoigne par la publication de diverses études dues à sa plume, de la part active qu'il ne cessa de prendre à ses travaux. Il fut de ceux qui appuyèrent avec le plus d'énergie le projet de fondation du Musée d'Archéologie, et en 1863 il était nommé membre de la Commission chargée de l'administrer. Son élévation à l'épiscopat mit encore plus en relief sa bienveillante sollicitude pour notre Réunion, dont il vint, à trois reprises, présider les séances.

M. le Président donne ensuite à la Société lecture de quelques extraits de l'étude qu'il prépare sur les cryptes des églises du Poitou, et distingue trois époques bien définies dans l'histoire de l'architecture de ces monuments. La première comprend tous ceux antérieurs au vi^e siècle, à l'état de caves obscures, sans fenêtres ni décorations; la seconde, les édifices de l'époque mérovingienne, ornés de piliers, et formés de nefs tels que ceux de St-Maixent, de St-Radégonde de Poitiers; enfin la troisième période est celle des cryptes redevenues sombres, comme dans la période primitive, sans

autre ouverture que les *fenestellæ* par où les fidèles sont admis à contempler et à vénérer les reliques du saint auquel est dédié le monument. C'est à cette classe qu'appartient la crypte de la vieille église de St-Philbert-de-Grandlieu.

M. le Président donne la parole à M. Robuchon, membre de la Société des Antiquaires de l'Ouest, venu tout exprès de Poitiers pour nous entretenir de l'importante découverte qui vient d'être faite dans cette ville. Sur le versant nord-ouest, derrière le Palais, dans un enclos où était jadis situé l'hôtel des Couhé-Lusignan, et qu'occupe aujourd'hui l'École supérieure des Filles, la pioche d'un terrassier a mis à découvert, le 20 janvier dernier, une admirable statue de Minerve, qui gisait entourée de nombreux débris gallo-romains. Sa disposition dans la fosse décelait de la part de ses ensevelisseurs, une pieuse attention de la soustraire au vandalisme qui la menaçait à l'heure des invasions barbares ou de la destruction des idoles par les chrétiens triomphants. La tête, indépendante du corps, s'adaptait exactement dans le thorax, creusé comme une gaine pour la recevoir ; elle reposait sur le côté de la cuisse droite, se laissant voir de profil. La main gauche était brisée au poignet, et le bras droit également rompu un peu au-dessus du coude. Ces membres, ainsi mutilés, gisaient dans la position normale, attestant que leur brisure était due à un enfouissement précipité.

La statue mesure 1 mètre 52; elle est en marbre blanc, et se trouve actuellement déposée au Musée de Poitiers, où depuis deux mois, elle est l'objet de la curiosité des archéologues et le sujet d'étude de tout le monde savant. M. Héron de Villefosse, dont la compétence est bien connue, l'a décrite dans les plus grands détails, ainsi que M. Hild l'éminent doyen de la Faculté des Lettres de Poitiers. Telle qu'elle est, et en dépit des mutilations qu'elle a subies, elle offre le spécimen le plus complet que l'on possède de l'*Ἀθηναία Περύνηος*, et constitue la découverte la plus considérable faite en France depuis cinquante ans.

M. Robuchon fait passer sous nos yeux les excellentes photographies qu'il en a prises. Le modelé du corps et des membres, la disposition de la robe et de la tunique dorienne qui la drapent, surtout l'art merveilleux que révèlent la tête de méduse et les petits serpents enroulés autour du buste et

des épaules, accusent toute la pureté du style grec, et la belle époque du siècle de Phidias. Mais la main qui a sculpté la tête est beaucoup plus lourde, et il faut reconnaître, avec M. Gonse, qu'elle doit être attribuée à un artiste de l'époque gallo-romaine. La statue, transportée sans doute d'Athènes ou de Mycènes, après la réduction de l'Attique en province romaine, dut être conduite d'Italie dans les Gaules par quelque riche patricien, venant occuper chez les Pictaves, une haute situation militaire ou civile ; et la tête, brisée sans doute au cours du voyage, aura été remplacée par celle qui a été retrouvée.

M. Soullard donne lecture d'une curieuse lettre adressée par Villenave à un destinataire inconnu le 8 fructidor an VIII (18 août 1800) au sujet de M. de Castellan, prévenu d'émigration. Villenave, son défenseur, estime que l'arrêté pris contre lui vise plutôt M. de Cadaran, avec qui l'aura fait confondre une similitude de nom. Néanmoins il s'attache à détruire les charges relevées contre son client, et affirme qu'il n'a rien à craindre pour sa vie ni pour sa liberté. Il prie son correspondant de s'entremettre près de Fouché, ministre de la Police, pour obtenir que M. de Castellan soit simplement mis en surveillance, puis rayé de la liste des émigrés.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à cinq heures et demie.

Le Secrétaire Général,
J. SENOT DE LA LONDE.

SÉANCE DU MARDI 15 AVRIL 1902

Présidence de M. Léon MAITRE, président
et de M. le baron de WISMES, vice-président

Étaient présents: MM. BLANCHARD, CHARON, DORTÉL, GUICHARD, HOUDET, LAGRÉE, OHEIX, PIED, POUVREAU, REVELIÈRE, DE SÉCILLON, SENOT DE LA LONDE, SOULLARD, TRÉMANT, DE VEILLECHÈZE et Gaétan DE WISMES.

Les procès-verbaux des séances des 4 et 12 mars sont lus et adoptés sans observations.

M. le Président présente les excuses de M. l'abbé Brault, empêché d'assister à la séance ; puis il est procédé, au scrutin secret, à l'élection de MM. Jollan de Clerville et Emile Cormerais, qui sont admis membres de la Société.

M. le baron de Wismes exhibe une monnaie de bronze à l'effigie de Crispine, trouvée aux environs d'Orléans, et qu'il est heureux d'offrir à la Société.

M. Senot de la Londe communique la copie d'une curieuse lettre inédite du Maréchal Marmont, en date du 5 avril 1815, qui repousse les propositions que Caulaincourt vient de lui adresser de la part de l'Empereur au retour de l'île d'Elbe. Marmont, ardemment rallié à la cause des Bourbons depuis la capitulation de Paris, se déclare prêt à combattre « Buonaparte, l'assassin du duc d'Enghien », devenu l'ennemi de la France et du repos public.

M. Edouard Pied détache de son ouvrage en préparation sur les *Corporations d'arts et métiers de Nantes*, le chapitre relatif aux *Bouchers*. Cette étude, toute remplie d'intéressants documents et qui fourmille de renseignements curieux, montre l'exercice de leur profession sévèrement réglementé au point de vue de l'hygiène et de la santé publique, et leur nombre strictement limité pour chaque quartier. En 1567, il en existe 21 dans la ville et 14 dans les faubourgs. Leurs premiers statuts octroyés par Charles IX, et confirmés par lettres patentes de 1570, 1572, 1626, 1665, 1728 et 1743, régissent leur organisation ; ils édictent de sages mesures propres à assurer leurs privilèges comme à soumettre leur profession à des règles précises. Parlant ensuite des *Cordiers*, M. Pied rappelle les modestes débuts de leur industrie dans notre ville, dont les premiers établissements s'installèrent sur la motte Saint-André, aux douves Saint-Nicolas en 1678, près des Irlandais en 1679, dans le quartier de la Monnaie, et sur la Fosse. Leur métier en Bretagne et particulièrement dans le pays de Vannes, de Quimper et de Saint-Brieuc, était tenu en médiocre estime ; ceux qui l'exerçaient, appelés *caqueux* ou *caquins*, occupant généralement d'anciennes léproseries, étaient assimilés aux lépreux, tenus pour « ladres de naissance », et frappés de la même opprobre. Le monde les fuyait, et ces malheureux parias, exclus de la société, à demi excommuniés, étaient obligés de pratiquer le culte dans des

chapelles particulières, toujours dédiées à Saint Lazare, patron des lépreux, d'enterrer leurs morts dans des cimetières à eux, et de porter sur leurs vêtements, à l'instar des Juifs au moyen âge, une *rouelle* d'étoffe qui les distinguât du reste de l'humanité. Enfin, il leur était interdit d'exercer d'autres professions. A Nantes, ces préjugés contre les cordiers eurent moins de force qu'ailleurs ; aujourd'hui le souvenir même en est évanoui.

M. le baron de Wismes communique à la Société un lot curieux d'imprimés et d'estampes de la fin du XVIII^e et du commencement du XIX^e siècles. Signalons entre autre l'état alphabétique des paroisses de Bretagne, où l'on remarque l'évolution des formes d'orthographe des noms propres ; le discours prononcé dans la chaire de la cathédrale de Nantes, en 1790, par Coustard, commandant de la garde nationale ; plusieurs numéros du *Journal de l'Empire*, de 1811, du *Journal des Débats*, de 1814 et 1815, un intéressant précis de la vie de Louis XVII ; de fins portraits du duc de Reichstaldt, de Chateaubriand, du duc de Bordeaux, de Rouhos, etc.

M. Maître, poursuivant son étude sur les cryptes du Poitou, présente à la Société la monographie très étudiée de celle de Sainte-Radegonde, de Poitiers, dont le culte fut en honneur dans le pays nantais, puisqu'elle possédait une église en face le Château, au Loroux et à Saint-Jean-de-Corcoué. La crypte de Sainte-Radegonde appartient incontestablement à l'époque mérovingienne, et en dépit des remaniements successifs que lui ont fait subir les architectes qui l'ont accommodée au goût des périodes successives, on doit la dater du VI^e ou du VII^e siècle. A l'origine, un double escalier donnait accès au tombeau de la sainte, et l'édifice était pourvu d'ouvertures qui furent murées au VIII^e siècle lorsque les Sarrasins envahirent l'Aquitaine. En 1012, on agrandit son chevet, un œil de bœuf fut percé derrière le maître autel et un déambuloire ajouté à la crypte. L'œuvre primitive, déjà singulièrement défigurée, fut encore dénaturée par les travaux entrepris sur l'ordre d'Anne d'Autriche ; c'est au cardinal Pie, l'illustre évêque de Poitiers, que revient l'honneur d'avoir rendu à cet intéressant monument son caractère et son ordonnance de l'époque romane. Le sarcophage qui renfer-

mais le corps de la sainte existe toujours, mais son couvercle brisé a malheureusement disparu.

M. Revelière communique à la Société le résultat des fouilles qu'il a pratiquées dans deux puits de la période gallo-romaine. L'un d'eux surtout recélait un riche mobilier, enseveli sous une épaisse couche de vase et de débris variés. De ce puits, de 1 mètre 50 de diamètre, profond de 6 mètres 50, creusé dans le roc vif et non muré, M. Revelière a eu la bonne fortune d'extraire une pile de 19 monnaies en bronze, soudées ensemble, à l'effigie de Claude et de Tibère, un denier d'argent de la famille Claudia, une pioche en fer très oxydé, des retailles de plaques de plomb de la grosseur du poing, une anse mobile en cuivre, un objet en cuivre, difficile à décrire et rappelant la forme d'un crâne de bœuf, une boucle en cuivre, striée, une pincè à épiler, également en cuivre, et formée de deux lamelles encore flexibles, des scories de fer, des poteries, des vases samiens, un très beau vase malheureusement brisé, des fragments de petites coupes, des poteries fines, des débris de bols, de coupes évasées ornées de zone de guillochure, toutes en terre noire, à grain très fin, un vase en forme de gobelet, d'une grande élégance de dessin, enfin et surtout un poids marqué VIII et correspondant à la livre romaine à 16 grammes près.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à six heures et demie.

Le Secrétaire Général,

J. SENOT DE LA LONDE.

SÉANCE DU MARDI 6 MAI 1902

Présidence de M. Léon MAITRE, Président

Étaient présents : MM. DE BERTHOU, abbé BRAULT, CHARON, DORTEL, DE FRESLON, HOUDET, V. LAGRÉE, Cl. DE MONTI DE REZÉ, OLLIVE, PIED, H. QUILGARS, REVELIÈRE, RIARDANT, SAY, SENOT DE LA LONDE, SOULLARD, Dr TACHARD, DE VEILLECHÈZE, baron DE WISMES.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le marquis de Trévélec, présenté par MM. Léon Maître et le baron G. de Wismes, est admis au nombre des membres correspondants.

M. le baron de Wismes offre à la Société un moyen bronze de Crispine, femme de Commode (177-183), représentant : à l'avant, le buste à droite de l'impératrice, avec la légende CRISPINA AVGVSTA ; au revers, la Joie debout à gauche, tenant une couronne et un gouvernail placé sur un globe, avec la légende LAETITIA.

M. Revelière exhibe une miniature d'un sieur de la Bletterie, apothicaire à Rennes, qui se qualifiait dans ses comptes à ses clients de « l'un des nobles échevins de la cité ». Il fut père de l'abbé de la Bletterie, membre de l'Institut, professeur à la Sorbonne, et auteur d'une Vie de Julien l'Apostat.

M. le baron de Wismes fait passer sous les yeux des membres présents un volume intitulé : « Croquis Montfortais », dû à la plume de M. le comte de Dion, président de la Société archéologique de Rambouillet. Cet ouvrage renferme de curieuses planches et d'intéressantes notices sur le pays de Montfort-l'Amaury.

M. Revelière donne lecture de divers extraits de l'ouvrage qu'il prépare sur « *Blain à l'Epoque Romaine* ». Cette savante étude, appelée à compléter les travaux de Bizeul et de M. Maître sur cette importante station, et enrichie de planches, signale toutes les découvertes faites depuis trente ans dans les différents quartiers de l'agglomération blénoise. Il convient de mentionner spécialement le fameux vase connu sous le nom de « *Vase de Blain* », qui a préoccupé tout le monde savant des archéologues et qui a été décrit en détail dans un ouvrage publié en Roumanie. Ce vase représente la mort de Décibal, roi des Daces. Dans la maison Trémant il a été trouvé un autre vase en grès, d'une forme très primitive. Ailleurs, une terrine portait le nom du potier PATERNOS.

M. le baron de Wismes donne lecture d'un rapport de feu le baron Armel de Wismes, secrétaire à l'ambassade du Vatican, rédigé à la demande du Gouvernement français, sur l'organisation des fabriques de mosaïques romaines. La fabrique du Vatican était l'une des plus célèbres de l'Italie avec celles de Palerme et de Venise. Le local se divisait en deux parties : les ateliers et les fourneaux ; chaque ouvrier avait devant

lui le modèle à reproduire et les matériaux nécessaires à ce travail, c'est-à-dire les émaux. Une collection de douze couleurs de quinze nuances différentes suffit à la confection d'une mosaïque. Le gouvernement de Rome aurait consenti à envoyer en France trois ouvriers pour installer une fabrique de mosaïques, et à lui fournir les émaux nécessaires. Mais ce projet resta sans suite. M. Revelière ajoute que des ouvriers étrangers ont introduit depuis en France l'industrie de la mosaïque, mais ils ne fabriquèrent que des œuvres grossières, incomparables avec les chefs-d'œuvre de la Rome moderne, car ce n'est que très tard que cet art s'est développé, à la fin du moyen âge ; toutes les mosaïques de l'ancienne Rome, si elles sont intéressantes aux points de vue historique et archéologique, sont, pour la plupart, presque nulles comme art.

M. Pied communique de nouveaux extraits de son ouvrage sur les anciennes corporations. Le rôle primitif des boulangers se réduisait à moudre le grain et à cuire la pâte qui leur était apportée. Dans la suite, ils fabriquèrent eux-mêmes le pain, — pain chaland, pain à la reine, pain à la Montoron, pain de chapitre, etc. ; — un acte de 1527 montre qu'on fabriquait cette dernière espèce de pain à Nantes. Les meuniers faisaient partie de la même corporation des boulangers. En 1521, on leur demanda un droit de « *gueule de four* », mais des protestations s'élevèrent contre l'établissement de cet impôt. Les meuniers et les boulangers étaient soumis à de nombreux règlements de police ; ainsi ils ne pouvaient établir de boulangeries auprès des forges, ne pouvaient conduire plus de trois chevaux à la fois et il leur était interdit de faire claquer leurs fouets dans les rues. Ceux qui vendaient des pains de mauvaise qualité ou n'ayant pas le poids, étaient poursuivis et devaient même être dénoncés. Les meuniers et les fournisseurs sont cités du temps de Charlemagne. A Paris, l'usage des moulins à eau était beaucoup plus répandu que celui des moulins à vent ; quelques médailles nous ont conservé la reproduction de moulins banaux. En Bretagne, les paysans imaginèrent, pour se soustraire aux moulins banaux, féodés aux fournisseurs, des moulins à bras ; on trouve des exemples de ces moulins jusqu'au XIII^e siècle. Au XVI^e siècle on construisit à Nantes un certain

nombre de moulins à eau ; les moulins sur bateau furent établis sur la Loire en 1741 et ne disparurent qu'en 1837.

Les Eperonniers, affiliés aux selliers, s'en séparèrent en 1678. Ils étaient peu nombreux.

M. Henri Quilgars donne quelques explications sur l'assimilation de la lettre N dans les langues celtiques, et retrace à ce sujet les transformations du mot breton *Uuen Ran* cité dans des chartes du ix^e siècle du cartulaire de Redon.

M. Dortel lit une note de M. Frasin, instituteur à Saint-Léger, sur la découverte de quelques haches de pierre, — en diorite — trouvées dans des défrichements au bord de cours d'eau.

M. Senot de la Londe donne un abrégé de l'histoire des Prieurés dépendant de l'abbaye de Toussaint d'Angers, situés dans le diocèse de Nantes. Cette abbaye, fondée en l'an 1028, ne fut d'abord qu'une simple aumônerie, réunie en 1635 à la congrégation de France. Elle possédait, dans le diocèse de Nantes, différents bénéfices : les prieurés de la Chapelle-Glain, du Pin, de Vritz et de Rochementru. L'abbé de Toussaint avait de plus la présentation du prieuré de Montonnac, en Nivillac, et de la Madeleine des Ponts. Le prieur de la Madeleine devait à l'abbé « douze lamproies de Loyre » le jour des Rameaux et 1.650 livres en 1789. Le prieuré de Montonnac ne dut entrer dans la manse capitulaire de l'abbaye qu'à la fin du xvi^e siècle ; le revenu était de 1.474 livres. Celui du Pin comprenait 900 communians, son revenu était de 1.824 livres. Le prieur de Vritz devait, en plus du revenu de 40 livres, le partage des fruits.

Le Secrétaire Général,

QUILGARS.

SÉANCE DU MARDI 3 JUIN 1902

Présidence de M. le baron de WISMES, vice-président

Etaient présents : MM. DE BERTHOU, BLANCHARD, DE BOCERET, CHARON, DORTÉL, GUICHARD, H. GOUSSET, DE LAUZON, DE LISLE DU DRÉNEUC, PIED, POUVREAU, REVELIÈRE, SAY, SENOT DE LA LONDE, SOULLARD, médecin-principal TACHARD, TRÉMANT, TROCHON DE LORIÈRE, DE VEILLECHÈZE et baron Gaétan DE WISMES.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté.

M. le Président annonce que notre sympathique trésorier-adjoint, M. J. M. Houdet, vient d'avoir la douleur de perdre sa mère, et se fait en cette circonstance l'interprète des sentiments de douloureuse sympathie, et dont il ira lui porter l'expression.

M. le médecin principal Tachard, à la veille de quitter Nantes, tient à faire ses adieux à la Société, et à la remercier de l'accueil qu'il y a trouvé. M. le Président l'assure à son tour des regrets que laisse ici son départ, et du bon souvenir que notre réunion conservera au collègue aimable et à l'érudit distingué qui, dans de charmantes causeries, l'initia à ses intéressantes découvertes en Algérie et en Tunisie.

M. le Président est heureux d'adresser à notre éminent collègue, M. Linyer, avec ses compliments personnels, les félicitations de la Société à l'occasion de sa nomination au grade de chevalier de la Légion d'honneur.

M. l'abbé Walsh, auteur d'une étude sur le manoir de Jean V, aujourd'hui siège de notre Société, présenté par MM. de Lisle du Dréneuc et le baron de Wismes est admis comme membre titulaire.

M. de Laprade, administrateur en Cochinchine, exhibe une curieuse série de haches en pierre trouvées dans la province de Bien-Hoa, au centre de marais, sur l'île de la Tortue. Ces haches, d'une forme très particulière et très rare, toutes en silex, diffèrent complètement de celles que nous connaissons. M. de Laprade les croit contemporaines de l'époque lacustre, et bien antérieures à l'occupation du pays par les Cambod-

giens qui l'habitèrent avant l'invasion des Annamites ; à son avis, elles ne dateraient pas de plus de sept à huit siècles. Leur régularité parfaite, leur beau modelé, et le poli de leur tranchant accusent en tous les cas une civilisation déjà avancée ; destinées à être emmanchées, elles durent être employées aux travaux de la culture, et servir de pelles et de pioches aux peuplades indigènes.

Les Annamites et les Tonkinois les désignent sous le nom de « lames de la foudre » et croient qu'elles ont été projetées du ciel par quelque divinité malfaisante, pour châtier les humains. Pareille tradition se retrouve chez les naturels du Brésil, ainsi qu'il résulte d'une communication faite à notre Société en 1891 par M. l'abbé Cullere.

Celles que nous présente M. de Laprade furent découvertes au nombre d'une trentaine par des ouvriers carriers. L'un d'eux étant mort subitement au cours du travail, ses compagnons saisis de frayeur, allèrent les enterrer sous un temple dédié à Boudha pour conjurer le maléfice de la trouvaille diabolique. L'aimable détenteur actuel en fait don au Musée.

M. René Blanchard, secrétaire général des Bibliophiles bretons, donne lecture du compte-rendu de la séance tenue hier dans notre ville par cette société sœur, sous la présidence de M. de Palys. Le second volume de l'itinéraire en Bretagne de Dubuisson-Aubenay, dont la valeur est doublée par les savantes annotations de notre collègue M. de Berthou, vient d'être distribué ; et le Comité s'occupe dès maintenant de préparer la publication de très curieux *mandements* des évêques de Saint-Brieuc, datés de 1408 à 1507, et imprimés pour la première fois à Tréguier en caractères incunables.

M. Revelièvre donne lecture d'une lettre d'un de ses parents, officier de cavalerie du Premier Empire, qui raconte le passage du Danube effectué le 1^{er} messidor an VIII, à six heures du matin, à la nage, par une fraction du corps du général Lecourbe. Les hardis chasseurs traversèrent le fleuve, le briquet aux dents, et, sans prendre le temps de revêtir l'uniforme, se précipitèrent sur l'ennemi, lui enlevant deux pièces de canon. L'établissement d'un pont de bateaux permit alors l'arrivée des renforts, et les troupes françaises se portèrent sur le village de Schweningen d'où elles refoulèrent les esca-

drons autrichiens, et les poursuivirent jusqu'à Donawerth, à deux lieues plus loin. Ce glorieux fait d'armes rapporté par Thiers (*Histoire du Consulat et de l'Empire*), fit tomber au pouvoir de Lecourbe 1.500 prisonniers, trois drapeaux, plusieurs pièces d'artillerie, avec une quantité de munitions. Nos pertes étaient insignifiantes.

On sait que la fixation du commencement de l'année au 1^{er} janvier est relativement récente. Avant l'édit de 1564, il était généralement admis que sous la première race, l'année commençait le 1^{er} mars ; sous la seconde à Noël, puis à l'Annonciation (25 mars) ; sous la troisième race, le *mos gallicanus* en reporta le point de départ à la veille de Pâques, au moment de la bénédiction du clergé pascal. M. de Berthou se demande si en Bretagne où dominait une race étrangère au reste de la France, cet usage fut adopté dès le début. Cette question très importante pour la critique historique, et peu étudiée jusqu'ici, doit être résolue négativement au moins entre 1069 et 1167 dans la partie sud de l'Armorique comprise entre Fouesnant et le Scorff, où la date de Noël ou du 1^{er} janvier prévalut. M. de Berthou démontre ce point à l'aide de deux chartes du cartulaire de Quimperlé : la première contenant donation par le duc Hoël en 1069 du prieuré de Loc Amand en Fouesnant, à l'abbaye de Sainte-Croix de Quimperlé ; — la seconde portant pareille disposition pour un canton de vigne situé près de Pontscorff en date de 1167. Les amateurs d'histoire bretonne feront donc bien de soumettre à une critique sévère les dates énoncées aux chartes des ^{xii}e et ^{xiii}e siècles. Ce travail peut réserver bien des surprises, et amener peut-être à conclure qu'au moins en Basse-Bretagne ou dans certaines de ces parties, le style de Pâques ne fut mis en usage que par Pierre de Dreux.

M. le baron G. de Wismes, qui vient de passer quelques jours à Orléans, et l'a visité en archéologue et en artiste, retrace dans une causerie pleine d'humour, son pèlerinage à travers la vieille cité de Jeanne d'Arc. Au milieu de ses ruelles laides et étroites s'abritent des monuments, civils ou religieux, dignes d'intérêt : le touriste et l'amateur, peuvent, en les parcourant, faire un véritable cours d'archéologie, car il n'en est pas une où les siècles passés n'aient marqué leur empreinte.

La crypte de Saint-Avit, découverte en 1852, sous les bâtiments du Grand Séminaire, est le reste d'une collégiale fondée au vi^e siècle par Childebert sur le tombeau de ce saint. Déblayée et sobrement restaurée, elle se compose d'une abside, divisée par neuf voûtes à arêtes, et éclairée par des fenestellæ très étroites. Les voûtes s'appuient sur 6 piliers engagés dans le pourtour, et sur 4 isolés. Ses caractères mérovingiens sont contestés par nombre d'archéologues, et son analogie avec plusieurs monuments similaires des ix^e et x^e siècles engage à la classer à cette époque.

La crypte de Saint-Aignan, plus vaste, est du même temps, mais a subi des remaniements et des agrandissements successifs ; l'*Eglise* du même nom, élevée au-dessus de la crypte, offre un transept et un chœur gothiques du temps de Louis XI où l'on remarque de fines moulures ; elles remplacent une ancienne collégiale du vi^e siècle, reconstruite par le roi Robert, et démolie lors du siège de 1428 ; — *Saint-Pierre-le-Prellier* malgré de nombreuses retouches du xv^e, possède encore une partie romane bien conservée ; — *Saint-Euverte*, monument lourd, mais non dépourvu d'intérêt, appartient au xiii^e siècle, avec des remaniements du xv^e ; elle est aujourd'hui occupée par une école de filles, est difficile à visiter. Enfin *la chapelle Saint-Jacques*, charmant édifice en ruine du xv^e siècle, présente encore au milieu du square de l'Hôtel-de-Ville où l'on a intelligemment réédifié sa façade et ses deux portes jumelles des lignes architecturales gracieuses et des détails d'ornementation très fouillée, admirablement encadrées de lierres et de verdure.

Les monuments civils forment à Orléans une classe aussi intéressante que les édifices religieux, avec cette différence qu'ici l'intérêt artistique marche de pair avec l'intérêt archéologique, si même il ne le surpasse. Orléans fut en effet le foyer d'une Ecole de Renaissance qui a fourni des types d'une beauté aussi originale que charmante.

M. de Wismes cite d'abord la *Tour blanche* très heureusement restaurée, seul vestige de l'ancienne enceinte de ville ; — et parmi les hôtels et maisons célèbres et digne de l'être : *l'ancien Hôtel de Ville*, aujourd'hui Musée avec son beffroi et sa jolie tourelle : — *la maison de Jeanne d'Arc*, située rue du

Tabourg où logea la Pucelle pendant le siège si l'on en croit la tradition, et connue de temps immémorial sous le nom de maison de l'*Annonciade* parce qu'elle servit de couvent à des Religieuses de cet ordre : son cabinet Renaissance orné de caissons avec ronds de bosse à l'italienne, renferme un curieux dallage. La *Salle des Thèses*, qui renferma la première bibliothèque d'Orléans, et sert aujourd'hui de lieu de réunion à la Société archéologique, offre un curieux caractère religieux avec ses nefs voûtées et ses élégantes fenêtres ; — la maison de François I^{er}, avec sa double galerie à colonnes, surmontées de chapiteaux variés, ses portes à fronton, sculpté, et sa tourelle ornée de la Salamandre ; la *maison de la Coquille*, en contre-bas de la place du Marché ; la *maison des chevaliers du guet*, etc.

Pour clore la série, M. de Wismes signale encore la belle ordonnance des maisons du XVIII^e siècle de la rue Royale et de la place du Martroi ; — et il attire notre attention sur les richesses artistiques et les curiosités archéologiques du Musée installé dans la maison de Diane de Poitiers ; les collections du Musée Orléanais où sont réunis tous les souvenirs et objets contemporains du siège, les œuvres d'art consacrées à honorer la Pucelle à travers toutes les époques et jusqu'à nos jours. A ce propos l'aimable causeur relève l'heureuse tendance des Orléanais à conserver les objets de l'art moderne, aujourd'hui communs, mais qui offriront à nos petits neveux une réelle valeur de documentation sur notre époque.

Les fêtes de Jeanne d'Arc, auxquelles notre collègue a assisté, l'ont beaucoup frappé par le déploiement et la richesse de son cérémonial et de son cortège ; mais l'intérêt historique en est complètement absent, surtout depuis qu'a disparu le *Puceau* qui figurait aujourd'hui Jeanne d'Arc.

M. Pied détache de son grand ouvrage le chapitre relatif aux *Barbiers*. Cette intéressante confrérie comprenait plusieurs catégories. Les *Barbiers Perruquiers* qui maniaient le rasoir et le ciseau étaient régis par des statuts sévères ; et pouvaient perdre leur office et voir leurs biens séquestrés s'ils commettaient quelque infraction aux bonnes mœurs. Il leur était interdit de travailler ailleurs que chez eux, et étaient tenus au secret professionnel. Ils arboraient pour

enseignes des *plats blancs*, et leurs boutiques devaient être vitrées de grands carreaux avec châssis peints en bleu.

Les *perruquiers-baigneurs-étuvistes* ouvrirent des établissements de bains souvent fréquentés par une clientèle avide de plaisirs faciles et de mœurs légères qui s'y donnait rendez-vous.

Enfin les *Barbiers-Chirurgiens*, qui eurent le privilège pendant longtemps de manier le bistouri et la lancette, avaient été autorisés dès 1301 à soigner certaines blessures. Leurs droits furent encore étendus par la suite par divers édits royaux. On conçoit l'importance de leur charge à une époque où l'usage de la saignée ridiculisé par Molière, était très répandu et se pratiquait périodiquement dans toutes les familles. En butte de bonne heure à l'animosité des chirurgiens proprement dits qui prétendaient à l'exercice exclusif de la médecine et s'efforçaient de leur en interdire la pratique, ils eurent à soutenir de nombreux procès. Enfin Louis XIV mit fin à l'assimilation des deux corporations en relevant la chirurgie. Ils étaient tenus du reste pour être admis en charges, de justifier de sérieuses connaissances médicales, de suivre des cours qui duraient quatre ans, et de passer des examens. Ils devaient savoir composer certains onguents, et guérir les brûlures et les coupures. Pour honorer leur profession, on leur accorda le droit de porter l'épée. Jusqu'à la Révolution ils demeurèrent très attachés à l'ancien régime. Leurs patrons étaient saint Côme et saint Damien.

Le Secrétaire Général,

J. SENOT DE LA LONDE.

DISCOURS
DE
M. A. DE BREMOND D'ARS
PRÉSIDENT SORTANT

Messieurs,

Il y a trois ans, en vous remerciant de m'avoir élu président, si je n'avais pas eu la prudence de vous exprimer mes craintes de ne pouvoir remplir exactement un mandat si flatteur, je n'oserais, en vérité, prendre aujourd'hui la parole, car je serais tout à fait inexcusable.

Je prévoyais, en effet, que bien des empêchements surgiraient durant ces trois années et me priveraient du plaisir de prendre part à toutes vos réunions. Ces prévisions se sont malheureusement réalisées, et une série de contretemps ont sans cesse entravé mes projets les mieux arrêtés. Des élections sénatoriales, départementales et municipales, des concours régionaux, des fêtes patronales, des commissions officielles de toute sorte, obligatoires, vous le savez, pour quiconque s'engage à se faire le mandataire politique de ses concitoyens, toutes ces causes multiples, mes chers confrères, m'ont continuellement tenu éloigné de vous, à mon grand regret, comme vous devez le penser.

J'avoue même que j'en étais arrivé à désirer qu'une indisposition sérieuse me donnât le moyen de vous présenter des excuses incontestables. Sur ce point, mon vœu, un peu téméraire, a été plusieurs fois trop large-

ment exaucé, surtout dans ces mois d'hiver... et d'épidémie.

A la rigueur, le chemin de fer permettait bien de franchir rapidement les soixante-cinq lieues qui me séparaient de Nantes; mais quelle action peut avoir un président arrivé la veille des séances : et comment pourrait-il même en suivre et comprendre l'ordre du jour, habituellement très varié et préparé d'avance par les soins raisonnés du Comité?

Vous êtes donc maintenant convaincus, Messieurs, de la nécessité de toujours choisir pour chef de notre Compagnie un de nos confrères à résidence fixe dans la ville où elle siège.

C'est ce que vous avez justement pensé en portant vos suffrages sur le savant archiviste de la Loire-Inférieure, M. Léon Maître, que ses importantes fonctions attachent sans interruption à la ville de Nantes.

Je n'ai pas besoin de vous énumérer tous les titres de mon honorable et savant successeur : mais je n'oublie pas qu'il fut mon parrain, il y a vingt-huit ans, avec l'un de nos plus regrettés présidents, M. le baron de Wismes ; ce sont eux qui me firent admettre membre titulaire de votre Société : et c'est un souvenir que j'aime à rappeler en cette circonstance.

M. Léon Maître est véritablement l'historien de ce grand département, dont il connaît les richesses historiques et archéologiques : vous ne pouvez avoir un meilleur guide dans vos recherches. Déjà, il vous a signalé des villes inconnues et révélé les secrets de la migration de ces peuplades préhistoriques d'après leurs traces presque entièrement effacées pour nous, mais qui deviennent perceptibles aux yeux des vrais érudits. Une longue expérience, comme celle de M. Léon Maître, finit par donner l'exacte solution de la grande énigme de la vie primitive.

Il suffit encore, Messieurs, de parcourir les tables des quarante volumes de notre Bulletin, tables si correc-

tement dressées par notre confrère, M. Edouard Pied, pour juger de l'importance des travaux de notre nouveau président.

Cependant, Messieurs, cette longue nomenclature bibliographique n'est pas complète, puisqu'il faudrait y ajouter celle des publications de notre confrère, qui a été également président de la Société Académique de Nantes; l'ensemble de tous ces mémoires, rapports et notices diverses composerait de nombreux volumes.

Vos deux anciens vice-présidents, MM. René Blanchard et le baron Christian de Wismes, auraient plus que moi qualité, Messieurs, pour vous parler aujourd'hui des travaux de la Société: ce sont eux qui ont voulu me remplacer durant ma longue absence. M. de Wismes principalement, depuis que M. René Blanchard s'est trouvé retenu, de son côté, par ses nouvelles fonctions d'archiviste de la ville de Nantes.

M. Christian de Wismes réunit, lui aussi, toutes les conditions de résidence: et vous avez été témoins du zèle, de la ponctualité et du dévouement qu'il a mis à présider chaque séance, et de son empressement à vous accompagner dans toutes les excursions de la Société, comme en font foi, d'ailleurs, les procès-verbaux et compte-rendus si clairement détaillés par M. Paul de Berthou: soit dans les intéressantes et fort instructives promenades à travers les quartiers de Nantes à la suite du plus compétent des cicérones, M. l'abbé Durville; soit dans les environs, à Clisson, par exemple, dont M. Paul de Berthou s'est fait l'historien. *Clisson et ses Monuments* est une monographie des plus étudiées que nous ayons, et que complètent si utilement les plans de M. Clément Josso, avec la reproduction des anciennes vues de ce château célèbre. A tous égards, ce beau travail méritait d'obtenir la médaille d'or de votre concours triennal.

Vous voyez, Messieurs, que l'absence du président titulaire n'a pas empêché la Société de conserver sa

florissante situation parmi les autres Sociétés de province. Sous ce rapport, elle a continué d'avoir une large part à ce mouvement de décentralisation intellectuelle tant souhaité en France, et les adhésions de nombreux collègues ne nous ont pas fait défaut.

Mais, si nous sommes heureux de compter cinquante-deux nouvelles admissions depuis trois ans, nous avons eu la douleur et le regret de perdre quatorze de nos confrères par décès, et un nombre à peu près égal par démissions.

Rappelons par ordre de dates la mémoire des premiers. Ce sont : MM. le comte Alphonse de la Guère, Léon Bénard, docteur ès lettres, professeur au lycée d'Angers; Alfred Chesneau, Gahier, Charles Pageot, agent voyer à Saint-Etienne-de-Montluc, qui, le 13 février 1900, était écrasé par un train.

C'est ensuite le dernier survivant des fondateurs de la Société, M. de la Nicollière Teijeiro, qui avait eu l'honneur bien rare d'en célébrer, comme Président, le cinquantième. Je ne reviendrai pas sur les justes éloges décernés à cet archéologue éminent dans les éloquents discours prononcés à ses obsèques par M. Sarradin, maire de Nantes, et M. Léon Maître, et par la presse locale tout entière : éloges complétés par la bibliographie de ses œuvres, au nombre de 172, d'après le relevé qu'en a fait M. Paul de Berthou.

A ce sujet, je me permets, Messieurs, d'appeler de nouveau votre attention sur une excellente coutume qui semble se généraliser, celle de dresser l'inventaire bibliographique de chaque écrivain, et surtout de ne pas attendre son décès pour lui rendre ce service posthume : il serait même fort utile d'avoir la collaboration de l'intéressé, plus à même de veiller à ce que la nomenclature soit complète. C'est un service que l'on ne rend pas seulement à l'auteur pour faire connaître la multiplicité de ses travaux, mais tout autant à la foule des chercheurs auxquels on facilite leurs investigations. On

peut même épargner une perte de temps précieux à cet infatigable *Chercheur des Provinces de l'Ouest* qui, sous l'intelligente direction de M. le baron Gaëtan de Wismes et de ses fidèles collaborateurs, a répondu depuis deux ans à toutes les questions qui lui étaient posées, et a élucidé des faits historiques presque oubliés ou très obscurs.

Après M. de la Nicollière, nous avons perdu le vénérable docteur Paul Anizon, ancien Président de la Société académique de Nantes, qui fut toujours si assidu à nos réunions depuis 1852, date de son admission. Nous espérons fêter, cette année, le cinquantenaire de cet honorable confrère. Il nous avait décrit une statue de la Vierge de l'église de Sainte-Marie de Pornic, statue à peu près unique en son genre, du moins dans nos contrées.

Peu de jours après le décès de M. le docteur Anizon, le 17 janvier, nous apprenions avec une douloureuse surprise la mort de M. Charles Le Cour Grandmaison, sénateur et conseiller général de la Loire-Inférieure, enlevé si prématurément à ses nombreux amis qui admiraient en lui l'homme politique désintéressé, le vaillant défenseur, dans les assemblées, de toutes les nobles et saintes causes.

Il y a un an, à peine, le 17 février, la Bretagne perdait son historien national, M. Arthur de la Borderie, au moment où il achevait son œuvre principale, l'histoire de la patrie bretonne, à laquelle il avait consacré sa vie entière.

Cette œuvre sera terminée par deux autres savants, M. J. Lemoine et M. le comte de Palys, à qui ont été confiés les documents amassés par leur maître et ami : pieux héritage qui ne pouvait être placé en de meilleures mains.

La mémoire de notre illustre confrère vivra autant que le nom breton. Ses obsèques ont été accompagnées d'hommages spontanés et de regrets sincères, éloquem-

ment exprimés dans des discours que vous n'avez pu oublier, tels que ceux de M. le conseiller Frédéric Saulnier, de M. de Palys et de notre ancien président, M. Henri Le Meignen, chargé de continuer une autre œuvre de M. de la Borderie : *La Société des Bibliophiles Bretons et de l'Histoire de Bretagne*, fondée à Nantes, le 24 mai 1877.

Dans sa séance du 29 juin dernier, la *Société des Bibliophiles* a élu M. Henri Le Meignen président, en lui adjoignant pour vice-présidents et secrétaires, MM. le comte de Palys et le marquis de l'Estourbeillon, René Blanchard et Paul de Berthou. C'est assurer l'avenir de cette savante Société dont vous connaissez les sérieuses publications. Mais, en même temps, la *Revue de Bretagne, de Vendée et d'Anjou*, devenue son organe, cesse, dit-on, de paraître, après quarante-trois années d'existence, pendant lesquelles les principaux archéologues et littérateurs bretons, poitevins et angevins s'empressaient d'en être les collaborateurs. De leur côté, tous ses lecteurs aimaient à y trouver, chaque mois, les comptes-rendus de M. le vicomte Ollivier de Gourcuff, ce lettré complet, si expérimenté pour analyser, avec autant de sûreté que d'élégante concision, cette foule d'ouvrages de toute sorte que leurs auteurs soumettaient à sa juste appréciation.

Le lendemain de la mort de M. de la Borderie, nous éprouvions encore une nouvelle perte en la personne de notre respectable doyen, M. le comte de Maquillé, dont l'admission comme membre titulaire remontait au 6 mai 1842. Ancien page du Roi, maire de Nozay, M. de Maquillé vivait dans la retraite, mais ne s'intéressait pas moins aux travaux de notre Société.

Ces deuils successifs ne devaient pas finir, car, deux mois après, M. le marquis de Dion, notre ancien président de 1890 à 1892, succombait après une assez courte maladie, en son château de Maubreuil. Je ne ferai que m'associer, Messieurs, aux touchants adieux exprimés

dans les discours prononcés à ses obsèques en présence de ses nombreux amis et concitoyens dont il était vénéré pour cette parfaite obligeance, cette bienveillante courtoisie envers tous ceux qui le connaissaient.

Le nom du marquis de Dion restera désormais attaché à l'existence même de la Société Archéologique de la Loire-Inférieure, et tous les archéologues, les écrivains de notre Compagnie rechercheront, comme la plus honorable récompense, le prix fondé par M. de Dion.

Cette généreuse innovation lui assure la reconnaissance de tous ses collègues et de tous ceux qui leur succéderont. D'ailleurs, M. le baron de Wismes a été notre éloquent interprète, et il me serait impossible de mieux exprimer nos unanimes et sincères regrets.

Pour clore cette trop longue liste mortuaire, je vous rappellerai, Messieurs, le récent décès de M. le chanoine Cahours qui, depuis plusieurs années, avait donné sa démission de notre Société où il avait été admis le 5 avril 1859. Il en fut le président de 1869 à 1871. On lui doit plusieurs Mémoires publiés dans le Bulletin sur divers sujets archéologiques et hagiographiques qui lui avaient valu d'être nommé officier d'Académie.

Je terminerai par un nom qui est d'avance dans votre pensée, celui de l'un de nos plus distingués et sympathiques collègues, M. Eugène Orioux. Heureusement, sa biographie écrite, il y a deux ans, par l'un de ses amis dévoués, M. Edouard Lemé, nous permet d'en conserver le portrait d'autant plus fidèle, qu'il fut pris sur nature, comme disent les peintres. C'est donc l'image de notre regretté confrère.

Nous aimons à relire, maintenant, cette consciencieuse étude; elle nous donne la parfaite image de l'homme du devoir persévérant, du savant dont l'érudition n'a point effacé *l'heure du rêve* des jeunes années.

Pour ma part, Messieurs, je n'oublierai point l'aménité de son accueil, le charme instructif de sa conversation lorsque j'allais, comme voisin, visiter notre excellent

confrère dans sa paisible retraite du quartier Félibien. C'est dans cette maison, construite par lui et loin du bruit de la ville, que M. Eugène Orieux se livrait à ses études si variées et à la fois si profondes, chacune dans son genre; soit qu'il traitât de questions d'histoire ancienne et même préhistorique, de problèmes de statistique, soit qu'il étudiât l'histoire naturelle si curieuse des insectes: c'était l'érudit et l'observateur réunis.

L'Histoire et la Géographie de la Loire-Inférieure, publiée avec la collaboration de M. Justin Vincent, est, comme le dit M. Edouard Lemé, « un ouvrage qui a résumé le labeur de sa vie ». J'ajouterai que ce livre sera toujours consulté pour ceux qui voudront bien connaître notre département.

Les témoignages de regrets n'ont pas manqué à la mémoire de M. Eugène Orieux. A la séance du 6 novembre dernier, M. le baron de Wismes s'est fait, en termes émus, l'interprète de nous tous, présents et absents.

Agent-voyer en chef honoraire, Chevalier de la Légion d'honneur, Officier d'Académie, M. Eugène Orieux faisait partie de plusieurs sociétés savantes dont il fut souvent le président; et, depuis sa retraite, il se consacra avec un dévouement pareil à celui qu'il avait eu dans ses fonctions officielles, aux missions qui lui furent confiées par ses confrères et ses concitoyens; ils connaissaient l'impartialité de ses opinions et la compétence de ses observations.

Il me semble donc, Messieurs, que la mémoire de notre vénérable confrère mériterait un dernier hommage. Nous devrions nous entendre avec les membres des autres sociétés dont M. Orieux fit partie, pour demander à la Ville de Nantes de donner le nom d'*Eugène Orieux* à la rue où est située la maison qu'il habitait: paisible demeure où ce véritable sage passa ses dernières années au milieu de ses livres, de ses travaux, jouissant de l'estime universelle qui entourait sa vieillesse. Ce serait dignement honorer le souvenir d'un homme de

bien, fils de ses œuvres, et dont les talents et la science furent toujours au service de son pays (1).

Quant à ce qui nous incombe actuellement, nous pouvons dès à présent, décider plus promptement et sans beaucoup de formalités administratives, que le portrait de M. Eugène Orioux sera placé dans la salle de nos séances; car nous n'avons qu'à faire reproduire l'excellente photographie de l'Etude biographique de M. Edouard Lemé.

Ce portrait ne serait pas le seul pour rappeler nos chers défunts confrères, MM. Christian de Wismes et Alcide Dortel ont déjà demandé de réunir les portraits de nos anciens présidents de la Société. Ce ne serait pas la collection la moins précieuse : *Majorum imagines*.

L'un de nos confrères, M. le docteur Alfred Rouxeau, a eu la même idée en proposant d'ériger les bustes de deux célébrités nantaises, les docteurs Maisonneuve et Chassaignac: projet qui s'est réalisé à la satisfaction de tous ceux qui tiennent à honorer la mémoire de leurs prédécesseurs.

La Ville de Rennes se dispose à donner à l'une de ses rues le nom d'Arthur de la Borderie, et Vitré, sa ville natale, à lui ériger une statue.

Avec votre nouveau Bureau, les succès de la Société ne feront que continuer et grandir. Votre président, M. Léon Maître, et vos deux vice-présidents, MM. le baron de Wismes et Alcide Dortel, organiseront sans doute de lointaines excursions, quand vous aurez terminé, sous la conduite de M. l'abbé Durville, ces agréables et fort instructives promenades à travers les quartiers historiques de notre vieille cité. M. de Wismes, archéologue et poète, ajoutera, aux comptes rendus détaillés et techniques de vos secrétaires, MM. Senot de la

(1) Ce vœu a été exaucé peu de temps après, puisque la Ville a donné le nom d'Orioux à l'une des sections de nos boulevards.

Londe, Henri Quilgars, Gaëtan de Wismes et Henri Gousset, quelques descriptions en vers aussi jolies que celle de Pornic.

Nos confrères de Montauban sont bien venus jusqu'à Nantes ; il est vrai qu'ils y étaient attirés par le plaisir de revoir leur éminent compatriote M. le docteur Tachard. — Vous auriez moins loin pour vous rendre en Basse-Bretagne. L'exemple de ces excursions est journellement donné par un grand nombre d'autres Sociétés. Les voyages, aujourd'hui, sont aussi faciles que peu onéreux. Vous n'attendez pas, je suppose, que votre trésorier, M. Edouard Pied, suivant les bonnes traditions de son digne prédécesseur, M. Charles Riardant, à qui nous devons la prospérité de notre budget, réalise un jour assez d'économies pour l'acquisition d'un automobile à notre service. — Ce progrès viendra à son heure et avec le temps... pour nos petits-fils. Mais peut-être que ceux-ci, à leur tour, rêveront les ballons dirigeables ? En attendant, quand viendront les longues journées d'été, prenez simplement le wagon ordinaire, il vous transportera encore assez promptement dans le Finistère, où vous retrouverez bien des usages, des coutumes qui tendent à disparaître sous ce niveau banal du langage et du costume, niveau qui détruit toute la poésie légendaire des différents pays.

Que je serais heureux, Messieurs, de vous revoir dans cette petite ville de Quimperlé où M. Léon Maitre vous ferait visiter les restes de cette ancienne abbaye de Sainte-Croix dont il a publié le précieux cartulaire avec la collaboration de M. Paul de Berthou.

Vous viendriez aussi à Pont-Aven, le rendez-vous de tous les artistes, attirés par la beauté des sites et par ces fêtes bretonnes qui nous reportent vers le temps, les mœurs d'autrefois, et que La Villemarqué et Brizeux ont dépeints dans leurs poèmes si connus.

A Moëlan, vous entendriez parler du Pardon de Saint-Philibert, comme à Saint-Philibert-de-Grand-Lieu.

Dernièrement, le recteur de cette paroisse obtenait du curé de Tournus une notable portion des reliques du saint Abbé ; et cette translation était l'objet de belles fêtes religieuses présidées par l'Evêque de Quimper.

On m'avait demandé l'intéressante notice de M. Léon Maître sur la vieille église de Saint-Philbert, pour mieux connaître l'histoire de ce saint, fort honoré dans toute la Basse-Bretagne.

Je n'oserais trop vous offrir la modeste hospitalité de mon vieux manoir où demeura ce jeune et infortuné marquis de Pontcallec, décapité sur la place du Bouffay, à Nantes, avec ses trois autres compagnons, victimes de leur dévouement à la cause de l'indépendance bretonne : car — dit M. Joseph Rousse, dans de beaux vers que nous aimerions à citer en entier, —

Ces seigneurs

Des droits de la Bretagne étaient les défenseurs,
Ils voulaient protéger sa liberté meurtrie.
S'ils avaient conspiré, c'était pour la patrie !

A Quimper, notre collègue, M. Paul du Châtelier vous ferait les honneurs de la ville de Saint Corentin, dont le musée, comme celui du château de Kernuz, près Pont-l'Abbé, attire la visite d'une foule de touristes.

Je suis certain que, malgré la multiplicité des cartes postales illustrées, MM. Paul Trémant, le docteur Tachard, Edouard Say, Christian de Wismes, et bien d'autres de nos confrères, trouveraient mille sujets d'appliquer leurs talents de photographes amateurs pour saisir les paysages, les costumes et monuments bretons, comme M. Paul Soullard de reproduire avec sa merveilleuse plume de dessinateur — ou plutôt de graveur — les objets d'art local conservés dans les collections du pays.

M. Paul de Berthou, qui nous a donné le compte-rendu des divers congrès où il n'a jamais manqué d'assister, à Vannes, Guérande, Châteaulin, Lannion, etc., vous

indiquerait les endroits à explorer de préférence ; principaux sites et monuments également connus de M. le vicomte de Lisle du Dreneuc qui a plusieurs fois parcouru la Bretagne en véritable connaisseur de l'histoire celtique.

Et tous ceux, comme moi, mes chers confrères, empêchés de vous accompagner dans ces charmantes pérégrinations, nous en serions dédommagés par vos récits qui nous seraient d'un plaisir extrême, tel que nous l'éprouvons, lorsque vous voulez bien nous faire part de vos impressions de voyage : même — je dirais presque surtout -- quand vous voyagez à l'étranger ou très loin de la Bretagne, et pour votre propre compte.

M. Henri Le Meignen a été l'un des premiers à prendre cette louable habitude, quand, à son retour d'Italie, il nous fit la description des villes qu'il avait parcourues dans cette contrée enchanteresse. L'exemple de M. Henri Le Meignen a été fort heureusement suivi par M. Léon Maître, lorsqu'il assista au Congrès des Sociétés savantes, à Nancy ; par M. Georges Charon et M. le colonel Allotte de la Fûye, le savant numismate, après l'Exposition universelle de 1900, et M. Alcide Dortel, qui n'oublia pas non plus son séjour à Saint-Emilion. La réputation de ces excellents vignerons n'a pu effacer, chez un véritable archéologue, l'intérêt historique des anciens monuments de cette ville. Notre confrère ne pouvait manquer de s'arrêter à Saintes, l'antique Médiolanum des peuples santon. J'ai regretté de ne m'être pas trouvé, en ce moment, dans ma ville natale, où, je le suppose, M. Alcide Dortel a vu l'un de mes plus anciens amis et confrères, M. Louis Audiat, président de la Société des Archives historiques de la Saintonge, et conservateur du Musée Archéologique, dont il est justement fier de montrer les richesses.

Que de documents à recueillir pour les futurs Bulletins, si beaucoup de nos confrères voulaient en être les collaborateurs, car nous avons sans cesse fait appel à

toutes les aptitudes de chacun. L'art ancien n'a rien à perdre en donnant place à l'art moderne ; c'est, d'ailleurs, une telle alliance qui apporterait de la variété dans nos publications. Parmi les deux cents membres de notre Société, nous comptons beaucoup d'amis des arts, nous leur devons donc une égale sympathie ; et, vous le savez, l'art de la peinture occupe l'un des premiers rangs dans notre ville. Dernièrement, nous avons vu avec quel empressement on a accueilli la création de la Société des Artistes Nantais, dont le président actuel, M. de la Rochette, est notre collègue de la Société Archéologique.

Un grand journal de Nantes, *l'Espérance*, donnait ces jours-ci, l'intéressant compte-rendu de la fête, du quatrième anniversaire de la nouvelle Société artistique, et l'éloquent discours de M. de Broca, avec des toasts chaleureux de Georges Lafont, l'habile architecte, le patron des artistes, que la ville de Quimper a chargé d'édifier une salle pour les fêtes et réceptions solennelles, sur la rive si pittoresque de l'Odéon ; de MM. Méry, Le Sage et de La Rochette : et aussi la brillante improvisation de M. Gaëtan de Wismes, si vivement applaudie, quand on a rappelé le souvenir de son père, qui fut le précurseur des nombreux partisans de la décentralisation artistique. Ce mouvement, aujourd'hui, si fortement accentué, aura des conséquences incalculables, tant au point de vue social que sous le rapport du progrès des arts. C'est, en effet, un véritable terrain de paix et de conciliation que celui où l'art nous convie.

M. Gaëtan de Wismes l'a heureusement défini dans son allocution toute vibrante de patriotisme breton. Les héritiers de feu le baron de Wismes sont aujourd'hui les véritables enfants de la Bretagne par leur mère, la digne et pieuse compagne de notre ancien président, enlevée depuis peu de temps à l'affection si dévouée de ses trois fils.

Que de documents variés n'offriraient pas nos publi-

cations avec un peu de bonne volonté de nos confrères! Néanmoins, citons les principaux collaborateurs des deux derniers volumes de 1899 et 1900 : notamment et d'abord, en première ligne, M. l'abbé Durville, les regrettés Stéphane de la Nicollière et Eugène Orioux; puis MM. Paul Berthou, Henri Quilgars, le chanoine de Corson, René Blanchard, Edouard Pied, André Oheix, Pitre de Lisle, Alcide Dortel, Senot de la Londe, héritier des anciennes Archives des Boylesve, Georges Charon, Alfred de Veillechêze, Christian et Gaëtan de Wismes. Remercions aussi tous ceux qui nous ont amené tant d'adhésions nouvelles.

Mais j'ai hâte, Messieurs, de clore cette trop longue causerie pour vous exprimer mes vœux et mes souhaits et vous redire mon profond regret de n'avoir pu prendre part à vos travaux de la dernière année.

Nos éminents confrères qui font partie des hautes assemblées et du Conseil général, comme MM. le comte de Bejarry, le comte de Pontbriand, Anthime Ménard, le marquis de la Ferronnays, le comte de Montaigu et le marquis de l'Estourbeillon, ainsi que MM. Ludovic Cormerais, Alcide Dortel, mon ami Anatole de Barthélemy, l'un de doyens de l'Institut, nous seconderont de leur juste influence : soit en nous obtenant du Ministre de l'Instruction publique de beaux et savants ouvrages que MM. Paul Soullard et Joseph Houdet classeront dans notre bibliothèque avec le soin et le goût de véritables bibliophiles; soit en nous faisant participer aux subventions du Département qui viendraient fort à propos augmenter notre trop modeste budget administré cependant avec tant de sage économie par M. Charles Riardant, maintenant notre trésorier honoraire, auquel succèdent M. Edouard Pied et son fidèle adjoint, M. Raymond Pouvreau, non moins expert en fait de comptabilité. Cela permettrait peut-être de hâter notre installation définitive au premier étage, du palais Jean V, dans une salle plus vaste et plus abordable que

notre salle provisoire ; tant il est vrai que parfois monté sur le faite, on aspire à descendre, souhait très légitime pour des archéologues qui, en général, ont dépassé de beaucoup la vingtième année !

Ceci m'amène tout naturellement à vous dire, mes chers Confrères, que je suis arrivé à l'âge où il faut songer au repos. Les vieux marins, mes voisins des côtes de l'Armor, au milieu desquels je vis depuis plus de quarante ans, lorsqu'ils reviennent à l'humble foyer héréditaire, après une longue et périlleuse carrière, répètent, sans s'en douter, les paroles de Virgile : « J'ai hâte de plier mes voiles et de tourner ma proue vers le rivage. »

Vela traham, et terris festinem advertere proram.

Je dis comme eux. Mais ce que je veux dire encore, c'est que je conserverai toujours, comme l'un de mes meilleurs souvenirs, les témoignages de votre bienveillance, lorsque deux fois vous m'avez appelé, par vos suffrages, à l'honneur d'être le président de notre chère et florissante Société.

A. DE BREMOND D'ARS.

DISCOURS DE M. LÉON MAITRE

PRÉSIDENT ENTRANT

Messieurs et chers Confrères,

L'honneur du fauteuil m'est offert par vos suffrages dans des circonstances si avantageuses que la pensée de le refuser ne m'est pas venue à l'esprit ; au contraire, en voyant nos réunions si fréquentées, les demandes d'admission si nombreuses, nos bulletins si remplis d'excellentes observations, nos délibérations intérieures si calmes et si courtoises, je me suis réjoui d'être plus près de vous, et je n'ai pas été effrayé des conséquences de votre confiance. Mon prédécesseur, M. le marquis de Bremond d'Ars-Migré, a tout fait pour rendre sa succession agréable à recueillir, il a pourvu à toutes les nécessités d'une installation nouvelle dans un local, sinon définitif, tout au moins voisin du Musée créé par notre Société ; il a su attirer dans nos rangs par son exquise courtoisie de nouveaux sociétaires et répandu autour de lui le goût de l'étude. M. le baron Chr. de Wismes, le gardien de nos usages et de nos traditions par le fait des fonctions honorables que vous lui avez confiées et continuées à plusieurs reprises, reste heureusement à mes côtés et, d'autre part, je me vois assisté par un nouveau vice-président, M. Dortel, dont le dévouement à la science archéologique a été éprouvé en de nombreuses circonstances. Son activité toujours prête à suivre le mouvement des découvertes et des publications nouvelles nous promet des informations dont chacun de nous fera son profit. M. de Berthou, si bon interprète de la physionomie de

nos séances, nous quitte pour se reposer seulement, mais il passe la plume à M. Senot de la Londe qui n'a pas besoin de noviciat pour se mettre promptement au courant de notre secrétariat, après les longues années qu'il a passées dans le rude exercice des facultés de Droit. M. Henri Quilgars est lui aussi préparé à la suppléance quand on demandera son aide. Quant à notre bibliothèque, elle est en bonnes mains puisque nous gardons M. Soullard comme conservateur de nos collections avec l'assistance de M. Houdet. Nos finances sont en bon ordre grâce à la sage économie de M. Riardant qui veut, lui aussi, se reposer, elles passent entre les mains de M. Pied dont la vie s'est écoulée au milieu des chiffres et sur le dévouement duquel nous pouvons compter, bien que ses heures ne soient pas inoccupées. A tous ces excellents collaborateurs je dis merci du fond du cœur comme aux rédacteurs de nos procès-verbaux du comité, MM. Gaëtan de Wismes et Gousset, dont le concours nous est également précieux pour la régularité de notre administration intérieure.

Au dehors, je ne vois aussi que des pronostics encourageants : l'esprit public, comme les administrations, accueille avec bienveillance les propositions qui ont pour but de favoriser les études archéologiques. M. le Maire de Nantes a institué près de lui, vous le savez, une Commission du Vieux Nantes qui sera toujours consultée quand un projet de voirie mettra en péril l'existence de l'un de nos vieux édifices ; de son côté, le Conseil général de la Loire-Inférieure a inscrit d'une façon permanente à son budget, un crédit de 10.000 fr. qui sera employé à la conservation de nos monuments historiques.

On ne peut donc pas dire que le feu sacré allumé, il y a 60 ans, par l'éminent de Caumont et ses congrès de province, est près de s'éteindre, que nos études sont en baisse ou contraires au goût du jour, ce serait méconnaître la vérité. Jamais la France n'a compté plus d'ar-

chitectes et de sculpteurs soucieux de s'inspirer du passé dans leurs conceptions quand ils entament une œuvre nouvelle, ou désireux de rester de simples imitateurs quand ils se chargent de restaurations. Jamais notre pays n'a envoyé au loin plus de chercheurs zélés ; en Algérie, en Tunisie, en Egypte, en Grèce et jusqu'en Perse nous avons des compatriotes qui pratiquent des fouilles et nous renseignent sur les civilisations de tous les pays.

Si je regarde dans nos rangs, je vois que toutes les branches de l'archéologie ont su gagner les préférences de quelques-uns de nos confrères : les âges préhistoriques, la numismatique, les mœurs romaines, la topographie, les monuments civils et religieux sont des sujets que vous aimez à voir développer devant vous comme les origines de nos villes et de nos paroisses, oui, le siècle qui finit a été tourmenté par le démon de la curiosité et celui qui commence ne remuera pas moins la cendre des siècles écoulés, parce qu'il a soif de connaissances exactes. Cette passion qui dégénère parfois en complaisance frivole pour les colifichets, est capable d'élever très haut nos sentiments si elle nous pousse au delà des émotions d'une admiration passagère, car elle nous rapproche des ancêtres et peut exciter chez les descendants une généreuse émulation en mettant en regard de notre faiblesse leur audace artistique et leur puissance de création. Déjà cette passion de l'Archéologie a eu cet heureux résultat de nous rendre plus justes pour les efforts des générations du Moyen-âge et de nous faire comprendre qu'il y a autant de génie dans la cathédrale de Reims que dans le Parthénon.

Qui dira tous les enseignements qui découlent de la restauration complète et de la vue d'un monument comme celui de Notre-Dame de Paris dégagé de toutes les laideurs accumulées autour de ses flancs ? C'est le résumé de toute une civilisation, la synthèse du savoir-faire de toute une époque, étonnante par sa masse et par

sa variété, que le passé étale aux yeux du présent en nous disant : *Essayez d'en faire autant.*

Nous sommes forcément modestes, quand nous jetons un regard sur les œuvres de certains peuples qui nous apparaissaient de loin comme des barbares, et auxquels nous faisons une place dans nos musées nationaux. Quelle revue salubre que la visite de la Perse au temps de Cyrus, en compagnie de M. Dieulafoy, depuis qu'il nous a rapporté les débris du palais d'Artaxercès ! Jamais l'imagination humaine n'enfantera pour la Divinité une hauteur et une ampleur d'appareil supérieur à la pompe grandiose que les Perses déployaient autour du trône d'un roi.

En Bretagne, les populations peuvent aussi montrer avec orgueil des témoignages nombreux de virilité qui donnent une haute idée de l'intelligence des premiers habitants de ses landes. Tous les voyageurs qui regardent les dolmens et les menhirs se demandent avec stupéfaction, comment une race dépourvue de machines et de moyens de calcul, a pu mettre en place tant de colosses de pierre. Cette question restera peut-être longtemps encore sans réponse comme celle de leur destination. Mais qui s'en plaindra ? le mystère sied bien aux sciences, il aiguillonne l'ardeur du chercheur et lui procure des surprises qui sont sa récompense.

Les explorations au grand air sont le lot de quelques privilégiés, robustes ou entreprenants, favorisés par la chance ; les travaux les plus accessibles sont les fouilles dans les rayons de bibliothèque, et ces derniers ont aussi un grand attrait que vous avez compris depuis longtemps. En toute occasion, vous vous êtes montrés soucieux de compléter les collections précieuses qui nous viennent de toutes les parties de la France, parce que vous sentez la nécessité de vous tenir au courant des découvertes monumentales ou mobilières qui se produisent de temps à autre à Paris et dans les provinces. Voilà une excellente disposition d'esprit qui

doit enfanter parmi nous beaucoup de vrais archéologues.

En effet, notre rôle ne consiste pas seulement à trouver des objets ou des ruines inconnus, il nous impose aussi le devoir de nous livrer à des commentaires ; or, comment discuter les mérites d'une découverte si on ne possède pas des éléments de comparaison, des hypothèses émises par des devanciers et des descriptions de même ordre.

Le Comité des Travaux historiques veut que nous compulsions les Bulletins des Sociétés savantes, et pour nous encourager dans cette voie, il a publié un guide qui doit abrégér notablement nos recherches.

C'est un répertoire bibliographique ou, si vous le voulez, une table générale de tous les articles longs ou courts consacrés à l'Histoire et à l'Archéologie, publiés par les Sociétés savantes de Paris et des départements jusqu'à l'année 1885. Ce vaste dépouillement formera trois gros volumes in-4°. Quelle clé d'or merveilleuse pour ceux qui auront la patience de s'en servir ! Que d'horizons nouveaux elle ouvrira à ceux qui jusqu'ici ont vécu dans l'isolement de la province, loin des musées de Paris !

Un jour, ma bonne étoile me conduisit chez un aimable propriétaire de Fégréac, M. Henri de Barmon, et nous déterrâmes ensemble une figurine en terre blanche portant sur le dos cette légende : *Rextugenos Sullias Auvot*. Quelle traduction donner à une légende si étrange ? La Bretagne n'avait jamais assisté à pareille trouvaille, aucun bulletin de ce pays ne signalait d'objet semblable et pas un dictionnaire ne contenait ces mots d'origine gauloise. Pour sortir d'embarras, il me fallut entrer en correspondance avec les spécialistes les plus connus de la province, les érudits les plus compétents de Paris, et je finis, après une longue enquête, par apprendre que *Rextugenos* était un fabricant gaulois dont les produits s'étaient dispersés dans des pays très

éloignés les uns des autres, et qu'il n'avait pas toujours employé la même estampille. Tantôt, il mettait son nom seul sur ses figurines, tantôt il ajoutait *fecit*, tantôt *auvot*. De là, on fut autorisé à conclure que *auvot* était un verbe gaulois synonyme du mot *fecit*. Ce résultat, très simple en lui-même, n'a pu être obtenu qu'en rapprochant les unes des autres de nombreuses découvertes.

Je vous parle d'une histoire vieille de 15 ans.

Si le répertoire du Comité des Travaux historiques avait existé à cette époque, j'aurais obtenu tous mes renseignements sans frais de correspondance, par la seule lecture des bulletins de nos sœurs, les sociétés savantes de province et de Paris.

Je me suis trouvé dans un égal embarras à propos d'un petit vase que j'ai rencontré en immense quantité sur les bords de la mer, et dont la fragilité et la forme ne peuvent s'utiliser dans aucune industrie connue. Quelques autres chercheurs ont fait la même rencontre à Saint-Nazaire et dans le Finistère, toujours sur une falaise, sans pouvoir assigner à cet objet un emploi raisonnable. La question a fait un pas ces temps derniers, elle sera ramenée devant vous un de ces jours par M. Quilgars, qui, dans ses investigations persévérantes autour de Guérande, a trouvé un cas où ces mêmes vases sont symétriquement rangés comme un damier et couverts d'ardoises. Notre confrère aura, lui aussi, grand intérêt à savoir s'ils se présentent ailleurs dans les mêmes conditions, et il ne pourra l'apprendre qu'en parcourant les tables des Sociétés des départements maritimes.

Vous le voyez, notre bibliothèque doit être notre instrument habituel de travail, non-seulement pour développer nos connaissances, mais encore pour asseoir sérieusement nos conjectures en raisonnant par assimilation.

Le système d'instruction par les yeux, par les voyages

avec des compagnons de route bien préparés, a été aussi très apprécié parmi nous pendant les trois dernières années, et il donnera toujours satisfaction aux amateurs de déplacements fructueux quand chaque excursion aura été préparée. Nous sommes obligés de regarder autour de nous : la Loire-Inférieure ne nous offre pas une grande variété de monuments religieux antérieurs au XVIII^e siècle ; notre département est pauvre de belles églises, pauvre de cryptes, pauvre de jubés, pauvre de vieux clochers, pauvre de cloîtres et de porches pittoresquement accrochés au flanc des édifices. L'art roman du XII^e siècle ne nous a pas laissé un seul exemplaire achevé de la grande explosion artistique de cette époque, rien qui ressemble à ces belles voûtes en forme de dômes qu'on rencontre si communément en Anjou et en Poitou dans les moindres villages.

Cette indigence s'explique, dit-on, par l'absence des carrières de pierre tendre et la difficulté des transports ; on invoquerait avec plus de raison, je crois, la pénurie des bons ouvriers. Le granite n'est pas une pierre facile à tailler, il a imposé un long apprentissage à nos tailleurs de pierre, mais il est arrivé un moment où l'on s'est rendu maître de sa dureté, témoins ces nombreuses chapelles, ces églises et ces clochers qui font la parure des départements bretons jusqu'au fond des campagnes du Finistère, témoins la cathédrale de Nantes, le vieil évêché, la Psalette et les chapelles de Batz. Voilà ce qu'on a fait dans la période gothique.

Les efforts antérieurs n'ont pas abouti à des résultats durables, je ne sais pourquoi, car en architecture militaire, la région peut soutenir la concurrence avec ses voisines ; elle nous a laissé des types si nombreux que nous pouvons suivre ses transformations depuis le XII^e siècle jusqu'au XVI^e, sans interruption. Vous avez déjà vu les trois châteaux de Clisson accolés les uns aux autres, vous avez saisi, avec les lumineuses explications de notre érudit confrère, M. Paul de Berthou, les traits

caractéristiques qui permettent de distinguer la succession des travaux. Vous retournerez maintenant avec plus de plaisir revoir la tour d'Oudon, donjon octogonal de la fin du ^{xiv}^e siècle, bien daté par acte authentique, et vous jugerez mieux comment l'habitation féodales'est transformée avant l'invention du canon. Le château de Châteaubriant commence plus tôt et finit plus tard ; son lourd donjon carré du ^{xiii}^e siècle nous retrace exactement ce que fut la première demeure solide des barons et la colonnade de sa cour intérieure est une représentation exacte du savoir-faire que déployaient les architectes de la Renaissance quand ils furent appelés à égayer ces maussades retraites garnies de herse et de machicoulis menaçants. Heureusement pour nous, ils n'ont rien rasé, ils ont occupé les espaces vides, étendu le périmètre, adossé leurs constructions contre les courtines, et ont sauvé ainsi tout ce qui était nécessaire à notre instruction.

Quelle leçon pour nos architectes modernes ! Aurons-nous jamais autant de respect pour les ruines ? Il en est de même à Blain où les trois châteaux se sont juxtaposés sans se défigurer.

Quand un édifice avait fait son temps, il n'était pas pour cela condamné à la destruction, il était abandonné à sa place habituelle et celui qui le remplaçait, occupait un nouveau terrain.

Nous ne connaissons pas Carcassonne et ses curieuses tours élevées par les Visigoths et les Sarrasins, si les habitants s'étaient obstinés à demeurer dans leur enceinte du Moyen âge. Louons les d'avoir descendu le coteau et d'avoir déployé leur activité moderne dans la plaine. Nous voudrions que les habitants de Guérande, qui ont à leur disposition tant de beaux versants ensoleillés, fussent plus pressés de s'établir, eux aussi, dans la banlieue de leur ville, afin que la curiosité et l'Archéologie puissent s'emparer complètement de leur enceinte fortifiée.

Nous ne referons jamais trop de visites à ces intéressantes résidences féodales, nous aurons toujours de nouvelles notes à prendre, à chaque fois que nous irons leur demander une distraction ; tant elles sont pleines d'ingénieuses combinaisons dans leurs escaliers, dans leurs bretesches, dans leurs échauguettes, leurs tourelles et leurs pavillons. En dehors de ces citations, je ne vois pas ce que nous pourrions étudier si nous restions dans les limites du comté nantais ; les jolies fontaines, les ossuaires, les calvaires à personnages, les clochers à jour sont dans le Morbihan, les Côtes-du-Nord, et le Finistère. C'est un peu loin, il est vrai, mais aujourd'hui les chemins de fer raccourcissent les distances. Nantes est dans une position exceptionnelle au point de vue de l'organisation des voyages instructifs, elle est aux portes de la Vendée ou du Poitou, de la Bretagne et de l'Anjou, c'est-à-dire des trois contrées qui contiennent le plus de monuments civils et religieux. Où trouver un modèle d'hôpital du ^{xiii}^e siècle mieux conservé que celui de Saint-Jean d'Angers, aujourd'hui transformé en musée archéologique par une heureuse inspiration ? Ces belles voûtes qui couvrent tant de curiosités, ces nefs multiples où circulent les visiteurs, abritèrent des lits de malades pendant neuf siècles. Entrez aussi dans la cathédrale de Saint-Maurice, et vous verrez comment les ouvriers d'Angers ont su jeter sur une large nef, une voûte qui dure depuis le même temps. Nulle part, le ^{xiii}^e siècle n'a laissé de meilleurs spécimens de son génie créateur et de la hardiesse de ses conceptions.

Lorsque vos loisirs vous conduiront en Poitou, vous ne sentirez pas de changements : les deux provinces sont sœurs par leur amour de l'art roman, par leur floraison d'abbayes d'hommes et de femmes, par la similitude des matériaux qu'elles emploient, par la profusion des ornements jetés sur les façades. Dans cette atmosphère, vous rencontrerez des noms connus de nos historiens

bretons, des preuves de parenté spirituelle, et vous serez conduits à la source même du canal qui alimenta le zèle religieux des populations de la Loire-Inférieure.

A la suite de la crise morale que traversèrent nos paroisses pendant le x^e siècle et le xi^e siècle, la régularité y fut ramenée par des colonies monastiques appelées d'Angers, de Fontevrault, de Saint-Jouin-de-Marnes, et qui, une fois installées dans le diocèse de Nantes, conservèrent l'influence directrice de l'esprit public jusqu'en 1790. Voilà un grand fait à étudier que je me permets de signaler à votre attention, parce qu'il reste encore de nombreux documents à mettre en lumière. Nous accueillons l'Histoire aussi bien que l'Archéologie et nous disons aux jeunes : essayez vos forces dans les récits des événements locaux, vous commencerez par les temps modernes et peu à peu en remontant l'échelle du passé, vous serez conduit à invoquer le secours des ruines. Les pierres parlent souvent quand les écrits se taisent. Vous vous servirez aussi des légendes, en cas de disette, et vous en saisirez le sens mystérieux en interrogeant les mœurs et les croyances du pays que vous habitez. Ces agréables occupations charmeront vos loisirs et elles vous offriront, je l'espère, l'occasion d'apporter à nos séances, des communications pleines d'intérêt.

Notre ancien Président d'honneur, Monseigneur Fournier

D'APRÈS L'OUVRAGE OFFERT A NOTRE BIBLIOTHÈQUE

PAR

M. L'ABBÉ POTHIER, SON SECRÉTAIRE

I (1803-1826)

Né à Nantes le 3 mai 1803, Félix Fournier se montra dès l'enfance tel qu'il devait rester toute sa vie : laborieux, intelligent, vif, plein d'entrain, provoquant chez ses petits camarades une sympathie dont il se servait pour les attirer à Dieu.

Après avoir fait sa première communion à Saint-Nicolas, sa paroisse, il commença ses études au Petit-Séminaire (1813), tandis que sa sœur aînée, Mélanie, entra à la Visitation, où elle devait plus tard prendre le voile. Ces pauvres enfants furent cruellement éprouvés par la mort de leur père, puis par celle de leur jeune sœur Victorine, survenues à Saint-Domingue. Les succès croissants de Félix Fournier atteignirent leur apogée en rhétorique (1818) : un discours sur le siège d'Orléans, prononcé à la distribution des prix, lui valut un véritable triomphe ; mais sa modestie naturelle, sauvegardée par les sages conseils de sa pieuse mère, n'en fut aucunement troublée.

Les rares qualités dont il fit preuve au Grand-Séminaire (1818-1821) engagèrent ses directeurs à lui confier au Séminaire de Philosophie, que venait de fonder le vénérable abbé de Courson, une chaire de professeur, qu'il occupa jusqu'à son sous-diaconat (1823). Réclamé

vainement par plusieurs curés au courant de son talent oratoire, il fut enfin autorisé à prêcher à la Plaine et captiva son auditoire à ce point que, le lendemain, les paysans désertèrent leurs champs pour venir se confesser à lui, et se retirèrent déçus en apprenant qu'il n'était pas encore prêtre.

II (1827-1836)

Ordonné par M^{sr} de Guérines le 29 mai 1827, il alla faire à la Meilleraye une retraite dont des lettres d'une précision pittoresque nous ont conservé l'édifiant souvenir et, renonçant à son désir de se consacrer aux missions, accepta le poste de vicaire à Saint-Nicolas. Paroisse magnifique, sans doute, mais dans laquelle l'indifférence religieuse, si commune à cette époque, était entretenue par l'influence des loges et par la séduction des lieux de plaisir. Le jeune prêtre résolut de la ramener à la foi. D'accord avec son curé, M. du Paty, il commença par évangéliser les enfants et former un chœur de chant, sachant quelle élévation de l'âme donne naturellement toute parole chantée, puis il assuma la lourde tâche de prêcher la retraite de Pâques.

Collaborateur des journaux fondés à Nantes par le marquis de Regnon pour soutenir les doctrines de l'*Avenir*, il prévint la lutte nécessaire avec le pouvoir et réunit les fidèles pour leur rappeler leur devoir. Lui-même eut bientôt l'occasion, dans une protestation vengeresse, de stigmatiser le préfet, M. Maurice-Duval, de si triste mémoire, qui, après des actes de stupide agression contre des couvents de religieuses, avait envahi à main armée les Séminaires et chassé brutalement élèves et professeurs. S'il sut rester debout devant le gouvernement, il s'inclina humblement devant l'encyclique de Grégoire XVI concernant les doctrines de Lamennais, et, laissant désormais à Dieu seul le soin de susciter de nouveaux défenseurs à son Eglise,

eut la consolation d'apprendre que, grâce à dom Guéranger, l'antique abbaye de Solesmes allait être relevée de ses ruines. — L'épidémie de choléra, qui sévit si cruellement à Nantes en cette année 1832, permit à son infatigable charité de se dépenser sans mesure, et, plus tard, un pèlerinage à Sainte-Anne d'Auray fournit à sa piété de précieuses consolations, en lui inspirant le désir de visiter plus à fond la Bretagne.

Il reprit donc en 1833, sinon le bâton du voyageur, du moins le bac et la diligence, moyens de transport qui donnèrent à sa verve plus d'une occasion de s'épancher en des lettres d'un tour charmant, pleines d'humour et, ce qui vaut mieux encore, de sentiment. Il ne cherche pas à dissimuler, bien au contraire, la violente émotion qui l'étreint toutes les fois qu'il s'éloigne de Nantes, « cette ville qu'il aime tant, parce que ses amis y sont ». N'est-ce pas son cœur qui guide sa plume lorsque, arrivé à Quimper, il ne peut convenir que Saint-Corentin « vaille ce morceau de chef-d'œuvre que nous possédons ?..... Achevé, notre Saint-Pierre serait une des plus belles églises de France. »

Sur ces entrefaites, l'abbé Châtel étant venu, d'abord dans le quartier Saint-Jacques, puis sur le quai de la Fosse, exercer sa parodie sacrilège de la religion, l'abbé Fournier fut chargé de le combattre. Il déploya dans ses *éclaircissements* une dialectique si vigoureuse et si serrée que l'apostat dut s'enfuir sous le mépris public, poursuivi par les sarcasmes du *National de l'Ouest*, qui, après l'avoir accueilli comme un novateur, bafouait son ignorance, l'incertitude de son but, son orgueil et son ambition.

D'autres succès allaient venir à l'abbé Fournier lorsqu'il fut choisi par son évêque pour inaugurer ces conférences qui, pendant treize années (1835-1848), groupèrent autour de sa chaire une foule émue, attentive, captivée par sa parole jeune, ardente, distinguée, et qui n'eurent peut-être pas pour le bien religieux à Nantes une

moindre influence que celles de Lacordaire à Paris. Je dois laisser de côté ses autres prédications, dont l'une eut pour résultat la fondation de l'établissement de Sainte-Marie, car j'ai hâte d'arriver à l'œuvre capitale de sa vie : la reconstruction de Saint-Nicolas.

III (1836-1869)

Déjà, par l'intermédiaire de l'éminent dominicain dont je viens de citer le nom, l'abbé Fournier s'était mis en relations à ce sujet avec le comte de Montalembert ; mais ce fut seulement lorsque M^{re} de Guérines l'eut obligé, en quelque sorte, à accepter les fonctions de curé, dont M. du Paty se démettait en sa faveur, qu'il put s'en occuper sérieusement. Installé le 25 mars 1836, il ne tarda pas à ouvrir un concours, dont sortit lauréat un jeune Normand, du nom de Piel. Celui-ci, après avoir reçu au presbytère cette hospitalité « prévenante, empressée, cordiale, que nous avons tous plus ou moins appris à connaître », comme l'a écrit M. Eugène de la Gournerie, retourna à Paris pour y élaborer son plan. Ce plan, envoyé à la fin de 1838, était accompagné d'un mémoire destiné à justifier le choix du style du XIII^e siècle.

Alors commencent les démarches. D'abord c'est le conseil municipal qu'il faut persuader du mauvais choix de l'emplacement adopté. Ce premier obstacle abattu, un autre se dresse, cette fois à Paris. Le précieux concours de Piel fait soudain défaut : l'artiste s'en est allé rejoindre, au monastère de Viterbe, Réquédât, avec lequel il avait noué, au presbytère de Saint-Nicolas, des liens d'amitié chrétienne, et auquel il sera bientôt réuni au ciel. Lassus, recommandé par des hommes éminents, succède à Piel, et reprend la lutte. Lutte dure, âpre, obstinée, car le conseil des bâtiments civils rejette de parti pris les propositions du comité historique, à charge de revanche, d'ailleurs. L'architecte seconde de tout son pouvoir ce petit curé de province qui s'est mis en tête

de donner une leçon aux Parisiens en leur prouvant que, seul, l'art gothique, qui appartient exclusivement à la société chrétienne, mérite le nom d'art national, d'art français, et que, par conséquent, c'est celui qui sied le mieux aux édifices religieux. Admirable dans ses vestiges, sans doute, respectable comme une relique, mais impossible à ressusciter ! prétendaient les pontifes de l'art. L'abbé Fournier s'entête : il est Breton, donc tenace, et quatre années de voyages, démarches, rapports, mémoires, etc., ne peuvent épuiser sa patience. De guerre lasse, on lui accorde ce qu'il demande, non sans lui infliger un blâme ; à lui et à son conseil de fabrique. Il s'en soucie peu, du reste, et ne s'occupe plus que de réunir les fonds nécessaires.

Tâche agréable et facile, car, à son ardent appel, les généreuses familles de Saint-Nicolas ouvrent largement leur bourse, et la première pierre peut être bénite solennellement par lui le 1^{er} août 1844. Cependant les souscriptions de ses amis personnels, les offrandes des classes populaires, les subventions même du conseil municipal et du ministère sont insuffisantes : un bazar annuel est alors organisé et devient rapidement le Salon nantais, grâce aux dons d'artistes tels que MM. Sotta, un des meilleurs amis de l'abbé Fournier, Thomas Louis, Ménard, Noël, Saint-Germain, etc. Le premier rapporte 33.000 francs. Aussi l'œuvre d'édification se poursuit-elle avec assez d'activité pour que, le 30 octobre 1848, l'abside soit livrée au culte, ainsi que le transept, et que, le 24 décembre 1854, le reste de l'église soit ouvert pour la fête de Noël. Enfin, le 22 avril 1869, l'heureux pasteur gravit les degrés du clocher et ferme lui-même le globe doré, surmonté de la croix étincelante qui domine notre ville.

N'était-ce pas la vision de cette église qui, vaste comme la foi renaissante de son peuple, lui avait inspiré les paroles magnifiques d'un de ses premiers prônes sur la beauté de la maison de Dieu ? « Les arts s'y donnent

rendez-vous et, s'inspirant du foyer d'intelligence et d'amour qui les a créés, rivalisent dans l'expression des plus nobles sentiments. L'architecture les abrite sous ses voûtes et les reçoit comme ses tributaires et ses enfants... L'ampleur et l'élévation de ses nefs, ses arcs immenses, la pierre et le marbre se spiritualisant, pour ainsi dire, sous le ciseau de l'artiste ; au dehors, la fierté de ses tours, s'élançant vers le ciel, qu'elles désignent comme but suprême aux âmes ; toutes ces œuvres donnent à l'architecture au service du Seigneur la priorité dans les arts. La peinture, chaste et sublime, retrace aux yeux ravis le beau idéal et ses divines splendeurs... Par ses verrières elle revêt le temple, comme s'il était sa fiancée, des plus riches couleurs. Vient à son tour un art non moins puissant et non moins populaire : la musique fait entendre sa voix... A ses magiques accents, la foule se courbe comme les vagues sous l'effort de l'aquilon ou les fleurs sous le souffle caressant des zéphirs... »

C'est à regret que j'abrège cette citation. Elle permet de juger quelle éloquence l'abbé Fournier devait déployer dans ses sermons, ses conférences, ses oraisons funèbres ! Aussi, lorsque, en 1848, élu député par 80.000 voix, il dut séjourner à Paris, M^{re} Affre lui confia-t-il la chaire de Notre-Dame, toute vibrante encore des accents enflammés des Lacordaire, des Cœur et des Ravignan, et Paris « si amoureux de ses gloires, si dur aux gloires provinciales, fut enchaîné par une séduction irrésistible, retenu jusqu'au bout par le charme et l'émotion. »

Pectus est quod disertos facit ! Le secret de cette éloquence, il la trouvait dans son cœur, brûlant d'amour pour Dieu et pour son prochain. Le premier se traduisait par cette « attendrissante et rayonnante piété » dont parlait le vénéré P. Labonde, membre de cette Compagnie de Jésus dont il avait salué avec joie l'installation, rue Dugommier, le 24 juin 1842 ; le second, par cette charité qui jamais ne défailloit et dont les traits sont tellement

innombrables que plusieurs volumes seraient nécessaires pour les contenir. Il faut lire dans l'ouvrage de son fidèle biographe avec quelle discrétion touchante et charmante à la fois, quel zèle, quelle abnégation, il soulageait toutes les misères, volait au secours de toutes les âmes qui, au moment de comparaître au tribunal suprême, l'appelaient avidement pour se réconcilier avec Dieu.

Aussi quelle floraison d'œuvres écloses ou revivifiées sous son apostolat : les Conférences de saint Vincent de Paul, déjà en germe dans une association fondée en 1832, Sainte-Elisabeth, le Catéchisme de persévérance, Saint-Joseph, Notre-Dame de Bon-Secours, les Enfants de Marie, le Repos du Dimanche, le Mois de saint Joseph et de la Bonne Mort, les Petits Ramoneurs, la Sainte Famille !

Comment put-il prendre une part si active aux travaux de divers congrès, parfois lointains, et des Sociétés savantes de notre ville ? Reçu, en 1850, à la Société académique, président en 1856, il en fut l'un des membres les plus fervents et les plus recherchés. Quant à « sa chère Société archéologique », comme il aimait à l'appeler, il avait été un des plus vaillants parmi ses fondateurs (1845) et en fut, dès le début, vice-président, honneur qui lui fut renouvelé en 1849, 1854 et 1859. On ne peut parcourir le Bulletin sans constater son active participation à nos travaux. Sa première lecture fut une relation intéressante de son voyage en Belgique et sur les bords du Rhin, faite dans la séance du 15 décembre 1846, où il appuya fortement la création d'un Musée. Ses collègues chargés de faire un rapport sur cette question lui confièrent le soin de l'analyser, le 25 janvier suivant. Le 1^{er} octobre, il émit un vœu sur l'iconographie religieuse et rappela le projet de transférer au Pouliguen la merveilleuse chapelle du Mûrier. En 1848, il commença à recueillir pour le futur Musée les débris trouvés dans les fondations de Saint-Nicolas, et notam-

ment de curieuses boiseries. Le 3 août 1849, il fit don de vases mortuaires et communiqua ses réflexions au sujet d'ossements d'un ruminant, qui pouvaient faire supposer des sacrifices idolâtriques. En 1852, « la Société fut captivée par les peintures animées, le style brillant et rapide du savant narrateur », faisant le récit de son voyage en Normandie avec M. Nau, récit qui occupa trois séances. Le 4 janvier 1853, il lut une lettre de notre concitoyen Félix Thomas, artiste et voyageur, grand prix de Rome, sur les découvertes de Babylone. Le 2 mai 1854, rapport sur l'invention par un autre nantais, M. Boileau, d'un nouveau système d'architecture, consistant en demi-coupoles étagées et dominées par une coupole unique. Don d'une griffe de l'époque Louis XIII, le 2 octobre 1855. Aussi la Société reconnaissante émit-elle, le 4 août 1857, le vœu que les noms de Fournier et de Lassus fussent donnés aux rues adjacentes à Saint-Nicolas, et désigna-t-elle celui-là, en 1863, comme membre de la commission administrative du nouveau Musée. Enfin, le 4 février 1868, il retraça les fêtes du rétablissement du culte de saint Convoyon et redit quelques passages de l'éloquent panégyrique qu'il avait prononcé, à Redon, en l'honneur du premier abbé de Saint-Sauveur.

Aux hommages de ses concitoyens s'étaient joints ceux du pouvoir. Correspondant du ministère pour les travaux historiques (1838) et pour la langue et l'histoire des arts de la France (1852), membre du comité pour la conservation et la description des monuments (1841), il avait été promu chevalier de la Légion d'honneur (1858) et plusieurs fois sollicité d'accepter l'épiscopat, mais avait décliné des offres qui devaient l'arracher à ses paroissiens. Ne leur avait-il pas dit le jour de son installation : « Je vous appartiens tout entier » ?

IV. (1870-1877)

Mais Dieu a ses desseins et réservait l'abbé Fournier à ses concitoyens. La mort de M^r Jaquemet, survenue le 8 décembre 1869, avait laissé vacant le siège de Nantes, alors que le curé de Saint-Nicolas venait d'achever l'œuvre qui l'attachait plus particulièrement à sa paroisse. Le vœu général de la population s'exprima d'une façon si éloquente que, devant cet irrésistible mouvement de l'opinion, le gouvernement s'inclina et le Saint-Siège fut heureux de lui donner satisfaction.

Nommé, le 17 mai, par un décret de l'Empereur, qui lui accorda bientôt, comme don de joyeux avènement, 40.000 francs pour la continuation des travaux de la Cathédrale, l'abbé Fournier fut accablé de visites et de lettres de félicitation et salué par des acclamations enthousiastes, le 5 juin, en sortant de Saint-Similien. Préconisé le 27 juin, il se rendit, le 30, à l'Externat pour la première communion et annonça, aux applaudissements chaleureux de l'assistance, qu'il nommait grands vicaires M. l'abbé Pergeline, l'éminent fondateur et supérieur de cette maison, et M. l'abbé Rousteau, « tous deux prêtres *édifiants* comme lui, » ajouta-t-il spirituellement. Laisant à ce dernier le soin de prendre possession du siège, le 3 août, il alla faire une retraite à Solesmes, d'où partit sa première lettre pastorale, toute vibrante d'amour pour sa ville natale, « majestueuse et superbe, posée sur un beau fleuve, principale artère de notre France, cette ville, capitale de l'Ouest par sa situation magnifique entre la Bretagne et les riches contrées de l'Ouest. »

Le jour même où lecture publique était donnée de cette lettre, l'armée française, battue successivement à Wissembourg, à Froeschwiller et à Forbach, se repliait précipitamment sur Metz (7 août). Sur le désir formel de leur nouvel évêque, les Nantais firent disparaître les trophées déjà disposés pour son entrée solennelle. Sacré,

le 10 août, à Saint-Nicolas, par M^{sr} Brossais Saint-Marc, archevêque de Rennes, M^{sr} Fournier se rendit, immédiatement après la cérémonie, à la Cathédrale, toute la pompe étant réservée pour l'intérieur des églises.

Patriote ardent, il adressa à son clergé, si dévoué, un émouvant appel, établit des ambulances, consacra son diocèse au Sacré-Cœur (9 octobre) et, lorsque l'envahisseur fut à nos portes, fit aux Enfants-Nantais le vœu de leur élever une basilique si les horreurs de l'invasion nous étaient épargnées (19 janvier 1871), puis prescrivit ou célébra lui-même des offices funèbres pour l'âme de nos concitoyens tués à l'ennemi, ainsi que les prières publiques demandées, le 13 mai, par l'Assemblée, sur la proposition de notre glorieux député, M. de Caze-nove de Pradines.

Au début de son épiscopat se placent sa protestation contre la violation des Etats Pontificaux ; — la bénédiction de la chapelle de la Retraite, autour de laquelle prospèrent les œuvres établies ou restaurées par lui, à peu d'exceptions près : Retraites, Eglises pauvres, Domes-tiques et ouvrières, Bretons, Messe militaire, etc., — sa visite à l'œuvre si fièrement nantaise et chrétienne de Notre-Dame de Toutes-Joies ; — la fondation de l'école normale ecclésiastique de la Pervanchère, dirigée par l'éminent M. Bouëdron ; — la bénédiction de la chapelle de Marie-Réparatrice ; — le rappel des Dames-Noires et la création de l'œuvre des Vieux papiers. Quant aux écoles chrétiennes, dont le conseil municipal supprima l'allocation, malgré la courageuse protestation et la démission du maire, M. Waldeck-Rousseau, elles reçurent du conseil général, sur la proposition de M. Henri de Cornulier, une subvention double, et du ministre de l'Instruction publique une médaille d'or en la personne de leur directeur général.

Au milieu de tant d'occupations, M^{sr} Fournier n'oubliait pas notre Société. Des premiers, le Comité central, ayant à sa tête M. l'abbé Cahour, son président, avait été

lui porter les félicitations de notre Compagnie et le prier de vouloir bien accepter le titre de Président d'honneur. Le prélat fit à ses collègues le plus gracieux accueil et, profondément ému, se rendit à leur désir. Les séances, interrompues par la guerre, reprirent le 4 avril 1871. Le 5 décembre, M. Cahour annonçait que M^{re} Fournier avait obtenu pour notre Musée une statue du xiv^e siècle, abandonnée dans les ruines de l'abbaye de Buzay. Le 6 décembre, une soixantaine de personnes se pressaient dans la salle pour faire honneur au prélat, qui, accompagné de plusieurs dignitaires, vint occuper le fauteuil et commença par remercier la Société, s'estimant heureux et flatté d'être au nombre de ses membres. « Si je n'ai pas été plus fidèle à vos réunions, ajouta Sa Grandeur, ce sont mes occupations qu'il faut accuser, et non pas ma sympathie et mon estime, largement acquises à vos travaux, messieurs, et à l'excellent esprit qui vous guide. » En levant la séance, il félicita de nouveau la Société, dont il aimait à se rappeler qu'il était un des fondateurs, des sentiments qui l'animaient et des services rendus par elle au département par son Bulletin et par la création du Musée, où venaient peu à peu se réunir les débris des vieux âges.

Atteint au cœur par la mort de sa sœur Marie-Albertine, décédée, le 26 décembre, à la Visitation, M^{re} Fournier fut cependant fidèle à la promesse de venir installer le nouveau Bureau, le 9 janvier 1872. Après les discours de M. l'abbé Cahour et de M. l'intendant Galles, il prit la parole et félicita la Société, en termes pleins de cordialité, de ses derniers choix. Il l'a vu naître, il en a suivi tous les progrès avec intérêt et il est heureux de penser que les travaux archéologiques de notre ville ne seront pas moins bien dirigés que par le passé. En terminant, il s'excusa de ne pas paraître plus souvent à nos séances et promit de nous réserver quelques-uns des rares loisirs que lui laisseraient ses occupations.

Il déféra encore au vœu de tous en venant présider,

pour la dernière fois, hélas ! la réunion du 30 janvier suivant.

Mais il ne laissa pas pour cela de servir les intérêts de l'archéologie. C'est ainsi qu'il forma le projet de réunir sous son toit ou dans un musée spécial les antiques monuments de notre foi, attachés encore aux vieilles parois de nos églises, faisant partie de leur mobilier ou devenus l'ornement de collections particulières. Pour mener à bien ce dessein, il comptait sur ces chrétiens éprouvés qui, réunis pour la première fois le 27 juin 1870 chez M. Laënnec, sous la présidence de M. Anthime Ménard, furent convoqués par Sa Grandeur dans la chapelle de la Retraite le 30 juin 1872 et formèrent le comité catholique. Ce comité organisa l'œuvre des pèlerinages, qui, depuis trente ans, n'a cessé d'entraîner les fidèles à Lourdes, à la Salette, à Pontmain, à Paray-le-Monial, à Saint-Martin de Tours, à Sainte-Anne d'Auray, à Pontchâteau et même jusqu'à Rome et à Jérusalem.

On se souvient qu'au retour du premier voyage à Lourdes, les pèlerins furent hués et frappés par la racaille, déchainée par la franc-maçonnerie nantaise. Demeuré à Bordeaux pour voir des membres de sa famille, M^{sr} Fournier revint sur-le-champ pour protester énergiquement contre la complicité par inertie de la municipalité, et releva vertement l'assertion de M. Thiers à la tribune de l'Assemblée que ces faits avaient été exagérés.

L'année suivante, il fit appel à la générosité de son peuple pour les victimes de la terrible inondation de 1872-1873, pour les Alsaciens-Lorrains et pour NN. SS. Mermillod et Lachat. — Appelé à Paris, il délégua pour bénir la chapelle des sourds-muets à la Persagotière M^{sr} de Couëtus. Si, dans son amour pour les déshérités, il dut souffrir de ne pouvoir aller lui-même donner un témoignage de sa sympathie à ces pauvres enfants, il se savait, du moins, dignement

remplacé par « ce pieux prélat, dont le nom est devenu synonyme de zèle évangélique, de douceur et de charité ». — Il reçut à l'évêché M^{re} de Ségur, venant présider le congrès des œuvres ouvrières catholiques, et se rendit avec lui à Sainte-Anne d'Auray, où il prononça un vibrant discours sur la Bretagne, devant les évêques, le préfet et les sénateurs et députés du Morbihan. — Bientôt il adressa de nouveau la parole à 60.000 personnes, dans les landes de Pontchâteau, où il reprenait l'œuvre séculaire du P. de Montfort. — Peu auparavant, il avait procédé à la bénédiction de la première pierre de Saint-Donatien, que devait bientôt suivre celle de Saint-Similien.

En 1874, Sa Grandeur reçut solennellement le maréchal de Mac-Mahon à l'entrée de la Cathédrale. Le valeureux soldat s'y agenouilla pieusement et, en revenant la visiter le lendemain, 30 août, il remercia Monseigneur de s'être fait l'interprète des sentiments qui les animaient tous deux et lui promit le prompt achèvement des travaux.

Peu de jours après, M^{re} Fournier accomplissait son voyage *ad limina*. Notre ambassadeur, M. de Corcelles, lui fit le meilleur accueil et S. S. Pie IX le nomma comte romain et assistant au trône pontifical. L'amiral de Cornulier le salua à son retour, au nom de la population, dont les acclamations l'accompagnèrent jusqu'à l'évêché.

Je passe rapidement sur la bénédiction du couvent, puis de la chapelle des Capucins, sur l'oraison funèbre de dom Guéranger et sur les processions jubilaires, suivies par 30.000 personnes, car j'ai hâte d'arriver au voyage que le prélat fit en Irlande, où l'attendait un véritable triomphe. Parti le 27 juillet 1875, il traversa, fait inouï, l'Angleterre en soutane et reçut à Dublin l'accueil le plus flatteur. Le dernier jour du triduum célébré pour le centenaire d'O'Connell, une procession de 80.000 personnes défila devant 600.000 spectateurs. A

la vue de M^{re} Fournier, l'enthousiasme de cette foule devenait du délire : on l'acclamait, on l'applaudissait frénétiquement, on agitant chapeaux et mouchoirs, les femmes du peuple, au risque d'être écrasées, se précipitaient presque sous les roues de la voiture pour qu'il bénit leurs petits enfants. Au banquet du soir, ce fut en sa personne que le lord-maire salua la France et la remercia avant toute autre nation. « Un seul toast a égalé celui de M^{re} de Tuam, l'évêque patriote, c'est celui de M^{re} de Nantes. Le prélat français, qui a été tout le temps le favori du peuple irlandais, a enlevé l'auditoire par une chaleureuse improvisation. » (*Univers*).

De retour à Nantes, notre évêque organisa plusieurs pèlerinages.

Sollicité par M^{re} Freppel d'ouvrir une souscription pour l'université d'Angers, il s'y refusa, car Nantes lui semblait avoir tous les droits à cette fondation : il autorisa toutefois le savant et distingué abbé Martin, docteur ès-lettres, à y occuper une des principales chaires.

Le 10 octobre 1876, il procéda, assisté de l'abbé Laprie, à la consécration de Saint-Nicolas et prononça un magnifique discours, dans lequel il retraça l'histoire de son église.

L'année 1877 est à peine commencée qu'il entame une campagne vigoureuse pour l'achèvement de la Cathédrale, en vue duquel il avait obtenu 80.000 francs en 1872. Après avoir recueilli, en quelques semaines, plus de 350.000 francs, il se rend à Paris, voit d'abord le directeur des cultes, dont il s'efforce de modifier les dispositions, parvient non sans peine jusqu'au ministre, M. Martel, reprend sa démonstration, répond à ses objections, le presse, le conjure, le convainc enfin : les 600.000 francs nécessaires sont accordés. Ces échafaudages, verdâtres de moisissure, presque toujours abandonnés, vont faire place à un chantier plein d'activité, qui mènera rapidement à bien les travaux, qui

jusque là n'avançaient qu'avec une lenteur désespérante. Rien cependant, rien absolument ne rappelle le nom de M^{re} Fournier sur les murailles de notre Cathédrale ; mais l'oubli et la négligence n'empêchent pas les pierres de parler : *lapides clamabunt !*

Ces travaux ayant amené la découverte d'une crypte, les membres du Comité central adressèrent à leur Président d'honneur une lettre collective afin d'obtenir l'autorisation d'y faire des recherches. Le 27 avril, celui-ci se déclara heureux de leur apprendre que, sur sa demande, l'architecte diocésain avait promis de dégager la crypte de la Cathédrale et que, relativement aux fouilles, leurs désirs seraient remplis. Non seulement M^{re} Fournier désirait conserver la crypte, mais il voulait la restaurer complètement, car « elle est, disait-il, un trop précieux trait d'union entre le présent et le passé. Les pierres qui la constituent sont un témoignage de la foi et de la piété de nos pères, ne l'oublions pas... Croyez-le, mes amis, l'évêque de Nantes attache la plus haute importance à donner, sous ce rapport, pleine satisfaction à son devoir. Je ne me laisserai intimider par personne. »

Hélas ! cette intention de permettre aux catholiques de Nantes de prier dans l'église primitive élevée par leurs pères, M^{re} Fournier ne put la réaliser. Parti, le 21 mai, déjà fatigué par ses visites pastorales et ses œuvres incessantes, pour rejoindre le pèlerinage nantais à Rome, il s'y laissa imprudemment aller à toutes les ardeurs de son zèle et, après avoir lutté pendant quelques jours, tomba, le 3 juin, pour ne plus se relever. La fièvre s'aggrava rapidement. Cependant le malade ne cessait de dire : « Je voudrais partir ! Nantes me manque : si doux m'a été, toute ma vie, mon pays ! Emportez-moi, emportez-moi à Nantes ! », puis, se voyant mourir : « Si je succombe, déposez mon corps à Saint-Nicolas, dans le sanctuaire, sous les pieds du prêtre qui monte à l'autel, afin que mon âme ait part au saint

sacrifice et aux prières des fidèles. » Le 9, à 11 heures du matin, l'âme de M^{re} Fournier prenait son essor vers le ciel... !

La douleur de Pie IX, qui lui avait envoyé sa bénédiction par l'entremise du cardinal de Falloux, se traduisit publiquement. Des obsèques somptueuses furent célébrées à Saint-Louis-des-Français, puis la dépouille mortelle reprit le chemin de Nantes. Je n'ai jamais assisté à spectacle plus émouvant que celui de notre cité en deuil de son évêque.

Oh ! si vous aviez vu la ville tout entière
Voilée et des pleurs dans les yeux !
La foule et les canons rangés sur son passage,
Mornes, silencieux, comme pour rendre hommage
Au martyr parti pour les cieux !

a dit, avec ce talent ému qui le caractérise, notre excellent collègue, M. Alcide Leroux. *Fratrum amator et populi Israel* était la devise du pasteur que le Ciel nous avait enlevé, et c'est parce qu'il y demeura fidèle que Nantes lui a conservé un amour inaltérable. Des hommages multiples furent rendus à sa mémoire, à l'étranger aussi bien qu'en France. A Nantes, des oraisons funèbres furent prononcées par M^{re} Freppel (1877) puis par M. l'abbé Laprie (1883), lors de l'inauguration du monument élevé à Saint-Nicolas, qui avait été, l'année précédente, érigé en basilique.

Notre Société, réunie le 3 juillet, écouta avec émotion l'éloge funèbre de son Président d'honneur, fait par M. Marionneau. Après avoir dit que, le 21 juin, la façade de l'Oratoire était tendue, non seulement pour nous associer au deuil de la cité, mais pour donner un témoignage public, indéniable, de notre deuil personnel, M. Marionneau retraça l'existence de ce « digne représentant de l'art, de la science et de la religion », qui prit une part si active aux travaux de sa *chère Société archéologique*. « Dans la relation si touchante des derniers moments de M^{re} Fournier, par M. l'abbé

Pothier, nous avons tous lu qu'au déclin d'une crise fiévreuse, le prélat s'écriait : « Emportez-moi plutôt, il me faut Nantes et mes amis. » Est-ce trop présumer, messieurs, que de nous compter parmi ceux que sa voix affaiblie appelait ? » En terminant, M. Marionneau renouvela le vœu, émis en 1857, que les deux rues adjacentes à Saint-Nicolas prissent les noms de M^{sr} Fournier et de Lassus.

« Cet éloge funèbre, si heureusement exprimé et lu avec tant d'émotion, trouve un vif écho dans tous les membres. Les paroles de M. le Président touchent d'autant plus ces messieurs qu'ils peuvent voir et considérer sur le bureau une couronne d'immortelles que voile en partie un crêpe noir, semé de larmes d'argent et portant cette inscription : *Société archéologique*. Ce témoignage vivant de nos sympathies et de nos regrets doit être déposé sur la tombe de l'illustre membre que nous pleurons. Pour manifester d'une manière encore plus sensible nos sentiments, M. le Président fait la motion suivante : que la Société souscrive pour l'érection du monument projeté. Tous accueillent avec empressement cette heureuse idée : quelques avis divergents sont émis successivement par MM. de Wismes, Cahour, van Iseghem, Merland et autres, sur le mode de la réaliser. L'opinion du premier est généralement adoptée, sous réserve toutefois : à savoir que la somme de 100 francs soit votée en principe et immédiatement, sans limiter le montant de la souscription d'une manière définitive. » (L'abbé P. Grégoire).

Ce mausolée, dû au talent de MM. de la Vingtrie, Delaunay et Bourgerel, a été érigé en 1883, mais c'est en 1900 seulement que, grâce aux démarches de M. l'abbé Pothier près de M. Sarradin, maire de Nantes, heureux toujours de pouvoir honorer ses concitoyens illustres, le nom de M^{sr} Fournier a été donné à une voie publique. J'ai eu l'honneur de me faire l'interprète des remerciements de la Société dans notre visite officielle du 1^{er} jan-

vier 1901, et je ne vous cache pas la joie avec laquelle j'ai entendu l'éloge de notre ancien Président d'honneur sortir de la bouche autorisée de M. le maire de Nantes.

Les fêtes du centenaire approchent. A l'évêque nantais par la naissance, par le cœur et par les œuvres Nantes payera très certainement la dette de sa reconnaissance ! L'ouvrage de M. l'abbé Pothier, en contribuant à l'éclat de ces fêtes, assure d'avance à son vaillant et sympathique auteur la récompense la plus douce qu'il puisse ambitionner. En lui décernant l'honorariat, notre Société a tenu à lui marquer sa gratitude. Elle joindra ses hommages à ceux qui, le 3 mai 1903, seront rendus à la mémoire impérissable de son ancien Président d'honneur, dont le fin visage, sculpté dans le marbre, semble encore encourager nos travaux et sourire à nos succès !

Le baron de WISMES .

LES MOSAÏQUES DE ROME

RAPPORT sur la Fabrique du Vatican et la possibilité d'introduire en France l'industrie des mosaïques

Dressé, sur la demande du Gouvernement français,
par le baron ARMEL DE WISMES, Secrétaire d'Ambassade près du
Saint-Siège.

(Communication posthume faite par le baron de WISMES)

Né, le 20 avril 1845, à Nantes, mon frère Armel y fit de brillantes études au lycée, où il obtint, en 1863, le premier prix de dissertation française dans un concours d'honneur ouvert par la faculté de Rennes entre 14 collèges. Reçu licencié en droit à Paris (1865), il entra, le 15 octobre 1866, au ministère des Affaires étrangères, en qualité d'attaché au cabinet du ministre, le marquis de Moustier. Au 4 septembre, il sollicita un congé pour accomplir son devoir dans la garde mobile et vint se mettre à la disposition du colonel Bascher, dont il fut secrétaire au Mont-Valérien. La paix conclue, il rejoignit le gouvernement à Versailles et passa bientôt à la direction politique (7 juillet 1871). Apprenant qu'il avait été nommé, le 4 décembre 1873, troisième secrétaire à Berlin, il déclina un poste que les souvenirs si récents de la guerre à laquelle il avait pris part devaient lui rendre particulièrement pénible. On se rendit à ses raisons et on lui proposa Rome, qu'il accepta avec joie (14 décembre). En même temps, en effet, que notre ambassade près du Saint-Siège était dirigée par un diplomate aussi éminent que simple et bon, M. de Corcelles, près duquel il allait rencontrer l'accueil le

plus bienveillant, ses goûts artistiques devaient trouver en Italie un puissant et fécond aliment.

Ses connaissances spéciales le désignèrent tout naturellement au choix de l'ambassadeur, lorsque, en 1875, le gouvernement, désireux d'introduire en France l'industrie des mosaïques, pria celui-ci de lui adresser un rapport sur la question. Mon frère fut chargé de ce rapport, — celui que je publie ici, — et seconda très activement son chef dans les démarches nécessaires pour assurer le succès de la mission confiée, en 1876, à M. Gerspach, chef de bureau des manufactures nationales. Le succès de ce dernier, assisté d'archéologues des plus distingués, dépassa toutes les espérances. « On a fait pour nous ce qu'aucune nation n'avait jusqu'ici obtenu », écrivit l'ambassadeur à son ministre. Le gouvernement récompensa mon frère en lui accordant les palmes académiques (9 octobre 1876).

Second secrétaire à Tanger (28 mars 1878), où il fut nommé chevalier de la Légion d'honneur (14 janvier 1879), à Madrid (1^{er} octobre 1879) et à Constantinople (12 avril 1882), sur la demande du marquis de Noailles, qui avait pu l'apprécier à Rome, il fut nommé premier secrétaire (10 juillet 1882), chargé des fonctions de conseiller (15 juillet 1884) et chargé d'affaires pendant l'absence de l'ambassadeur (novembre-avril). Ce surcroît de travail, arrivant au moment où sa santé, ébranlée depuis son séjour au Maroc, eût exigé des ménagements, lui porta le dernier coup et l'obligea à revenir demander au climat de la France une guérison malheureusement impossible. Nommé conseiller d'ambassade, le 26 octobre, et placé, sur sa demande, en disponibilité à partir du 14 novembre, il succomba, le 1^{er} mai 1886, à Pau, à peine âgé de quarante et un ans.

La fabrique de mosaïques du Vatican n'est plus le seul établissement de ce genre qui existe en Italie. A côté d'elle et, on peut le dire, sur son exemple, fleurissent aujourd'hui celle de Palerme, presque entièrement consacrée à la restauration des vieilles mosaïques, si considérables et si précieuses, de la Sicile, celle de Venise,

plus particulièrement fondée en vue des travaux de grande décoration.

Plusieurs États de l'Europe : l'Angleterre, l'Allemagne, la Russie, ont également tenté, dans ces dernières années et avec des succès divers, d'établir chez eux l'industrie des mosaïques. Toutefois, pour ces nouvelles créations, qui procèdent plus ou moins d'elle, la manufacture du Vatican continue à garder le premier rang, qu'elle a toujours occupé et qu'elle doit, non seulement à l'ancienneté de sa fondation, à la grandeur des travaux qu'elle a exécutés, mais surtout au sentiment élevé et purement artistique qui a toujours présidé à sa direction et qui lui donne encore aujourd'hui un caractère tout particulier.

Il importe, en effet, dès le début de cette étude, de bien établir une distinction fondamentale entre les deux espèces de travaux auxquels peut s'appliquer une fabrique de mosaïques, et les vues très différentes auxquelles peut se rapporter la création d'un semblable établissement.

S'agit-il, en effet, de reproduire, en les rendant impérissables, les chefs-d'œuvre de la peinture, comme l'a fait le Vatican, on conçoit que les talents d'artistes distingués, ayant à leur disposition les nuances les plus délicates de la palette, seront nécessaires pour mener à bien une pareille œuvre. Le prix de revient sera considérable ; le produit rémunérateur pour la fabrique, évidemment nul. S'agit-il, au contraire, d'exécuter simplement des ouvrages décoratifs, soit en imitant les belles mosaïques byzantines et chrétiennes que nous possédons encore, soit en employant cet art, renouvelé des premiers siècles du monde chrétien, à l'ornementation intérieure et extérieure de monuments modernes, les procédés deviendront aussitôt moins compliqués, la palette sera plus simple, le prix de revient inférieur. Enfin, on pourrait légitimement espérer que, le goût public venant à se porter vers cette nouvelle branche de

l'art, un débouché considérable serait ouvert, non seulement par l'Etat, mais même par les grandes fortunes publiques ou privées, aux produits d'une fabrique qui, comme celle de Venise et sans renoncer au caractère artistique de ses travaux, aurait également en vue l'exploitation d'une grande industrie et la réalisation de bénéfices commerciaux.

Auquel de ces deux ordres d'idées le Gouvernement s'attachera-t-il pour sa création nouvelle ? Ne trouvera-t-il pas digne de la France d'essayer de les réunir, en exécutant tout à la fois des œuvres artistiques égales à celles du Vatican et des travaux d'un ordre inférieur, destinés à donner un nouvel essor à la production nationale ? Nous n'avons point à examiner cette question. Toutefois, comme les chiffres que nous aurons à citer sont fort différents selon qu'on a en vue la reproduction des tableaux, ou seulement l'exécution de figures décoratives, nous avons dû insister et nous devons encore revenir plus d'une fois sur cette distinction fondamentale. Nous arrivons maintenant à la description de la fabrique.

L'organisation matérielle en est fort simple, et le personnel restreint. Le nombre actuel des employés ne dépasse pas une douzaine. Leur situation n'est garantie par aucun contrat. Toutefois ils ont trouvé jusqu'ici dans les ateliers du Vatican un travail perpétuellement assuré, leur admission a lieu à la suite d'un concours, et leur position a, par conséquent, un caractère de stabilité plus marqué que celle d'ouvriers ordinaires.

Le local dans lequel est établie la fabrique, et qui fait partie des bâtiments du Vatican, peut se diviser en deux parties distinctes : le côté des ateliers et celui des fourneaux. Une longue galerie, ouverte au public, contient les artistes. Chacun d'eux, placé près d'une haute fenêtre, a devant lui son ouvrage et, à ses côtés, le modèle qu'il est chargé de reproduire, ainsi que les matériaux immédiatement nécessaires à son travail.

Ses principaux outils sont : un marteau, un tranchet, une spatule, des compas, des vases pour contenir les émaux, une petite roue, des boîtes et des éponges. Chaque artiste doit avoir en sa possession tous ces objets.

Dans toute la longueur de la galerie, contre la paroi opposée à celle qui est percée de fenêtres, sont placées de hautes étagères de bois, divisées en un nombre considérable de casiers numérotés. Dans ces casiers sont placés les émaux en galettes, suivant leurs nuances. De distance en distance, des échantillons de ces émaux, groupés dans leur ordre de gradation, et portant des numéros correspondant à ceux des casiers, permettent à l'artiste de juger d'un seul coup d'œil des nuances qui sont à sa disposition.

Mais la partie vraiment importante de la fabrication, et celle surtout qui présente les plus sérieuses difficultés pour la création d'un établissement nouveau, c'est celle qui se rapporte à la confection des émaux, car ici presque tout dépend de l'expérience d'ouvriers depuis longtemps exercés aux différentes phases de la cuisson et, sans même tenir compte de certains secrets de métier, plus ou moins faciles à pénétrer, nul formulaire, si complet qu'il fût, ne suffirait pour obtenir les résultats que peut seule donner une longue pratique. Les circonstances les plus variées et les plus indifférentes en apparence, le climat, la qualité même du bois, sont autant de causes qui influent sur le résultat final, et dont l'artiste se voit forcé de tenir compte. Tant est grande la délicatesse de ce travail !

Le matériel nécessaire à cette partie de la fabrication est renfermé dans deux pièces assez petites. L'une contient, dans de petites caisses, les matières premières ou produits chimiques employés à la confection des émaux. Au centre de la seconde est placé le four dans lequel s'opère la cuisson. Ce four, d'une hauteur de 3 mètres environ sur 5 ou 6 mètres de diamètre, est divisé en deux

compartiments superposés, par lesquels passent successivement les matières soumises à l'action du feu dans des vases de terre. Le contenu de chacun de ces vases donne, après la cuisson, environ 20 kilogrammes d'émaux en galettes. Deux autres fourneaux, plus petits et très simples, servent également, mais d'une façon tout à fait accessoire, pour obtenir des décolorations particulières à certains émaux. Nous ne croyons pas, du reste, avoir à donner en ce moment de détails techniques sur les diverses opérations de la cuisson. Le four du Vatican est éteint depuis l'achèvement des remarquables mosaïques de la façade de Saint-Paul, qui sont le dernier grand travail accompli par la fabrique. Il ne sera pas rallumé avant que quelque nouvel et important ouvrage ne soit entrepris. L'entretien du feu, qui doit être continu pendant la fabrication, entraîne, en effet, des frais considérables et, quand le four est allumé, on s'empresse de confectionner sans interruption toutes les nuances dont on doit avoir besoin dans le cours du travail. En ce moment, les mosaïstes du Vatican exécutent plusieurs médaillons, qui doivent compléter la série des portraits des papes dans la basilique de Saint-Paul, et ils possèdent déjà tous les matériaux nécessaires à l'achèvement de cette œuvre.

Le personnel exigé pour le service de la cuisson se compose d'un directeur, d'un directeur adjoint et de quatre employés, qui veillent alternativement deux par deux et se relèvent toutes les six heures ; plus deux ou trois individus chargés de l'entretien matériel du fourneau allumé.

Grâce à la date déjà ancienne de sa fondation et aux travaux considérables exécutés par elle, la fabrique du Vatican possède aujourd'hui une collection d'émaux de la plus haute valeur. Le nombre total des nuances dont elle dispose n'est pas moindre de 28 à 30 mille, et s'augmente encore de temps en temps. Toutefois, si une pareille collection, dont la création coûterait aujourd'hui

plusieurs centaines de mille francs, est nécessaire à l'exécution de travaux aussi délicats que la copie des tableaux de Raphaël, par exemple, il suffit d'un nombre de couleurs beaucoup plus restreint pour entreprendre des ouvrages plus simples, tels que, par exemple, les grandes figures décoratives de la façade de Saint-Paul. Il serait difficile de fixer à cet égard des limites bien précises; toutefois une collection de douze couleurs, divisées chacune en 30 nuances, soit 360 nuances au total, suffirait, au moins comme début, nous a dit le Directeur de la fabrique, l'honorable Professeur Consoni, à l'exécution de la plupart des travaux de ce genre.

On voit par cet exemple combien est importante la distinction que nous avons établie, en commençant, entre les copies de tableaux et la mosaïque purement décorative. — Nous allons retrouver cette même distinction dans les questions de prix et de salaires, qui nous restent à examiner. Les renseignements que nous avons pu recueillir à cet égard sont loin d'être complets. Dépendant de la fabrique de Saint-Pierre, l'atelier des mosaïques n'a point un budget bien déterminé. Une partie du personnel exerce également d'autres fonctions au Vatican et reçoit un traitement qu'on ne saurait attribuer pour le tout au service de cette fabrique. — Les matières premières, qu'on n'a pas à acheter, parce qu'on en possède un stock considérable et depuis longtemps accumulé, ne figurent pas en ligne de compte. — Enfin, les ouvriers ne sont pas payés à l'année, mais selon l'ouvrage qu'ils font. Leur travail moyen est de six heures par jour, et la somme qu'ils peuvent gagner par mois, en supposant qu'ils soient toujours occupés, varie entre deux et trois cents francs : elle représenterait, nous a-t-on dit, avec l'entretien général de la fabrique, une somme d'environ 30.000 francs par an. Les prix sont faits avant chaque travail, et varient suivant les difficultés d'exécution qu'il paraît devoir présenter. Ainsi, pour une tête en simple décoration, l'artiste reçoit

environ 30 à 35 piastres (150 à 175 francs). Pour une tête d'un tableau on lui donne souvent trois et quatre fois plus.

Il n'est donc pas possible, comme nous le demande M. le Ministre de l'Instruction publique, d'indiquer un prix moyen, au moins pour les œuvres d'art. Nous nous bornerons à citer les chiffres qui se rapportent aux derniers travaux entrepris par la manufacture. La décoration totale de la façade de Saint-Paul reviendra à 400.000 piastres (2 millions). La copie de l'*Assomption de la Vierge*, par Raphaël, qui orne l'un des autels latéraux de cette basilique et qui vient d'être achevée, a coûté environ 100.000 francs. Elle représente le travail de quatre personnes pendant treize ans. Les seuls chiffres que l'on pourrait recueillir et qui permettraient d'établir des calculs approximatifs seraient, par exemple : les prix de revient d'un poids fixe d'une même nuance.

Il nous reste maintenant à examiner, au point de vue pratique, quel serait le meilleur moyen de réaliser l'établissement en France d'une fabrique de mosaïques et de mettre à profit les excellentes dispositions que le Gouvernement Pontifical, le cardinal secrétaire d'Etat et en particulier M^{gr} Theodoli, économiste de la fabrique de Saint-Pierre, ont bien voulu nous témoigner à cet égard.

Ainsi que nous l'avons dit plus haut, depuis l'achèvement des mosaïques de Saint-Paul, le travail de la fabrique du Vatican s'est beaucoup ralenti. Il ne paraît pas qu'une autre œuvre importante doive être mise prochainement sur le chantier. Accablé de préoccupations graves et réduit à n'avoir pour budget que les dons de la catholicité, peut-être le Gouvernement Pontifical, sans vouloir modifier en rien la constitution actuelle de la fabrique de mosaïques, autoriserait-il cependant une partie de ses ouvriers à chercher à l'étranger un travail momentané. Nous croyons savoir que, dans le cas où la France demanderait à Sa Sainteté

de lui prêter pour une ou plusieurs années et à de certaines conditions deux ou trois ouvriers capables de présider à l'installation d'une fabrique et de former des élèves, cette demande pourrait être favorablement accueillie. Nous pouvons ajouter que ce ne serait pas la première démarche de ce genre qui aurait été faite. C'est de même, en effet, que tout récemment la Russie s'est adressée au Vatican et ce sont des artistes romains qui ont créé la fabrique qui existe aujourd'hui à Saint-Pétersbourg. Cette façon de procéder serait, sans doute, la meilleure, et celle qui donnerait le plus rapidement des résultats sérieux.

Il y en aurait une autre, qui consisterait à envoyer de jeunes artistes français s'instruire à l'école du Vatican. Mais, indépendamment des difficultés que présenterait indubitablement leur admission dans la fabrique, le peu d'activité que reçoivent en ce moment les travaux ne leur permettrait d'acquérir que bien lentement des connaissances suffisantes.

Il y aurait enfin une troisième manière d'agir, à laquelle M. le Ministre de l'Instruction publique semblerait faire allusion dans la dernière question qu'il nous adresse relativement à la possibilité d'acquérir des manufactures étrangères des émaux sur échantillon. On pourrait, en effet, très bien concevoir un atelier de mosaïques indépendant de la fabrication des émaux, qui seraient achetés au dehors, au fur et à mesure des besoins de la production. Ce serait supprimer d'un coup la partie la plus difficile à créer dans l'œuvre nouvelle, celle surtout qui exige au plus haut degré l'expérience et la longue pratique, car, pour ce qui concerne le côté purement artistique, il sera certainement facile de trouver en France les éléments nécessaires à la formation d'un groupe de jeunes gens capables d'appliquer à cette branche spéciale des Beaux-arts les aptitudes et le goût si remarquables qui distinguent aujourd'hui notre jeune école française. L'acquisition des émaux sur échantil-

lon n'est point une chose impossible. C'est de cette façon que procède l'industrie privée, qui s'adresse à la grande fabrique vénitienne de Merano. Pour celle du Vatican, son usage n'a point été jusqu'ici de faire de ses émaux l'objet de spéculations commerciales. Toutefois on ne verrait pas d'objection absolue à ce qu'il en fût autrement et, dans le cas où des contrats sérieux garantiraient une commande considérable, on serait, croyons-nous, tout disposé à l'exécuter. Il importe, en effet, de remarquer que, comme nous le disions plus haut, les travaux actuels de la manufacture sont très peu nombreux et qu'elle pourrait, au besoin, nous a-t-on dit, fabriquer assez de matériaux pour occuper cinquante ouvriers.

Mais, en se résignant à ce dernier parti, nous rencontrerions cet inconvénient grave de devenir à tout jamais tributaires des manufactures situées en pays étrangers, avec lesquelles mille circonstances peuvent rendre les transactions pénibles ou même impraticables. Enfin, il faudrait renoncer tout à la fois à l'exécution de certains travaux dont il serait difficile d'obtenir sur échantillon les nuances trop variées ou trop délicates. Il faudrait renoncer surtout à l'espoir des améliorations, des perfectionnements et même des découvertes qu'engendre la fabrication des émaux confiée à des mains habiles, sous une intelligente direction.

Nous croyons donc que, si la France se décide à introduire chez elle cette industrie nouvelle, elle voudra le faire de façon à pouvoir rivaliser en peu de temps et sur tous les points avec les autres nations, et nous croyons aussi que nulle part mieux que parmi les artistes du Vatican elle ne pourrait trouver des maîtres capables d'enseigner à nos jeunes compatriotes les secrets de cet art perdu et toutes les délicatesses de la palette du mosaïste.

LES DÉBUTS DE L'INSURRECTION VENDÉENNE

SUR LA RIVE DROITE DE LA LOIRE

Entre Ancenis et Nantes

Les événements qui marquèrent le début de l'insurrection vendéenne dans les communes situées au-dessus de Nantes, et permettent d'en pénétrer les causes, sont peu connus. Quelques historiens, Mellinet, Guépin, Guimar, et l'ouvrage pourtant si documenté de Chassin, mentionnent de façon succincte les troubles et les premières opérations militaires qui en furent la conséquence à Machecoul, Chauvé, Brains, le Port-Saint-Père, Clisson et Sautron ; ils sont muets sur ceux qui eurent pour théâtre la rive droite de la Loire entre Ancenis et notre ville. Cependant les documents ne manquent pas : il suffit, pour s'en convaincre, de parcourir les registres du district, la correspondance des chefs de la garde nationale, ainsi que les précieux manuscrits de la collection Dugast-Matifeux. Il y a là une mine féconde d'où il est facile d'extraire tous les éléments d'une histoire complète de la période insurrectionnelle dans notre contrée. Ce sont précisément les notes que j'ai glanées rapidement dans ces volumineux dossiers que je présente aujourd'hui à notre Société, complétées par l'analyse de quelques documents déposés aux Archives des mairies du voisinage. L'étude est bien sommaire ; elle mériterait d'être poussée plus à fond par une plume plus experte ; elle est aussi fort délicate, en ce qu'elle

touche à des faits que la diversité des opinions fait juger différemment. J'entends les exposer avec impartialité et sincérité, sans hasarder la moindre critique susceptible de froisser le sentiment d'aucun de mes confrères.

Il ne semble pas, à la vérité, que les campagnes situées dans le rayon que je viens d'indiquer, se soient sérieusement émues des premières mesures de l'Assemblée législative; et jusqu'à la première moitié de l'année 1792 le calme ne fut troublé nulle part dans notre région. Les premières manifestations hostiles apparurent seulement lors de l'installation des curés assermentés à Mauves, Carquefou, Sainte-Luce et Thouaré; les paysans accueillirent fort mal ceux qu'ils désignaient sous le nom de *prêtres jureurs*, et qui ne purent prendre possession de leur presbytère qu'avec l'appui de la force armée. Au reste l'action et le ministère de ces nouveaux pasteurs, déjà suspects aux yeux de la plupart, étaient encore entravés par la fidélité des paroissiens à leurs anciens curés demeurés cachés dans le pays.

Bientôt, à l'appel des mécontents, des rassemblements s'organisent dans la forêt du Cellier, sur les coteaux déserts de Mauves, à Peslan, hameau écarté de Carquefou, et principalement dans la vieille chapelle d'Auray, près de la Seilleraie, à une lieue de Thouaré. Le registre des délibérations de cette commune signale, le 4 janvier 1793, par la plume de Giron, son curé, en même temps juge de paix du canton et greffier de la municipalité, ces attroupements séditieux. « La veuve Allain, ci-devant femme de chambre de la veuve Becdelièvre, dit-il, s'y rend et fait des lectures qu'on dit opposées à la Constitution, y lit des libellés incendiaires, et le galimatias des réfractaires, qu'on appelle catéchisme ». Trois jours après le district de Nantes enjoint au procureur syndic de la commune d'exercer la plus exacte surveillance et de fermer au besoin ladite chapelle si elle continue de servir de lieu de réunion aux dissidents.

Loin de calmer l'effervescence, ces mesures irritent les esprits et les exaspèrent. Le 24 février, la municipalité de Carquefou, impuissante à opérer le désarmement des suspects trop nombreux et trop menaçants et qui viennent jusque dans le bourg tenir leurs concilia-bules, réclame l'envoi d'une troupe armée pour l'effectuer.

Quinze jours plus tard, l'opération du recensement de la population virile, prescrit par la Convention en vue de la levée de 300.000 hommes, va provoquer ici comme ailleurs la rébellion des insoumis et servir de signal à la prise d'armes. Ce jour-là, à 4 heures du soir, 150 habitants de Doulon et de Sainte-Luce, après s'être saisis de Brevet, maire, et de Colas, curé de cette dernière paroisse, envahissent la mairie, lacèrent l'arrêté du Département et saccagent les archives. A Thouaré, la scène est plus violente encore : au moment où le commissaire du district, Gaudriau, s'apprête à procéder à l'appel des jeunes gens qui doivent faire partie du contingent, 40 individus, armés de bâtons, font irruption dans la salle et l'entourent ainsi que les municipaux et le curé. Un d'eux, plus excité que les autres, et qui paraît leur chef, s'écrie : « Tenons fermes, les gars, et ne bougeons pas ; le premier qui donnera nos noms, f..... lui la tête à bas. » Le Commissaire les invite au calme et leur donne lecture du discours d'Isnard et de la loi du 21 février qui promet des gratifications ; mais aux mots : « liberté sainte... liberté sacrée », une clameur s'élève : « On a tué notre roi, on a chassé nos prêtres, et vendu les biens de notre Eglise. Où est l'argent ? Ils ont tout mangé ; ils veulent à présent nos corps ; non, ils ne les auront pas. »

En vain, Gaudriau leur rappelle la suppression de la dime et des corvées. « Tout cela nous est égal ; nous avons planté le bonnet de la liberté sur notre clocher : eh bien ! puisque nous sommes libres, nous ne voulons nous occuper que de labourer nos

champs. » Le curé Giron veut prendre la parole ; il est couvert de huées et menacé. L'exaltation croissant toujours, le Commissaire annonce que les opérations vont être suspendues, et il invite les jeunes gens à se retirer, par déférence pour la municipalité. « Nous voulons qu'elle sorte avant nous », s'écrient-ils, « Quant à vous, M. le Commissaire, il faut que vous partiez sur le champ pour Nantes, ou malheur vous arriverait ! » Et, comme celui-ci déclare que sa mission ne se borne pas là, et qu'il entend demeurer pour se rendre le lendemain à la Hillière, chez M^{me} du Guiny, pour mettre sous séquestre les biens de son mari émigré, tous se déclarent prêts à l'en empêcher et à mourir avant qu'on vende la moindre chose chez leur « bonne maîtresse ». — « Ainsi partez, et sur le champ ; quant au curé, nous saurons comment faire. La cure est à nous, et nous allons, aussi lui, le f... à la porte. »

A bout de forces, après trois heures de lutte qu'a duré cette scène, le Commissaire s'esquive à la hâte et rentre à Nantes par des chemins détournés, tandis que les réfractaires perquisitionnent les meubles, à la recherche de la liste du contingent communal. Douze d'entre eux étaient de Sainte-Luce, autant de Mauves ; le reste était venu de Thouaré et de Carquefou.

La nouvelle de ces événements se répandit dès le soir et la nuit suivante comme une trainée de poudre dans toute la contrée et y provoqua une indescriptible émotion. Le lendemain 11 mars, à la pointe du jour, un rassemblement considérable se formait au Chemin Nantais, sur les limites de Thouaré et de Carquefou. A sa tête se trouvent Antoine Espivent de Perran, seigneur de la Hulonnière, et le jeune fils de la marquise de Becdelièvre, de la Seilleraye, à peine âgé de 16 ans. Ceux qui le composent sont pour la plupart armés de triques et de bâtons ; un petit nombre seulement possède de mauvais fusils. Après avoir tenu conseil, le gros de la bande se dirige vers Mauves par la route de Paris, et

coupe, en passant, l'arche de Gaubert, au bas de la côte de la Seilleraye, afin de se protéger contre l'attaque de la milice. Le reste rebrousse chemin et marche vers *la Garde*, à 3 kilomètres de Nantes.

Cependant les autorités du département, instruites dès la veille par le rapport de Gaudriau, ne demeuraient pas inactives. Le 10 mars au soir, ordre était donné à Bouteiller, commandant de la Garde nationale, d'envoyer le lendemain deux compagnies de canonniers et de grenadiers avec une brigade de cavalerie dissiper le rassemblement et arrêter les plus coupables. Gourlay, membre du Directoire, accompagne cette force en qualité de Commissaire civil. Le 11 au matin, la troupe se met en marche. Arrivée à *la Garde*, elle culbute l'avant-poste des paysans, et pousse jusqu'au pont de Gaubert, où un nouveau détachement lui barre le passage. Quelques coups de fusil le mettent en fuite, et la garde nationale arrive à Mauves. Elle n'y trouve qu'un seul homme, des femmes et pas de subsistances. La colonne d'insurgés s'est retirée derrière le bourg, où elle attend le choc de l'ennemi. Là, le combat s'engage : le feu est nourri de part et d'autre, mais une décharge de canon à mitraille met la déroute dans les rangs des paysans qui perdent beaucoup de monde. Du côté des Républicains, le capitaine Daviaud a la poitrine traversée d'une balle, le citoyen Dubey est atteint de deux coups de feu ; le sapeur Hoursolle, le grenadier Jacob, et le commandant Robineau, chef de la cavalerie, sont également blessés. D'après les traditions locales, dont je n'ai pu malheureusement trouver la confirmation dans aucun rapport officiel, Giron, le curé constitutionnel de Thouaré, si maltraité la veille par ses paroissiens, aurait trouvé la mort dans le ravin de Gaubert, avant l'attaque de Mauves.

Un curieux document de la collection Dugast-Matifeux nous fournit l'épilogue de cet engagement, le premier en date de cette campagne qui devait faire couler tant de

sang et de larmes dans les deux partis. Le voici dans sa naïve teneur :

« *Thouaré, le 21 mars 1793.*

» Messieurs et Frères (1),

» Si les habitants de Thouaré ont pris les armes, ne c'est que par force le lundi 11 de ce mois que l'atroupe-ment a commencé de se faire. Les habitants n'étaient point en dessein de se révolter, parce qu'ils sont trop tranquilles pour une affaire semblable. Ce n'était qu'une Assemblée que les garçons voulaient faire, pour tomber d'accord de ne fournir point d'hommes à la nation, attendu qu'il ne s'en trouvait point de bonne volonté. Ils étaient tous assemblés au Chemin Nantais quand la nouvelle est venue qu'il venait une garde nationale de Nantes ; croyant que c'était pour les prendre de force, presque tous n'étant point armés, chacun s'en est retourné sur le champ et ont pris des armes où ils en ont trouvé, et se sont rassemblés à Mauves, où malheureusement il ça répandu du sang.

» Mais depuis ce temps-là, la paroisse a été assez tranquille et s'est tinse dans la plus grande honnêteté. Il se trouve des gens de science parmi eux, leur défendant de ne point faire de mal, et ils sont écoutés avec la plus grande attention. Et il n'a point été fait aucun pillage par les gens de la paroisse. Il a peut-être été fait quelques menaces, mais ce n'était que pour faire peur et pour ranger le monde à eux ; même ils ont une petite prison pour mettre ceux qui auraient voulu faire du mal.

« Les habitants ne demandent pas mieux que de mettre bas les armes, pourvu qu'on laisse chaque particulier tranquille chez lui, et qu'on ne prenne du monde dans

(1) La pétition est adressée au district de Nantes.

la paroisse que ceux qui seraient de bonne volonté. Mais le décret est rendu qu'on ne prendrait plus de milice : aussi les garçons ne veulent pas se résoudre. De plus le décret de la liberté est un des principes de la révolte, parce que le peuple dit qu'en leur donnant des prêtres qui ne sont pas à son goût, il ne jouit pas de la liberté. Tout le peuple demande que les prêtres non assermentés soient remis, et le peuple s'offre à leur payer pension. Cette demande est faite par les citoyens et les aristocrates pour se réunir ensemble, et on sera tous d'un bon accord et d'une parfaite union. Et si c'avoit été fait plus vite, il n'y aurait point eu de révolte, et des volontaires assez. »

Cette pièce qui jette une vive lumière sur les causes de l'insurrection fut remise au district par une délégation de la municipalité. Ses membres se chargèrent d'expliquer que la paroisse en prenant les armes avait cédé à un entraînement irréfléchi. Le 26 mars, le Département ordonnait son désarmement.

Quelques jours auparavant, le 19 mars, les habitants de Mauves, de St-Mars et du Cellier transmettaient de leur côté au Directoire une pétition inspirée de sentiments analogues. On y voit qu'ils proposaient de se retirer dans leurs foyers à la condition qu'on leur rendit leurs prêtres et que la Royauté fut rétablie.

Cependant l'insurrection s'étend et se propage. Des bandes dispersées à Mauves, le 11, une partie s'est retirée sur Oudon et le Cellier, l'autre a regagné les paroisses de Carquefou, de St-Mars, de St^e-Luce et de Thouaré. Dans toutes ces campagnes circule la nouvelle des soulèvements de Machecoul, de Chauvé, de Clisson et de la prise d'armes de St-Florent. Les esprits s'enflèvent et s'excitent. Les municipalités débordées et impuissantes à faire exécuter les ordres du district, réclament partout l'envoi de troupes pour réprimer le mouvement qui s'organise. Le Directoire de Nantes informé qu'Ancenis est menacé par une forte colonne des vaincus de Mauves,

grossie des contingents des paroisses voisines, se décide à prendre des mesures énergiques. Un corps de 400 hommes d'infanterie, de 65 cavaliers et de 50 canonniers appuyés par 2 pièces de 4, quitte Nantes le 20 mars et se porte sur Ancenis pour dégager cette ville et rétablir les communications interrompues. Une flotille de canonnières avec 200 soldats seconde l'opération. Elle a pour mission de chasser les insurgés des îles qu'ils occupent entre les deux villes, et d'assurer la liberté de navigation de la Loire. La troupe suit la route de Paris. Comme le 11, elle est arrêtée d'abord *au bois de St-Georges*, à l'intersection de la route de Châteaubriant, puis à *l'arche de Gaubert*, deux lieues plus loin, par des tranchées qu'il lui faut combler en combattant les paysans cachés dans le ravin ou dissimulés derrière les haies. Enfin elle atteint *Oudon* ; là, le pont jeté sur la petite rivière du Hâvre, au pied du vieux donjon, a été coupé ; et le bourg est occupé par un parti d'insurgés que commande Piron. L'adjutant général s'avance au pied de la Tour et somme celui-ci de se rendre. Piron déclare que ses hommes sont décidés à combattre si on ne s'engage à les laisser tranquilles, à leur rendre leurs prêtres, et à mettre fin aux brigandages dont se plaint la contrée. Les deux chefs se retirent. Aussitôt la fusillade éclate. Mais bientôt une décharge d'une dizaine de coups de canon oblige les Vendéens à s'enfuir en bateaux de l'autre côté de la Loire. La garde nationale pénètre à Oudon où elle s'empare de deux canons et saisit la correspondance de Piron qu'elle adresse immédiatement au Département ; puis, après y avoir laissé un détachement, elle reprend sa marche et pénètre le soir même à Ancenis sans coup férir.

Cette expédition, en rejetant sur la rive gauche la division de Piron, mettait Nantes, pour le moment du moins à l'abri d'un coup de main de ce côté. Mais la contrée était loin d'être pacifiée. Ligné et Couffé s'agi-

taient et s'armaient, la Forêt du Cellier offrait un abri presque impénétrable aux partisans de Petit-Mars, de St-Mars du Désert et de Mauves. A 12 kilomètres de Nantes, les bois de la Seilleraye foisonnaient d'insurgés qui battaient les routes, recrutant de nouveaux combattants, et se répandaient sur tout le pays d'alentour.

De l'autre côté de la Loire, le mouvement avait pris un caractère plus général. On ne s'y battait pas encore ; mais le Loroux, St-Julien de Concelles, la Varenne et Champtoceaux se levaient en masse, et leurs bandes occupaient en force et bien armés les villages riverains du fleuve et s'y fortifiaient.

Pour parer au danger qui le menace de toutes parts, le District décide l'envoi du bataillon de la garde nationale commandé par le ferblantier Meuris, sur les points menacés de la rive droite ; et des postes sont échelonnés de Nantes à Ancenis pour contenir le flot des insurgés du nord et faire face à ceux du sud, qui projettent de traverser la Loire. Dès le commencement d'avril, Thouaré reçoit 100, puis 150 hommes ; le moulin d'Auray, au sommet du coteau de la Seilleraie, 200 ; — Mauves, 250 ; — le château de Clermont, 50 ; — Le Cellier, 130 ; — et Oudon, 200 avec l'état-major. Ces troupes s'établissent solidement, se retranchent et s'entourent de redoutes en terre.

En même temps, plusieurs canonnières : le *Protecteur*, le *Dugué-Trouin*, le *Sans-Culotte*, le *Républicain*, et l'*Intrépide* parcourent le fleuve ou viennent s'embosser en face la Chebuette, Boire-Courant et la Pierre-Percée pour gêner le mouvement des Vendéens sur les coteaux de Saint-Julien et de la Chapelle-Basse-Mer, les surveiller et les empêcher de franchir la Loire.

Aubinet commande le camp de Mauves, et tous les postes situés en aval relèvent de son autorité. Sitôt installé, il procède au désarmement des habitants suspects. L'opération est facile à Thouaré et à Mauves, où la garde nationale se saisit également des cloches de

l'église et de celles de la Seilleraie. Mais Sainte-Luce, Doulon et Carquefou surtout offrent plus de résistance, et se refusent à l'enrôlement. Les métayers astreints à faire de pénibles corvées pour amener aux postes militaires les approvisionnements, soumis en outre aux réquisitions de toute nature, s'indignent et protestent. Les soldats, mal nourris et le plus souvent privés de solde, parcourent le pays, volent et pillent les fermes, molestent les habitants, se livrant à mille exactions. Les municipalités, même les plus dévouées aux autorités du district, font entendre leurs plaintes et réclament contre le séjour prolongé des troupes qui menacent d'affamer le pays. Les insurgés mettent habilement à profit le mécontentement que provoque l'occupation militaire du pays. Chaque jour leur nombre grossit, leurs hardies entreprises se multiplient. Le ravin de Gaubert, lieu désert entouré de marais et couronné d'épais taillis que traverse la route de Paris, est souvent le théâtre d'heureux coups de main ; à divers reprises, le courrier qu'accompagnent cependant les gendarmes y est attaqué ; et force est à l'autorité de mobiliser tout un détachement pour l'escorter et l'aider à franchir ce dangereux passage. Plus loin, l'exploitation des bois propres à l'artillerie et à laquelle Aubinet occupe, au Cellier, un nombreux personnel d'ouvriers et de soldats, est sans cesse troublée et inquiétée par les incursions des gars de Saint-Mars et de Couffé. Partout ses patrouilles sont traquées, harcelées, et plusieurs, le soir, manquent à l'appel. Aussi chacune de ses lettres insiste près de l'autorité sur l'insuffisance de ses forces et sur la nécessité de renforts en hommes et en artillerie.

De son côté, la flottille stationnée sur le fleuve et qui en fouille les rives, d'Ingrandes à Nantes, pour intercepter les communications des Vendéens, ne réussit pas toujours à les empêcher : montés sur des barques légères, les hommes du Loroux trompent sa sur-

veillance et s'aventurent parfois jusqu'aux camps républicains établis de l'autre côté. Le 16 prairial, ils pénètrent sur l'île du Haut Bois et s'y emparent d'un important troupeau de bestiaux destiné à l'approvisionnement de l'armée du château d'Aux; quelques jours plus tard, une expédition semblable sur l'île Moron, en face Le Cellier, leur procure de nouvelles ressources.

Une nuit (le 12 mai), ils manquent de capturer à Thouaré le bateau *Le Républicain*, armé de deux canons et de deux perriers; — et son commandant réclame l'envoi d'une autre canonnière à la pointe du Grand Bouge, par où ils réussissent à établir des relations avec la rive opposée.

Les villages de la Chebuette et de la Pierre-Percée forment de véritables camps, pourvus de canons, capables de répondre aux feux des postes républicains de Mauves et de Thouaré. Dans une lettre datée de Mauves (14 mai), Aubinet rend compte de l'entrevue qui vient d'avoir lieu à la pointe de l'île Harrouys, entre son lieutenant Valin et l'un des chefs chouans: « Ils sont décidés, dit-il, à combattre jusqu'à la mort; rien ne pourra les réduire que le fer et le feu. Au reste, ils menacent de nous assaillir avec des forces très supérieures. »

Dans l'impossibilité de les déloger de ces positions, celui-ci cherche du moins à se protéger des attaques du continent. Dans ce but, il concerte ses mouvements avec les chefs des détachements de Nort et d'Ancenis, et, à la fin d'avril, une expédition divisée en trois colonnes, se dirige sur la forêt du Cellier, qu'elle fouille et parcourt en tous sens; mais les insurgés, fidèles à leur tactique, se dispersent à son approche, sans tirer un coup de fusil, pour se reformer après. L'opération, reprise quelques jours après, demeure sans résultat.

Au-dessus de Mauves, les postes du château de Clermont, du Cellier et d'Oudon, où commande Meuris, sont tenus en haleine par les Vendéens, qui, de la Varenne et de Champtoceaux, les inquiètent journellement et tentent

de communiquer avec les bandes de Ligné, de Saint-Mars et de la Forêt. Là aussi les vivres manquent, le pain même fait défaut ; les soldats, mal payés, désertent et passent dans le camp opposé. Bientôt, les effectifs républicains fondent à vue d'œil et se désorganisent. Cependant, Meuris, dont la correspondance révèle l'âme ardente et l'incessante activité, passe la Loire le 21 avril et va attaquer Champtoceaux. Accueilli par une violente fusillade qui dure plusieurs heures, il y perd 17 hommes, plusieurs officiers, et ne peut s'y maintenir faute d'artillerie et de munitions. Ancenis, qui ne dispose que de 60 gardes nationaux, a peine à se garder et ne peut lui envoyer de secours. Il en réclame à Nantes.

Pendant le mois de mai, il réussit à rétablir la discipline parmi ses hommes, renforce son corps et l'occupe à des expéditions dans le voisinage.

Prévenu par Aubinet des efforts répétés des Vendéens sur la rive gauche pour traverser le fleuve, il se rend à Mauves, où le 15 juin s'engage une sérieuse affaire. De une heure à huit heures du soir, les Vendéens, dont le but est de détruire ou de réduire les postes qui couvrent Nantes, et de faciliter la marche de la Grande Armée, abrités derrière des tranchées sur le bord de la Loire, et appuyés de plusieurs pièces, ouvrent un feu meurtrier sur les Républicains. Les forces de ceux-ci se composent de 250 hommes du 11^e bataillon de Seine-et-Oise, de 100 hommes de l'ancien régiment de l'Île-de-France et du détachement de Mauves. 250 gardes nationaux garnissent en outre les hauteurs du Moulin Cassé (d'Auray), à deux kilomètres de là, afin d'empêcher une diversion des Chouans par le val de Gaubert. Meuris riposte à la fusillade avec ses deux canons ; mais ces pièces trop légères et d'une portée insuffisante ne causent aucun dommage appréciable aux insurgés, qui ne désespèrent pas de leurs positions. Enfin la nuit met fin au combat.

Le lendemain, une pièce de campagne de 18, montée

sur affût, est amenée face aux retranchements de l'autre rive, et Meuris attend l'attaque qui ne se produit pas.

Dans le rapport qu'il adressait le lendemain au District, il ne dissimule pas l'inquiétude que lui cause le progrès de ses adversaires. Prévoyant la nécessité d'évacuer Oudon, le Cellier et Clermont et de se replier en arrière, son plan est d'aller s'établir avec ses grosses pièces sur les hauteurs de la Seilleraye au delà de Gaubert, tandis que son artillerie légère parcourra le coteau voisin et balayera les Vendéens qui voudraient traverser le marais pour le prendre à revers. « Là, dit-il, nous défendrons l'entrée de Nantes, jusqu'à la dernière goutte de notre sang. » L'approche de l'armée vendéenne en marche sur Nantes ne lui laissa pas le temps d'effectuer ce mouvement. Deux jours après, son bataillon se dirigeait précipitamment sur Nort, où il devait arrêter pendant douze heures l'avant-garde de Cathelineau.

J. SENOT DE LA LONDE.

Histoire des Corporations d'Arts et Métiers

de la Ville de Nantes

par M. Ed. PIED (1)

Corporation des Cordiers

Dans les Statuts accordés primitivement aux ouvriers qui s'occupaient de cordages, il n'est permis qu'aux Maîtres Cordiers de fabriquer des hunes, cableaux et autres cordages servant à rivière ; comme aussi de faire des sangles, des licols et chevestres de corde, des licols de poil ou crin mêlé de chanvre, des traits pour charrettes et charrues, même de préparer le crin, en le faisant crêper et bouillir. Il leur est néanmoins défendu de faire aucuns ouvrages de pied de chanvre.

Le travail de nuit était sévèrement interdit « à cause des tromperies qu'on y peut faire ».

La surveillance, au reste, était grande sur les ouvrages destinés en partie au service des marins et on était très attentif à contrôler la bonne confection de matières,

(1) *Note du Comité.* — Notre confrère, M. Pied, vient de terminer un long travail sur *les Anciens corps d'Arts et Métiers de Nantes*.

Cet ouvrage, qui se composera de trois volumes grand in-8°, de 500 pages chacun environ, paraîtra aussitôt que l'auteur aura pu réunir les 200 souscriptions nécessaires pour le couvrir des frais d'impression.

Mais il a bien voulu en détacher, en faveur de notre *Bulletin*, un article dont il offre ainsi la primeur aux membres de la Société d'Archéologie, et que nous nous faisons un plaisir de publier.

dont en définitive pouvait parfois dépendre la vie des matelots.

Les cordiers de notre ville eurent, au début surtout, des installations peu luxueuses ; nous sommes loin de ces vastes ateliers, mus par les machines, que l'on rencontre dans certains centres de production, aujourd'hui.

Nous lisons dans la savante étude de M. l'abbé Durville, sur les vieilles rues de Nantes, que le chapitre afferma, vers 1528, à des cordiers « le terrain du costé devers la motte Saint-André occupé précédemment par des maisons, et en novembre de cette année, il permit à Thomas Michel d'élever une loge, ainsi que de planter des pieux et tout ce qu'il faut pour faire des cordes ». La même année, il avait déjà affermé un emplacement voisin à Pierre Coaislier pour trois ans, mais toujours dans les mêmes conditions.

Nos deux cordiers payaient leur ferme en produits de leur métier. D'après leur bail, « ils fournissent des cordes, bien et deument pour aultant qu'il en fauldra et sera requis en avoir durant les dits troys ans ».

Nous retrouvons, en 1536, notre cordier Pierre Coaislier : On avait entrepris, au mois de juin de cette année (1), des travaux pour le beau bastiment de forteresse commencé au boulevard de la porte Saint-Pierre.

On remua beaucoup de terres qui furent portées dans un champ voisin. Pierre Couellier, fermier de ce champ, présenta à la ville, le 9 janvier de l'année suivante, une requête en demande de dédommagements. Elle nous apprend qu'il y avait à la sortie de la ville une boucherie et un champ de vingt-cinq bouxelées de terre semée en froment, capable de rendre vingt-sept septiers à son laboureur.

(1) *Histoire de Nantes*, par TRAVERS, tome II, page 307.

« A Messieurs les capitainé, gens de justice, nobles, bourgeois, manans et habitants de ceste ville de Nantes.

» Vous remonstre très humblement Pierres Couellier, cordier, demeurant en la parrouesse de Saint-Clément, hors ceste dicte ville, que, comme ainsy soit qu'il tienne par ferme seix ans sont au plus une piecse de terre contenant vingt-cinq bouexellées de terre ou environ estant sus et située auprès de la porte Saint-Pierre, lez de la bouscherie dudit lieu, et soit ainsy que en l'an mil v^e trente-cinq icelle piecse de terre le dit suppliant eust faict ensementer en fourmant, et que les terriers que l'on tiroit des douves du dit lieu de Saint-Pierre eussent esté mys et portez en icelle piecse de terre auparavant la scaison de cueillir le gaignaige y estant semé, en laquelle piecse de terre, icelle année, le dit pouvre suppliant eust peu cuillir le nombre de quinze septiers fourmant ou envyron : quelle piecse de terre lui couste par chacun an de ferme la somme de dix livres tournois, et n'en avoir sceu ni peu d'empuis faire son profit, et néantmoins messire Ollivier Richard, docteur ès droits, conseiller du roy nostre sire en sa court de Parlement, lequel Richard a contrainct le dit suppliant nommé ci-dessus, de lui payer icelle ferme, et le vienlt contraindre par voye de justice, ce qu'il ne peut totalement faire sans vostre bonne ayde et rescompense pour ce qu'il n'a peu jouir de la dicte ferme à raison des dits empeschements que la terre n'a rien apporté. »

Le conseil de ville, avant de faire droit à la requête de Couellier, nomma deux commissaires pour se transporter sur les lieux ; il accorda le lendemain, sur leur rapport, cent sols de dédommagement au suppliant.

En 1595, au mois de février, à la suite de difficultés multipliées qu'ils eurent pour la vente des cordages, nous trouvons les cordiers aux prises avec les marchands

de la Fosse : ils leur intentent un procès, et ceux-ci adressent à la communauté une requête dans laquelle ils lui demandent de se joindre à eux et de défendre leurs droits contre les prétentions des cordiers (1).

« *Messieurs,*

« *Messieurs les Maire et Eschevins de ceste ville de Nantes,*

» Vous remonstrent humblement Macé Longuespée, Yves Cénart, Jan Gorgette et autres marchans habitans de la Fosse dudit Nantes, comme de tout temps jusques à présent il a esté loysible et permis aux marchandz estrangers, tant flamans que autres, d'ameiner par mer et vendre en ceste d. ville des cordaiges de barques, navires et batteaux, tous prestz et appareillez pour servir, et aussy aux marchandz de ceste d. ville et forbourgz de les acheter librement en gros et les revendre en détail aux mariniers et nautonniers, ce qui se justiffye parce que lad. marchandise doibt de toute ancieneté le quarantiesme à la Prévosté, avec le liard pour livre à lad. ville et cing solz par cent pour le devoir des Estatz, lequel devoir des Estatz sur lesd. cordaiges a esté naguères augmenté de dix solz par cent pour l'arrivée et descence en ce dit port, et de vingt solz par cent pour la sortye et transport en autre lieu, comme se veoid par les pencartes desd. devoirs, ce néantmoins lesd. supplians ayans depuis un moys en ça achetté d'avecq des marchandz flamans certain nombre desd. cordaiges, les nommez René Perrays, Martin Renoul et Jan Pinoguet, cordiers des forbourgz de ceste d. ville ont fait arrester partye des ditz cordaiges et prétendent les faire confisquer, parce qu'ilz supposent n'estre permis qu'à eulx seulz, privativement à tous autres, de faire n'y d'acheter et revendre aucuns

(1) *Archives municipales*, HH non inventorié.

cordaiges de navires, barques et barks aux portz de ceste d. ville et forbourgz, et sur ce y a procès pendant entre lesd. partyes en la court de la Prévosté de ceste d. ville, auquel sy lesditz cordiers obtenoient à leurs fins, cela ceddrait non seulement à la diminution des devoirs, tant de lad. Prévosté que des Estatz de lad. ville, mais aussy au grand préjudice, diminution de la liberté du commerce avecq lesd. estrangers et dommage publicq, et particulier de ceste d. ville et de tout le pays, et donneroit occasion aux autres artizans et oupvriers de toutes sortes de marchandises de prandre pareille prérogative. Ce considéré.

» Qu'il vous playse Messieurs vous joindre audit procès pour le corps — de ceste d. ville et interestz publicq d'icelle avecq lesd. supplians et donner pouvoir et mandement spécial, au Procureur sindicq de lad. ville de ce faire et poursuivre led. procès contre lesd. cordiers coionctement avecq lesd. suppliantz, Et ferez justice.

» Signé : M LONGUESPÉE,

CÉNART, GORGETTE. »

En 1600, nous trouvons les traces d'une corderie dans les douves Saint-Nicolas jusqu'à la barrière de Sauvetout.

La roue des cordiers (continuant notre emprunt à l'ouvrage de M. l'abbé Durville) tourna longtemps sur la motte Saint-André, jusque vers l'an 1650, moment où les Nantais commençaient à songer à l'embellissement de leur cité. Le chapitre, s'inspirant des mêmes sentiments que le Bureau de ville, trouva « que sa corderie avait mauvaise grâce sur la motte qui est la plus belle promenade à la dite ville, de ce costé là ». Et, comme dit un titre de 1632, « comme l'interest n'a point esté prefféré par les dits sieurs du chapitre à l'embellissement, descoration et commodite publicques, ils consentirent très volontiers à la destruction qui fut faite,

trante ans sont ou environ, de la loge et corderie qui ne convenoit fort bien sur la dite motte qui est la plus belle sortie et promenade de toute la ville ».

Le 9 août 1678, un sieur Joseph Dupuy, maître cordier, fut mis en possession d'un terrain situé dans les douves de la ville, derrière le faubourg du Marchix, pour y établir une corderie.

Les statuts qu'avaient obtenus les cordiers remontent à cette même année 1678.

« EXTRAIT DES REGISTRES DU GREFFE DU SIÈGE ROYAL
DE LA PREVOSTÉ DE NANTES

» *Enregistrement des Statuts et Lettres des maistres cordiers de cette ville et forbourg, du troisième jour d'octobre mil six cent soixante-dix-neuf (1).*

» Antiens et nouveaux articles et statuts, ordonnances en forme de réglemans, soubz le bon plaisir du Roy et de sa justice, il luy plaira accorder aux maistres cordiers de la ville et forbourg de Nantes, affin d'estres gardées et observées suivant les antiennes Lettres patentes des feus seigneurs les ducs de Bretagne Jean et Pierre, icelles en dattes des trantiesme juillet mil quatre cens vingt-neuf, et dix septiesme décembre mil quatre cens cinquante-un, et de Louïs Roy de France du sixième mars mil cinq cens huit, pour soubz le bon plaisir de Sa Majesté être gardées et observées par lesdits maistres cordiers et leurs successeurs, pour l'ordre et pollice dudit métier, et faire cesser les abus qui se sont glissez en iceluy au préjudice du publicq, conformémant à l'ordonnance de M. le Juge Prevost de Nantes et pollice de la dite ville, rendüe sur la requête qu'ils luy ont presentez et conclusions de Monsieur le Procureur du Roy.

(1) Bibliothèque de la ville, n° 8,346.

» PREMIÈREMENT. — Que les dits maistres cordiers s'assembleront par devant Monsieur le Prevost de Nantes, et Monsieur le Procureur du Roy en la dite Prevosté, pour en leur présance être fait élection de deux des plus suffisans et capables d'entr'eux pour être jurez du dit métier, lesquels prêteront serment, et exerceront la fonction de jurez pendant une année, à la fin de laquelle le plus antien des deux sortira de jurande, en la plasse duquel il en sera nommé un autre pour exerser ladite jurande, avec celui qui sera resté, lequel ancien en sortira à la fin de l'année suivante, et lors il en sera élu un autre en sa plasse, qui sera le cadet de celui qui aura resté, et ainsi continus d'an en an à pareil jour, en telle sorte que chacun juré exerce ladite jurande pendant deux ans, lesquelles élections des jurez seront faites par tous les maistres dudit métier présens, ou deubmans appelez, par devant ledit sieur Prevost, et en présence dudit sieur Procureur du Roy, et ceux d'entr'eux qui ne si trouveront ou ne seront mallades ou absens de la ville, payeront soixante sols d'amende au profit de la frairie du métier, pour être employez au service divin de leur frairie, et aux nécessitez de leur communauté et frairie.

» II. Qu'aucuns ne pourra être admis à la maîtrise dudit métier en ladite ville et forbourg que premièrement il n'ait fait apprentissage chez un des maistres de ladite ville ou forbourg, où il y a maîtrise, ou autres villes du royaume, le temps de trois années consécutives, et servy les maistres de ladite ville de Nantes pendant deux ans après le dit apprentissage, ou présentation de lettres dudit apprentissage esdites villes du royaume, et duquel apprentissage il aura été passé acte par devant notaires, dont copie sera mise au coffre de leur communauté pour l'enregistrer dans un registre qui sera paraphé de Monsieur le Juge Prévost, comme aussi la quittance d'apprentissage sera aussi mise audit coffre ou copie par le maistre d'apprentissage, lequel

acte, quittance et les certifications de services chez les maistres jurez, l'aspirant représentera lors qu'il voudra se faire recepvoir maistre, faire le chef-d'œuvre qui luy sera par les juges ordonné et être trouvé capable, après quoy il sera reçu en prestant serment par devant Monsieur le Prevost, en payant neuf livres aux jurez pour être employez tant aux nécessitez et service de la frairie, que pour aider à soutenir les procès de la communauté si aucuns sont, et sans qu'il puisse être rien pris ny exigé soubz tels autres prétexte que ce puisse ètres que lesdits neuf livres.

» III. Quand aux fils de maistres ils pourront faire leur apprentissage soubz leurs père, sans ètres tenus d'avoir actes ny quittances d'apprentissage ny servy les maistres comme compagnons, seront reçus maistres en faisant par eux une expérience, prestant sermant par devant ledit sieur Prevost, et en payant la moitié des droits qui doivent etres payées par les compagnons à leur réception, non fils de maistres.

» IV. Nul maistres cordiers de ladite ville et forbourg de Nantes, ne pourra tenir qu'un apprentif à la fois, pendant le temps de trois ans, et payeront lesdits apprentifs d'entrée dix sols ausdits jurez, à la fin de leurs apprentissages, et en mettant leur acte et quittance d'apprentissage au greffe et archive dudit métier, sçavoir l'acte dans la huitaine de leur entrée, et la quittance dans la huitaine après le finissement de leur apprentissage.

» V. Ne pourront lesdits maistres cordiers tenir plus d'une boutique ouverte dans ladite ville ou forbourg d'icelle, et en cas de décez d'aucuns desdits maistres cordiers, leurs veufves pourront tenir boutique ouverte, et jouir de tous les privilèges et advantage de ladite maistrise sans néantmoins qu'elles puissent s'associer avecq aucuns cordiers, ny ne seront reçus ny admis dans ledit corps.

» VI. S'il se trouve aucuns entreprenans l'exercisse

dudit métier, sans avoir été reçus maistres en la forme cy devant prescrite, et sans avoir payé les droicts, ils seront contraincts de s'en désister, à peine de confiscation d'iceux, et de dix livres d'amende applicable à la boiste de la communauté.

» VII. Nul maistre ne pourra ouvrir sa boutique à jours de dimanches ny de festes, si ce n'est un jour de foire, à paine de vingt sols d'amende applicable comme dessus.

» VIII. Que deffances seront faites à tous bourliers et autres personnes de vendre et débiter aucunes sangles surfaits et bas de chevaux, à nulles autres bêtes de charge que de ceux qu'ils auront pris et acheptés des maistres cordiers, même aucun cordage et ficelle dans la ville et fauxbourgs de Nantes, fors aux maistres selliers de ladite ville de Nantes, d'épandre les choses qui sont de l'esquipage d'un cheval de scelle seulement, et néanmoins à la charge de la visitte par les dits maistres cordiers, ainsi qu'il est exprimé par les subséquans articles.

» IX. Ne pourront lesdits cordiers faire aucun ouvrage ny mettre en œuvre le chanvre qui aura mouillé ou rissiné, et qu'il soit tel dedans comme dessus, aussi à peine d'amende de soixante sols et de confiscation dudit chanvre, au proffit de la frairie et nécessité de leur communauté.

» X. Que nuls desdits maistres cordiers ne pourront ouvres de nuit pour le faux ouvrage que l'on en peut faire au préjudice du public, en cas de contravention payera autant de fois trente sols d'amende qu'il y sera surpris et le chanvre confisqué, le tout pour le corps du métier.

» XI. Pour ce que plusieurs s'efforcent faire cables et cordages servant aux barques, vaisseaux allant à la mer, que pour servir aux chaloupes, barques et bateaux allant sur mer et rivière, n'en feront que de bons chanvres neufs et non mouillé, et à peine de ceux qui

en seront convaincus de dix livres d'amende applicable comme dessus est dit.

» XII. Nuls cordiers forains n'apporteront aucunes marchandises de corderye pour vendre à Nantes, et ne la pourront vendre ny debitter que aux jours de marchez, et avant l'exposer sera visitées par l'un des maistres jurez, pour en cognoistre la valleur et bonté, attendu que souvent leurs cordages sont faits de vieux chanvres de cordages qui ont servy ou de chanvre mouillé, gasté et pourry, à peine de trente-deux sols d'amende par chacune contravention et de la confiscation des dits cordages, au proffit de la frairie, à peine de confiscation et d'amende.

» XIII. Lesdicts maistres cordiers feront six visittes generalles par chacune année chez tous les maistres dudit métier, et néantmoins pourront faire autres visittes toutes les sepmaines chez les maistres dudit métier toutes fois et quantes qu'ils le jugeront à propos pour l'utilité publique et empescher les abus, es quelles visittes generalles et particulières ils examineront leurs ouvrages et cordrie qu'ils y trouveront par voyes qu'ils soient loyaux et de quallité qu'ils doibvent être, et où ils en trouveroient de deffectueux, et leurs chanvres ils le feront saisir et enlever et feront assigner les délinquants par devant Monsieur le Prevost pour voir ordonner la confiscation desdits ouvrages et chanvres, avec condempnation d'amande, à l'effet de quoy lesdits jurez pourront se faire assister d'un huissier ou sergent royal ou d'un commis du Greffe de la Prevosté, sans qu'ils puissent prandre aucuns droits de visittes, sinon pour lesdittes six visittes généralles de chacune année, et rien pour les autres et pour chacune d'icelle six sols de chacun maistre seulement, avec injonction aux maistres cordiers de souffrir la visitte, sans insulter lesdits maistres jurez, à peine de dix livres d'amande, dont lesdits maistres jurez en feront avec leur greffier, huissier ou sergent, procès-verbal et passé de leur serment

et répétition sur leur procès-verbal, foy y sera adjoustée.

» XIV. Pourront aussi lesdits maistres jurez faire visitte en la ville et faux-bourgs de Nantes, ès maisons soubsonnées faire des vantes de cordages neufs, qui ne seront de métier de cordier pour éviter aux abus qui s'y commettent.

» XV. Lesdits jurez en faisant leurs visittes n'y seront troublez ny empêchés ains leur sera donné toutes seuretez à la conservation des droits dudit métier, et les opposans seront punis suivant l'exigeance du cas, dont la connoissance en est attribuées au sieur Juge Prévost de Nantes.

» XVI. Les maistres forains et estrangers, compagnons et les fils de maistres aussi étrangers, arrivant pour travailler en ladite ville de Nantes, après un travail du temps cy-devant marqué au second article, sans discontinuation, chez un maistre d'icelle, acquèreront le droit de pouvoir parvenir à la maistrise en faisant chez-d'œuvre tel qu'il leur sera donné par lesdits jurez, et sans que un maistre puisse soubz quelque prétexte que ce soit, prandre, recepvoyr ny desbaucher l'apprentif ou compagnon de l'autre, à peine de soixante sols d'amande, applicable à la frairie de leur communauté, et en cas de récidive de plus grande peines, et des dommages et interrests vers le maistre plaignif et des dépens et à l'arbitrage du juge.

» XVII. Que si un compagnon forain, maistre ou fils de maistre s'estant fait enregistrer sur le livre du métier en quallité de compagnon, venoit à espouser une veufve ou fille de maistre dudit métier, il sera exempt de servir les maistres le temps porté par le précédent article, et sera reçû par franchise comme fils de maistre, lors de leur réception, et fera chef-d'œuvre, lequel luy sera désigné par les jurez.

» XVIII. Nul ne pourra travailler en ladite ville et faux-bourgs chez les maistres comme compagnon, qu'il n'ait été trouvé suffisant et expérimenté par les jurez, et

qu'il ne leur ait fait apparoir au moins dans un mois d'un certificat des jurez du lieu d'où il vient, comme il étoit compagnon audit lieu, et que les maistres chez lesquels il avoit travaillé sont comptans de son service et fidélité, lequel certificat sera mis ès mains desdits jurez, à peine de six livres d'amende contre le maistre qui y contre-viendra, lesdits six livres applicable comme dessus, et lors que le compagnon s'en yra, les maistres jurez seront tenus luy rendre son dit certificat et luy en donner un autre sans prendre argent.

» XIX. Que les estrangers du royaume et du comté de Nantes qui amèneront des chanvres pour faire câbles et cordages, seront veus et visittez par les maistres cordiers jurez, pour éviter aux abus qui se pourroient commettre par les cordiers en acheptant des chanvres qui ont mouillé ou en partie pourris et gastez, lesquels ne pourront vandre aucuns chanvres, filles, cables et cordages en gros et destail aux marchands ny autres de la ville et faux-bourgs de Nantes, ny à ceux qui ne garsient par mer ou sur les rivières, ny même interposer personne pour les vandre directement ou indirectement, à peine de confiscation et de dix livres d'amande, le tout au proffit de la frairie et communauté des dits maistres cordiers, et pourront seulement en amener pour l'utilité et service de leurs vaisseaux et batteaux.

» XX. Que le clerc du dit métier qui sera le dernier maistre reçu, sera obligé d'aller au premier ordre, et l'un des maistres jurez advertir les autres maistres de ce trouver dans les lieux accoutumez où se feront les assemblées, pour delliberer de leurs affaires concernant leur mestier et frairie, parceque pendant qu'il fera la fonction de clerc, ne payera les six sols pour leurs visites, et en cas de désobéissance pourront les maistres jurez appellant deux des Entiens les destituer si ils le jugent à propos, et pour chacune désobéissance payera ledit clerc trente sols au proffit de la frairie et communauté.

» Veu par nous Rolland Guitton, avocat en la cour faisant les fonctions de la charge de monsieur le Procureur du Roy en son absence, les Lettres anciennes obtenues par les maistres cordiers jurez de la ville et faux-bourgs de Nantes, de Nos Seigneurs les ducs Jean, Pierre, François de Bretagne, comptes de Richemont et Monfort, et Louïs douzième Roy de France, duc de Bretagne, les vingt articles proposez en forme de statuts attachez à la requête présantée à Monsieur le Prevost, le vingt-troisième décembre mil six cent soixante-dix-sept, le tout meurement leu et considéré de mot à mot et d'article en autre, Nous déclarons n'avoir rien trouvé ausdits vingtz articles qui ne soit util et raisonnable, et ainsy nous consentons que les dits maistres cordiers se pourvoyent et retirent vers Sa Majesté, pour en obtenir les lettres de confirmation. A Nantes ce vingtième juillet mil six cens soixante-dix-huit. »

Les lettres du roi sont données à Saint-Germain-en-Laye en août 1678, et furent enregistrées au Parlement à Vennes, le 28 août 1679.

Au 18^e siècle, il y avait la fabrique de cordages de MM. Brée et Bodichon, beaux-frères, située près des Irlandais, qui consistait en deux grandes corderies, dix-sept magasins, occupant journellement 1.200 personnes, et qui était munie de deux appareils contre les dangers de l'incendie.

Le 19 décembre 1767, les sieurs Jean-Pierre Brée et René Bodichon, sollicitent le droit de faire placer, au-dessus des principales portes de leur corderie, un tableau aux armes de Sa Majesté avec cette inscription : *Manufacture royale de corderie*, et d'avoir un ou plusieurs portiers à la livrée de Sa Majesté.

Cette corderie fut démolie en 1827 et le terrain sur lequel elle était construite, vendu en 1834 ; le quartier de la Monnaie fut ouvert sur son emplacement.

Vers la même époque, en 1826, disparaissaient également, de chaque côté de l'avenue de Launay et vers le

milieu, les anciens logements des cordiers Huet et Hortier, qui bordaient l'ancienne avenue.

En 1776, les cordiers présentent une requête « tendante à ce qu'il soit fait deffenses d'introduire vendre ou acheter aucuns cordages de fabrique étrangère » (1).

Le 30 mai 1781, le sieur Templé, maître cordier, ayant arrenté des Pères Minimes un terrain dépendant de la maison de la Baronnerie, en la paroisse de Chantenay, demande un certificat justificatif que ce terrain est très propre, attendu sa proximité de la Loire, à y établir une manufacture de cordages, qui seroit très avantageuse pour le commerce et la marine du Roi, dont les frais d'exportation seroient moins considérables (2).

Les ouvriers cordiers travaillent généralement en silence et presque toujours isolés ; vous avez pu en rencontrer, surtout aux alentours des villes, poursuivant leur travail de menus cordages qui n'exige ni grand matériel ni bien pénibles efforts.

Vous ne vous doutez pas que vous avez devant vous des ouvriers qui, à un moment donné, soulevèrent contre eux, ici la haine, là le dégoût, ailleurs la malicieuse défiance, de leurs concitoyens. Eux-mêmes, très probablement, ne songent guère aux flots d'encre répandus à leur endroit pour attaquer ou défendre les raisons qui pouvaient justifier semblable hostilité.

Je laisse la plume à ceux qui s'en sont occupés d'une manière toute spéciale.

Ouvrons, par exemple, *l'Itinéraire de Bretagne en 1636*, de Dubuisson-Aubenay. Parlant de Saint-Brieuc, il dit, page 63 :

« En tous ces quartiers, les cordiers sont comme infâmes, ont leur séance à part, au fin bas de l'église et leur cemetière à part aussy. On les appelle caquins, et ils sont comme excommuniés. »

(1) *Archives de la Chambre de Commerce*, C. 584.

(2) *Archives de la Chambre de Commerce*, C. 590.

Et en note, même page :

« D'après les auteurs des *Anciens Évêchés de Bretagne* (1, pp. 103 et 290, et 2, pp. 221 et 230), très anciennement la profession de cordier n'était pas exercée exclusivement par les caquins, car, à Saint-Brieuc, la rue des Cordiers est située dans un autre quartier que la caquinerie. »

A la page 120 (nous sommes à Quimper-Corentin), même prévention contre eux :

« Il y a une longue rue, dite la Rue-Neuve, au bout de laquelle, au pié du costeau, est un cœmetière muré, avec une maisonnette remplie d'os. Là est la sépulture des faiseurs de cordes, qu'ils appellent caquins, estimant vulgairement que, le vendredy sainct, ils souffrent le flux de sang, et sont de ceux qui lièrent Jésus-Christ et feirent cette imprécation : *sanguis ejus super nos et super filios nostros* ! Aussi en ce pays là, le mestier de cordier ou caquinerie est comme celui de bourreau ailleurs, qui est de père en fils et fort infâme et ignominieux. Les cordiers ou caquins sont appelés en breton : cacous. »

A Vannes, autre supposition à l'égard de ces ouvriers. Nous lisons, page 148 :

« A main gauche (de l'église Saint-Michel) est une rue où les cordiers travaillent entre deux murailles, au bout desquelles, bien loin du faubourg, ils ont deux ou trois maisonnettes et la chapelle de la Magdelaine qui est à eux. Ils naissent cordiers et le sont de race. (A Nantes, ils ne sont point infâmes, odieux, ni séparés des autres hommes.)

» Ils sont, en quelque sorte, exclus de la société ordinaire des autres hommes et ne s'allient guère que par entre eux ; vont à l'église, mais se tiennent au bas, à part ; et on leur administre aussy les sacremens à part, en leur dite chapelle, dont l'évesque, en sa visite, a soin et fait bonne enquête par leur bouche.

» On les tient pour meseaux et ladres de naissance. Néanmoins, comme il y en a qui sont fort riches, ils

trouvent à se marier et converser dans les autres maisons de la bourgeoisie de Vennes, et ainsy s'épandent par toutes les paroices. Ils ne sont pas tenus pour excommuniés, ni si infâmes qu'ils sont à Saint-Brieuc et à Kimper-Corentin. »

Prenons un autre ouvrage :

Il est admis en Bretagne que les maladreries étaient pour la plupart placées sous le patronage de la Madeleine, et plus rarement de Saint-Lazare,

Que beaucoup de villages portent ce nom de la Madeleine,

Et, chose remarquable, que plusieurs sont de temps immémorial habité par des cordiers.

M. Trévedy (1) en fait mention dans son compte-rendu d'une sentence du sénéchal de Quimper, rendue le 24 septembre 1667 : Pour lui, les caqueux du 17^e siècle étaient les descendants des lépreux du moyen-âge qui demeuraient isolés et à qui on imposait l'obligation d'accomplir, dans une chapelle séparée, les principaux actes de la vie religieuse.

Or, dans la pièce citée, il n'est pas mentionné que les douze inculpés soient atteints de la lèpre, on leur reproche seulement d'habiter l'ancienne lèproserie, et il est dit en particulier que deux d'entre eux au moins exercent le métier de cordiers.

Donc, confusion ou tout au moins rapprochement entre le métier cordier et l'état de lépreux.

M. le docteur P. Aubry (2) a traité la question de la lèpre et des lépreux en Bretagne. Il s'était trouvé en relations avec le docteur Zambaco qui s'était occupé tout spécialement de cette maladie, et à son intention avait fait des recherches et avait dressé un questionnaire dont voici le point principal, celui dont au reste je me

(1) *Bulletin de la Société archéologique du Finistère*, tome XI, 1884.

(2) *Société d'émulation des Côtes-du-Nord*, tome XXXIII, 1895.

préoccupe seul. « Les kakous, caquins, ont été considérés en Bretagne comme des descendants de lépreux. Ils ont été régis par le même règlement sévère que les lépreux, leurs ancêtres. Ils habitaient les léproseries, ladreries, corderies, madeleines ; ne pouvaient exercer que certaines professions — celle d'équarrisseur, de cordier, de fossoyeur, par exemple — ils avaient leurs chapelles consacrées à sainte Magdelaine, sœur de Lazare ; et, s'ils voulaient aller aux églises, ils n'y entraient que par une porte spéciale ; ils y avaient leur bénitier particulier et se tenaient loin des fidèles sous la tour des cloches ; ils ne pouvaient se marier qu'entre eux ; défense leur était faite de fréquenter les réunions publiques et les boutiques ; ils ne pouvaient toucher aux denrées, avant de les avoir achetées et payées, que par le bout d'un bâton ; ils étaient enterrés dans des cimetières particuliers ; ils portaient un morceau de drap rouge à la poitrine afin que le public les reconnût à distance et évitât leur contact. »

Sous le titre « La paroisse et le quartier de Saint-Similien », M. J.-C. Renoul (1) a été amené à parler de cette question. Il dit, page 50 : « Don Lobineau rapporte, sous la date de 1475, un mandement rendu contre des hommes et femmes caqueux, à qui il est fait défense de voyager dans le duché, sans avoir une mèche ou pièce de drap rouge sur leurs habits, afin d'éviter le danger que pourraient courir ceux qui auraient communication avec eux sans les connaître. Les Bretons regardaient ces caqueux avec une extrême aversion et comme une espèce de secte issue de Juifs infectés de la lèpre. Aussi ces malheureux ne pouvaient-ils exercer d'autre commerce que celui de fils et de chanvres et de métiers que celui de cordiers. Ils ne pouvaient même se livrer au labourage, sauf celui de leur jardin. Le quartier Saint-

(1) *Annales de la Société académique de la Loire-Inférieure*, année 1866.

Similien offrait surtout un asile à ces parias de l'époque. »

M. Rosenzweig (1) a aussi parlé « des cacous de Bretagne ».

« Un certain nombre de corporations, dit-il, jouissent de peu d'estime en notre province : parmi eux on peut citer les tonneliers et les cordiers généralement désignés, les derniers surtout, sous le nom de cacous, caqueux, caquins, et qu'il faut rattacher aux lépreux, qui, au moyen-âge, ont porté ce même nom de cacous. »

Lui aussi fait appel au mandement déjà cité de 1475, d'où cordier est forcément synonyme de cacou (2), et il donne la nomenclature des différentes paroisses où l'on rencontre des « caquinerie », dans les Côtes-du-Nord, dans le Morbihan ; ce qui lui permet d'affirmer que, sauf de rares exceptions, toutes les anciennes léproseries ou maladreries devinrent et sont encore des chantiers de corderie. Il cite encore de nombreux aveux des évêques pour montrer la dépendance où étaient maintenus les cordiers et les obligations qu'ils avaient à remplir ; puis, dans leurs rapports avec le peuple et le clergé, le mépris dont on les entourait et qui se manifestait pour eux sous toutes les formes et dans toutes les occasions.

Les détails fournis en particulier sur les événements qui se passèrent à Pluvigner montrent jusqu'où pouvait conduire la passion, et l'ignorance aussi, de la populace, qui put même à certains moments faire céder l'autorité, désireuse cependant de faire cesser des scènes aussi pénibles que scandaleuses. Et la seule consolation qu'il veut bien leur accorder en terminant : « Oui, vous êtes des cacous, vos ancêtres ont été lépreux, mais consolez-vous, il y a trois cents ans que la lèpre n'existe

(1) *Bulletin de la Société Polymathique du Morbihan*, année 1871.

(2) *La très ancienne coutume de Bretagne*, Rennes, 1896, de M. Planiol.

plus. » Soit, la lèpre a disparu, mais le mauvais renom a subsisté et ne semble pas encore prêt de disparaître, tout au moins dans notre pays breton.

M. l'abbé Euzenot, recteur de Remungol (1), dit de Pontivy : « Les cordiers occupaient, à l'entrée de Pontivy, près du château, un lieu appelé la *Malpaudrie*, sur l'emplacement duquel s'élevait autrefois une léproserie. La Malpaudrie était sous l'invocation de saint Armel. Les cordiers étaient obligés de fournir les cordages nécessaires pour les cloches de l'église paroissiale, des cordes et ficelles pour les condamnés qui étaient exécutés sur la place publique de la ville ; ils avaient, en outre, l'entretien de la corde du puits du château et d'une corde à tirer le foin du dit château. Ils fournissaient les cordes qui garnissaient le chariot sur lequel les paroissiens, nouvellement mariés accomplissaient leur droit de quintaine. En retour, ils jouissaient d'un droit de coutume à la foire de Toussaint. »

Nous trouvons à Nantes, trace d'une semblable redevance. Les vassaux de la Fosse étaient tenus de conduire les criminels condamnés à mort depuis la porte de Saint-Pierre jusqu'à la carrière de Saint-Donatien, où les vassaux de la dite paroisse, de Doulon, Sainte-Luce et autres lieux les devaient prendre et les conduire jusqu'à la Haye-Lévêque, située dans le dit Saint-Donatien, pour y être suppliciés. La corde destinée à les pendre devait être également fournie par les cordiers.

Mais, comme du reste le signale Dubuisson-Aubenay, ils sont ici demeurés en dehors de ces attributions malsaines et ont joui, comme les autres corps, des avantages assurés au travail et à la conduite des ouvriers.

La question a été traitée ailleurs qu'en notre province ; néanmoins l'auteur (2) n'a pas omis de rappeler,

(1) *Bulletin archéologique de l'Association bretonne*, 3^e série, t. VI, 1887.

(2) *Les Parias de France et d'Espagne*, par M. V. de Rochas, Paris, 1876.

dans son travail, tout ce qui se rapporte à la Bretagne. Il y avait, d'après M. de Rochas, des « caguotz », des « chrestiaas » dans le nord de l'Espagne et dans le midi de la France ; là, on les condamnait à faire des cercueils et à construire les potences pour l'exécution des criminels. Au commencement du 17^e siècle, il leur était encore interdit de faire l'office de meunier, de toucher à la farine du commun peuple et de se mêler aux danses publiques, de trafiquer en vins, graines et autres marchandises, etc... (États de Béarn de 1610). Un auteur, qui écrivait en 1792, dit « que depuis longtemps les cagots, quoique encore pour la plupart charpentiers, menuisiers, tourneurs, pouvaient prendre le métier qui leur convenait. » Et les préjugés, ajoute-t-il, ont persisté encore de nos jours, on s'écarte encore de ces malheureux comme s'ils étaient toujours atteints de la terrible maladie depuis longtemps disparue, mais à laquelle ils furent redevables, pendant des siècles, de cette mise au ban de la société.

Dans le Midi, comme en Bretagne, ils devaient porter sur leurs vêtements un signe rouge en forme de patte de canard.

Il est donc notoire que partout un sentiment uniforme, né de la crainte de la lèpre, au moment où elle s'étendit sur la population, s'est emparé des esprits ; partout les mêmes mesures furent prises à leur égard, l'isolement et l'obligation de se consacrer à certains métiers ; partout aussi les mêmes vexations et les mêmes abus. Ce qui est peu consolant à dire, c'est qu'aujourd'hui encore nous pouvons rencontrer, en Bretagne, des traces de cette appréhension d'un mal disparu, et, ce qui est plus triste, des preuves du mauvais renom qui pesait sur les professions réservées autrefois aux malheureux atteints de la maladie.

LE CROISIC

Vieux logis — Vieilles gens

Il y a un demi-siècle qu'habitant momentanément le Croisic, nous y avons connu dans leurs vieilles demeures les derniers représentants des anciennes familles du pays, telles que les Le Barbiér de Pradun, les Bellinger, les du Bochet, les Caillo, les Calvé de Sourzac, les Cavarro K/gor, les Coste, les David de Drézigué, les Duboys de la Retaudière, les de l'Estourbeillon, les Frogier, les Griffé, les Guilloré, les Latour, les Maillard de Bois-Saint-Lys, les Rado de Saint-Guédas, les Tessier, les Thomazi et quelques autres encore dont les noms nous échappent. Presque toutes ont disparu. C'est à peine si, en réveillant la mémoire de quelques gens âgés, on parvient à y évoquer le souvenir affaibli de leur passage à travers un monde à jamais disparu. Les jeunes générations les ignorent.

Pour les préserver d'un oubli complet, nous allons essayer, en décrivant leurs demeures d'une architecture souvent originale, d'y faire en même temps rentrer, pour un instant, quelques-unes des respectables figures qui les ont jadis habitées.

Maison B^{re} Maillard. — Parmi les maisons anciennes que l'on remarque au Croisic, l'une des plus curieuse est certainement celle qui se trouve au fond de la place Dinan, derrière l'Hôtel de Ville et à gauche de l'entrée de la rue Saint-Yves. Son premier étage qui surplombe son rez-de-chaussée, le cordon de granit sculpté qui court de chaque côté du toit et se termine par des gargouilles

vomissant, les jours d'averses, les eaux pluviales sur le pavé, donnent à cette vieille demeure un caractère tout particulier. Elle fut indubitablement, aux siècles passés, l'habitation de quelques riches négociants ; mais, où retrouver les noms de ses anciens propriétaires. Je me bornerai à rappeler que pendant la première moitié du xix^e siècle elle était occupée par M. Bonaventure



Maillard. Il y mourut sans postérité le 21 mai 1858, à l'âge de 76 ans, survivant de deux ans à sa femme Marie-Adélaïde Sembrun décédée à 72 ans, le 19 février 1856. Après lui, cette maison abrita pendant quelques années l'administration des Postes. Elle appartient actuellement à M. Poisson.

Bien que le style de cette demeure soit celui de la fin du xv^e siècle il n'est pas impossible que, vu l'éloignement du centre de la France, à cette époque, elle ait été construite cinquante ans et même cent ans plus tard.

Maison Griffé. — Elle suit la précédente dans la rue Saint-Yves et se fait distinguer par ses six larges ouvertures de façade fermées par des persiennes de couleur

indécise et en fort mauvais état, habitée qu'elle est par des marins et des pêcheurs.

C'est là que demeurait encore au commencement du **xix^e** siècle et depuis de longues années une famille essentiellement croisicaise, la famille Griffé qui se rattachait par ses alliances à la plupart des maisons notables du pays Guérandais, les André de K/lesté, les Benoist, les Bocandé de Kerollan, les Cuettes, les Duboys de la Retaudière, les Edenyn du Plessis, les Le Besson de Parc-Jégo, les Lebreton de Pontneuf, Les Legruyer de Courhourdez et de K/vaudu, les Morvan de Pellan, de K/liviny et de K/Pontd'armes, les Rado du Matz, les Raphaël, les Lepourceau de Montdoret, les Yvi-quel, etc.

Bernard Griffé se maria à Jeanne Bocandé. Ils étaient tous deux du Croisic. Leur fils Pierre Griffé, épousa Elisabeth Edenyn, nièce de messire Gabriel Edenyn du Plessis, curé de Piriac en 1682. M. Griffé en eût un fils, Yves Olivier Griffé, qui fut capitaine au long cours et qui, en 1789, fit avec sa femme Marthe Benoist, une donation à l'Hôtel-Dieu du Croisic. De cette dernière union naquit, entre autres enfants, le 3 juillet 1762. Pierre Griffé, également capitaine au long cours, qui épousa Marie-Magdeleine Raphaël dont il eût trois filles : L'une fut la mère de M. Adolphe Giraudeau, l'un des avocats les plus éloquents du barreau de Nantes ; la plus jeune, Ernestine, fut la mère d'un écrivain distingué, d'un historien consciencieux et d'un aimable et gracieux poète, M. Joseph Rousse, ancien membre du Conseil général.

M. Pierre Griffé avait, d'après une notice de son petit-fils M. Rousse, publiée chez Grimaud, imprimeur à Nantes et à laquelle nous empruntons tous ces détails, le goût des arts et des lettres. Il dessinait les monuments du pays, fouillait les vieilles archives et relevait, le premier, les noms des différents maires du Croisic de 1618 à 1788. Doué d'une grande énergie, il était toujours prêt à tous les dévouements. On a trouvé dans ses

papiers la copie d'un procès-verbal qui en donne la preuve et que nous sommes heureux de pouvoir citer en entier :

« Nous soussignés, citoyens de la ville du Croisic, »
» département de la Loire-Inférieure, voulant rendre »
» témoignage à l'humanité et à la bravoure de M. Pierre »
» Griffé, deuxième capitaine de navire marchand, cer- »
» tifions que le samedi 19 présent mois, il a rejeté toutes »
» les sollicitations de ses parents et de ses amis pour »
» voler, à travers mille dangers, au secours de quelques »
» marins qu'on apercevait sur les débris d'un navire nau- »
» fragé le matin du même jour, sur un rocher nommé »
» le Four distant d'une lieue et demie du Croisic; que les »
» pilotes les plus familiers avec les dangers refusant de »
» partir, M. Pierre Griffé, accompagné de six matelots dont »
» il connaissait le courage, se proposa de braver la mer »
» la plus affreuse ; que tous les pilotes refusant de lui »
» prêter leurs chaloupes par la raison qu'elles ne pour- »
» raient tenir contre la violence du vent et des vagues, »
» il fut obligé de donner au maître d'une d'elles sa »
» montre en nantissement et de lui promettre devant »
» plusieurs témoins qu'en cas qu'il périt, il répondait »
» sur ses effets de la valeur de l'embarcation ; qu'alors, »
» il partit vers les 8 heures ; qu'il lutta jusqu'à 3 heures »
» contre la plus affreuse tempête sans pouvoir atteindre »
» les malheureux naufragés dont la force du vent l'avait »
» éloigné; qu'à 3 heures, le vent étant calmé, une seconde »
» chaloupe sortit du Croisic et eût le bonheur de sauver »
» six hommes que les vagues jetaient ça et là, attachés »
» sur quelques débris du navire naufragé ; qu'à 5 heures, »
» M. Griffé rentra au Croisic excédé de fatigues et après »
» avoir affronté mille fois la mort pendant dix heures de »
» temps à la mer. En foi de quoi nous avons signé le »
» présent ». — Le copiste n'a pas indiqué la date et les »
» signatures ; mais, ce fait a dû se passer entre 1789 et »
» 1791, car on voit par l'état des services de M. Griffé »
» qu'il remplissait les fonctions de second capitaine sur

des navires de commerce. Il fut nommé capitaine au long cours le 15 avril 1792.

On a longtemps conservé dans cette famille une pièce de faïence fort curieuse. C'était un plat de grande dimension que Guillaume Benoist, beau-père d'Yves Olivier Griffé, avait fait fabriquer à la faïencerie que les frères Barniola, sujets italiens, exploitaient au Croisic.

Fidèle aux anciens usages, attaché aux vieilles coutumes, M. Griffé porta jusqu'à la fin de sa vie des culottes courtes. Il cessa de naviguer à 41 ans, en 1803 et mourut le 15 mai 1839, dans la maison paternelle, d'une fluxion de poitrine qui fut sa première maladie.

Maison André. — A l'autre extrémité de cette même rue Saint-Yves, entre cette rue et celle du Pilory où en est l'entrée, se voit la maison tout en granit jadis habitée par la famille André qui a donné trois maires au Croisic : Guillaume André en 1633 ; autre Guillaume en 1687 et Jean André en 1718. Leur demeure, achetée en 1871 par le peintre Jacques, a été restaurée par ses soins. Au 1^{er} étage, on remarque, adossée à la petite place, une assez belle cheminée Henri II ornée de médaillons avec figures d'exécution médiocre. De la bouche de l'une d'elles sortent deux bouts de chaîne ou de corde et autour se lit l'inscription suivante : « Fait en l'an 1558 pour G. André. Il existe au Croisic un pré dit encore Pré Guillaume André. Il appartient à M. A. Maillard.

Comme pour la maison Griffé, c'est à M. Joseph Rousse que nous devons des renseignements sur cette famille à laquelle il se rattache, ainsi qu'on peut le voir par les indications ci-après :

1^o Jean Fouquer de Kersalio, marié à Alliette Le Pourceau ;

2^o Guy Fouquer, marié à Jeanne Le Métrailler ;

3^o Agathe Fouquer, mariée à Guillaume André, S^r des Planches ;

4^o Charles André, S^r de Kerlesté, marié à *Julienne Yviquel* ; (1)



5^o Charles André, S^r de Pradizé, marié à Marie Lequerré ;

(1) Charles André (§ 4) avait pour femme *Julienne Yviquel*. Devenue veuve, elle se remaria à Charles Morvan de Kerliviny (Par. de Batz) ; elle en eut un fils, Charles Morvan de K/Pontd'armes dont la fille, Marie Morvan, épousa Messire Fournier, chevalier, seigneur de Pellan. Cette *Julienne Yviquel* mourut au Croisic. Dans l'église, tout en haut de

- 6° Marie André, mariée à Pierre Raphaël ;
- 7° René Raphaël, marié à Marie-Madeleine Loyseau ;
- 8° Marie-Madeleine Raphaël, mariée à Pierre Griffé ;
- 9° Ernestine Griffé, mariée à Adolphe Rousse ;

Hôtel de Limur. — Situé place du Pilory, à l'entrée de la rue Barjulé, cet hôtel construit en 1615, ainsi que l'indique une inscription gravée sur la lucarne du milieu, est connu sous le nom d'hôtel de Limur, vieille famille Vannetaise richement possessionnée au pays Guérandais. D'après Pol de Courcy, les de Limur portaient : “ d'or à trois épées de gueules, la pointe en bas.” Cette antique demeure appartenait primitivement aux Calvé, fixés au Croisic dès le xvi^e siècle (1561). Ils étaient, dit P. de Courcy, S^r de la Morinay, de Sourzac, en Mesquer ; de Barjulé, en Guérande ; de Pradizé, en St-Nazaire et portaient : “ d'azur à une mâcle d'or accompagnée de trois contre-hermines d'argent.”

Pierre Calvé de Sourzac, capitaine des vaisseaux du Roi en 1690, avait épousé Marie-Renée Lequerré. Pierre

l'allée du milieu de la nef, on lit sur une dalle qui touche la marche de la Sainte Table : « Ci-gist dame Julienne Yviquel, » dame de K/liviny, décédée le..... ». Près du pilier du chœur, autre inscription concernant la même famille : « Ci-gist damoiselle Renée André, veuve de M. Dessalines. » On retrouve ce dernier nom dans les vieux registres paroissiaux au bas des délibérations du Général. — Les corps que recouvraient ces dalles ne reposent pas dans l'église de N.-D.-de-Pitié ; elles furent utilisées pour le dallage du lieu saint, lors de la désaffectation de l'ancien cimetière dont elles furent extraites. M. Augustin Maillard tient ce fait du vénérable abbé Bigaré, pendant 40 ans curé du Croisic, et sous le ministère duquel eut lieu cette désaffectation. Les ossements furent transportés dans le cimetière nouveau.

La maison André est actuellement possédée par M^{me} Bourdon qui accueille gracieusement les personnes désireuses de visiter ce curieux immeuble.

de Sourzac, un de ses fils, comte de Batz, gentilhomme ordinaire de la Chambre du Roi, s'unit d'abord à N. de K/enfléch, puis à Françoise Ollivier. Ayant réalisé sa fortune pour la placer en actions du Mississipi, il mourut, ruiné par Law, sans laisser de postérité. Son frère, Michel Calvé, S^r de Barjulé, secrétaire de la maison du Roi en 1731, s'était marié en 1744 à Françoise Le Besson dont il eût, entre autres enfants, Pierre Calvé de Morinay et de Barjulé, officier au régiment de Rohan-Soubise. Le fils de ce dernier, Michel-François Calvé de Sourzac, capitaine aux Dragons de la garde impériale, est mort, sans alliance, à Guérande en 1845. Sa sœur, Marie de Sourzac, épousa en 1807, Charles Chanu de Limur, lieutenant de vaisseau, dont le fils, François de Limur, se maria à sa cousine Mélanie de Plœuc, fille de N. de Plœuc et de Marie Calvé de Sourzac, propriétaire de l'hôtel dont nous nous entretenons. M. François de Limur le vendit. le 9 mars 1874, au célèbre peintre animalier Jacques. Lorsque cet artiste quitta le Croisic, l'immeuble passa, le 6 mars 1881, entre les mains de M. Lebouteiller, puis, en 1898, entre celles de ses héritiers, M. et M^{me} Huchet. Depuis environ 20 ans, il est occupé par l'hôtel d'Anjou, devenu hôtel des Etrangers.

Le nom de Barjulé que porte la rue qui conduit de la place du Pilory au quai et qui sépare la maison Augustin Maillard de l'antique demeure des Calvé, confirme l'exactitude des renseignements ci-inclus, en partie brièvement extraits d'un article très intéressant et très documenté communiqué par M. A. Gabeau à la réunion de la Société des Beaux-Arts des départements en 1901, imprimé chez Plon à Paris et dont un exemplaire est déposé à la bibliothèque municipale de Nantes.

En pénétrant dans l'hôtel de Limur, on voit à gauche du vestibule, une grande salle éclairée par deux fenêtres aspectant la place du Pilory et dans laquelle existent des panneaux artistement sculptés et encadrant des pein-

tures genre Wateau et Lancret. Ils semblent avoir été exécutés soit du vivant de Michel Calvé de Barjulé, au milieu du XVIII^e siècle, soit du vivant de son fils Pierre, officier au régiment de Rohan-Soubise (1).

A droite du vestibule, un grand escalier en bois, style Louis XIII, à balustres carrés, monte jusqu'aux combles. Une partie du vide qui existe en bas, au tournant par où l'on passe pour accéder à la cour intérieure, est dissimulée par un panneau en chêne au centre duquel un médaillon surmonté d'un bouquet de roses entoure un *C* et un *B* enlacés (Calvé Barjulé). Au 1^{er} étage, dans une chambre de l'aile droite, au-dessus d'une cheminée Louis XIII également en bois sculpté, une peinture négligée, mais gracieusement comprise et de couleur agréable, représente une idylle mythologique. Au fond de l'âtre de cette même cheminée, sur une grande plaque en fonte en assez mauvais état, on aperçoit, surmonté d'un casque de chevalier, un écusson ovale portant, sur champ d'azur, trois fers de lance en pal, la pointe en haut, au chef de..... à trois étoiles de..... qui n'est ni Calvé, ni de Limur.

Cette belle demeure, à cinq grandes fenêtres de façade, avec grand balcon au-dessus de la porte d'entrée, dût être parmi les plus belles alors que la ville du Croisic comptait une population trois fois supérieure à la population actuelle, et que sa richesse lui permettait d'offrir au Roi, en temps de guerre, un certain nombre de navires armés et équipés à ses frais, pour concourir à la défense de l'État.

(1) Nous avons voulu revoir, à plus de trente ans d'intervalle, les peintures du salon de l'hôtel de Limur et nous avons appris que, lors de sa vente, en 1881, par Jacques, trois motifs, ceux d'Arlequin, de Colombine et d'une porte de Guérande avaient été enlevés. Ils ont été depuis reproduits par un peintre, amateur de façon plus ou moins exacte.

Maison J.-M. Maillard. — En pénétrant sur le quai du Croisic, la première construction qui attire les regards est une grande maison sur caves, à un étage, façade en granit, aux larges fenêtres à petits carreaux, au vieux balcon à encorbellement jadis surmonté d'un dôme orné d'un marmouset, à deux tourelles aux encoignures aujourd'hui disparues, maison à laquelle on accède par un double perron dont le palier est surmonté d'un acoudoir soutenu par trois gros balustres. Elle perd un peu de son originalité par suite d'une surélévation en pierres blanches effectuée à une époque ultérieure. Elle a sa légende, contestable comme beaucoup de légendes, mais intangible pour tout vrai Croisicais : Habitée par un riche calviniste, Guillaume Le Roy, chez lequel s'étaient réfugiés au xvi^e siècle quelques corréligionnaires trop férus de propagande et pourchassés par une population en fureur, elle aurait été battue en brèche par une grosse couleuvrine qui n'aurait pas tiré moins de 500 coups contre elle, pendant que les assiégés se retireraient par derrière sans être inquiétés. Voit-on une maison ordinaire résistant à 500 coups de canon, une couleuvrine lançant, sans s'échauffer ni éclater, 500 boulets à jet continu, et les assiégeants laissant s'échapper sans s'en apercevoir une poignée d'adversaires ! Incapable de tenir debout, la pauvre légende chancelle et trébuche. Admettons dix coups de canon pour ne pas la laisser tout à fait tomber à plat. D'ailleurs, en l'année 1558, où un soulèvement se produisit réellement contre les huguenots, la maison en question, d'après M. Caillo, f^o 94, n'aurait pas encore été construite.

Cet immeuble, dont antérieurement la famille Dubochet avait été propriétaire, et à laquelle il avait été attribué, le 21 mai 1765, dans le partage de la succession indivise de Jean Yviquel de la Grée et de sa tante Marie de la Haye, femme du lieutenant-général marquis de Pouldry, était occupé, au milieu du dernier siècle, par M. Jean-Marie Maillard, veuf de Marie-Jeanne-Thomase

Gardeman, mort le 16 juillet 1856, à l'âge de 78 ans. Il appartenait à l'une des plus anciennes et des plus honorables familles de la contrée qui a donné plusieurs maires au Croisic: René Maillard, en 1646; Paul Maillard, en 1650; autre Paul en 1712; Louis Maillard, en 1742, et, depuis environ trente ans jusqu'à l'époque actuelle, Augustin Maillard.

M. Jean-Marie Maillard, que nous avons connu, laissa trois enfants: Un fils, Augustin-Marie, dont nous parlerons plus loin; une fille, Pauline-Marie-Renée-Jeanne, mariée au comte de l'Estourbeillon, qui est décédée le 26 décembre 1884, à l'âge de 71 ans, et un autre fils, René-Marie-Léon, à qui, à la mort de leur père, échet en partage la maison paternelle. Marié à une demoiselle Bellinger, dont le nom se retrouve fréquemment dans les annales locales, M. Léon Maillard en a eu deux enfants: Gustave-Marie Maillard, né le 6 septembre 1847, et Berthe-Marie Maillard, née le 1^{er} octobre 1849. Par jugement en date du 14 août 1897, le Tribunal de première instance de Saint-Nazaire a, sur la requête de ces derniers, ordonné que les actes de l'état civil les concernant seraient modifiés en ce sens qu'au nom de Maillard il soit ajouté celui de *de Bélestre de Bois-Saint-Lys*, nom porté jadis par leurs ascendants, ainsi qu'il résulte des pièces régulièrement produites à l'appui de ladite requête. En voici le résumé:

1^o François Maillard, seigneur de Belestre, de Bois-Saint-Lys et de Carquefou, 1482;

2^o Jean Maillard, seigneur de Belestre et de Bois-Saint-Lys, 1511;

3^o David Maillard des Forges, 1531;

4^o Isaac Maillard, seigneur des Crolières, gouverneur de l'Ile-d'Yeu;

4^o Paul Maillard, marié à Marie Audet;

6^o Paul Maillard, seigneur des Forges, littérateur, celui qui, sous le non de M^{lle} de Malcrais, fut en correspon-

dance avec Voltaire. Il était né le 24 avril 1699 et mourut le 11 décembre 1772 ;

7° Ecuyer Olivier Maillard, capitaine au long cours, nommé capitaine de frégate et chargé du commandement de la *Calypso*, par ordre du chef d'escadre, le chevalier Aviau de Ternay. (Archives privées A^m Maillard) ;

8° Bonaventure-Vincent Maillard, marié à N. Duboys de la Retaudière ;

9° Jean-Marie Maillard ;

10° René-Marie-Léon Maillard ;

11° Gustave-Marie Maillard de Bélestre de Bois-Saint-Lys.

Cette famille était une branche cadette qui, d'après les indications données par M^{lle} Maillard de Bélestre de Bois-Saint-Lys, descendait de Briant Maillard, chevalier, seigneur de la Maillardière, en Vertou, décédé le 11 novembre 1284, et inhumé dans l'Abbaye des Bénédictins de Villeneuve, près les Sorinières.

Une des caves existant sous la maison Maillard est murée. Suivant la légende, ce réduit aurait servi d'asile aux huguenots assiégés, en attendant le moment favorable pour se soustraire à la fureur de leurs adversaires.

Maison Augustin Maillard. — A peu de distance de la maison qui précède, également sur le quai, à l'entrée de la rue Barjulé, s'en trouve une autre de grande apparence, façade tout en granit, percée de quatre ouvertures par étage. Aucune date ne précise l'époque à laquelle elle fut édifiée ; mais, son escalier à pivot, à longues pierres de taille usées par les générations qui s'y sont succédées, prouve son ancienneté et son importance et permet de supposer qu'elle date du commencement du xvii^e siècle. Séparée de l'hôtel des Etrangers, elle a, comme la demeure voisine, primitivement appartenu aux Calvé de Sourzac puis, par suite d'alliance, aux de Limur qui la vendirent le 18 juin 1837 (J^h Tho-

masi, notaire) à M. et M^{me} Augustin-Marie Maillard. Les servitudes et les remises sur la rue St-Christophe furent acquises des mêmes par leur fils le 24 février 1874 (Notaire Trébédén).

M. Augustin-Marie Maillard, qui avait été conseiller général, est mort en 1853. Tout jeune, il avait épousé M^{lle} Le Chapt du Chatellier. Son fils, M. le sénateur Maillard, est maire du Croisic depuis le 29 décembre 1872. Ce qu'il a réalisé pour son pays natal pendant la dernière partie d'un siècle aujourd'hui écoulé appartient au passé. Il nous semble permis, à ce titre, de rappeler ce qu'il a accompli :

1^o *Travaux concernant la marine.* — Estacades. Etablissement, de concert avec les administrations compétentes, d'estacades permettant aux bateaux l'accès du port à demi-marée.

Enlèvement des roches et creusement de 0^m50 du chenal. Coût 7.500 francs dont partie payée par la Ville.

Construction d'un musoir à l'extrémité N. de la Jonchère du Prince, au Perthuis-du-Ré et curage de la chambre des vases, dont partie payée par la Ville. Construction du quai de la Jonchère aux frais de la Ville seule.

Etablissement, sur un terrain communal d'une criée par une Compagnie qui l'a fait édifier à son compte sous condition de l'exploiter du 1^{er} janvier 1878 au 1^{er} janvier 1890. Elle a fait, depuis lors, retour sans frais à la Ville qui l'a récemment affermée, pour cinq ans, 22.000 francs l'an. L'entrée moyenne annuelle est de mille tonnes ; le prix moyen de la tonne est de mille francs.

Comme corollaire de ces travaux, adoption d'un projet de déblaiement des sables dans la partie Sud-Est du port, depuis le Grande-Jonchère jusqu'au quai de la Criée.

2^o *Travaux communaux.* — Chemins. Tout le réseau des chemins a été effectué sous l'administration du



maire actuel. Les deux principaux, le Tour-de-Côte et le chemin central partant de la Chapelle du Crucifix, sont reliés à la fois, à la côte et à la Ville par une série de voies de moindre étendue représentant, en y ajoutant celle qui avoisine le trait près la gare, une longueur d'environ 19 kilomètres pour une superficie cadastrale de 450 hectares.

Chemin de fer. Mis en exploitation, en 1879, il relie directement le Croisic à tout le pays.

Boulevard de l'Océan. Longueur, 700 mètres. Coût 6.200 francs. Conduit directement de la gare à la mer et à la baie du Port-Lin.

Gendarmerie. Construite en 1887 au moyen d'un emprunt au Crédit Foncier de 18.000 francs à 5 fr. 85 p. % amortissable en 30 ans par le paiement d'une somme annuelle de 1058 francs. Cette dernière somme est plus que compensée par un loyer d'un taux supérieur que paie, pour une même période de 30 ans, le département à la ville, de sorte qu'en 1917, la commune, sans avoir rien déboursé, jouira du revenu intégral de l'immeuble.

Mont-Esprit. Agrandi par l'adjonction et la plantation des terrains vagues situés entre cette promenade et la gare.

Puits. Achat et installation de puits dans la falaise de Batz. Réfection de ceux de la Ville.

Egouts. Réfection et canalisation des égouts.

Ecoles. Construction d'écoles communales de garçons et de filles.

Gaz. Achat de l'usine à gaz. Réfection de son matériel. Eclairage des quais et de toutes les rues.

Répurgation. Transfert de la répurgation des Moulins à longue distance de la ville et des maisons de la côte.

Asile de vieillards. La ville consacre 2.500 à 3.000 fr. aux dépenses de cet asile.

3° Améliorations diverses. — Prestations. Prise à la charge de la Ville à partir de 1892 de la corvée des prestations pour l'entretien des routes pesant lourdement sur

les gens de mer qui en usent peu. Une seule commune du département a suivi l'exemple du Croisic.

Asile et écoles communales et libres. De la Toussaint à Pâques, le fourneau municipal, tenu par des sœurs, sert aux enfants indigents dont les parents en font la demande, le repas du midi et la collation.

Horloge. Une horloge à répétition et à 2 cadrans a été placée dans le clocher de l'église

Dans l'exécution de ces divers travaux, la principale préoccupation de l'administrateur municipal a été de favoriser le développement de l'industrie si périlleuse de la pêche dont vit la population de ce petit port. Il s'est tout d'abord préoccupé de ceux qui peinent ; mais, ainsi qu'on peut le voir ci-dessus, il n'a pas négligé d'appliquer à l'embellissement de la Ville les ressources disponibles afin d'y attirer les étrangers. Aussi, ses concitoyens lui ont-ils témoigné leur reconnaissance en le maintenant depuis trente ans, sans interruption, à la tête de la commune et, depuis quarante, au Conseil général. En dernier lieu, ils ont favorisé, dans la mesure de leurs forces, son entrée au Sénat où il siège depuis quatre ans.

Nous avons trouvé dans les délibérations du Général qu'a bien voulu nous communiquer M. l'abbé Clénet, curé du Croisic, la curieuse *requestre* suivante concernant deux membres de la famille Maillard :

« De la part de N. H. René Gérard, sieur de
» Portaguy et d'honorable homme Nicolas Denyé, l'an
» présent marguilliers et fabriqueurs de la ville du
» Croisic et paroisse de Batz a esté, le dimanche 22 novembre 1696, remonstré dans la sacristye de l'église
» de Saint-Guignolé de Batz, après l'issue de la messe y
» dite et chantée, que le 18^e de ce mois, il a été signifié
» au Général de cette paroisse, en présence dudit S^r
» de Portaguy, une requeste de la part des sieurs Paul
» et Gabriel Maillard, S^{rs} des Forges, tendante à ce que
» défense luy soit faite de les imposer ni faire imposer

» dans les rôles à fouage, sur peine de payer leur coti-
» sation, en leur propre et privé nom et, pour l'estre
» ainsy ordonné, donnent assignation audit Sr de
» Portaguy, à la première audience du siège royal de
» Guérande et, par l'exposé de leur requeste, disent
» qu'à la dernière levée de deniers, ils comparurent au
» Tablier du Notaire rapporteur des esgaux, auparavant
» qu'il eût travaillé audit esgail et y firent inscrire leur
» déclaration contenant, à plus près, que depuis la
» mort de leur mère, ils ont esté étudiants dans l'Uni-
» versité de Nantes ; qu'à présent qu'ils ont fini leurs
» cours, ils sont demeurant dans la ville de Guérande ;
» que leurs maisons qu'ils possèdent au Croisic sont
» toutes affermées dont les locataires paient et qu'ils
» n'ont aucuns autres héritages qui ne soient affermés.
» Concluent à ce que dessus et être déchargés.

» Mais, comme lesdits sieurs fabriqueurs ne peuvent,
» de leur mouvement et autorité, acquiescer à ladite
» requeste, répondre ni défendre pour le Général de
» cette paroisse, sans leur avis et consentement, ils ont
» fait publier la présente assemblée tant à la messe
» parochiale de cette église qu'à la messe matinale
» célébrée en l'église de N.-D.-de-Pitié du Croisic, aux
» fins desquelles publications lesdits Srs Marguilliers
» requièrent qu'il soit délibéré sur l'apparution qu'ils
» font de ladite requeste et ont signé : René Gérard et
» Nicolas Denyé. »

« Sur lesquelles remonstrances les soulzsignants habi-
» tant sont d'avis que lesdits Srs Marguilliers répon-
» dent à ladite action et que les locataires soient imposés
» aux rôles à fouage, comme au passé, sur ce que plu-
» sieurs habitants paient ailleurs, dedans d'autres
» paroisses où ils ont du bien.

» Outre que la question a été jugée à l'audience de la
» Juridiction de Guérande, même par arrêts de la Cour,
» sur lesquels lesdits marguilliers doivent fonder leur
» défense. »

Lesdits jour et an, signé : Guillozé — Kervaudu Le Gruyer — Kerdréan Guillozé — Jean Lehuédé — Jacques Mâdec — Jan Le Mauguen — Jan Madec — Marc Moyon — La Porte Dubochet — René Gérard et Dardaine.

D'après P. de Courcy, la famille Maillard porte *de gueules à trois maillets d'or*, 2. 1.

Maison David de Drézigué. — A l'endroit où, sur la rue de l'Église s'amorce, en tournant, la rue des Cordiers, existe, sur la droite, solidement assise sur ses fondations, une bonne vieille maison, qui, malgré l'enduit rose dont, en guise de fard, on a recouvert ses rides, ne parvient point à dissimuler son âge avancé. C'est là qu'habitait, à la fin du XVIII^e siècle, la famille David de Drézigué. L'un des siens, du nom de Pierre, est cité parmi les vingt-trois notables emmenés comme otages par le capitaine La Tremblay en 1597, pour punir les Croisicais d'avoir pris parti pour la Ligue. Un autre, Jacques, en 1640, figure parmi les premiers maires du Croisic. René David de Drézigué fut élu, le 29 mai 1744, major de la milice croisicaise dont son fils portant le même prénom, était en même temps élu enseigne. Ce dernier est peut-être le personnage le plus marquant de l'histoire du vieux Croisic. Maire pendant plus de vingt ans, de 1765 à 1782 puis de 1785 à 1788, député aux États de Bretagne, procureur de la commune, commandant de la milice, il fut condamné à mort, comme royaliste, par le tribunal révolutionnaire de Guérande le 29 octobre 1793 et fusillé le lendemain 30, au Croisic, le long du mur de l'ancien cimetière remplacé aujourd'hui par le mur de la cure, près d'une petite porte y donnant accès et touchant l'église, tandis que non loin de là, sa malheureuse femme en prière chez elle entendait la détonation qui mettait fin à la vie de son mari.

Deux de ses arrière petits enfants ont conservé une demeure au Croisic, dans la rue Nantaise, l'abbé Auguste

David de Drézigué, aumônier des dames de la Retraite à Nantes et sa sœur, M^{lle} Anna David de Drézigué. Il a pour petits neveux M. Edmond Lorieux, inspecteur général des Mines, propriétaire du Fort de la Barrière au Croisic, M. Théodore Lorieux, inspecteur général des Ponts et Chaussées, propriétaire du château de Tesson près Guérande et pour petite nièce M^{me} de Lamarck, propriétaire du chalet de Saint-Armel, même commune, tous trois petits enfants d'une demoiselle David de Drézigué. M^{me} de Lamarck est veuve d'un capitaine de frégate mort prématurément à Saïgon, petit-fils du célèbre naturaliste et dernier représentant mâle des comtes de Lamarck venus de Béarn avec Henri IV.

Les familles Lorieux et David de Drézigué, mentionnées ci-dessus, descendent des Calvé en ligne féminine.

La maison jadis habitée par les David de Drézigué appartient actuellement au capitaine Guillard qui en a fait sa demeure.

Maison Lesourd. — Elle est située sur le quai, maison à deux étages de trois fenêtres, tout en granit, avec des arêtes en saillie formant embrasures et se prolongeant verticalement et horizontalement jusqu'aux extrémités des murs. Cette antique habitation aurait anciennement appartenue à la famille Denyé, nom qu'on retrouve dans les vieux registres des délibérations du Général. Un Denis Denyé fut, en 1597, du nombre des ôtages emmenés à Redon par le capitaine La Tremblaye. (Caillo, f^o 112). Nicolas Denyé était, en 1696, deuxième marguillier de la paroisse de Batz et ville du Croisic ; on le voit figurer à ce titre dans la délibération du 22 novembre de ladite année, rapportée ci-dessus à l'article concernant la famille Augustin Maillard.

A la fin du XVIII^e siècle, elle appartenait à un M. Lua, homme fort estimé qui, le 4 prairial an II (23 mai 1793), acheta aux enchères publiques les orgues de l'église du Croisic, pour la somme de 1.300 livres environ. Il était

originaire de Lorient et mourut sans postérité, laissant à sa femme l'usufruit de son bien. Elle décéda vers 1833 et cet immeuble, mis en vente par les héritiers, fut acquis par le grand-père et la grand'mère de la famille Lesourd, qui l'occupe encore actuellement.

Maison Coste. — Immédiatement à la suite, sur le quai, la pénultième avant d'arriver à la place d'Aiguillon, se trouve une maison de dimensions égales à la précédente et dont les arêtes en saillie encadrent des murs crépis à la chaux. Elle est surmontée de trois jolies mansardes sculptées. Cette maison a jadis été celle de la famille Bellinger, qui la vendit pour aller occuper, rue Saint-Christophe, celle qui porte encore son nom. Elle y fut remplacée par le D^r Chellet, dont le nom est resté populaire aussi bien comme médecin que comme maire. C'est lui qui eut l'heureuse idée d'utiliser les lests des nombreux navires fréquentant le port, en les accumulant pour former la butte appelée primitivement Mont-Chellet et, plus tard, Mont-Esprit, et en l'entourant d'une plantation d'ormaux qui en ont fait une promenade d'autant plus appréciée que, dans cette contrée, les arbres sont aussi rares que l'ombre.

M. Chellet laissa un fils qui devint conseiller à la Cour de Rennes et une fille, M^{lle} Marie Chellet, qui s'unit à M. Joseph Coste, d'une famille de créoles Miquelonnais. De cette union, sont issus :

1^o M. Edouard Coste, né en 1824, commissaire de la Marine à Auray, puis à Vannes, Officier de la Légion d'honneur. Il était, en outre, chevalier d'un ordre de Suède pour sauvetage d'un navire de cette nation et titulaire d'une médaille d'or pour sauvetage, également, avec le concours de quelques braves Croisicais, d'un navire abandonné par son équipage sur les récifs de la Banche et qu'il ramena dans le port de Saint-Nazaire ;

2^o M. Joseph Coste, Eudiste, qui après avoir été supérieur du Collège de Valognes (Manche) et avoir

séjourné longtemps aux États-Unis et au Canada, fut, en dernier lieu, nommé aumônier de la Communauté des Filles de la Charité à Caen, où il mourut le 22 avril 1895. Il a été inhumé au Croisic ;

3^e M^{lle} Anastasie Coste, aujourd'hui décédée, épouse de M. Timoléon Fleuriot, dont nous aurons occasion de parler plus loin.

Maison Lorieux-Bellinger. — Avant dernière à gauche, rue Saint-Cristophe, en débouchant sur la place d'Aiguillon. Elle fut édifiée en 1790, par Bonaventure-Amboise-Jean-René Lorieux après son mariage avec sa cousine germaine, M^{lle} Julienne David de Drézigué, ils l'ont habitée jusqu'à leur mort, celle du mari en 1809 ; celle de sa femme en 1816. Leur demeure passa dans la famille Bellinger par suite du mariage de leur fille, M^{lle} Désirée Lorieux avec M. Bellinger, mort à 88 ans, le 30 janvier 1870 et qui, à titre de bienfaiteur de l'Eglise, y figure dans un vitrail sous les traits de Saint René son patron. Sa fille Emilie, héritière de cette maison, y est également décédée le 7 février 1900.

Ambroise Lorieux, qui la fit construire, né en 1763, était l'unique descendant d'une ancienne famille originaire de Saint-Nazaire, remontant à Thomas Lorieux de Bossiery, avocat au Parlement de Bretagne en 1690. Ambroise Lorieux a été emprisonné en 1793, comme son oncle René David de Drézigué, sans qu'on put même, à défaut d'actes, lui reprocher ses opinions, car il était plutôt républicain, ayant été froissé de n'avoir pu entrer dans l'école du génie de Mézières, faute de quelques quartiers de noblesse. Il fut élargi, grâce à la généreuse intervention de son parent et ami M. Bachelot, de Piriac. De ses 13 enfants, 5 seulement ont survécu. M^{me} Bellinger, déjà mentionnée ; Bonaventure Lorieux sorti, en 1810, dans les premiers rangs de l'Ecole polytechnique, mort le 19 janvier 1811 ; Auguste Lorieux, magistrat démissionnaire en 1830, bibliophile et littérateur érudit :

Edouard Lorieux qui, pendant plus de 20 ans a été le vénéré président du tribunal de Ploërmel ; Théodore-Marie-Claire Lorieux, ingénieur ordinaire, puis ingénieur en chef à Nantes pendant une grande partie de sa carrière et qui est mort inspecteur général en 1866. Ses deux fils, également longtemps fixés à Nantes, sont, comme nous l'avons déjà dit, l'un inspecteur général des Mines, l'autre inspecteur général des Ponts et Chaussées. La tradition s'en est conservée dans la génération suivante.

C'est à M^{me} Léon Maillard Bellinger qu'appartient aujourd'hui la maison de la rue Saint-Christophe.

M. et M^{me} Bellinger-Lorieux ont eu un fils, ingénieur des Ponts et Chaussées qui a construit le bassin à flots de Saint-Malo et qui est mort ingénieur en chef à Rennes.

La famille Bellinger ne figure pas sur la liste des maires du Croisic. Elle n'a pas moins pris part à la gestion des affaires publiques dans les assemblées du Général de paroisse dont le rôle sous l'ancien régime, peu connu, mérite d'être rappelé.

Une assemblée d'environ 12 membres primitivement choisis sur une liste de notables élus par les paroissiens était chargée d'en gérer à la fois les intérêts spirituels et temporels. Avec des attributions se rapprochant de celles des Conseils municipaux et des Conseils de Fabrique actuels, le Général de paroisse jouissait d'une indépendance plus grande, ne relevant que du Parlement et pouvant, en cas de conflit avec le Seigneur ou le Recteur, recourir directement à cette haute magistrature. Le Général nommait tous les ans, parfois tous les deux ans, le 26 décembre, en la fête de saint Etienne, un premier et un second Marguilliers représentant le Pouvoir exécutif et appliquant, sous la responsabilité du Général, les décisions de cette assemblée. Le Seigneur et le Recteur avaient droit d'y assister, mais sans voix délibérative.

Au spirituel, le Général avait la haute main sur la sacristie, son mobilier, les ornements sacerdotaux, ainsi que sur la nef. Il percevait un droit sur les chaises et sur les inhumations dans l'église ; il touchait et plaçait l'argent des fondations pieuses, assurait leur exécution. Il veillait à ses risques et périls, à l'entretien des édifices religieux, nommait les prêtres de chœur. etc.

Au temporel, il était chargé de dresser les rôles de réparation des divers impôts et la liste des jeunes célibataires soumis à la milice ; d'organiser les corvées pour l'entretien des grands chemins ; de diriger la police établie par le Parlement ; de prendre un soin convenable des pauvres ; de soutenir et de défendre tous les intérêts communs des paroissiens.

Pour combler les vides que la mort ou les maladies causaient dans ses rangs, le Général se recrutait parmi les marguilliers sortant de charge qui s'étaient honorablement acquitté de leur mandat et qui étaient déjà initiés au maniement des affaires et, en cas d'insuffisance, parmi les personnes figurant sur la liste permanente des Notables, ainsi que l'indique un arrêt du Parlement du 19 février 1782 que nous possédons et qui rappelle à l'observation de cette règle le Général et la ville du Croisic qui semblait tendre à s'en écarter.

Le nombre des Généraux de paroisse en Bretagne s'élevait à 1.446. — 42 localités importantes, dont le Croisic possédait simultanément une communauté de ville avec un Maire ou un Procureur Syndic. (Voir à ce sujet deux volumes publiés en 1898, l'un par M. Eugène Orieux, agent voyer en chef du département, notre ancien et érudit collègue, l'autre par le R. P. Pétard, missionnaire diocésain, décédé curé de Frossay, en septembre 1901.)

Nous avons souvent relevé sur les registres paroissiaux le nom de la famille Bellinger. C'est, en particulier, sur la requête de René Bellinger, S^r de Colleday, marguillier de la paroisse de Batz et ville du Croisic que fut enregistré le jeudy dix-neuvième jour de jan-

vier 1690, par Dardaine, notaire royal et greffier de la Paroisse, un arrêt du Parlement rendu à Vannes, le 11 mars 1689, concernant les assemblées de paroisse.

Maison Fleuriot. — Anciennement maison Milon des Butes, dans la grand'rue, à gauche, en allant vers le mont Lénigo. Façade tout en granit dont la principale aspecte les jardins.

Né à Nantes, le 13 thermidor an VIII (3 août 1800), M. Timoléon Fleuriot avait épousé au Croisic M^{lle} Anastasie Coste, fille de M. Coste et de M^{lle} Chellet. Il était fils de M. Urbain-Jean-Baptiste-François Fleuriot, qui, entré comme volontaire dans la Légion Nantaise, en mars 1792, fut nommé capitaine d'artillerie et envoyé au Croisic, pour défendre le littoral contre les Anglais. Il s'y maria à une demoiselle Bataille, native de la paroisse de Batz. Il fit toutes les guerres de l'Empire et par une lettre signée de M. de Belleville, Préfet de la Loire-Inférieure, il fut désigné pour faire partie de la députation d'officiers envoyée par chaque département pour assister au couronnement de l'Empereur Napoléon I^{er}. Il mourut à l'âge de 94 ans, vers 1850, ayant conservé toutes ses facultés jusqu'au dernier jour de sa longue existence.

Son petit-fils, M. Léon Fleuriot, négociant à Nantes, fidèle aux souvenirs de famille, a réuni dans cette maison, achetée vers 1850 et restaurée par son père, les nombreux objets curieux qu'il tient des siens et, en particulier, une fort belle collection de faïences anciennes dont quelques-unes proviennent de la fabrique du Croisic.

D'après les indications qu'il a bien voulu nous communiquer, indications empruntées à la *Bretagne historique*, revue qui n'a paru qu'une année vers 1886, cette fabrique aurait été établie par un Flamand, Gérard Demigennes, au xvr^e siècle. Horatio Borniola, lui succéda en 1627 et laissa plus tard la fabrique de faïence à Jean Borniola et à Béatrix, sa sœur. Ces Italiens n'ap-

portèrent en France qu'un reflet de la décadence des arts céramiques de leur nation. D'après ce qu'a appris M. Fleuriot, il existe au Musée de Sèvres, quatre coupes à fruits sous les n^{os} 1932, 4719, 6221 et 6317 qu'on peut, d'après certaines marques, classer dans la série des pièces de la fabrication du Croisic. L'une est ornementée d'un personnage en costume italien, l'autre d'un lièvre, la troisième de fleurs et de fruits, la quatrième des armoiries de France.

Toutes présentent en haut et en bas des renflements godronnés décorés de feuillages bleus et jaunes. Ces quatre pièces portent le cachet d'un caractère mi-flamand, mi-italien qui s'explique par la double origine de son fondateur et de ceux qui lui ont succédé (1).

Une femme Vallon ou Devallon, décédée il y a quelques mois à l'hospice du Croisic, était apparentée, m'a-t-on dit, aux Barniola.

Nous ne terminerons pas cet article sans ajouter quelques notes sur une famille qui, depuis de longues années, a des attaches au Croisic.

Outre M. Léon Fleuriot, né le 7 juillet 1847, que la gestion de ses importants intérêts y rappelle fréquemment, plusieurs autres enfants sont issus du mariage de son père avec M^{lle} Coste :

Émile, né le 8 février 1849, docteur en médecine, chirurgien de la Marine, qui, après avoir supporté, ainsi que son frère aîné, les fatigues et les dures privations du Siècle de Paris en 1870, vint donner ses soins à une population où il comptait de nombreux parents et amis. Il n'y put rétablir une santé déjà bien chancelante et mourut à 26 ans, le 19 juillet 1875 ;

(1) M. l'Inspecteur Général des Mines, Edmond Lorieux, que des liens de parenté rattachent aux anciennes familles du Croisic, tient des siens un très beau surtout sortant de cette même fabrique. De notre côté, nous avons un ancien vase de pharmacien de même origine provenant de la collection de feu, M. le Président Janvier.

Marie, née le 13 mai 1851 ;
Gabrielle, née le 8 février 1855 ;
Jules, né le 6 janvier 1857.

Au sujet de la maison Fleuriot, rappelons aussi que ce fut M. Milon des Buttes, son ancien propriétaire, qui, lorsque le vieux cimetière entourant l'Église fut désaffecté, fit don à la commune du pré des Buttes, situé au S. O. de la ville, pour y faire les inhumations. D'où l'expression locale : S'en aller dans le S. O. ou au pré des Buttes, en parlant d'un mort.

Hôtel d'Aiguillon. — Armand-Louis de Vignerot, duc d'Aiguillon, petit-neveu de Richelieu, alors qu'il



Soc. Archéol. Nantes.

était Gouverneur de Bretagne du 20 avril 1753 au 11 septembre 1768, a-t-il fait construire cet hôtel, ou porte-t-il son nom pour avoir seulement été temporairement occupé par lui ? C'est une question qu'il ne nous a pas été possible d'élucider. Ce que l'on ne peut nier c'est sa prédilection pour une localité à laquelle il a rendu des services insignes et où son nom est resté justement populaire. C'est par lui que les quais ont été redressés et achevés, c'est lui qui fit établir un quai et une place là où montait la mer et où le talus touchait presque les maisons qu'il protégeait. Aussi, le 9 novembre 1754, le Conseil de Ville donna-t-il son nom à cette place et lui y érigea-t-il, le long d'une demeure aujourd'hui disparue, un monument en granit sur lequel on grava ses armes ainsi que l'inscription latine ci-dessous traduite comme suit par le poète Maillard des Forges.

De ce petit monument, saccagé en 1793, il ne reste plus qu'un fragment de phrase, sur un fragment de pierre (1).

Quand après l'écrasement sous Belle-Isle de la flotte de Conflans par l'amiral anglais Hawke, le vaisseau le *Soleil-Royal* vint s'échouer à Saint-Goustan, le 29 novembre 1759 et que le 8 décembre suivant les

- (1) *Hac facili populus que frequens et plaustra feruntur
agmine, quâ pauci poterunt simile ire pedestres.
Præbet hæc Aiguillonus cui prona jubenti
ipsa Thetis cessit : persolvit at illius ille
obsequium pressos decorante cupidine fluctus.*

Les chars, les piétons vont ensemble sans gêne
où trois hommes de front pouvaient marcher à peine.
On doit à d'Aiguillon ces agréments nouveaux,
La mer, en reculant repoussa sa puissance
et du beau quai voisin il décora ses eaux
pour payer son obéissance.

Anglais tentèrent de s'emparer de son artillerie, le duc d'Aiguillon accourut aussitôt au Croisic. Sur le refus de M. de Broc, commandant la ville, de les laisser opérer sans résistance, ils la bombardèrent, d'ailleurs sans succès, pendant trois jours de suite et ne se retirèrent qu'après s'être assurés de la très sérieuse défense qu'en un temps aussi court on avait su organiser. (Extrait du *Journal des Capucins* que possède l'abbé Clénet.)

Ce qui tendrait à faire croire que cet hôtel n'a point été édifié par le duc d'Aiguillon, c'est que d'après ce que nous tenons de M^{me} de Calbiac, née Marguerite du Bochet, sa propriétaire actuelle, il était compris dans la succession indivise de Jean Yviquel de la Grée et de sa tante Marie de la Haye, femme du lieutenant-général marquis de Pouldry qui les possédaient déjà en 1761. Il échut en partage, le 21 mai 1765, du chef de sa mère, à Jean-François du Bochet, fils de Jean du Bochet et de Jeanne Yviquel, aïeux de M^{me} de Calbiac. Il n'a jamais été complètement achevé et devait avoir deux ailes, ainsi que l'indiquent les ouvertures préparées sur tout le mur, à gauche du grand escalier. Quant aux colonnes ornant le portail et que la tradition prétend y avoir été transportées de la vieille maison J.-M. Maillard, échue dans le même partage que la présente aux du Bochet, maison où l'on en pourrait encore voir les soubassements, M^{me} de Calbiac n'en a jamais entendu parler à son père, M. Achille du Bochet, qui, né en 1800, presque contemporain de l'époque où ce transfert se serait effectué et très au courant de tout ce qui concernait sa famille, n'eût pas manqué d'en entretenir sa fille.

On voit dans l'église Notre-Dame-de-Pitié les armes pleines des de La Haye, à la droite de l'autel du Rosaire : « De gueules à trois coquilles d'argent ». Elles sont reproduites à la gauche, dans un écusson d'alliance, avec celles des Jouan, S^{rs} de K/cassier, de Ranzégat, de K/vanoaël, etc. Les du Bochet, d'après A. Monnier, portent : « D'azur à deux levrettes d'argent

colletées de gueules, bouclées d'or. » Cette famille compte, dans le passé, deux maires du Croisic : Guillaume, en 1691, et Jean du Bochet, en 1720.

Dans l'allée du milieu de l'Église, près de la Sainte-Table, en face du Grand-Autel, se trouvent deux dalles qui ont recouvert la dépouille de deux personnes de ce nom. On lit sur l'une d'elles : « Cy gist le corps de noble homme Thoby Dubochet de la Porte, décédé le 26 juillet MDCCXIX » ; sur l'autre : « Cy gist repose le corps de Jan Dubochet, décédé le 11 juin MDCCXLII ». Comme nous l'avons déjà dit à l'article Maison André, ces dalles proviennent de l'ancien cimetière qui entourait l'église à l'O. et, lors de sa désaffectation, elles furent utilisées pour le dallage de la nef, tandis que les ossements ont été transportés dans le cimetière nouveau.

Maison Rielle. — La première, à gauche en entrant par le quai, dans la petite rue du Port-Ciguet. La façade aspect le port. Elle a appartenu, jusqu'en 1882, à la famille d'un ancien capitaine Croisicais, Hervé Rielle qui, en 1692, après le funeste combat de la Hogue, sauva par sa fermeté et son sang-froid la division d'Amfreville composée de vingt-deux vaisseaux poursuivis par les Anglais, en leur faisant franchir, près de Saint-Malo, le passage si difficile du Raz Blanchard, que les pilotes Malouins prétendaient impraticable.

Ces faits sont longuement relatés dans deux opuscules de M. S. de la Nicollière, publiés chez Lafolye, en 1891 et 1900 et dans la biographie d'un marin breton, par M. Gillot de Kerardène, dernier descendant d'Hervé Rielle. (Bibl. de Nantes.)

Hervé Reille était né au Croisic, le 16 avril 1654. Tour à tour mousse, novice et matelot sous les ordres de son père, il suivit avec succès le cours d'hydrographie du célèbre professeur Bouguer et fut reçu capitaine au cabotage. Il épousa d'abord Julienne Legal, sa cousine, qu'il perdit bientôt ; puis, en 1691, la fille d'un notaire

royal, Jeanne Jubel, qu'en raison de sa belle chevelure blonde, on appelait la belle Aurore. Après le sauvetage des vaisseaux français, il demanda et obtint, pour toute récompense, la permission de retourner près d'elle.

M. Gillot de Kerardène a laissé une curieuse relation de leur mariage que l'on lira peut-être avec intérêt :

« Les cheveux de la mariée étaient relevés en chignon »
» sous une coëffe de baptiste de Flandre. Une robe d'é-
» toffe de Lyon baleinée et à longs plis s'arrondissait
» autour du corps. Le corsage, tout écarlate, avait des
» manches ouvertes. Une colerette tenait le corps droit.
» Des bas rouges, à fourchettes et des souliers brodés
» complétaient cette élégante toilette.

» L'habillement des hommes était plus simple et
» plus sévère. Jacquette de drap brun ou noir ; brayes
» avec des guêtres longues, une fraise au col ; petit
» manteau ou cape ; un chapeau orné d'un plumet ;
» l'épée au côté.

» La cérémonie se fit à l'autel du Rosaire, dans l'église
» N.-D.-de-Pitié, le 23 octobre 1691. La salle de noce était
» une grande pièce du rez-de-chaussée ayant un par-
» quet de bois du Canada. La cheminée, grande et
» sculptée, était surmonté d'un miroir de Venise. Des
» tapisseries représentant des scènes de la mythologie
» couvraient les murs. Le lit à colonnes était garni de
» draperies en serge verte brodée en soie jaune. Une
» couverture de soie violette, piquée en compartiments
» et ornée de paillettes d'or recouvrait le lit. Grande
» armoire en acajou, crédence en marqueterie, dressoir
» en chêne, fauteuils en tapisserie complétaient l'ameu-
» blement.

» Le festin nuptial fut plus abondant que recherché.
» Dans la soirée, on dansa dix danses bretonnes en les
» accompagnant de chansons, surtout de la chanson
» traditionnelle dans la presqu'île de Batz.

Jeanne Jubel (la belle Aurore), mourut en 1724 ; son mari en 1729.

» La maison de famille que nous habitons, dit
» M. Gillot de Kerardène n'a que les quatre murs, des pou-
» tres en chênes énormes et une haute toiture C'est une
» vraie demeure de marins, car elle est ébranlée par les
» tempêtes de l'hiver comme un vaisseau sur l'Océan. On
» serait effrayé en entendant, les jours de bourrasques,
» craquer les planchers et les cloisons, siffler tous les
» vents dans les greniers et le grand escalier en bois.
» Elle avait été bâtie sous Louis XIII par le capitaine
» Lebihan ; puis passa à la famille de René Gérard dont
» une fille épousa N. Briant. Sa fille, Catherine Briant,
» l'apporta en dot à *Guillaume Rielle, fils d'Hervé Rielle*
» *et de Jeanne Jubel*. De cette union naquit entre autres
» enfants, une fille Jeanne-Marguerite Rielle qui épousa
» Thomas Guillot, capitaine de navires. La fille de ces
» derniers se maria à Joachim Gillot de Kerardène,
» originaire de Sarzeau, également capitaine de navires,
» père de M. Gillot de Kerardène ».

Nous avons connu ce dernier familièrement appelé
" Jérusalem ", vers 1852, alors que, professeur de philo-
sophie au collège de Condom, il venait chaque année
passer ses vacances dans son pays natal. Né au Croisic
le 27 janvier 1796, il est mort à Quiéniquen le 23 décem-
bre 1882 et a été inhumé au Croisic. On lit sur sa pierre
tombale : « Ci git Joachin Gillot de Kerardène, interprète
de la Terre-Sainte à Constantinople. A fait deux voyages
à Jérusalem, en 1829 et 1831 ».

Il était veuf de Marie Bar d'Héristal, décédée quelques
années avant lui. Grand autant que maigre, sa longue
tête recouverte de longs cheveux plats, ses longs pieds,
ses longues mains, sa longue redingote, formaient un
tout bizarre et fantastique qui lui donnait un faux air de
l'homme qui a perdu son ombre des légendes allemandes.
A la table d'hôte de Jeanne Bertho, où il venait partager
nos repas, il nous racontait volontiers les hauts faits
d'Hervé Rielle, son aïeul, qui ne fixaient point autant
qu'ils le méritaient notre attention juvénile à un âge où

l'on est plus enclin à regarder devant soi qu'en arrière.

Dans le récit qu'il fait des noces de sa trisaïeule, noces qui, en tout cas, n'ont pu être célébrées dans la maison qu'il nous décrit, le digne professeur n'a-t-il pas un peu lâché la bride à son imagination pour narrer d'une façon aussi précise des choses qu'il n'avait certes pu voir ? Peut-être aussi en avait-il trouvé la description dans ses papiers de famille. Mais, comme il ne le dit pas, il excuse notre hypothèse. Il a raconté aussi, le plus sérieusement du monde, à M. A. Maillard, de qui je le tiens, que sa femme, Marie Bar d'Héristal, était une descendante directe de Charlemagne. Il est vraiment fâcheux qu'ils n'aient pas laissé une postérité assurément rare.

Maison Caillo. — Au coin du quai et de la rue de l'hôtel des bains existe une vieille maison flanquée d'un jardin par lequel on y accède. Nous ne savons d'elle qu'une chose, c'est qu'elle fut longtemps la demeure, au dernier siècle, d'un homme qui, dans son court passage aux affaires, a su se rendre utile à la ville ainsi qu'à la contrée qu'il habitait.

M. Jean-Charles-Marie Caillo était né au Croisic le 16 juillet 1798. Il fit ses études au lycée de Nantes. Plus tard, il épousa M^{lle} Marie Leblanc, du Pouliguen. Élu conseiller général vers 1840, c'est à son intelligente initiative que l'on doit la grande route qui relia, en 1845, la presqu'île au continent. Précédemment, on gagnait Guérande et les villes au delà, soit en passant en bateau à la pointe de Pen-Bron, soit en traversant, non sans danger, le Traict à mer basse. Il contribua puissamment aussi à la construction de la jetée de Tréhic de 900 mètres de longueur, qui protège l'entrée du port.

M. Caillo a laissé sur le Croisic des notes d'un grand intérêt qui s'étendent des temps les plus reculés jusqu'en 1789. Il en a été publié deux éditions, la dernière

de 1869. M. Caïllo est mort dans sa ville natale le 9 août 1870.

De ses quatre enfants, deux garçons et deux filles, l'aîné, François, élève de Saint-Cyr, brillant officier d'état-major, est mort au moment où il venait d'être nommé colonel. Il était célibataire.

Alexandre s'est marié et, jeune encore, est prématurément décédé.

M^{lle} Irma Caïllo a épousé un compatriote, le distingué D^r Gallerand, chirurgien en chef de la Marine, aujourd'hui également décédé.

M^{lle} Amélie Caïllo est devenue la femme de l'honorable M. Delobeaù, ancien maire de Brest, actuellement sénateur du Finistère.

La maison paternelle est affermée par eux à M. René Eudel.

Bien d'autres logis aussi anciens, aussi curieux que les précédents existent au Croisic. Je laisse à de plus jeunes le soin de continuer plus tard et avec plus d'autorité un travail qui n'est qu'une faible ébauche.

Nantes, le 20 février 1902.

A. DE VEILLECHÈZE.

L'INSTITUTION DE LA PRÉVÔTÉ

DANS

l'Église Collégiale de Saint-Aubin de Guérande.

Faute de documents authentiques, il règne bien des obscurités autour de l'histoire des origines de la collégiale de Saint-Aubin à Guérande. Des auteurs ont cru pouvoir en rattacher la fondation au grand fait du ix^e siècle, la rivalité des évêques Actard et Gislard. Comme pour appuyer cette opinion, l'un d'eux (1) fait remonter jusqu'à cette époque reculée l'institution dans cette église de la prévôté. « La présence de l'évêque Gislard, nous dit-on, avait attiré autour de sa chaire un nombreux clergé qui avait besoin, pour l'observance de la discipline ecclésiastique et des saints canons, d'un chef placé à sa tête, — *præpositus*. Telle est, croyons-nous, l'origine de cette dénomination. » L'auteur, sans doute peu satisfait, se reprend et émet cette autre hypothèse. « On pourrait dire aussi que cette dignité avait été créée pour représenter la personne de l'évêque qui ne devait point avoir de successeur... » Quelques recherches aux *Archives Vaticanes* nous ont permis d'éclaircir ce problème historique.

D'après Travers (2), l'évêque Daniel Vigier (1305-1337), sur l'invitation de Clément V, s'était rendu au concile de Vienne, afin de prendre une part active à l'abolition

(1) P. Grégoire, *Collégiale de Saint-Aubin de Guérande*, Vannes, 1889, p. 41 et 42.

(2) *Histoire de la ville et du comté de Nantes*, I, p. 404.

de l'ordre des Templiers. Il sut se rendre utile et fut souvent choisi pour exécuter des bulles pontificales(1). En 1312, il revint dans son diocèse et rapporta d'Avignon toute une série de bulles (2) qui devaient servir ses projets de réforme. L'une d'elles (3), datée du 13 juillet, lui donne commission d'instituer la prévôté dans l'église de Guérande. Nous y lisons qu'il n'y existait pas de dignité et que les biens de la collégiale manquaient d'un bon administrateur. Daniel reçoit les pouvoirs de choisir un prévôt parmi les chanoines, puis d'assurer l'existence de cette charge en lui unissant l'une des chapellenies dont la collation appartenait au Chapitre.

Le texte de la bulle nous instruit également sur l'étendue des droits de l'évêque de Nantes à Guérande. Toutefois, je me permettrai de faire remarquer que ce texte peut prêter à confusion. A première vue, on pourrait croire que le droit de nomination s'étend tant aux canonicats qu'aux prébendes. Une bulle antérieure restreint ce pouvoir aux seules prébendes (4). Le mot « spectantium » doit être limité à celui de « præbendarum ».

L'analyse sommaire du document inédit que nous publions, nous oblige à descendre de quelques siècles l'institution de la prévôté à Saint-Aubin de Guérande et à retirer cet honneur à l'intrus Gislard. Nous sommes heureux de pouvoir confirmer sur un petit point, il est vrai, la thèse qu'a si fortement établie M. Léon Maître dans sa récente monographie (5).

G. MOLLAT.

(1) *Regestum Clementis Papæ V (Benedictin.)*, Romæ, 1885, nos 8719-8723.

(2) *Ut supra*, nos 8324-8326 et 8747.

(3) *Archives Vaticanes, Registre Vatican* 59, f^o 141 v^o, caput. 678 ; *édit. des Bénédictins*, n^o 8723 (analyse).

(4) *Reg Clementis V (Bened.)*, n^o 4706.

(5) L. Maître, les *Origines du temporel des évêques de*

Bulle de Clément V instituant la prévôté à Saint-Aubin-de-Guérande. — Prieuré de Grauzel, près Malausane, diocèse de Vaison, 13 juillet 1312.

(Arch. Val., Reg. Val. 59, f^o 141 v^o, cap. 678.)

Venerabili fratri Danieli, episcopo Nannectensi. Habet tue petitionis assertio quod cum in ecclesia Guerrandiensi, Nannectensis diocesis, in qua quatuordecim canonicorum et totidem prebendarum numerus spectantium ad tuam collacionem existat, nulla dignitas habetur, vix inter eosdem canonicos aliquis reperitur, qui se, cum est opus, pro eadem ecclesia que proprio carere dinoscitur defensore, murum defensionis opponat; quare nobis humiliter supplicasti, ut providere super hoc eidem ecclesie de oportuno remedio dignaremur. Nos igitur tuis supplicacionibus inclinati, ac volentes quod eadem ecclesia per defectum defensionis hujusmodi aliquod in ipsius bonis dispendium patiatur, fraternitati tue, constituendi in eadem ecclesia dignitatem prepositure et unum de ipsius ecclesie canonicis, qui eandem preposituram obtineat, creandi prepositum, ac eidem prepositure unam de capellaniis ipsius ecclesie Guerrandiensis, ad collacionem capituli ejusdem ecclesie communiter pertinentibus, si vacat ibidem ad presens vel quamprimun vacaverit, quam idem prepositus duxerit acceptandam, post acceptacionem hujusmodi eidem prepositure annectendi et eciam uniendi, plenam concedimus auctoritate presencium facultatem; ita quod post annexionem et unionem hujusmodi liceat eidem preposito ejusdem capellanie

Nantes et la collégiale de Saint-Aubin à Guérande, Saint-Brieuc, 1900. L'auteur attribue à une pensée pieuse et au renom de Saint-Aubin l'érection de la célèbre collégiale, cfr. p. 12.

possessionem auctoritate propria, cujuscumque assensu minime requisito, apprehendere et eam licite retinere, tuis et successorum tuorum episcoporum Nannectensium, qui pro tempore fuerint, et quorumlibet aliorum ordinariorum juribus semper salvis. Non obstantibus si aliqui, super provisionibus sibi faciendis de beneficiis ecclesiasticis ad dicti capituli collationem spectantibus, in dicta diocesi speciales, vel in illis partibus generales dicte Sedis vel legatorum ejus litteras impetrarint, quibus quoad assecutionem aliorum beneficiorum nullum per hoc volumus prejudicium generari; seu quibuscumque privilegiis, litteris et indulgenciis apostolicis generalibus vel specialibus, quorumcumque tenorum existant, per que, presentibus non expressa vel totaliter non inserta, effectus earum impediri valeat quomodo libet vel differri, et de quibus quorumcumque totis tenoribus habenda sit in nostris litteris mencio specialis. Datum in prioratu de Grausello, etc. III idus Julii, anno septimo.

NOTICE SUR DES HACHES EN PIERRE

Trouvées dans la Province de Bienhoa (Cochinchine)

ET

Offertes au Musée par M. de Laprade

Ces pierres taillées, qui probablement remontent à l'époque lacustre, ont été découvertes en septembre 1901, dans l'île de Culao Ruà (île de la Tortue, en langue annamite : *culao*, île ; *ruà*, tortue).

Culao-Ruà, d'une superficie d'environ trois cents hectares, est située en plein Dongnai et appartient au canton de Chanhmy-Trung, province de Bienhoa (Cochinchine). Elle se compose de deux villages : *Nhùt-Thanh* et *Tànhá*, dont la population totale, essentiellement annamite, est de trois cents habitants.

Au centre de cette île alluvionnaire, de formation relativement récente, et au sol argilo-sablonneux, se trouve un léger monticule d'une surface de trois hectares, très boisé, dont le sommet est orné d'une petite pagode datant, dit la légende, de la conquête de la province cambodgienne de Bienhoa par les Annamites (1648-1663).

Ce monticule, qui, sans aucun doute, a été le noyau primitif autour duquel sont venus s'accumuler les terres et les détritiques ayant formé Culao-Ruà, a un sol absolument différent de celui du reste de l'île. En effet, il est presque complètement constitué par une terre argilo-ferrugineuse rougeâtre ainsi que par des blocs de *latérite* vulgairement appelés *Pierre de Bienhoa*.

C'est en exploitant ce latérite, employé couramment en Cochinchine pour l'empierrement des routes, que des carriers annamites mirent à jour une trentaine de ces haches. Ces indigènes, superstitieux comme tous les Asiatiques, attribuèrent à ces pierres, connues en Indo-Chine mais qu'ils n'avaient jamais vues, une provenance diabolique avec pouvoir néfaste sur les mortels.

L'un, parmi ceux qui avaient déterré ces objets, étant mort quelques jours après cette découverte, les autres carriers, ses compagnons de travail, prirent peur et mirent ce malheur sur le compte du diable /*maqui*/ qui, disaient-ils, les châtierait pour avoir osé porter la main sur les *lusi tàm sèt* (lames de la foudre), armes venant du ciel et projetées par la foudre sur les hommes condamnés par les divinités.

Quoiqu'il en soit, ce décès les impressionna si vivement qu'ils s'empressèrent d'enfouir secrètement la plus grande partie de ces pierres taillées, ne conservant seulement que quelques-unes qu'ils déposèrent à titre de don à Bouddha, dans la pagode située au sommet du monticule.

Ce sont ces haches, offrandes à *Cacyka Mouni*, qui ont été recueillies et qui sont aujourd'hui, avec le consentement de la population de *Nhút Thanh* et de *Tánhà*, offertes au Musée de Nantes.

Quant à la nature de ces pierres, elles ont été en partie déterminées par M. Buret, vice-président de la Société géologique de France, qui y a reconnu une roche siliceuse; d'autres semblent être du grès basaltique très commun, de même que le granit et le schiste, dans les parages de *Logach*, localité voisine de l'île de Cualo-Ruà, et placée, par rapport à elle, en aval sur la rive gauche du Dôngnai.

DE LAPRADE.

COMBAT DE MOUVANCE

entre

L'ÉVÊQUE DE NANTES

et

ARMAND DU PÉ, M^{re} D'ORVAULT

Cette pièce, non encore cataloguée, appartient aux Archives départementales de la Loire-Inférieure. M. Léon Maître a eu la bonté de me la signaler et a voulu me laisser le plaisir de la publier ; j'en ai été touché : ce procès-verbal est, en effet, d'un réel intérêt ; puis son étude devait particulièrement me séduire, car je projette, Dieu aidant, d'écrire une ample monographie de la vaste et ravissante paroisse d'Orvault.

J'ai cru devoir éclairer par un avant-propos et des notes le sens de quelques expressions, la vie des personnages en cause et les discussions de droit féodal si ardues et tant oubliées.

La photogravure qui illustre cette étude reproduit un document qui, d'après M. Maître, est d'une rareté insigne, à savoir : un dessin fort exact sur parchemin — relevé de tons encore d'une fraîcheur remarquable — du grand vitrail de l'église d'Orvault ; cette sorte d'aquarelle est annexée au procès-verbal. Au bas, l'auteur a indiqué une règle proportionnelle en pieds et en pouces, d'où il appert que le vitrail mesurait dans sa hauteur, 11 pieds 7 pouces (3^m 75 environ), et dans sa largeur, 5 pieds 4 pouces (1^m 73 environ). Ce travail artistique est ainsi authentiqué : *faict et aresté par moy Vincent Porcher peintre le 10^{me} avril 1678* (signé) *V. Porcher*. Il fut donc

exécuté cinq jours après la descente sur les lieux qui est du 5 avril.

La Chesnaye des Bois, dans la première édition de son *Dictionnaire généalogique, héraldique, historique et chronologique*, donne, (tome VII ou IV^e du Supplément), une notice assez étendue sur les du Pé. La voici intégralement :

DUPÉ ou PÉ (DU). Cette famille remonte à *Hervé Dupé* (1), seigneur de Launay, d'Orvault près Nantes en Bretagne, marié à *Jeanne L'Espervier*, fille aînée de *Jean*, duquel est issu *Guillaume, Jean et Raoul*.

Jean Dupé, écuyer, seigneur de Châtillon, épousa *Antoinette* de Thoisi, par contrat du 28 septembre 1504, veuve en 1528 : elle eut la garde-noble de ses enfants, *Pierre, Hervé et Edmée*. *Pierre et Hervé* donnèrent à leur sœur en mariage la somme de 20.000 livres.

Pierre Dupé, baron de Tannerre, chevalier de l'Ordre du Roi, un des cent Gentilshommes de la Maison du Roi, épousa en premières noces, par contrat du 26 juin 1549, *Jeanne d'Arpajon*, fille de *René*, chevalier de l'Ordre du Roi, en secondes noces, le 15 décembre 1574, *Melchior* de la Chartre (2), fille de *Joachim-Pierre* ; il n'eut point d'enfans.

(1) Hervé du Pé, seigneur de Launay, épousa, le 4 avril 1467, Jeanne Lespervier, fille de Jean, seigneur d'Orvault, et de Robine le Bel (GUÉRIN DE LA GRASSERIE : *Armorial de Bretagne*, II, 398).

(2) Joachim de la Chastre, seigneur de Nancay, Besigny et Sigonneau, Capitaine des Gardes du corps du Roy, Maître des Cérémonies de France, Prevost de l'Ordre de Saint-Michel, Gouverneur de la Ville et Duché d'Orléans et Maître des Eaux et Forests de France au département d'Orléans, rendit des services considérables au Roy François I^{er} qui le pourvut en 1532 du Gouvernement des Ville et Chasteau de Gien, à 1200 livres de pension. Il mourut à Lyon le 21 septembre 1546, ayant eu pour Enfans de *Françoise Foucher*, Gaspard,

Hervé son frère, Ecuyer, Seigneur de la Bruère, Lieutenant de la Garde Ecossoise du Roi, épousa par contrat du 11 mai 1556 *Claudine* Stuart, fille de *Jean*, sœur de *Claude*, Seigneur de Vesines, et nièce de *Robert* Stuart, Comte d'Aubigny, Maréchal de France, Capitaine de la Garde Ecossoise. *Hervé* eut de cette alliance *Edme* qui suit. Il avait épousé en premières noces une Demoiselle de la Maison de Courtenay. Elle mourut sans enfans.

Edme Dupé, Seigneur de Louesme, eut le 4 avril 1592 des Lettres Patentes en forme de Provisions, datées du Camp devant Rouen, par lesquelles *Henri IV*, content de ses bons services, le créa pour commander sous son autorité, et en l'absence des Gouverneurs, dans les Provinces de Bourgogne et d'Orléans et le fit Gouverneur de l'Auxerrois. Il épousa par contrat du 20 septembre 1520 *Madeleine* d'Orléans, fille de *Jean*, Chevalier de l'Ordre du Roi et Gentilhomme ordinaire de sa Chambre. *Madeleine* d'Orléans, par actes des 7 et 18 Août 1596, eut la garde-noble de ses fils, *Eustache* et *Edme-François*.

Eustache Dupé, Chevalier, Seigneur et Baron de Tannerre, épousa *Anne* d'Halluine : il mourut sans enfans.

Edme-François Dupé, Baron de Tannerre et de Louesme, Seigneur de Vesigne, Sancy en Bourgogne, Saint-Aubin en Touraine. Il fut Capitaine de Cavalerie, Brigadier des Armées du Roi, et commanda l'Arrière-Ban. Il eut de *Claude* Bouchard, son épouse, mariée en 1662 :

1. *Pierre*, qui suit ;
2. *Charles-Antoine*, ancien Capitaine de Cavalerie et Chevalier de Saint-Louis.

Pierre Dupé, Chevalier, Marquis de Louesme, Seigneur de Parevieille, de Sancy, Saint-Aubin en Touraine,

Balthazar, Jeanne et Melchione alliée à *Pierre* du Pè, seigneur de Tannerre. (Père ANSELME : *Hist. de la Maison Royale de France, des Grands Officiers de la Couronne et de la Maison du Roy*, t. I, p. 669. A).

ancien Capitaine du Régiment Royal Infanterie, a épousé *Françoise-Marguerite* de Laverne de Gamache, dont :

1. *Pierre-Edme* Dupé, Chevalier, Comte de Louesme, ancien Capitaine de Cavalerie.

2. *Louis*, ancien Capitaine au Régiment de la Marine Infanterie, et Chevalier de Saint-Louis.

3. *Louis-Michel*, Ecclésiastique.

4. *Catherine*, mariée à N... de Viel-Châtel de Montalan.

5. *Marguerite*, non mariée.

6. *Thérèse-Julie*, Religieuse aux Hospitalières de Paris.

Les armes : *de gueules à trois lions d'argent, armés, lampassés et couronnés d'or.*

Cette notice laisse dans l'ombre les du Pé de notre province. Je vais suppléer à cette lacune, dans la mesure du possible, au moyen des renseignements fournis par le *Nobiliaire* et *Armorial de Bretagne*, de Pol de Courcy, le *Dictionnaire des terres du Comté Nantais*, d'Ernest de Cornulier, l'*Histoire de Bretagne*, de D. Morice, et par quelques autres sources.

PÉ (du), seigneur dudit lieu, paroisse de Saint-Jean-de-Boiseau, — de Launay, par. de Treillières, — du Boisorcant et de Lestanchet, par. de Noyal-sur-Vilaines, — du Perray, par. de Saint-Mars-du-Désert, — du Plessix, de la Ragotière et de Liancé, par. d'Orvault, — de Chastillon, par. de Fay, — du Plessix, par. de Joué, — de Villeneuve, par. de Mesquer, — de Carcouët, par. de Saint-Herblain, — de la Salle (1), — d'Auverné, par. de ce nom, — de Saint-Bihy, par. de Plélo, — de la Galmelière, par. de Moisdon, — de la Brétaudière, par. de Saint-Philbert, — de Saint-Mars-la-Jaille, par. de ce nom, — du Marais, par. du Cellier, — marquis de Louesme et baron de Tannerre, en Bourgogne (2).

(1) Cette terre était sans doute en Orvault car, dans l'enquête, il est dit qu'en 1427 le Plessix appartenait à Renaud de Bazoge avec l'hôtel du Chemin et celui de la Salle.

(2) Aux seigneuries énumérées par Potier de Courcy, il y a

Anc. extr. cheval., réf. 1669, onze génér. ; réf. de 1428, par. de Treillières, év. de Nantes, et de Noyal-sur-Vilaines, év. de Rennes.

Alain Bourigan, dit du Pé, épouse en 1360 Alix de la Lande, dame d'honneur de Marie de Bretagne, duchesse d'Anjou et reine de Sicile. De ce mariage issurent : 1° Jean, auteur des seigneurs d'Orvault ; 2° Alain, seigneur du Boisorcant, dont les descendants établis en Bourgogne en 1504 ont formé les marquis de Louesme et barons de Tannerre.

Un (Jean du Pé), panetier de la Reine en 1519 ; un capitaine de 50 hommes d'armes en 1598, gouverneur de Guérande et du Croisic et gentilhomme de la Chambre en 1605 ; un page du Roi en 1718 ; un membre a fait ses preuves pour les honneurs de la Cour en 1789.

Cette famille éteinte de nos jours, en Bretagne, portait anciennement le nom de Bourigan.

PÉ (LE), terre, *Bouguenais*, maintenant en *Saint-Jean-de-Boiseau*. 1360, Alain Bourigan, dit du Pé. 1443, Philippe Bourigan. 1484, Gilles du Pé. 1519, Jacques du Pé, pannetier de la Reine. 1598, vendue par Claude du Pé à Antoine de la Place, secrétaire du duc de Mercœur.

ORVAULT, terre et seigneurerie, *Orvault* —.... 1454, 1460, Jean Lespervier. 1471, 1479, François de Rieux, seigneur d'Assérac. 1490, Jean Lespervier. 1495, 1499, Pierre Lespervier. 1507, Roland de Scliczon. 1516, Michel de Scliczon, seigneur de Keralio, qui fit don de cette terre et de celle du PLESSIS-TOURNEUVE, à Noble Demoiselle Françoise Pastourel, sa femme. 1537, 1540, Françoise Pastourel, femme de Claude du Pé. 1670, Charles du Pé. 1790, du Pé.

lieu d'ajouter, d'après M. de Cornulier : la Bagais, la Bauche-Tiraut, la Chapelle-sur-Erdre, Cherbonnières, l'Espiaudière, la Haultière, la Malorais en Mouzeil, Maupiron, Nais, le Plessis-Grimaud, le Val.

PLESSIS - TOURNEUVE (LE), terre et jurid., *Orvault*. — 1466, 1479, Noble Homme Christophe de la Tourneuve. 1518, 1521, Michel de Scliczon, seigneur de Keralio, qui le donna, avec Orvault, à sa femme Françoise Pastourel ; depuis lors, le Plessis-Tourneuve fut la maison seigneuriale d'Orvault.

Dans un compte d'Olivier Baud, trésorier des guerres en Bretagne, en date du 16 juin 1465, on trouve Jehan du Pé, homme d'armes.

Par une Ordonnance du duc de Bretagne, du 6 mars 1466, pour faire armer les nobles et autres sujets aux armes, Jacques du Pé est commis pour recevoir des montres (revues).

On lit dans une Ordonnance du duc François II pour les montres générales : « Nous avons commis et com-mettons nostre bien-amé et féal Escuyér et homme d'armes de la garde de nostre corps Jacques du Pé pour voir les gens de nostre très-cher et très-amé cousin et féal le Vicomte de Rohan. » Cette revue eut lieu le 15 juin 1477. Le même Jacques du Pé est commis, en 1476, pour faire exécuter des réparations à Rennes.

Guillaume du Pé est du nombre des genstilshommes chargés par le Duc, en février 1471, de se rendre à Rome afin de déposer contre l'évêque Amauri d'Acigné.

Gilles du Pé, seigneur dudit lieu, est désigné comme homme d'armes pour la garnison de Nantes, en 1484.

En 1485, Charles du Pé est institué capitaine de la Hardouinaye.

Dans la généalogie de la Maison de Lespinay, seigneurs de la Vrignonière, en Bretagne et en Poitou, dressée et signée par d'Hozier, se trouve le mariage, accordé le 26 décembre 1656, de Jean du Pé, seigneur de Liancé, avec Claude de Lespinay, fille de Samuel de Lespinay, Ecuyer, seigneur du Chaffault, de Monceaux, de Briord et du Pré-Nouveau, et d'Antoinette Jousseau de Couboureau (*nunc* de la Bretesche).

Le procès-verbal d'enquête nous apprend que Armand

du Pé, chevalier, marquis d'Orvault, celui-là même qui lutte contre l'Evêque de Nantes, était le fils aîné de Charles du Pé, chevalier, seigneur d'Orvault ; on a vu plus haut que ce Charles du Pé était issu de Claude du Pé et de Françoise Pastourel. Il est aussi question dans l'acte d'une marquise du Porc de la Porte, douairière d'Orvault : il s'agit, sans doute, de Marguerite du Porc, citée en 1527 (*Histoire de Bretagne*, III, p. 971), comme douairière alors vivante et veuve d'Olivier de Seliczon ; cet Olivier de Seliczon, seigneur de Kerfault, avait reçu une pension du Duc en 1489.

Il est fréquemment question dans l'acte publié ci-dessous des *droits honorifiques*. Je ne crois pas inopportun de rappeler ici quelques principes de jurisprudence sur cette matière délicate.

Dans le *Recueil des Edits, Ordonnances et Règlements concernant les fonctions ordinaires de la Chambre des Comptes de Bretagne*, à Nantes, de l'Imprimerie de la Veuve d'André Querro, M.DCC.XXI, par Artur de la Gibonays, Doyen de la Chambre des Comptes de Bretagne, je lis dans la III^e partie, sous la rubrique « Aveux », à la page 320 : « La seconde usurpation des plus ordinaires est au sujet des prééminences d'Eglise et Droits honorifiques, comme Littres, Ceintures, Patronages, Bancs, Accoudoirs, Tombeaux et Pierres tombales, dont nul ne peut s'approprier, s'il n'en a Titre de possession authentique avant l'année 1539 suivant la Déclaration du Roy François I^{er}, faite pour la Bretagne, dont le motif fut que Sa Majesté étant informée qu'en la Province de Bretagne, où il y a plus de Noblesse qu'en aucune autre du Royaume, les Querelles et Procès pour les Droits honorifiques y étaient plus fréquents qu'ailleurs, fit cette ordonnance à Villiers-Cotterets, en l'année 1539, dont les Articles XIII et XIV portent ces Termes : « Nous, pour faire cesser les différends, débats et » contentions d'entre nos Sujets, avons ordonné, qu'aucun de quelque qualité et condition qu'il soit, ne

» pourra prétendre Droit, Possession, Autorité, Prérrogative, ou prééminence au dedans des Eglises, soit
» pour y avoir Bancs, Sièges, Oratoires, Escabeaux,
» Acoudoirs, Enfeux, Litres, Armoiries, Ecussons, ou
» autres Enseignes de leurs Maisons, si non qu'ils
» soient Patrons, ou Fondateurs desdites Eglises, et
» qu'ils en puissent promptement informer par Lettres,
» ou Titres de fondation, ou par Sentences et Jugements,
» donnés avec connaissance de cause, et partie légitime ».

Le *Consilium Quintum* des *Consilia Responsaque illustra* de Bertrand d'Argentré (à Paris, chez Nicolas Buon, 1605) est intitulé : *De jure constituendi scamni, aut insculpendæ nobilitatis in Ecclesia, earumque notarum vi et facultate, quæ vulgò Litres, Ceintures, Bancs, Accoudouërs, Armoiries, Prééminences et Enfeuz dicuntur* (Du droit de placer un banc ou de graver sa noblesse dans l'église, et des effets produits par ces marques qui s'appellent Litres...). Cette consultation est remarquable et certains passages valent d'être reproduits :

« *In eam rem Constitutio Regia exiit anno 1530, quæ cautum est, ne in posterum quis dominus auderet stemmata sua, aut atratos pannos nobilitatis suæ testes in Ecclesiis ponere, nisi foundationis et possessionis immemorialis causam legitimam afferret.* » (Sur cette question une Constitution Royale parut l'an 1530, par laquelle il fut pourvu à ce que dans l'avenir aucun seigneur n'osât placer dans les Eglises des couronnes ni des étoffes noires (litres) comme marques de sa noblesse, à moins de prouver une cause légitime de fondation et de possession immémoriale.)

« *Nemo fumosis illis imaginibus delectetur, quæ quidem longam auctoris possessionem præ se ferunt, at sine præscriptione juris alieni. Imo non satis idoneæ sunt testes foundationis, cum earum imaginum aliæque causæ, eæque diversæ esse possint, ut præscriptio longi temporis consensus plebis, aliique casus singulares, qui nullam funda-*

tionis speciem habent, neque suos juvant authores. Præterea quis tam vecors esset, et rerum imperitus, qui ob aliquam nobilitatis umbram in vitreis specularibus apparentem, ob scamnum in Ecclesiæ angulo constitutum, vellet Ecclesiæ fundator haberi ; cum triginta plerumque sedilia et scamna diversorum municipum in eadem basilica populari reperiantur ? verum a particularibus ad universale nulla est illatio. » (Que personne ne se réjouisse de ces images enfumées, qui, à la vérité, prouvent la longue possession de leur créateur, mais sans prescrire le droit d'autrui. Bien plus, elles ne sont pas des témoignages suffisants de fondation, alors qu'elles peuvent avoir d'autres origines variées, telles que une longue prescription, le consentement de la population et d'autres causes particulières qui n'ont aucune apparence de fondation, et ne fortifient en rien les prétentions de leurs créateurs. Et puis, qui serait assez fou et ignorant pour vouloir être regardé comme fondateur d'une Église à cause d'une image opaque de noblesse dans des vitres transparentes ou d'un banc placé dans un coin de cette Église, alors que la plupart du temps on trouve trente sièges et les bancs des échevins dans le même sanctuaire commun ? en vérité, on ne peut rien inférer du particulier au général.)

L'article xvi de l'« Édit du Roy, portant création d'une Grande Maitrise, établissement d'un Armorial Général à Paris, et création de plusieurs maitrises particulières dans les Provinces, donné à Versailles au mois de novembre 1696 » est ainsi conçu : « Les Armoiries » des Personnes, Maisons et Familles, ainsi registrées, » leur seront patrimoniales, et pourront en conséquence être mises aux bâtiments, édifices, Tombeaux, » Chapelles, Vitres et Littres des Églises Paroissiales, » où les droits honorifiques appartenoient aux défunts » lors de leur décès, et sur les tableaux, images, ornemens, et autres meubles par eux leguez ou donnez. »

Parmi les *Consultations et observations sur la Coutume*

de Bretagne par feu M. Pierre Hevin, ancien avocat au Parlement de la même Province ; à Rennes, chez Guillaume Vatar, M.DCC.XXXIV, je rencontre la CXLI consultation où le savant jurisconsulte s'attache à démontrer que « On peut être tout à la fois Seigneur Fondateur et Supérieur d'une Église ou Paroisse ». Le dernier § mérite d'être cité : « Une preuve bien convai- » cante que la qualité de Patron et Fondateur n'est » point incompatible avec celle de Seigneur Féodal ou » Justicier, et que l'une ne détruit pas l'autre, c'est que » les Coûtumes de Tours, art. 60, du Loudunois, » tit. 5, art. 2, de la Salle de Lisle, tit. 1, art. 29, décident » que le Seigneur de Fief, et particulièrement le Châte- » lain, est réputé le Seigneur Fondateur de toutes les » Églises sises dans sa Châtellenie, à moins que quel- » qu'autre ne prouve qu'il est Fondateur spécial. »

Enfin le *Dictionnaire de l'Ancien Régime et des abus féodaux*, par M. Paul D^{'''} de P^{'''}, Paris, Mongie, 1830, ouvrage rédigé dans un esprit haineux, mais bourré de renseignements utiles, nous donne des notions assez complètes sur les DROITS HONORIFIQUES. Voici ce que j'y rencontre :

« On distinguait ordinairement deux sortes de *droits honorifiques* : les grands et les moindres. Les grands étaient les droits de litre ou de ceinture funèbre, les prières nominales, l'encens, le droit de banc et de sépulture dans le chœur : les patrons et hauts justiciers seuls pouvaient y prétendre. Les moindres, qui n'étaient que de préséance, étaient le pas à l'offrande, l'eau bénite, le pain bénit, et le pas à la procession : ils appartenait de droit au patron et au haut justicier ; ce n'était que par bienséance et non par devoir qu'on les accordait aux gentilshommes et simples seigneurs de fiefs.

» On comptait deux causes productives des *droits honorifiques* : la première était la fondation et la dotation de l'église ; la seconde, la protection que la puissance des seigneurs avait accordée à l'église.

« Les grands honneurs de l'église ne pouvaient se céder ni se communiquer, si ce n'est à la femme et aux enfants, qui sont regardés comme les mêmes personnes que le patron et le haut justicier.

» *Litre*. — La *litre* ou *ceinture funèbre* est une bande peinte en noir sur la muraille de l'église, sur laquelle sont aussi peintes les armes du seigneur haut-justicier. La litre pouvait être placée en dedans et en dehors au pourtour de l'église, et ce, quand même au dehors il se serait trouvé des bâtiments adossés qui auraient interrompu le cours du mur de l'église. Le haut-justicier avait droit de litre au dedans et au dehors de l'église : le patron ne pouvait en avoir qu'au dedans. Il ne pouvait jamais y avoir plus de deux litres en même temps.

» *Prières nominales*. — Cet honneur était une distinction accordée aux patrons et hauts-justiciers seuls, pour être désignés *nommément* dans le nombre de ceux que, dans les prières du prône, on recommande à celles des fidèles.

» *Encensement*. — Les curés des paroisses où il y avait un seigneur haut-justicier ou un patron devaient à la messe, aux jours que l'on encense, et hors ceux où le Saint-Sacrement était exposé, de dessus les marches de l'autel, se tourner du côté des bancs ou chapelles du seigneur et de sa famille, et les *encenser* d'abord les uns après les autres, eux, leurs femmes et leurs enfants ; à vêpres, ils devaient se transporter au-devant des bancs et dans les chapelles desdits seigneurs, et les encenser encore. La quotité des *encensements* n'était pas fixée par les coutumes, et l'usage en réglait le nombre.

» *Droit de banc*. — Hors le patron et le haut-justicier qui sont seuls fondés en droit commun, nul ne pouvait avoir banc en l'église sans permission : ce banc devait être dans le chœur.

» *Droit de sépulture dans le chœur*. — Il n'y avait que le patron et le haut-justicier qui eussent leur sépulture

dans le chœur : ce droit était imprescriptible, et ceux qui en étaient revêtus pouvaient s'opposer à ce que tous autres l'obtinssent.

» *Eau bénite.* — Les patrons et hauts-justiciers devaient avoir l'eau bénite, *séparément et avec distinction*, avant tous les autres habitants de la paroisse ; mais ils ne pouvaient l'avoir avant le clergé. On leur donnait l'eau bénite par aspersion ou par présentation du goupillon : cela dépendait de l'usage.

» *Pain bénit.* — Le haut-justicier avait droit de *choisir* un jour de l'année pour présenter le pain bénit : les roturiers ne pouvaient le présenter que chacun à leur tour. »



L'an mil six cens soixante dix huit le mardy cinquiesme jour d'avril environ les huit heures du matin pardevant nous Louis Charete escuyer Seigneur de la Gascherie Conseiller du Roy Seneschal de la cour et Siege presidial des Ville et Compté de Nantes ayant pour adioinct Maistre Jan Le Boucher premier commis audiancier de ladite cour.

A comparu M^{re} Pierre Potier procureur de noble et discret Missire Charles Perrot prestre Recteur d'Orvault lequel en presence de Jan Bidé escuyer sieur du Bois conseiller et Procureur du Roy audit Siege nous a dit que la rupture du vitrail qui donne sur le grand autel de l'église paroissiale dud. Orvault l'ayant contraint depuis quelque temps d'oster le tabernacle et le transporter a un autre autel qui est le dernier de lad. eglise pour eviter la pluye les vents et autres injures de l'air qui menacoient led. autel et tabernacle et le faire mettre en un lieu decent hors le peril de plusieurs fascheux accidents contre et au preiudice de l'honneur deub au tres saint Sacrement de l'eucaristie il auroit voullu

inviter les parroissiens de lad. parroisse de pourvoir a la reparation dud. vitral pour retablir led. tabernacle en son premier et principal lieu suivant les constitutions canoniques mais comme le Seigneur Evesque de Nantes et le sieur d'Orvault sont en procez sur les preeminences et droits honorificques de lad. eglise et chapelle par les armoiries tiltres intersignes et marques qui se trouvent aud. lieu dont ils pretendent se servir pour justifier leurs droits de preminences et de patrons fondateurs desd. lieux et que plusieurs jugements ont esté cydevant rendus portant qu'il sera fait procez verbal de l'estat de lad. eglise et chapelle entrautres un du septiesme septembre mil six cent soixante quinze pour connoistre les droits dud. seigneur evesque et dud. sieur d'Orvault.

Led. sieur recteur a cause de lad. contestation n'a peu inviter lesd. parroissiens a faire réparer led. vitral ou il se remarque plusieurs effigies armoiries et autres intersignes servant ausd. seigneur evesque de Nantes et sieur d'Orvault pour retablir led. tabernacle si au prealable il n'est fait procez verbal de l'estat desd. choses. C'est pourquoy il auroit présenté sa requeste au siege expédiée le quatorze mars dernier laquelle il a fait signifier aud. seigneur evesque de Nantes et aud. sieur d'Orvault par Bellanger huissier cedit jour quatorziesme mars controllé le quinze a Nantes par Feuret plaidant auxd. fins le dix huitiesme dud. mois en l'audience dud. siège il auroit esté ordonné qu'il seroit descendu sur les lieux pour fere led. procez verbal a huitaine en presence dud. sieur procureur du Roy et voyant qu'ils ne faisoient aucune dilligence de faire executer led. jugement il l'auroit fait signifier chez les procureurs dud. seigneur Evesque de Nantes et dud. Sieur d'Orvault par Glemeau huissier le trente uniesme jour dud. mois de mars avecq sommation de comparoir au lendemain en l'audiance des causes sommaires pour estre

pris entreux jour et assignation pour faire led. procez-verbal et pour cet effet qu'ils conviendront sy bon leur semble de peintres et autres experts et faute de comparoir qu'il sera néantmoins passé outre qui vaudra sur eux deffaut comme s'ilz estoient présents.

Plaidant en ladite audience du siège le premier du present mois il a esté ordonné que lesd. parties conviendroient d'un peintre et vitrier à cinq heures dud. jour pour faire led. procez verbal faute de quoy qu'il en sera nommé d'office et le requérant M^{re} Nicollas Fouchard procureur dud. seign^r evesque qu'il sera fait proces verbal de la chapelle des Anges seiltuée dans lad. parroisse et des images et armes qui sont dans l'église parroissiale le requérant M^{re} Pierre Pellier procureur dud. sieur d'Orvault suivant lequel jugement ils auroient convenu samedy dernier scavoir led. Fouchard pour led. seigneur evesque du sieur Porcher (1) peintre et de N^{rr} Loiré (2) maistre vitrier et led.

(1) « PORCHER (Vincent), Maître peintre académique, époux de Catherine Nanny (*alias* Nardy) « natifve de Rome », dont Julien, baptisé le 30 août 1665 (Saint-Denis), et Vincent et Magdeleine, enfants jumeaux, baptisés le 13 octobre 1669 (Sainte-Croix). Vincent Porcher exécuta divers portraits des maires de Nantes, notamment celui de Jacques Charette, sgr. de Montebert, LIX^e maire (1668-1671), pour lequel il reçut la somme de 300 livres; celui de Gratien Libault, LX^e maire (1671-1673), dont on connaît au moins deux exemplaires, l'un dans la famille du personnage et l'autre au Musée d'Archéologie, et pour lequel il reçut également 300 livres; et enfin celui de Frémon du Bouffay, LXIV^e maire (1679-1682), qui lui fut payé 150 livres. Nous avons décrit, dans notre *Iconographie bretonne*, un portrait de M^{re} Gilles de La Baume Le Blanc, évêque de Nantes, gravé par Nicolas Poilly et signé : *V. Porcher namnetensis pinxit* ». (DE SURGÈRES : *Les artistes nantais*, Paris, Charavay, 1898; p. 381).

(2) LOIRET (Noël), peintre et vitrier, épouse Julienne Letourneux, le 30 août 1676 (Saint-Saturnin), (DE SURGÈRES : *Les artistes nantais*; p. 318).

Pellier du sieur Cotton (1) peintre et Julien Couturier (2) maistre vitrier et a esté ordonné qu'ils les feront comparoir pour prester le serment et qu'il sera descendu sur les lieux à ce jour et les somme de presenter leurs experts et de descendre presentement faute de quoy il demande qu'il soit passé outre.

A l'endroit ont comparu led. Fouchard procureur dud. seigneur evesque de Nantes qui nous a présenté N⁻⁻⁻ Porcher maistre peintre et led. Pellier nous a aussi présenté N⁻⁻⁻ Cotton maistre peintre et led. Julien Couturier maistre vitrier de chacun desquels fait lever la main et leur serment separement pris ont promis et juré se porter fidellement au rapport des armes et autres inter-signes qui sont dans les vitres de lad. église d'Orvault Chapelle des Anges et autres droits requis,

Desquelles comparutions declarations requisitoirs prestation de serment desd. experts nous avons decerné acte et en consequence ordonné qu'il sera presentement descendu sur les lieux pour estre fait procez verbal de l'estat des vitres desd. église et chapelle mesmes des armes qui sont dans la maison du Plessix pour valloir et servir aux partyes ainsy qu'il appartiendra et executant led. jugement nous sommes montés à cheval de compagnie dud. sieur procureur du Roy desd. Pellier et Fouchard de nostre adjoinct et desd. experts nous sommes descendus dans le bourg d'Orvault distant de

(1) « COTTON (René), Maître peintre, reçoit, en 1663, la somme de 400 livres « pour avoir fait et fourny le tableau et portrait du deffunt M. de la Vincendière Poullain et pour avoir nettoyé et réparé le nombre de 25 tableaux et portraits d'autres anciens maires, qui sont dans le petit bureau et en avoir ôté le verny. » (DE SURGÈRES : *Les artistes nantais* ; p. 128).

(2) Ce personnage n'est mentionné ni dans la *Bio-bibliographie bretonne*, ni dans *Les Artistes Nantais* : c'est donc un compatriote inconnu dont l'existence nous est révélée.

lad. ville de Nantes d'environ deux lieues (1) ou estant nous y avons rencontré led. sieur Perrot recteur lequel nous a représenté le requisitoire dud. Potier son procureur et nous a conduits dans lad. église ou s'est rencontré Messire Armand du Pé chevalier marquis d'Orvault fils aîné de Messire Charles du Pé chevalier seigneur d'Orvault en presence duquel led. Pellier a dit que led. seigneur d'Orvault est seigneur fondateur de cette église et seigneur de toute la paroisse d'Orvault et n'a a débattre qu'il soit presentement procédé au procez verbal des images et escussons qui sont dans le grand vitral du cœur de lad. église dans la petite vitre au costé de l'espitre et des deux autres vitres qui sont dans la nef au costé des autels de la Vierge et de S^t Sebastien pour ensuite descendre à la maison seigneuriale du Plessix d'Orvault pour faire procez verbal des armes qui y sont reservant cy apres a l'endroit de la montrée des choses a faire ses autres requisitoirs. Ainsy signé Armand du Pé et Pellier procureur.

Led. Fouchard pour led. seigneur evesque de Nantes dit qu'il a d'autant plus d'interest de comparoir a l'assignation qui luy a esté donnée a la requeste du sieur curé d'Orvault pour assister au procez verbal des marques de preeminences et droits honnorificques de cette église ordonné par sentence du siege le septiesme septembre mil six cens soixante quinze et le dix huitiesme mars dernier et dit que la principale vitre a esté rompuë depuis l'an (2) non par accident cas fortuit ou par quelque injure du temps mais a dessein premedité par une affectation concertée pour oster la connoissance des marques qui estoient à lad. vitre justificatives des droits de preminences dud. seigneur

(1) La lieue de Bretagne était de 4.581 mètres; donc deux lieues faisaient 9.162 mètres. En effet, Orvault est distant de Nantes d'environ 9 kilomètres.

(2) C'est à dire depuis un an.

evesque ce qui est tellement veritable que cette rupture n'a point esté faite aux endroits dud. vitral ou le sieur du Pé a ses armes mais seulement de propos delibéré aux lieux d'ou led. seigneur evesque pouvoit tirer des preuves demonstratives de son droit de patron fondateur et de prééminence de lad. église c'est ce qui oblige led. seigneur de consentir qu'il soit presentement fait procez verbal tant de lad. rupture de vitre que desd. armes qui sont aux autres vitraux mesme de celles qui sont au vitral de la chapelle de Nostre Dame des Anges seittüée dans lad. parroisse d'Orvault ensemble des marques et intersignes qui sont dans lad. eglise et chapelle affin de manifester l'usurpation et la vaine pretention dud. sr du Pé de laquelle il y a d'aautant plus de raison de s'estonner qu'il n'a tiltres ny position vallable pour pouvoir pretendre le patronage et droits honorifiques de lad. eglise et chapelle (1) car il n'en scauroit faire voir aucun acte le pretendu adveu de mil cinq cent vingt cinq dont il s'est servi pour justifier la juridiction qu'il a usurpée en la parroisse d'Orvault sur led. evesque ne contenant pas les moindres termes de preeminences et droits honorifiques dans lad. eglise et chapelle l'adveu de mil cinq cent cinquante cinq qu'il n'a ozé produire pour fonder sa juridiction usurpée attendu qu'il est faux ou au moins nul et reprouvé et qu'il s'est depuis aventuré d'induire pour soustenir l'adveu qu'il a rendu aud.

(1) « L'Edit du Roy en forme de règlement pour la Chambre des Comptes de Bretagne, donné à Fontainebleau au mois d'Aoust l'an de grâce 1681 » s'exprime ainsi à l'article XXV du Titre Second (Des Foys et Hommages) : « La preuve des » droits prétendus par nos vassaux ou par ceux qui relèvent » d'eux dans la Province de Bretagne pour fondation d'Eglise, » Prééminance, Juridiction et autres droits Seigneuriaux et » Feodaux, de quelque nature qu'ils soient, se fera par Titres, » Documents et Actes écrits. Défendons à nôtre Chambre d'en » admettre aucune par témoins, que Nous déclarons nulle et » contraire à nos Ordonnances des années 1566 et 1667. »

seigneur Evesque en mil six cent soixante dix ne dit rien de ses droits il ne scauroit montrer aucun signe au dedans ni au surplus (1) de lad. eglise et simetiere duquel il puisse tirer la moindre preuve de patronage et de preeminence et s'il pretend induire quelque consequence d'un banc qui y est et de deux escussions de ses armes qui sont au vitral on soutient qu'il y a fait mettre le banc depuis les vingt cinq ans et que son deffunct pere fit placer ses armes au vitral au lieu de celles de l'evesque qui y estoient ce qui demonstre une usurpation manifeste et directement contraire à l'ordonnance de mil cinq cent trente neuf pour la Bretagne donnée au sujet des droits honorifiques des eglises portant que nul n'y en pourra pretendre s'il n'en est patron ou fondateur et qu'il en puisse promptement informer par lettres ou tiltres de fondations et par sentences et jugemens deument donnez avecq connoissance des causes et avec partyes legitimes, vérité que led. sieur du Pé a si bien reconnue que dans l'induction de ses tiltres pour prouver ses prétendus droits de fiefs et de juridictions en la chambre souveraine etablie à Rennes pour la réformation des juridictions il n'a ozé demander les droits honorifiques et de preeminence dans lad. eglise aussy la chambre n'a rien énoncé dans son arrest pour ce regard et s'il y a lieu de le convaincre de mauvaise foy et d'un dessein affecté de continuer ses usurpations puisque n'ayant pretendu ses droits honorifiques en justice il n'a fait scrupule de les employer dans son adveu de mil six cent soixante dix et de communiquer un pretendu acte du vingt uniesme d'aoust mil cinq cent pour le soutenir mais bien loing que cette piece lui soit avantageuse elle ne doit servir qu'à faire connoistre qu'il n'a que des pieces faulces ou nulles pour justifier ses pretentions car si cette piece est veritable pourquoy ne l'a-t-il produite en justice et demandé les droits

(1) Au dehors.

honorifiques qu'elle contient pourquoi l'a-t-il recélée puisqu'elle lui donne le droit de patron fondateur et les prééminences de l'église d'Orvault à cause du Plessix Tourneufve d'ou il faut conclure que cette piece ne vault pas mieux que les autres car si elle estoit veritable feüe damoiselle François Pastourel veuve de Michel de Slisson heritière dud. Rolland [de Scliczon] son père n'auroit consenti la transaction passée le sixiesme mars mil six cens vingt sept entre le recteur de lad. église d'Orvault et celle par laquelle elle s'obligea de demander le consentement aud. seigneur evesque de Nantes et aux habitants de lad. parroisse pour mettre ses armes a la vitre proche l'autel de Saint Sebastien dans la nef et de donner vingt deux sols six deniers monnoye (1) de rente annuelle tant pour lad. vitre que pour estre recommandée aux prières nominales sy led. seigneur Evesque l'agreoit lequel ensuilde donna son consentement au mois de juillet mil cinq cens vingt huit outre ces considerations qui demontrent la suposition de cette piece lorsque Rolland de Sclisson y est raporté avoir eu par eschange de Félix de la Tourneufve une piece de terre et jurisdiction du Plessix avec des preeminences et droits honorifiques dans l'église d'Orvault ce qui n'est véritable parce que premièrement par l'enquete et l'information faite en février mil quatre cens vingt sept

(1) A cette époque (vers 1540) la livre valait environ 11^l 83 de notre monnaie ; par suite le sou — 1/20 de la livre — valait 0,59 centimes ; et le denier — 1/12 du sou — valait 0,049 millimes. Les 22 sols 6 deniers de François Pastourel représentaient donc à peu près 13^l 30. Mais, dans le *Recueil d'arrests rendus au Parlement de Bretagne avec un recueil des actes de notoriété donnez au Parquet de ce Parlement*, par DEVOLANT, à Rennes, chez Devaux et Garnier, M.DCC.XXI, je remarque l'acte de notoriété LXXXI où il est démontré que « La livre, sol ou denier monnoye en Bretagne valent le « cinquième en sus ». Cela porterait la fondation susdite à 16^l environ.

par les commissaires du duc de Bretagne des habitants et terres de lad. paroisse d'Orvault pour la réformation des rolles des fouages declare qu'alors led. Plessix n'estoit qu'une simple metairie appartenant a deffunct Renaud de Bazoge (1) avecq l'hostel (2) du Chemin et celui de la Salle lequel lieu du Plessix estoit consequemment de moindre consideration que les autres lequel hostel du Chemin est encorre presentement possédé roturièrement par le s^r de la Garnison (3) maistre des comptes et partant led. Plessix estoit donc pour lors roturier et led. sieur du Pé ne scauroit faire voir par aucun tiltre qu'il ait esté depuis annobly

Secondement la procure du huitiesme fevrier mil quatre cens soixante onze par les nobles de l'evesché donnée au chancelier de Bretagne pour demander avecq le duc la deposition de messire [Amaury] d'Assigné Evesque de Nantes ne donne rang qu'après le sieur de la Provostière à Christoffe de la Tourneufve lors seigneur dud. Plessix ce qu'elle n'auroit fait sy led. Plessix avoit esté noble et fondateur de l'église dud. Orvault ; en troisiemesme lieu l'acte de creation de deux septiers de seigle de rente sur la tenüe de la Barboire du vingt deuxiesme juillet mil cinq cent neuf estant raportée passée par led. Félix de la Tourneufve comme simple notaire d'Orvault et dans led. Orvault justifie asses nestement qu'en l'an mil

(1) « Renaud de Bazoges, chambellan du Duc en 1415 et gouverneur de Montfort » (*Recherches sur la Chev. de Bret.*, II, 346).

(2) Hostel : logis, maison.

(3) « GARNISON (LA), terre, *Orvault*. — 1560, Jean Michel, 1603, Louis Michel » (*Dict. d. terres du Comté Nant.*). — « MARIÉ (LE), s^r de la Barberie ; de la Garnizon, par. d'Orvault ; de la Thomassière, par. de Sautron. Maint. réf. 1669, O. gén., par les privileges de la Chambre des Comptes. François, échevin de Nantes en 1601, sous-maire en 1603. Guillaume, époux de Perrine Amproux, père de René, maître des Comptes en 1659. » (*Nobil. et Armor. de Bret.*).

cinq cent qui n'est que neuf ans precedents il n'y pouvoit estre fondateur de lad. église premier prééminencier (1) et qu'en estant seigneur d'Orvault celui qui l'estoit n'auroit peu souffrir que son vassal eust jouy de ce droit honnorifique a son prejudice de laquelle representation d'actes il demande acte et que led. sieur du Pé n'a aucun tiltre, tombe, marque ny intersigne auedans ny audehors de lad. église et simetière et que ses armes qui se voyent au grand vitral sont d'un verre tout neuf et tout autre que celui dud. vitral qui a esté depuis l'an rompu il se voit le reste d'une effigie représentant un evesque revestu d'une chape qui est le propre vestement pontifical ce qui fait clairement connoistre qu'au lieu ou led. sieur du Pé a fait placer ses armes estoient celles dud. Evesque de manière qu'il ne reste plus a douter que cette pretendüe piece de mil cinq cent ne soit fauce ou nulle quand il n'y auroit que le deffault qu'elle ne porte point d'ou relevent les heritages qu'elle contient que les notaires qui l'ont raportée ne sont point connus et qu'il est impossible qu'on ait peu faire l'homage qui est refferé huit jours apres

(1) Cette assertion du représentant épiscopal n'était pas sérieuse, car il suffit de lire dans le *Traité de la Noblesse* par R. de la Roque, à Rouen, m.dcc.xxxv, le chap. CXLVIII pour être convaincu qu'un noble pouvait être notaire sans déroger. Il y a en particulier un § qui traite de la Bretagne et que je me ferais un péché de ne pas citer : « Les personnes » Nobles ont aussi exercé en Bretagne la fonction de Notaire » sans déroger. Et il se remarque dans le Procès-verbal de » la réduction qui fut faite des Notaires en Bretagne l'an 1540, » que les Bretons, qui ont toujours eu en singulière recom- » mandation l'Office de Notaire, firent des protestations en » leur faveur, fondés sur plusieurs raisons : Entr'autres que » quelques Notaires étoient Gentilshommes puînés des Mai- » sons Nobles. Et dans cette Province en l'Évêché de Léon, » il n'y avoit anciennement que les Nobles qui exerçassent » les Charges de Notaires, non plus que toutes les autres de » Judicature. »

l'eschange pretendue desd. heritages le siege episcopal etant vaccant et n'ayant esté replicqué (1) le troiesme de novembre de lad. année que messire Guillaume Gueguen prit possession dud. siege episcopal et fist sa première entrée dans l'église Catedralle de Nantes et soustient le Seigneur evesque au contraire son droit de patron et de prééminencier dans l'église d'Orvault tant a cause qu'elle est seittuée dans son fief qu'a cause que le bourg d'Orvault releve de luy puisqu'il luy est deub des rentes et jurisdiction sur divers endroits dud. bourg ainsy qu'il conste par les anciens rolles et comptes de l'evesché dans lesquels il se voit qu'il n'y avait aud. bourg en l'an mil quatre cent cinq qu'un cellier qui fut [à] David Guerin et payoit de rente aud. Seigneur evesque deux sols monnoye et que le champ Durance qui est un grand espace seittué au midy dud. bourg ou sont presentement des logis et jardins et au milieu de ce qui reste de vide une croix payoit de rente aud. evesque douze deniers monnoye Secondement qu'en l'an mil quatre cent seize led. Seigneur evesque arenta a Jan Brodelou un eral (2) aud. bourg devant l'église dud. Orvault a deux sols six deniers monnoye de rente seigneurieuse (3) par an et que l'evesque l'ayant repris à sa main (4) il le rearenta à Jan Guihard prestre l'an mil quatre cent quatre vingts a vingt sols monnoye par an En troiesme lieu que l'an mil quatre cent trente led. evesque auroit donné à Jan Richard un autre eral aud. bourg devant lad. eglise pour douze deniers

(1) Répété.

(2) Eral : ce mot vient, peut-être, de *area* (qui a formé aire) terrain, héritage, champ, espace de terre.

(3) Pour seigneuriale, appartenant au seigneur.

(4) « Remettre en sa main, c'est retirer une terre d'un fermier pour en jouir par ses mains. C'est aussi retirer un fief servant par une puissance de fief pour le réunir à sa seigneurie ». (*Dict. de Trévoux*, t. V, p. 87).

monnoye de rente En quatriesme lieu qu'en l'an mil quatre cens trente six led. seigneur evesque auroit arenté aud. bourg devant lad. église un autre eral aud. Brodelou et sa femme pour seize deniers monnoye de rente Qu'en l'an mil quatre cens quatre vingts il fut donné à mesme charge à don Rolland Huguet prestre En cinquiesme lieu qu'en l'an mil quatre cens quatre vingts le Recteur dud. Orvault avoit pris à rente dud. Seigneur evesque le susd. cellier de David Guerin et joint au presbitere avecq un courtil seittué entre le presbitere et le mur de la vigne dud. Recteur et une maison qui fust à Allain Le Harignon dont il payoit de rente aud. evesque deux sols monnoye le tout payable au jour de Noüel es mains du sergent feodé de l'evesque dans lad. parroisse avecq les cinq sols monnoye luy deubs aud. jour de Noüel aud. bourg par chacune des quatorze mazures (1) qui composent toutte l'estendüe de lad. parroisse En sixiesme lieu que chaque mazure doit en outre par an aud. evesque un homme pour travailler aux reparations de la chaussée de Barbin appartenant aud. Seigneur evesque en y portant terre pierre bois et autres attrais (2) durant tous les jours ouvrables d'entre la Quasimodo et Saint Jan Baptiste faisant ainsy quatorze hommes obligez de se nourrir, l'evesque seulement [obligé] de leur fournir paelles (3) tranches civieres et autres outils nécessaires à leur travail duquel

(1) « MASURE. 1^o Enclos, verger, herbage dans lequel sont situés les bâtimens de la ferme. C'est encore leur nom en Normandie et dans la Haute-Bretagne.... 4^o Labourage de quatre bœufs ». (LA CURNE DE SAINTE-PALAVE : *Dict. histor. de l'anc. lang. fr.*, T. VII, p. 301.)

(2) « ATTRAIT est aussi un terme de coutume. Ce mot veut dire dans la coutume de Bretagne l'attirail et tout ce qui sert à bâtir ou à réparer une maison. Ce mot vient du latin *attrahere* », (*Dict. de Trévoux*, T. I, p. 1094.)

(3) Pelles.

devoir lesd. mazuriers (1) d'Orvault n'ont peu se dispenser qu'en l'affirmant et en payant annuellement aud. evesque à la Saint Jan Baptiste la somme d'argent pour laquelle il auroit plu aud. evesque les dispenser chaque mazure luy donnant encore un charroy à quatre bœufs pour charoyer tout le foin de la prée au Gué aux Chevres dans son manoir episcopal à Nantes faisant aussy quatorze charoirs ces deux devoirs estimez viles courvées deuz par le total de chaque mazure et sollidairement par chaque partye d'icelle demonstrent invinciblement que le total de lad. parroisse d'Orvault doit relever prochainement et roturièrement dud. Seigneur Evesque de Nantes. En septiesme lieu qu'il y avoit aussy anciennement outre lesd. quatorze mazures les deux parts d'une quinz^e qui payoit rente aud. Evesque au prorata des autres laquelle il auroit reprise en sa main et joincte a sa forrest des Charbonnieres ce qu'il n'auroit peu faire si le fonds n'avoit relevé prochainement dud. seigneur evesque d'où s'ensuit que lesd. quatorze mazures en doivent relever puisqu'il doit avoir pareil droit sur elles que sur lesd. deux parts sans prejudice des droits des particulliers qui les possèdent. En huitiesme lieu que deffunct missire Guerin Biron Recteur dud. Orvault ayant esté condamné le vingt septiesme aoust mil six cens huit par la Jurisdiction des Regaires de Nantes de rendre aveu aud. seigneur evesque de l'eglise parroissiale et dependance dud. Orvault il y auroit obey et rendu adveu desd. choses le quinze may mil six cens neuf à feu messire Charles de Bourgneuf lors evesque de Nantes et n'auroit depuis voulu reconnoistre autre jurisdiction proche que celle desd. Regaires dans lad. parroisse jusqu'à sa mort arrivée en avril mil six cens trente quatre ainsy que le justifient toutes les

(1) « MASURIER. Tenancier qui doit le *masurage*. MASURAGE. Redevance sur une mesure ou métairie ». (LA CURNE DE S.-P.: *Dict. hist. de l'anc. lang. fr.*, VII, 301.)

poursuites qu'il y a faites à divers temps et le refus de reconnoistre la pretendüe jurisdiction dud. sieur du Pé, lesquelles sentences, advez et actes il représente pareillement et en demande acte et de la sentence desd. Regaires du huitiesme aoust mil six cens quarente portant condamnation contre led. recteur et les detemp-teurs des erals dud. Bourg de rendre adveu et s'enroller au rolle rentier dud. evesché.

Demende pareillement acte de ce que la rupture dud. vitral a esté faite depuis l'an et qu'on a affecté de la faire sur cette effigie d'evesque pour oster la connoissance à la justice que lad. effigie est une marque et une preuve incontestable à la prééminence et droits honorifiques du Seigneur Evesque dans lad. église d'Orvault, joint que les armes d'un evesque qui estoit de la maison de Lespinay se voyent encorre dans la nef de lad. eglise en une vitre qui donne jour à l'autel de Saint Sébastien de la vérité desquelles armes il demande acte et de ce qu'elles sont ornées d'une crosse épiscopalle pour justifier la quallité d'evesque dud. d'Espinay lequel ayant ses armes en une vitre de la nef de lad. eglise les avoit probablement au cœur et au lieu où le père dud. sieur du Pé a fait mettre les siennes par une entreprise aultant temeraire qu'il est inoüy qu'un vassal vueille preceder son seigneur et faire placer ses armes au dessous des siennes. Pour confirmer ces veritez c'est qu'en la chapelle de Nostre Dame des Anges les armes d'un evesque de la maison de Males-troit et d'un autre evesque de la maison de se voyent à la principale vitre et à celle à costé de l'espitre et non celles du s^r du Pé lequel voullant usurper la quallité de seigneur universel de la paroisse d'Orvault et de preeminancier de l'église n'eust pas manqué d'y faire mettre ses armes s'il se fust connu bien fondé en ce droit à tout quoy il fault adjouster que led. Seigneur Evesque est en droit et en possession de percevoir les dixmes dans toute la paroisse que les

quatorze mazures qui la composent luy doivent chacune cinq sols de rente, un devoir de musage (1) à lad. chaussée de Barbin, des charoires et autres villes corvées le tout annuellement et en juridiction et seigneurie ausquelles rentes muzages charois et villes corvées tout ce que possède led. sieur du Pé dans lad. paroisse d'Orvault est sujet d'où il fault conclure que led. seigneur Evesque est seul bien fondé aux droits honnorifiques et de prééminence dans lad. paroisse qui ne soit sujet à de villes servitudes et ainsy roturier et inhabile à aucunes seigneuries et droits honnorifiques qu'il veult usurper sans aucun tiltre ny raison les pieces pretendus actes par luy jusqu'a present produits ne servant qu'à demontrer ses entreprises injustes par la fausseté nullité contradictions et autres vices desd. pieces. Ainsy signé N. Fouchard p^r.

Ledit Pellier replicquant à tout ce long discours dud. Fouchard qui a esté par le père Sergent religieux de Saint Augustin cy présent lequel a seul suscité ce procez à la sollicitation de quelques vassaux dud. seigneur d'Orvault qui se veullent soustraire à sa seigneurie par ce moyen s'exempter de luy payer et faire ses redevances qu'ils luy doivent dit que tous les pretendus actes par luy certez sont une continuation de ses vexations et de ses suppositions et demande acte de ce que luy ny led. Fouchard n'en ont représenté aucun, soustenant que s'il en représentoit on pourroit dès à présent en faire voir la fausseté, on dira seulement pour faire voir la continuation de la mauvaise foy dud. religieux que l'adveu de mil cinq cens cinquante cinq

(1) Il m'a été impossible de trouver ce mot. Mais on est toujours libre dans le domaine étymologique d'émettre des hypothèses. Je remarque que le verbe grec *Μύω*, *Μύωω* signifie être fermé, bouché. Je remarque aussi que le grec *Μύς*, comme le latin *mus*, veut dire rat, et l'on sait que les rats dégradent beaucoup les chaussées.

qu'il argue de fausseté et nullité et qu'il dit qu'on n'oseroit produire que cela est sy esloigné de la vérité que l'ayant luy mesme certé et induit dans ses escripts qu'il a fourni pour led. seigneur Evesque et qu'il a dis estre escript sur six peaux de parchemin, on l'a sommé comme on fait encorre de le représenter ce qu'il n'a voullu faire scachant qu'il eust fait encorre par icelluy [valoir] les droits incontestables dud. seigneur d'Orvault et eust par là fini un procez qu'il veult rendre immortel et que pour la mazure de la Charbonniere qu'on suppose avoir esté afféagée par le sieur de Cospean evesque de Nantes en l'an mil six cens vingt six sy cela est ce ne peult estre qu'une usurpation faite sur led. seigneur d'Orvault à son insceu qui ne luy peult prejudicier en ayant esté servi par adveu de tout temps avant et depuis led. affeagement pretendu l'ayant mesme reporté aux seigneurs evesques de Nantes par cedit adveu hort d'impunissement (1) et autres advez.

Et quand led. religieux dit que par arrest de la Chambre Royale il n'est fait mention du patronage et prééminences de lad. église l'on respond que cette objection est ridicule n'ayant esté question à lad. Chambre que de maintenir ses juridictions haulte moyenne et basse comme il a fait sans que led. seigneur evesque de Nantes ait peu trouver lieu ny acte vallable pour y pouvoir former son opposition ce qu'il n'eust menqué de faire s'il en eust trouvé les moyens.

Quand aux droits de patronage et de prééminences en lad. église paroissiale d'Orvault dont led. seigneur d'Orvault est en possession il les a assez prouvez par le grand nombre d'actes anciens qu'il a produits mais l'on soustient que celui seul de l'an mil cinq cens

(1) « IMPUNISSEMENT. On appelle ainsi en Bretagne ce qu'on nomme blâme dans les autres coutumes en matières féodales. » (LA CURNE DE S.-P. : *Dict. hist. de l'anc. lang. fr.*, VII, 83.)

suffit contre l'avance (1) dud. religieux qui soustient hardiment qu'on n'ose s'en servir, et l'objection qui veut faire par une pretendüe information faite l'an mil quatre cens vingt sept l'on soustient que c'est une piece nulle et l'on justifiera par bons actes que non seulement le Plessix Tourneufve avoit non seulement sa jurisdiction d'Orvault superieure d'icelle et que le seigneur dud. Plessix Tourneufve prenoit la quallité d'escuyer contre l'injurieuse suposition dud. religieux, il en est de mesme de l'acte d'eschange de la seigneurie du Plessix Tourneufve contestée par led. religieux parce que dit-il qu'il n'en connoist point les notaires raison ou il n'y a pas de replicques a faire puisqu'il suffit de dire qu'on le soustient bon et vallable et que l'acte d'eschange a esté reconnu véritable par deffunct Guillaume Gueguen Evesque de Nantes et comme l'on fera aussy voir en temps et lieu mesme par l'apropriement fait par Dame François Pastourel bizayeulle dud. seigneur d'Orvault des seigneuries d'Orvault et Plessix Tourneufve appartenace et dependance aux Regaires de Nantes en l'an mil cinq cens trente cinq sans aucune opposition et qui avoient esté possédez par les precedents seigneurs sans trouble.

Led. religieux n'a pas meilleure raison lorsqu'il dit que le presbitaire d'Orvault releve du seigneur evesque parce qu'il suppose luy en avoir esté rendu un adveu par missire Guerin Biron recteur de lad. parroisse, led. seigneur d'Orvault soustenant led. adveu ne luy avoir jamais esté communiqué et que s'il y en a un il ne peult en aucune façon prejudicier à ses droits led. Biron ayant reconnu en jugement qu'on monstrera qu'il ne l'avoit fait qu'en recrimination de ce qu'il estoit poursuivi de sa mauvaise vie par les officiers dud. seigneur d'Orvault en la jurisdiction. De plus led.

(1) C'est à dire contre ce qu'il avance, ce qu'il prétend.

seigneur d'Orvault ayant justifié par les advez des autres curez et autres actes reprochables (1) que led. presbitaire releve prochement de luy ainsy que le reste de la parroisse porté par les advez pour les rentes dont on pretend apuier les droits dud. seigneur evesque led. seigneur d'Orvault et ses predecesseurs reconnaissent par leurs advez qu'il luy en est deub quelques unes mais conteste formellement qu'elles luy soient deües en proche fief mais bien en arriere fief (2) et double mazure ce qui ne peult préjudicier aux droits dud. seigneur d'Orvault qui est le seigneur proche ainsy qu'il se voit en nombre de parroisses de cet Evesché où il y a de pareilles rentes.

Quand à l'acte qu'on dit que la dame Pastourel a fait il ne peut préjudicier aud. seigneur d'Orvault n'estant lad. dame Pastourel dame d'Orvault ny propriétaire mais douairière laquelle n'agissoit que pour sa famille de son estoc ainsy qu'on prouvera par actes et partant de nulle conséquence aussy bien que tout le long discours de ce bon religieux qui n'est fait qu'à dessein de brouiller et obscurcir la vérité pour les raisons dites cy dessus.

Partant ne s'arrestera led. Pellier à repondre davantage à tous les autres supositions qui y sont n'estant à présent question que de faire procez verbal des vitres et armes de l'église auquel il est prest d'assister et soustient que toutes les armes qui sont dans les

(1) Ne serait-ce pas une mauvaise copie pour irréprochables ?

(2) « ARRIÈRE-FIEF. C'est le Fief servant qui tient d'un autre Fief servant. Tellement que quand le Seigneur feudal achète de son Vassal un Fief mouvant de lui, tel *Arrière-Fief* devient au Seigneur supérieur de l'acheteur *Plein-Fief*. L'*Arrière-Fief* est à la différence de *Prim'Fief* ou Fief de la première main ; car l'*Arrière-Fief* est tenu par seconde ou même par tierce-main. » (*Gloss. du Droit Fr.*)

escussons du grand vitral du cœur de lad. église sont les armes des seigneurs d'Orvault du Plessix Tourneufve ou de leurs aliances sçavoir tout au hault de la vitre du costé de l'évangille est un escusson portant de gueulles à trois lyons d'argent couronnez armez et lampassez d'or ; vis à vis dud. escusson de l'autre costé est un autre escusson party de trois traits et coupez d'un quy font quatre quartiers en chef et quatre en pointe aux premier et cinquiesme de gueulle à trois lyons d'argent couronnez armez et lampassez d'or, aux deux, quatre et septiesme de sable à l'aigle d'argent becqué membré et onglé d'or, au troisesme d'or au leopar de sable, au sixiesme d'argent à la croix de sable, au huitiesme de gueulle à trois maisons deux en chef et une en pointe, qui sont encorre les armes du seigneur d'Orvault avecq les alliances des Pastourels et des de Scissons ; dans la mesme vitre du costé de l'évangille au dessous de l'image de la Vierge est encorre un escusson d'argent au sautoir de gueulles cantonné de quatre estoilles d'or qui estoient les armes de la jurisdiction du Plessix Tourneufve d'où releve lad. église ; vis à vis de l'autre costé au dessous de Saint Leger est un autre escusson d'argent au sautoir de gueulle cantonné de quatre estoilles d'or party d'or à un lyon de sable armé lampassé et couronné d'argent quy sont encorre les armes de lad. seigneuryc du Plessix Tourneufve et une alliance ; au bas de lad. vitre il y a encorre quatre escussons deux du costé de l'évangille et deux du costé de l'espitre le premier du costé de l'évangille est d'or freté d'azur au franc quartier d'argent à une estoille et une couronne de marquis d'or mis en pal, le deuxiesme est party au premier freté d'azur au franc quartier d'argent à une estoille et couronne de marquis mis en pal, au second d'argent à la bande de sable chargée d'un croissant d'argent costoyée de deux bezans de sable, le premier escusson du costé de l'espitre est escartelé, au premier quartier d'argent à trois testes d'oye d'azur becqué d'or,

au deuxiesme quartier de sable à l'aigle d'argent, au troisiemes d'azur à la face de sable chargée de trois sautoirs d'argent surmontez de deux croix aussy d'argent, au quatriesme de sable à la bande d'argent accompagnée de six croix d'or trois en chef et trois en pointe à la bordure engrellée d'argent, le second escusson du mesme costé est écartelé, au premier et quatriesme d'argent à trois testes d'oye d'azur [au second et troisiemes d'azur] à la face de sable chargée de trois sautoirs d'argent surmontée de deux croix aussy d'argent.

Et que les deux images qui sont à genoux au mylieu de la vitre du costé de l'evangille sont les images d'un seigneur d'Orvault ou du Plessix Tourneufve et de sa femme de la bouche duquel seigneur il sort les mots Sancte Cristoforé ora pro me et de la bouche de sa femme sort Ora pro me Virgo Marya. Et demande acte de ce que l'image dud. homme pryant est vestu d'une grand robe froncée à haulte et larges manches aussy froncées à la manière d'une robe d'un officier de pallais et que du costé de l'espitre à vis (1) lesd. images est l'image de saint Cristophle qui est dans l'eau et a un gros et grand baston dans la main et l'image d'un petit Jesus sur ses espauls à costé de laquelle image de saint Cristofle est une image d'un homme à genoux avecq un espece de manteau ancien semé d'ermes la teste duquel est tombée pour prouver visiblement la suposition qu'on fait que la vitre a esté cassée à dessein prémédité est qu'estant il y a plusieurs années tombé un petit morceau du panneau de vitre dans lequel est lad. image de saint Cristofle et du priant à l'endroit qui est au dessus de la teste dud. pryant led. seigneur d'Orvault la voullu faire réparer pour evitter à plus grande rupture parce qu'il n'y avoit encorre aucune peinture endomagée led. seigneur Evesque s'y opposa et

(1) Vis-à-vis.

mesme obtient deffense de faire lad. réparation et fut ordonné par jugement qu'il seroit fait procez verbal lequel n'ayant jamais voullu faire depuis lad. rupture s'est augmentée en sorte que la teste dud. pryant est tombée et partye du verre blanc qui la joignoit les morceaux de laquelle teste ont esté ramassez et sont représentez par les fabriqueurs de lad. paroisse et demande led. Pellier qu'ils soient rejoinctz et unis ensemble affin qu'il luy soit donné pour constant et apuré que dans lesd. morceaux il parroist une teste nue avecq des cheveux sans aucune marque de mitre ny de crosse et de ce qu'il est escript dans lesd. morceaux Sancte Cristofore et qu'au costé du hault du corps dud. pryant qui n'est point cassé est escript ce mot Sancte et que toutes les escriptures sont en lettres gothiques et que le verre est fort ancien et pareil à celui du reste de la vitre et de pareille peinture et demande acte de ce qu'il n'y a aucun verre rompu entre led. saint Cristofle et l'homme pryant ny au dessous d'iceux et de ce qu'en icelluy ny entre les deux ny dessous ny dessus il ne paroist aucune marque de baston crosse ny mitre qui auroit esté sur la teste ou à ses pieds s'il avoit esté évesque, demande pareillement qu'on luy donne pour apuré que depuis les espauls dud. homme pryant à l'endroit où la teste est cassée jusqu'à la barre de fer qui sépare le panneau où il est de l'autre panneau de dessus il n'y a au plus que huit poulces qui n'est guere plus qu'il fault pour placer lad. teste qui est tombée et demande pareillement acte de ce qu'il ne parroist aucune rupture dans lad. vitre des images et escussons qui y sont fors de lad. teste dud. homme pryant accosté de lad. image de saint Cristofle et de la draperie de l'image de la Vierge dans l'autre costé de lad. vitre laquelle figure de lad. Vierge va presque jusqu'au hault du panneau ou elle est et soustient que du costé où la draperie de sa robe se trouve rompüe à aller jusqu'au pillier ou noyau de tulleau qui sépare

la vitre en deux il n'y a pas plus de huit poulces dans lesquels si lad. draperie estoit refaite qui contiendrait du moins cinq poulces il ne resteroit au plus d'espace que trois à quatre poulces et pour respondre à la supposition qu'on fait que la vitre a esté changée la seule veüe d'icelle prouve du contraire et s'il y a quelques petits endroits où le verre ne paroist pas du tout si ancien que l'autre il n'est pas impossible qu'il y ait peu avoir eu quelques réparations depuis tant de temps qu'elle est faite mais toujours demande qu'il luy soit donné pour apuré que cela est sy vieu qu'il n'y a homme vivant qui puisse dire l'avoir veu faire, et outre demande qu'il luy soit donné pour apuré que l'image de Saint Liger patron de lad. paroisse est eslevé en pierre au costé de l'espitre au grand autel proche la maitresse vitre de mesme qu'il est dans lad. vitre et de ce qu'il est en pareille forme encorre dans un ancien devant d'autel et dans la bannière de lad. parroisse qu'il représente.

Et demande encorre acte de ce que dans le petit vitral qui dans le cœur de l'église du costé de l'espitre à vis du lieu où les prestres se mettent à chanter lequel vitral est de verre de pareille antiquité que le grand vitral et qu'il y a dedans peint l'image d'un homme et d'une femme priant à genoux accosté d'une Nostre Dame de Pitié de mesme et tels qu'ils sont en la maitresse vitre led. homme vestu d'une robe d'un officier de pallais à larges manches aussy froncée et lad. femme vestüe à l'antique de la bouche desquels paroist encorre sortir ce mot miserere, et encorre demande acte de ce que le banc dud. seigneur d'Orvault est seul dans le cœur du costé de l'evengille et y a esté de tout temps immémorial ainsy qu'ont reconnu les vassaux par leurs adveus contre la supposition du religieux et de ce que au dessus dud. banc il y a une figure peincte en toile qui a six pieds de hault représentant un ancien seigneur d'Orvault ou du Plessix Tourneufve ayant son espée au

costé et un casque et un lévrier auprès de luy et de ce que lad. peinture est sy vieille qu'elle tombe par morceaux et aussy acte de ce qu'à lad. image sont attachées les armes des seigneurs d'Orvault et deffuncte dame marquise du Porc de la Porte, vivante dame douairière d'Orvault et mère dud. seigneur d'Orvault, Et quant aux armes qui sont dans les deux vitraux de la nef de lad. église vis à vis de l'autel de la Vierge et l'autre à vis l'autel de Saint Sébastien quoyque led. sieur d'Orvault n'ait aucun interrest à les deffendre en ce lieu la où ses prédécesseurs ont peu souffrir que des bienfacteurs de l'église en ayent peu mettre sans luy preiudicier ne s'estant attachez qu'à se conserver privativement led. cœur ou l'on ne scauroit faire voir que lesd. Evesques de Nantes ayent jamais eu aucune marque partant soustient led. Seigr d'Orvault que la plus part desd. escussons sont ou des souffrances (1) ou des alliances des precedens seigneurs d'Orvault ou du Plessix Tourneuve, et respondant à ce que l'on a dit qu'il n'y a point de tiltre (*lire* litre) autour de lad. église, led. seigneur d'Orvault dit que son père n'y a jamais demeuré ny fait résidence ayant de plus belles terres et plus considérables aux églises desquelles ny luy ny ses prédécesseurs quoy que fondateurs sans contestation n'ont pas plus fait mettre de tiltres (*lire* litres) ainsy qu'ont peult voir à la Chapelle sur Erdre, à Saint Mars de la Jaille et autres lieux et de plus soustient que son grand père estant deceddé à Guerrande dont il estoit Gouverneur il y a esté enterré et que son père estant aussy deceddé hors la province de Bretagne il a esté enterré à Hevron (*lire* Evron) pays du Maine et qu'ayant un enfeu (2) en la ville de Nantes ou ils se font porter de tout temps cela a esté cause qu'ils n'ont fait faire encorre aucun enfeu dans lad.

(1) Tolérances.

(2) Il serait curieux de rechercher où était l'enfeu des du Pé.

église d'Orvault ou led. seigneur d'Orvault à présent y résident declare estre son intention d'en faire faire un pour luy et ses successeurs. Quand à la chapelle des Anges qui est esloignée du bourg d'un quard de lieüe (1) dit qu'elle a esté fait bastir par de ses vasseaux en ses siefs et juridictions d'Orvault lesquels ont peu y mettre tels ornements qu'il leur a pleu sans que cela puisse preiudicier aux droits desd. Seigneurs d'Orvault s'estant contentez de la reconnoissance et des advez par lesquels ils leur ont de tout temps reporté lad. chapelle et outre demande acte de ce que led. Religieux et led. Fouchard procureur n'ont présenté aucuns actes par eux certez et de ce que led. Religieux est présent qui a dicté le plaidé sous le nom dud. Fouchard car pour les autres supositions inutiles qu'on fait on ne s'arrestera pas icy à y respondre il suffit aud. seigneur d'Orvault de dire qu'il est en possession immémoriale de toutes les seigneuries d'Orvault fondation d'église et dependance et qu'il soustient que les seigneurs evesques de Nantes n'ont jamais eu aucune juridiction proche dans lad. paroisse et sy lad. possession immémoriale ne suffisoit pas il se justifie par tant. d'advez et hommages hors d'impunissement et autres actes incontestables qu'il y a lieu de s'estonner comment la religion dud. Seigneur Evesque auroit peu estre surprise.

Desquelles déclarations sommations et protestations nous avons décerné acte auxd. partyes pour leur valloir et servir ce que de raison et de ce que nous avons veu que le grand vitral de lad. église sur le grand autel est composé de deux montans ou formes séparées d'un noyau de tuffeau massonné avecq son remplissage au hault qui compose une rose à quatre feuilles vitrées sur lequel est représenté un jugement universel lequel

(1) La lieue de Bretagne étant de 4.581 mètres, un quart de lieue faisait 1.145 mètres : la chapelle des Anges est située à 1.200 mètres environ du bourg d'Orvault.

ayant fait mesurer par lesd. vitriers nous ont dit qu'il a quatre pieds de haulteur et deux pieds cinq poulces de diamètre le vitrage de laquelle rose paroist fort ancien.

Au dessous de lad. rose du costé de l'evengille est un escusson de gueulles à trois lyons d'argent couronnez armez et lampassez d'or et nous ont lesd. peintres et vitriers dit que le verre dud. escusson est cuit à la verrie percé et cantourné (1) de plomb lequel est de dix poulces de hault et aultant de diamètre. Et ayant lesd. experts mesuré la largeur dud. vitral nous ont dit qu'elle est de cinq pieds cinq poulces.

Dans le panneau de vitre qui est au dessous dud. escusson y avons veu depeint une image de la Vierge tenant son fils entre ses bras laquelle vitre est rompüe dans toutte la haulteur dud. panneau joignant led. noyau qui est de trois pieds un poulse,

Par led. sieur Recteur a esté dit que lad. rupture et autres qui sont dans la vitre l'ont contrainct d'oster le tabernacle dud. grand autel et le transporter sur un autre autel de lad. église pour éviter les fâcheux accidens qui en pourroient arriver au preiudice de l'honneur deub au très saint sacrement et comme la vérité en est reconnüe par la description qui s'en est fait il proteste [de la nécessité] de faire procéder de jour à autre à la réparation dud. vitral,

Au dessous de lad. image de la Vierge est un escusson portant d'argent au sautoir de gueulles cantonné de quatre estoilles d'or lequel sautoir est de verre cuit à la verrie et contourné de plomb ainsy que lesd. Cotton et Porcher peintres nous ont dit et est led. escusson posé au milieu d'un panneau de vitre à carreaux ayant un pied quatre poulces de haulteur,

Au dessous dud. escusson dans un autre panneau de vitre ayant deux pieds de haulteur sont deux portraits

(1) C'est à dire contourné, entouré de.

d'un homme et d'une femme à genoux, vestus à l'antique l'homme ayant des manches froncées et une bourse ou sac à sa ceinture et un escriteau vollant sur lequel est escript en lettres gothicques Sancte Cristofore ora pro me,

Et lad. femme vestüe d'une robe rouge et sur la teste une forme de serviette accommodée en chaperon comme de couleur violette et une ceinture noire brodée d'argent et un escriteau vollant sur lequel est escript en lettres gothiques : Ora pro me Virgo Maria.

Au dessous est un autre panneau de vitre avecq deux escussons le premier d'or freté d'azur au franc cartier d'argent à une estoille et une couronne de marquis mise en pal et nous ont lesd. expertz dit que le freté est de verre de la verrie contourné de plomb,

Le second est party et mi coupé au premier cartier à une estoille et une couronne de marquis d'or mise en pal, au second et quatriesme d'argent à la bande de sable chargée d'un croissant d'argent et costoyée d'un et demy besant de sable, au troisesme cartier d'or fretté d'azur.

Au dessus de l'autre vitral ou montant ou à l'oposite et vis à vis du premier escusson c'est un escusson portant party de trois traits et coupé d'un qui font huit quartiers quatre en chef et quatre en pointe, au premier et cinquiesme de gueulles à trois lyons d'argent couronnez armez et lampassez d'or, aux second, quatriesme et septiesme de sable à l'aigle d'argent becqué membré et onglé d'or, au troisesme d'or au léopard de sable, au sixiesme d'argent à la croix de sable cantonné de quatre pieds de loup de sable, au huitiesme de gueulles à trois maisons d'or, sur le tout du trois, quatre, sept et huit quartier de gueulles à trois lyons d'argent, couronnez armez et lampassez d'or lequel escusson lesd. Cotton et Porcher nous ont dit qu'il est peint sur verre,

Au dessous c'est un Esvesque tenant sa crosse et donnant la bénédiction revestu d'une chasuble,

Led. Pellier a soustenu que c'est la figure de saint

Liger (1) ayant une crosse et une mitre et revestu d'une chasuble qui est le patron de lad. église et nous a monstre au costé de l'espitre joignant led. vitral un saint en relief couvert d'une mitre et d'une chasuble au bas duquel est escript d'une esriture qui paroist assez resseinte Saint Liger, nous a aussy fait voir le devant dud. autel qui est d'une estoffe de soie blanche dans lequel est en broderie l'image d'un saint portant une mitre sur la teste et revestu d'une chape et dans la bannière une image semblable qu'il a encorre dit estre l'image de saint Liger,

Sous la figure dud. evesque est un escusson portant party d'argent au sautoir de gueulles cantonné de quatre estoilles d'or et d'or à un lyon de sable armé lamassé et couronné d'argent,

Sous le panneau dans lequel est posé led. escusson est aparemment un saint Cristofle passant une rivière apuyé sur son baston et un homme à genoux chapé ayant la robe brodée d'ermine dont la teste est rompüe partye du verre qui la joignoit à la grandeur de sept poulces et sur ce que le sieur Remy s'est présenté et a dit avoir partye des morceaux de verre qui ont sorti de lad. rupture lesquels il a serrez pris au pied du vitral et estant allé les quérir en sa maison il nous a représenté sept morceaux de verre lesquels ayant fait poser sur le corps dud. homme chapé avons veu que sur lesd. morceaux sont peints partye de sa teste sur laquelle il parroist une forme de couronne et qualentour est escript en lettres gotiques Sancte Cristoforé.

Au dessous sont deux escussons le premier escartelé au premier quartier d'argent à trois testes d'oye d'azur becquée d'or, au second quartier de sable à l'aigle d'argent becqué membré et onglé d'or, au troisieme d'azur à la face de sable chargée de trois sautoirs

(1) Saint Léger fut évêque d'Autun.

d'argent surmontée de deux croix d'argent et au quatriesme de sable à la bande d'argent accompagnée de six croix d'or trois en chef et trois en pointe à la bordure engreslée d'argent.

Le second et dernier escusson aussi escartelé, au premier et quatriesme quartier d'argent à trois testes d'oye d'azur becquées d'or, au second et troisieme d'azur à la face de sable chargée de trois sautoirs d'argent surmontée de deux croix d'argent.

Et ayant fait monter lesd. vitres au hault dud. vitral et considéré les escussons et armes qui sont à la pointe de chacun des montans nous ont dit que le verre qui est autour de l'escusson du costé de l'évangille est recuit dans le fourneau (1) et celui de l'escusson a esté fait à la verrie dont le verre a esté persé pour y adjouster les trois lyons qui composent les armes, et que le verre de l'autre escusson et armes a esté fait au fourneau comme pieces d'aprest que le plomb qui est autour desd. escussons estant plus large et a led. Loriré en son particulier dit qu'aparemment lesd. deux escussons ont esté reportez ne paroissant si vieux que ceux qui sont au dessous et que l'escusson du costé de l'évangille parroist plus vieux que celui qui est du costé de l'espître.

Par led. Couturier a esté dit que lesd. deux escussons ont esté remis et relevés en plomb mais que les verres parroissent aussy vieux les uns que les autres et que les autres escussons qui sont dans lad. vitre parroissent d'un verre aussy vieux que celui ou est depeint saint Cristofle et les autres figures cy dessus raportées et que tous les verres desd. escussons sont semblables.

Ledit Loiré a dit que le verre desd. six escussons est

(1) « Recuit, c'est à dire qu'on ne puisse enlever en grattant, qui adhère au verre par la cuisson. » (OTTIN : *Le vitrail*, p. 50).

semblable et d'autre quallité plus ancienne que celui desd. deux autres escussons cy dessus describz.

Et nous a led. Pellier monstré et avons veu dans le chanceau (1) du costé de l'évangille un banc ferré sans armes qu'il a dit estre le banc de la seigneurie d'Orvault et au dessus dud. banc est attaché à la muraille une ancienne toile sur laquelle est l'effigie d'un grand homme ayant la teste nue et les mains jointes l'espée au costé un casque et un chien entre les jambes laquelle effigie led. Pellier a soustenu estre celle d'un ancien seigneur d'Orvault.

Par led. Fouchard a esté dit et soustenu que led. banc n'a esté mis dans le lieu ou il est que depuis vingt ou vingt cinq ans et au regard de l'image dit qu'elle est sur une simble (*lire simple*) toile sans cadre ou chassis et qu'elle a esté attachée depuis peu avec de simples clous,

Desquelles déclarations nous avons décerné acte et de ce que nous avons veu dans led. cœur une autre petite vitre du costé de l'espître qui est de mesme verre peinture et ouvrage que la grande et maitresse vitre cy devant describée dans laquelle petite vitre sont peints à genoux les mesmes homme et femme ayant les testes rompûes et réparée avecq du verre commun qui parroist vieil led. homme vestu d'une robe à grandes manches larges froncées et joignant les mains et paroist proche la bouche ce mot Miserere en lettres gotiques et à costé est une Notre Dame de Pitié tenant Nostre Seigneur sur ses genoux.

Dans la nef de lad. église en la vitre qui est à costé

(1) « CHANCEL OU CHANCEAU OU plutôt CANCEL, est une partie du chœur d'une église, qui est entre le maître autel et la balustrade qui le ferme; c'est où se mettent les ministres servant la messe. C'est un droit honorifique d'avoir droit de banc et de sépulture dans le chancel d'une église. » (*Dict. de Trévoux*, II, col. 516).

de l'autel de la Vierge il y a un escusson portant de gueulles à trois testes de lyon arachées d'or lampassées d'argent,

A la vitre de l'autre costé vis à vis est un autre escusson, portant d'argent à un lyon d'or couronné et lampassé d'argent, orné d'une crosse

Dans la mesme vitre un autre escusson portant party d'argent et d'azur à la bande d'or et un autre escusson portant party de sable à l'aigle d'argent bequé d'or et de sable à la bande d'argent acompagné de six croix d'or trois en chef et trois en pointe

Et avons donné pour apuré qu'il y a de listre ny ceinture au dedans ny au dehors de lad. église

Ce fait nous a led. Fouchard conduits dans la chapelle des Anges seittüée sur le grand chemin conduisant du bourg d'Orvault à la Paclais (*lire* la Pâquelais), Blain et ailleurs, distant dud. bourg d'Orvault d'environ demy quard de lieüe et y estant entrez en presence et compaignye desd. partyes et experts nous avons veu le grand vitral composé de deux montans séparés d'un noyau à massonne sur lequel est une rose à quatre feuilles, à la première joignant la pointe de la voulte est un escusson sans armes, au-dessous sont trois escussons, le mylieu de Bretagne, celui au costé de l'evangille de Bretagne avecq un lambel de gueulles et du costé de l'espitre autre escusson de Bretagne avec un lambel d'azur chargé de trois fleurs de lys d'or et au dessous encorre de Bretagne à la bordure angrellée de gueulles

Au premier montant du costé de l'evengille est une figure ou image de sainte et de l'autre costé sont trois escussons le premier d'azur à la bande de gueulles chargée de trois bezans d'argent acosté de cinq croix d'or trois et deux, le second est un escusson sans armes et le troisieme est d'argent à la bande d'azur chargée d'un croissant d'argent en franc canton,

Dans la muraille du costé de l'espitre est une autre vitre ou forme toute plaine au hault et à la pointe de la

voulte de laquelle est un escusson de gueulles à neuf besans trois et trois avecq une crosse au dessus en simié,

Au dessous sont deux escussons, le premier portant de sable à trois besans d'argent deux en chef et un en pointe à la bande de mesme brochant sur le tout, l'autre est party au premier des mesmes armes et au second d'azur

Et avons veu que les murailles de lad. chapelle paroissent avoir esté reblanchies semées de fleurs de lis et d'ermes et douze petites croix rouges autour entourées de couronnes d'espines et au mylieu du retrin (1) ou jubé est escript en chiffre 1661.

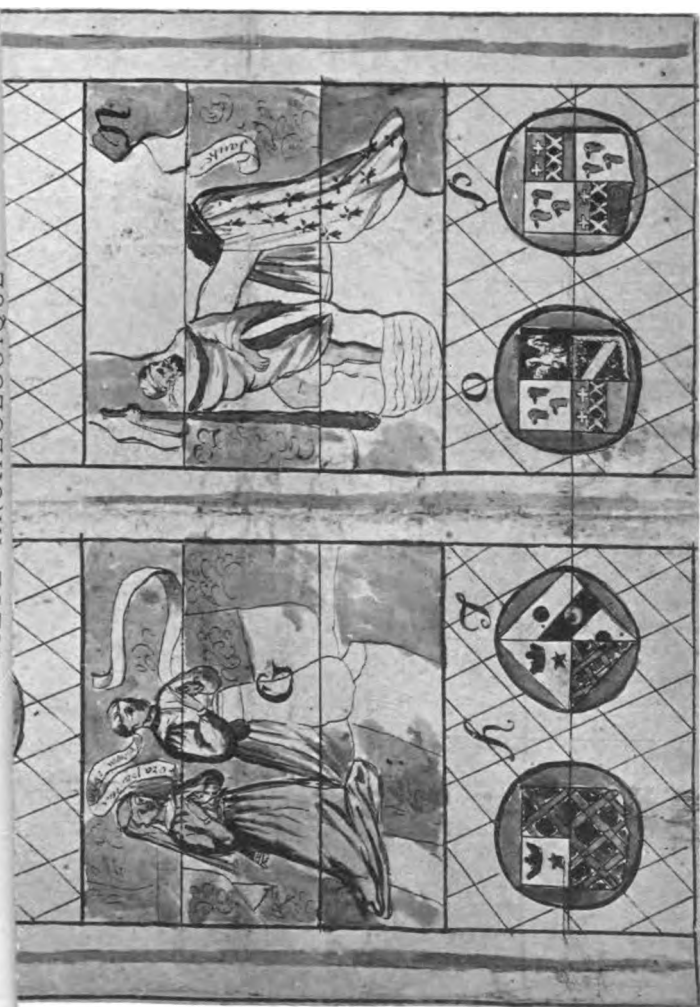
A l'endroit led. Fouchard a dit que par la veüe desd. armes il se connoist que les evesques sont non seulement seigneurs fondateurs de l'église d'Orvault, mais encore de lad. chapelle des Anges et seigneurs proches de lad. paroisse d'Orvault à cause de sa jurisdiction d'Orvault jointe à sa jurisdiction des Regaires comme il fera voir et justifiera cy après

Et proteste que les déclarations inductions et quallités prises par led. sieur du Pé ne pourront nuire ny préjudicier aux droits dud. seigneur evesque sans aprobation de tout ce que fait a esté et se fera à son préiudice,



Je terminais l'annotation de ce long procès-verbal d'enquête, et je me préparais à faire des recherches ardues pour identifier les nombreuses armoiries décrites, lorsque la bonne fortune m'échut de recevoir une disser-

(1) Ce mot ne viendrait-il pas de *restreindre*, qui signifie resserrer, renfermer en un moindre espace ? le jubé était un lieu élevé qui faisait la séparation du chœur et de la nef.



Héliotie Dugas, Nantes

ÉGLISE D'ORVAULT — Vitrail de l'ancien chevet

tation savante et complète que, — à l'aimable instigation de M. Léon Maître, — M. le vicomte L. Urvoy de Portzamparc avait eu l'obligeance de rédiger avec sa haute compétence en art héraldique : c'est là une aubaine dont je ne saurais trop me réjouir, et je prie M. de Portzamparc de vouloir bien agréer ici la nouvelle assurance de ma gratitude très sincère.

Voici textuellement ce travail auquel je n'ajouterai que de rares réflexions :

NOTES SUR VINGT ÉCUSSENS RELEVÉS A ORVAULT EN 1678

D'après les actes, nous devons trouver les armoiries des « seigneurs d'Orvault et du Plessix de Tourneuve » c'est-à-dire des du Pé ; celles de leurs alliances qui sont : le Porc de la Porte, Pastourel, Sclicsson, Bazoges et la Garnison ; et enfin celles de trois évêques de Nantes des maisons de Malestroit, de Lespinay et de Cospéan.

Fixons d'abord les armoiries des évêques et des familles indiquées comme alliées aux du Pé, et vérifions si ce sont bien là leurs alliances.

I. — ALLIANCES INDIQUÉES

LE PORC DE LA PORTE : *d'or au sanglier de sable en furie*. On trouve souvent ces armes écartelées de celles de la Porte, de la Tourlandry et de Rohan ; mais ici nous n'avons à faire qu'à le Porc.

PASTOUREL : *armes inconnues*.

SCLISSON : *d'azur au croissant d'argent accompagné de trois molettes de même — aliàs de gueules au lion d'argent armé, lampassé et couronné d'or* (qui est Clisson).

BAZOGE : *de sable à la croix engreslée d'or*. — Il faut peut-être lire : **BERNARD, SG^r DE BAZOUGE**, portant : *d'argent à la bande d'azur chargée d'un croissant du champ* ; et dont nous trouverons à peu près les armoiries parmi celles qui vont être étudiées.

LA GARNISON. — Il faut lire : LE MARIÉ, SG^r DE LA GARNISON, en Orvault : *d'azur à la levrette rampante d'argent, colletée d'or et accompagnée de trois besants de même.*

Un évêque de la maison DE LESPINAY (il faut lire D'ESPINAY) : Robert d'Espinay, évêque de Nantes †, 1493 : *d'argent au lion coupé de gueules et de sinople, armé d'or.*

Un évêque de la maison DE MALESTROIT : Jean de Malestroit, Premier Président aux Comptes, Chancelier de Bretagne, évêque de Saint-Brieuc, puis de Nantes †. 1443 : *de gueules à neuf besants d'or.*

Mg^r DE COSPÉAN : Philippe de Cospéan, évêque d'Acre, de Nantes et de Lisieux †, 1646 : *écartelé aux 1.4 : d'azur à trois bouterolles d'or ; aux 2.3 : d'or à la croix alésée de gueules.*

II. — ALLIANCES VÉRITABLES

Pour nous assurer des alliances des du Pé, nous allons énumérer les degrés de leur généalogie depuis qu'ils sont devenus seigneurs d'Orvault, jusqu'à l'époque du procès, en nous servant de leur arrêt de noblesse du 17 décembre 1668, arrêt publié par le comte de Rosmorduc (*vol. II*).

I. — Jacques du Pé, seigneur du Pé, en Saint-Jean-de-Boiseau, épousa, par contrat du 17 mai 1519, Catherine Louer, fille de Jean et de Marie de la Guerche, seigneur et dame de la Louerie (LOUER : *gironné d'argent et de gueules de douze pièces.* — Nota : ces armes sont données par l'armorial de 1696, qui ne présente aucune sécurité pour les personnages du xvi^e siècle). Ils eurent pour fils :

II. — Claude du Pé qui épousa, entre 1534 et 1541, Françoise Pastourel, dame d'Orvault, du Plessis, etc. On produit : « un acte d'apropriement fait par demoiselle Françoise Pastourel, de la terre et seigneurie

» universelle de la paroisse de Pastourel (*sic* : pour » Orvault) daté du 4 février 1534. » (PASTOUREL : *armes inconnues.*) De ce mariage vint :

III. — René du Pé, seigneur d'Orvault, épousa Nicolle Rouxel, avec qui il faisait hommage le 8 novembre 1596. (ROUXEL portait en 1696 : *d'argent au croissant de gueules accompagné de trois roses de même.*) Ils furent père et mère de :

IV. — Claude du Pé, seigneur d'Orvault, marié, par contrat du 16 décembre 1596, à marquise le Porc de la Porte (LE PORC : *d'or au sanglier de sable en furie*), dont issu :

V. — Charles du Pé, seigneur d'Orvault, confirmé dans sa noblesse par arrêt du 17 décembre 1668. Par contrat du 11 novembre 1630, il épousa Prudence Boutin. (BOUTIN : *d'azur à la bande de sable accompagnée de deux étoiles d'or — à enquerre.*) Ils eurent deux fils : Armand et Jean.

Les véritables alliances à chercher à Orvault sont donc : Boutin, le Porc, Rouxel et Pastourel.

III. — ÉTUDE DES ÉCUSSENS

A. Écussons du grand vitrail (1)

De gueules à trois lions d'argent couronnés, armés et lampassés d'or.

Ce sont les armes des du Pé, bien que P. de Courcy blasonne : *de gueules à trois lionceaux d'argent*. L'arrêt de 1668 dit bien : *trois lions* ; et Gaston de Carné (*Chevaliers de Saint-Michel*) ajoute : *langués, onglés et couronnés d'or*.

(1) Il est dit dans l'acte que tous les écussons du grand vitrail sont aux armes des seigneurs d'Orvault ou de leurs alliances.

Parti de trois traits et coupé d'un qui font quatre quartiers en chef et quatre en pointe. Aux 1 et 5 : de gueules à trois lions d'argent couronnés, armés et lampassés d'or. Aux 2, 4 et 7 : de sable à l'aigle d'argent becquée, membrée et onglée d'or. Au 3 : d'or au léopard de sable. Au 6 : d'argent à la croix de sable cantonnée de quatre pieds de loup de sable. Au 8 : de gueules à trois maisons d'or. 2, 1.

1-5 : du Pé. — 2-4-7 : on trouve en Bretagne, portant des armoiries analogues, les familles : d'Arsac, de Bellouan, de la Forest, Fouesnant, Hengoat, Henry, Perrault et Robinault. Cette dernière seule a des attaches au pays nantais, mais on ne voit pas ses relations avec les du Pé. — 3 : ce sont les armes des Keralio fondus, au ^{xv}^e siècle, en Sclisson. — 6 : ces armes n'existent pas en Bretagne ; mais on trouve : *d'argent à la croix de sable accompagnée de quatre pieds de vautour* (aliàs : *de corbin*, d'après Kerviler) *de sable grilletés d'or et liés de gueules*. Ce sont les armes des Bellot, qui sont bien de la région nantaise. — 8. Ce sont les armes des Sesmaisons.

D'argent au sautoir de gueules cantonné de quatre étoiles d'or (qui étaient les armes de la juridiction du Plessix-Tourneuve).

Cet écusson est faux, à moins qu'il ne soit à *enquerre*, ce qui doit toujours être indiqué. Et ce ne sont pas les armes de la juridiction du Plessix-Tourneuve. La famille de Tourneuve, seigneur du Plessis, en Orvault, portait : *d'argent à deux fasces d'azur surmontées de trois tourteaux de gueules*.

Plusieurs familles bretonnes portaient : *un sautoir de gueules sur champ d'argent*, et les cantonnaient comme suit : Blouin de *4 croissants de gueules* ; la Haye et Néan de *4 billettes de gueules* ; Kerbouric de *4 quintefeuilles de gueules* ; du Rouvre et Treffilis de *4 merlettes de sable*. Aucune ne nous donne satisfaction.

D'or au lyon de sable armé, lampassé et couronné d'argent.

Ce sont les armes des Le Gac de Lansalut et des Quengo de Tonquédec qui n'ont aucune relation avec les du Pé.

D'or fretté d'azur, au franc quartier d'argent à une étoile et une couronne de marquis d'or mises en pal.

Armes inconnues en Bretagne (1). Le franc quartier est faux, ou à enquerre, ce qui n'est pas dit.

Parti : au 1 : d'or fretté d'azur (comme ci-dessus) ; au 2 : d'argent à la bande de sable chargée d'un croissant d'argent, cotoyée de deux besants de sable.

Armes inconnues en Bretagne. Il n'y a pas de *besants de sable*, il faudrait dire : *2 tourteaux de sable*.

Ecartelé : au 1 : d'argent à trois têtes d'oie d'azur becquées d'or ; au 2 : de sable à l'aigle d'argent becquée, membrée et onglée d'or ; au 3 : d'azur à la fasce de sable chargée de trois sautoirs d'argent surmontés de deux croix aussi d'argent ; au 4 : de sable à la bande d'argent accompagnée de six croix d'or, trois en chef et trois en pointe, à la bordure engreslée d'argent.

Au 1 : les armes qui se rapprochent le plus sont celles des Chauchard : *d'azur à trois têtes de cygne d'argent arrachées et becquées de gueules* : mais ils n'ont rien à voir à Orvault ; au 2 : comme au 2, 4, 7 de l'écusson n° 11 ; au 3 : ce blason est manifestement faux ; au 4 : aucune famille bretonne ne porte ces armes.

Ecartelé aux 1, 4 : d'argent à trois têtes d'oie d'azur ; aux 2, 3 : d'azur à la fasce de sable chargée de trois sautoirs d'argent, surmontés de deux croix aussi d'argent :

Aux 1, 4 : comme au 1 du n° VII.

Aux 2, 3 : comme au 3 du n° VII.

(1) Ne seraient-ce pas les armes, mal blasonnées, de la famille de Bazoges, en Blésois, qui portait : *losangé d'argent et d'azur* ? Le losangé et le fretté prêtent à la confusion. (G. W.).

B. Ecusson du vitrail de l'autel de la Sainte Vierge

De gueules à trois têtes de lion arrachées d'or, lampassées d'argent.

Aucune famille bretonne ne porte ces armes.

C. Ecussons du vitrail de l'autel de Saint-Sébastien

D'argent à un lion d'or couronné et lampassé d'argent (1).

Blason faux ou à enquerre, ce qui n'est pas dit. Si l'or sur argent est rare, même dans les armes à enquerre, le couronné et le lampassé d'argent sur champ de même dépassent les bornes de la licence.

Parti d'argent et d'azur à la bande d'or.

Aucune famille bretonne ne porte ces armes.

Parti de sable à l'aigle d'argent becquée d'or ; et de sable à la bande d'argent accompagnée de six croix d'or, trois en chef et trois en pointe.

On a déjà vu ces armoiries formant les 2 et 4 d'un des écussons du grand vitrail.

D. Ecussons du grand vitrail de la Chapelle des Anges

De Bretagne à un lambel de gueules.

Blason inconnu en Bretagne.

De Bretagne à un lambel d'azur chargé de trois fleurs de lys d'or.

Même observation. Nous ne connaissons pas d'exemple de lambel chargé (2).

(1) C'est, à n'en pas douter, le blason, mal décrit, de M^{re} d'Espinay. car il est dit dans l'acte que les armes d'un évêque de la Maison de Lespinay (*sic*) se voient dans un vitrail qui éclaire l'autel de Saint-Sébastien ; et, plus bas, que l'écusson (le seul indiqué pour ce vitrail) est orné d'une crosse.

(2) Cependant, dans le *Nouveau Traité de la science pratique du blason* par TRUDON, Paris, M.DC.LXXXIX, je lis au mot

De Bretagne à la bordure engreslée de gueules.

Ce sont les armes du comté d'Etampes ; de Limoges (pendant la possession des ducs de Bretagne) ; de Lamballe et de Penthievre ; on ne voit pas pourquoi elles se trouveraient à Orvault.

D'azur à la bande de gueules chargée de trois besants d'argent, accostée de cinq croix d'or 3.2.

Rien d'analogue en Bretagne. Du reste ce blason est faux : *gueules sur azur.*

D'argent à la bande d'azur chargée d'un croissant d'argent en franc canton.

Bernard, seigneurs de Bazouges, portent ces armes, mais on ne dit pas *le croissant en franc canton*. Cette famille est seule à porter ces armes et elle est bien du pays nantais.

E. Ecussons du vitrail latéral de la Chapelle des Anges

De gueules à neuf besants 3.3.3 (on ne dit pas le métal).

Malestroit porte *neuf besants d'or* ; et la Musse, en Chantenay, *neuf besants d'or* (aliàs : *d'argent*).

De sable à trois besants d'argent, deux en chef, un en pointe, à la bande de même brochant sur le tout.

Rien d'analogue en Bretagne.

Parti : au 1 : des armes ci-dessus ; au 2 : d'azur.

Même observation.

IV. — CONCLUSIONS

De cette étude, nous concluons que la pièce produite a été fabriquée pour les besoins de la cause. Nous avons prouvé, par l'extrait de la généalogie des du Pé, que l'auteur ns connaissait pas les alliances de cette famille ;

lambel : « Les enfants qui en brisent, pour soubriser (sous-briser), les peuvent charger de quelques menues pièces. » (G.W.).

et, par l'étude des écussons, qu'il ne connaissait pas mieux les règles du blason.

Cependant, au deuxième degré de la généalogie, nous avons noté un acte, de 1534, qui prouve que les Pastourel, prédécesseurs des du Pé, se considéraient comme seigneurs universels d'Orvault. En 1668, les du Pé avaient la même prétention, voici un acte produit devant la chambre de la réformation ; « Une déclaration » du recteur d'Orvault et autres prêtres et paroissiens, » de ce que dans la grande vitre, qui est au haut du » chœur de l'église paroissiale dudit Orvault, il y a *trois* » *lyons d'argent, en champ de gueules*, qui sont les armes » de messire Charles du Pé, seigneur d'Orvault, comme » aiant les droits de fondateurs ; ledit acte datté du » 4^e octobre 1668, signé : Michel de Luen, Maillard, » Paté, Chauveau, Taffin, notaire, et Oger, notaire. »

Nantes, 14 Novembre 1902.

V^{te} L. URVOY DE PORTZAMPARC.

M. de Portzamparc me semble sévère lorsqu'il traite ce document de « pièce fabriquée pour les besoins de la cause ». Il a dû se produire des faits regrettables qui, très malheureusement, nous interdisent d'identifier toutes ces armoiries : les vitraux ont peut-être été mal exécutés ; les couleurs ont pu avec le temps s'atténuer et prêter à confusion ; il est admissible que le peintre Porcher ait mal reproduit ce qu'il avait sous les yeux ; enfin n'oublions pas que la science héraldique n'était point l'apanage de tous.

Cette enquête offre néanmoins plus d'un trait curieux et prouve que le blason avait naguère une utilité dont ne se doutent nullement les générations modernes.

B^{on} G. DE WISMES.

ERRATA

- Page XIII, 6^e ligne : supprimer *à elle*.
- XIV, 26^e ligne : lire *conférences* au lieu de *séances*.
 - XV, 35^e ligne : lire *bien* au lieu de *beaucoup*.
 - XXIII, 20^e ligne : lire *Rouher* au lieu de *Rouhos*.
 - XXVIII, 5^e ligne : supprimer *et*.
 - XXIX, 31^e ligne : lire *M. Revelière* au lieu de *M. Revelière*.
 - XXX, 13^e ligne : lire *cierge* au lieu de *clergé*.
 - XXXI, 19^e ligne : lire *Saint-Pierre-le-Puellier* au lieu de *St-Pierre-le-Prellier*.
 - — 23^e ligne : lire *et difficile à visiter* au lieu de *est difficile à visiter*.
 - XXXII, 32^e ligne : supprimer *aujourd'hui*.
 - 7, 17^e ligne : lire *M. le chanoine Cahour* au lieu de *M. le chanoine Cahours*.
 - 14, 6^e ligne : lire *M. Paul de Berthou* au lieu de *M. Paul Berthou*.
-

TABLE

	Pages
Procès-verbaux des séances	IX
Discours de M. le Marquis de Brémond d'Ars, président sortant.....	1
Discours de M. Léon Maître, président.....	16
Notre ancien Président d'honneur, Monseigneur Four- nier, d'après l'ouvrage de M. l'abbé Pothier, par M. le baron de Wismes.....	26
Les mosaïques de Rome, rapport dressé par M. le baron Armel de Wismes, communication posthume par M. le baron de Wismes.....	44
Les débuts de l'insurrection vendéenne entre Ancenis et Nantes, par M. Senot de la Londe.....	54
Histoire des Corporations d'Arts et Métiers de la Ville de Nantes : Corporation des Cordiers, par M. Ed. Pied.....	67
Le Croisic. — Vieux logis, vieilles gens, par M. de Veillechêze.....	87
L'institution de la Prévôté dans la Collégiale de Saint- Aubin de Guérande.....	119
Notice sur des haches en pierre trouvées dans la province de Bienhoa (Cochinchine), par M. de Laprade.....	123
Combat de Mouvance entre l'Évêque de Nantes et Armand du Pé, marquis d'Orvault, par M. le baron Gaëtan de Wismes.....	125
Errata	175





SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE
DE NANTES

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE
DE NANTES
ET DU DÉPARTEMENT DE LA LOIRE-INFÉRIEURE

ANNÉE 1902
TOME QUARANTE-TROISIÈME

II^e SEMESTRE



NANTES
BUREAUX DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE
—
1902

NOTE

Les études insérées dans le *Bulletin de la Société Archéologique de Nantes et de la Loire-Inférieure* sont publiées sous l'entière responsabilité des auteurs.

BUREAU
DE LA
SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE NANTES
ET DE LA LOIRE-INFÉRIEURE

MM. LÉON MAITRE, O. I. 	Président.
le baron CHRISTIAN DE WISMES	{ Vice-présidents.
ALCIDE DORTEL, O. A. 	
JOSEPH SENOT DE LA LONDE	{ Secrétaires généraux.
HENRI QUILGARS	
le baron GAETAN DE WISMES	{ Secrétaires du Comité.
HENRI GOUSSET	
ÉDOUARD PIED, O. I. 	Trésorier.
RAYMOND POUVREAU	Trésorier-adjoint.
PAUL SOULLARD	{ Bibliothécaires-archivistes.
JOSEPH HOUDET	
CHARLES RIARDANT, O. A. 	Trésorier honoraire.

COMITÉ CENTRAL.

MEMBRES A VIE

Anciens Présidents (1)

- MM. le marquis DE BREMOND D'ARS-MIGRÉ,  (1884-1886 et 1899-1901).
HENRI LE MEIGNEN, O. A.  (1887-1889 et 1896-1898).

MEMBRES ÉLUS

MM. CHAILLOU, O. I. 	{ Sortants en 1902.
LEROUX	
CLAUDE DE MONTI DE REZÉ	
le chanoine ALLARD	{ Sortants en 1903.
l'abbé DURVILLE	
DE VEILLECHÉZE	
DE BERTHOU	{ Sortants en 1904.
RENÉ BLANCHARD, O. A. 	
TRÉMANT	

(1) Les autres présidents de la Société ont été : MM. NAU (1845-1862), † 4 juillet 1865; — le vicomte SIOCH'AN DE KERSABIEC (1863-1868), † 28 novembre 1897; — le chanoine CAHOUR, O. A.  (1869-1871), † 7 septembre 1901; — l'intendant GALLES, O. * (1872-1874), † 11 août 1891; MARIONNEAU, *, O. I.  (1875-1877), † 13 septembre 1896; — le baron DE WISMES (1878-1880), † 5 janvier 1887, — le vicomte DE LA LAURENCIE, * (1881-1883); — le marquis DE DION, * (1890-1892), † 26 avril 1901; — DE LA NICOLLIÈRE-TELJEIRO, O. A.  (1893-1895), † 17 juin 1900.

LISTE DES MEMBRES
DE LA
SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE NANTES
ET DE LA LOIRE-INFÉRIEURE



ABRÉVIATIONS

<i>Ac.</i> —	Académie, académique.
<i>Adj.</i> —	Adjoint.
<i>Adm.</i> —	Administration, administrateur, administratif, — ive.
<i>Agr.</i> —	Agriculture, agriculteur, agricole.
<i>Anc.</i> —	Ancien, — ne.
<i>Ant.</i> —	Antiquaire.
<i>Arch.</i> —	Archéologie, archéologique.
<i>Arr.</i> —	Arrondissement.
<i>Art.</i> —	Artiste, artistique.
<i>Ass.</i> —	Association.
<i>B.-A.</i> —	Beaux-Arts.
<i>Bibl.</i> —	Bibliothèque, bibliothécaire.
<i>Bibl. bret.</i> —	Bibliophiles bretons.
<i>Centr.</i> —	Central, — e.
<i>Com.</i> —	Comité.
<i>Comm.</i> —	Commission, commissaire.
<i>Conf.</i> —	Conférence.
<i>Cons.</i> —	Conseil, conseiller.
<i>Cor.</i> —	Correspondant.
<i>Dél.</i> —	Délégué.
<i>Dép.</i> —	Département, — départemental, — e.
<i>Dir.</i> —	Directeur.
<i>Ec.</i> —	Ecole.
<i>El.</i> —	Elève.
<i>Fond.</i> —	Fondateur.
<i>Gén.</i> —	Général, — e.
<i>Géog.</i> —	Géographie, géographique.
<i>Hist.</i> —	Histoire, historique.
<i>Hon.</i> —	Honneur, honoraire,
<i>Hort.</i> —	Horticulture, horticulteur, horticole.
<i>Inst.</i> —	Instruction.
<i>L.</i> —	Lauréat.
<i>Lit.</i> —	Littéraire.
<i>M.</i> —	Membre.
<i>Min.</i> —	Ministère.
<i>Mun.</i> —	Municipal, — e.
<i>Nat.</i> —	Naturel, — le.
<i>Pr^t, v.-pr^t.</i> —	Président, vice-président.
<i>Prof.</i> —	Professeur.
<i>Publ.</i> —	Public, — ique.
<i>Secr.</i> —	Secrétaire.
<i>Soc.</i> —	Société.
<i>Sc.</i> —	Sciences, scientifique.
<i>Sup.</i> —	Supérieur.
<i>Trés.</i> —	Trésorier.
<i>Chev.</i> —	Chevalier.
<i>O.</i> —	Officier.
<i>C.</i> —	Commandeur.
<i>G. O.</i> —	Grand-officier.
<i>G. C.</i> —	Grand-croix.
<i>O. I.</i> —	Officier de l'Instruction publique.
<i>O. A.</i> —	Officier d'Académie.
<i>Av.</i> —	Avenue,
<i>Boul.</i> —	Boulevard.
<i>Ch.</i> —	Château.
<i>Imp.</i> —	Impasse.
<i>Pass.</i> —	Passage.
<i>Pl.</i> —	Place.
<i>R.</i> —	Rue.
<i>Q.</i> —	Quai.

Les dates qui suivent chaque nom indiquent l'année de la réception.

MEMBRES TITULAIRES

- MM. ALIZON (Emile), notaire hon. et anc. pr^t de la chambre, anc. pr^t du Congrès annuel des notaires de France, suppléant de juge de paix, r. Franklin, 20, 1878.
- ALLARD (l'abbé Louis), chanoine hon. d'Angers, r. Haute-Roche, 4^{bis}, 1886.
- ALLOTTE DE LA FUYE (Maurice), O. ✱, colonel, directeur du Génie, Versailles (Seine-et-Oise), 1899.
- AUGEARD (Eugène), anc. notaire, pass. St-Yves, 4, et ch. de la Guérivais, Rougé, 1893.
- AVROUIN-FOULON (le comte Louis), ch. de la Couronnerie, Carquefou, 1892.
- BACQUA (Auguste), maire de St-Fiacre, pl. Louis XVI, 1, et ch. du Coin, La Haie-Fouassière, 1879.
- BAGNEUX (le vicomte Zénobe FROTIER de), r. Sully, 2, ch. de la Pellissonnière, Le Boupère (Vendée), et r. du Bac, 86, Paris, 1885.
- BALBY DE VERNON (le marquis Georges de), l^r de la Soc. arch. de la Loire-Inférieure, m. de la Soc. des agr. de France et de la Soc. hist. et arch. de l'Orléanais, ch. de la Briais, Saint-Julien-de-Vouvantes, 1886.
- BANZAIN (Constant), négociant, r. Gresset, 3, 1901.
- BAUGÉ (Simon), dir. particulier de l'*Urbaine* et de la *Seine*, pr^t du Tribunal de commerce, m. de la Soc. des Amis des arts, r. du Chapeau-Rouge, 10, 1874.
- BEAUCAIRE (le vicomte Robert HORRIC de), pl. du Bon-Pasteur, 22, 1891.
- BELLEVÛE (le comte Xavier FOURNIER de), cons. gén. de la Loire-Inférieure, m. de la Comm. dép., capitaine de cavalerie territoriale, ch. de Moulinrouël, Soudan, et r. Lesage, 4, Rennes (Ille-et-Vilaine), 1895.
-

Messieurs les Secrétaires généraux prient leurs collègues de vouloir bien leur faire connaître les rectifications à apporter à la liste des Sociétaires, et déclinent toute responsabilité pour les erreurs et les lacunes qu'entraînerait un défaut de communication.

- BERTHOU** (Paul de), archiviste-paléographe, anc. él. et m. de la Soc. de l'Ec. des Chartes, de la Soc. de l'hist. de France, de la Soc. des bibl. bret., de l'Assoc. bret., de la Soc. arch. d'Ille-et-Vilaine et du Com. de la Bibl. publ., l^r de la Soc. arch. de la Loire-Inférieure, r. du Boccage, 6, et ch. de Cadouzan, St-Dolay La Roche-Bernard (Morbihan), 1884.
- BLANCHARD** (René), O. A. , l^r de l'Institut et de la Soc. arch. de la Loire-Inférieure, secr. et bibl.-archiviste de la Soc. des bibl. bret., archiviste de la Ville de Nantes, r. Royale, 1, 1875.
- BLANCHET** (le docteur Ferdinand), anc. pr^t de la Soc. ac., pr^t hon. de la Soc. nantaise d'hort., m. de la Soc. des sc. nat. de l'Ouest de la France, de la Soc. art. et litt. de l'Ouest et de la Soc. de géog. commerciale, r. du Calvaire, 3, et Le Pellerin, 1854.
- BOIS DE LA PATELLIÈRE** (Henri du), maire de St-Etienne-de-Montluc, St-Etienne-de-Montluc, 1886.
- BONDY** (le comte Emile de TAILLEPIED de), C. , chev. de Malte, G. C. d'Isabelle la Catholique, G. O. de Charles III d'Espagne, O. d'Albert le Valeureux de Saxe, C. de Pie IX, C. des SS. Maurice et Lazare, etc., envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de 1^{re} classe, ch. de Chassay, Doulon, 1890.
- BONET** (Louis), industriel, v.-pr^t de la Soc. philatélique, 2, rue d'Alger, 10, 1901.
- BOÜARD** (le vicomte René de), armateur, r. Anizon, 2, 1898.
- BOUBÉE** (Joseph), r. Sévigné, 9, et ch. de la Meule, Arthon, 1890.
- BOUCHAUD** (Adolphe), pl. de la Petite-Hollande, 3, et ch. de la Bernardière, St-Herblain, 1893.
- BOUGOÛIN** (François), architecte, anc. élève de l'Éc. des B.-A., anc. pr^t de la Soc. des arch., l^r de la grande médaille de la Soc. centr. pour l'architecture privée, 1892, r. du Calvaire, 10, et r. de Bel-Air, 22, 1879.
- BOUYER** (l'abbé Jules), chanoine hon., anc. missionnaire, anc. aumônier des Dames Blanches, sup. du Petit-Séminaire de Guérande, Guérande, 1886.

- BRAULT** (l'abbé Ferdinand), prof. de philosophie à l'Externat des Enfants-Nantais, r. du Boccage, 3, 1900.
- BREMOND D'ARS MIGRÉ** (le marquis Anatole de), ✱, licencié en droit, chev. de St-Jean-de-Jérusalem (Malte) et de St-Sylvestre, C. de Pie IX, anc. s.-préfet, sec. du Cons. gén. du Finistère, prt du comice agr. de Pont-Aven, cor. de la Soc. nationale des ant. de France, dél. de la Soc. des bibl. bret., m. de l'Assoc. bret., prt du Com. dép. de la Soc. bibliographique, m. de l'Ac. d'Aix-en-Provence, l'un des prts hon. du Cons. héraldique de France, m. de plusieurs autres Soc. savantes, prt d'hon. de la Comm. du Musée arch., r. Harrouÿs, 5, et ch. de la Porte-Neuve. Riec-sur-Bélon (Finistère), 1874.
- BREMOND D'ARS** (le comte Joseph de), m. de la Soc. des Archives de la Saintonge, de la Comm. des arts et monuments hist. de la Charente-Inférieure, du comice agric. de Pont-Aven, r. Harrouÿs, 5, Nantes, et ch. de la Porte-Neuve, Riec-sur-Bélon (Finist.). 1900.
- BRÉVEDENT DU PLESSIS** (Irénée de), r. St-Pierre, 1, 1892.
- BROCA** (Alexis de), O. A. , art. peintre, prt hon. de la Soc. des Art. bretons, r. Urvoy-de-St-Bedan, 11, 1896.
- BRUC DE LIVERNIÈRE** (le comte Léopol de), r. Chauvin, 2, et ch. de la Chapelle-Faucher, St-Pierre-de-Côle (Dordogne), 1890.
- BRUC** (le comte Maurice de), camérier d'hon. de S. S. le Pape Léon XIII, ch. de Bruc, Candé (Maine-et-Loire), et r. Penhièvre, 26, Paris, 1889.
- BUREAU** (le docteur Louis), O. I. , licencié ès-sc. nat., dir.-conservateur du Muséum d'hist. nat., prof. à l'Éc. de médecine, cor. du Muséum de Paris, m. du Cons. de l'Ass. française pour l'avancement des sc., m. fond. de la Soc. zoologique de France, collaborateur adj. à la carte zoologique détaillée de la France, sec. gén. trés. de la Soc. des sc. nat. de l'Ouest de la France, m. de la Soc. ac., r. Gresset, 15, et ch. de la Meilleraye, Riaillé, 1891.
- CAFFIN** (Louis), q. des Tanneurs, 1, 1901.
- CALLIER** (Charles), juge de paix du 3^e arr. de Nantes, r. de la Fosse, 14, 1897.

- CHAILLOU (Félix), O. A. , m. de la Soc. française d'arch. et de la Soc. des sc. nat. de l'Ouest de la France, viticulteur, pr^t de la délégation cantonale de Vertou, q. de la Fosse, 70, et ch. des Cléons, Vertou, 1885.
- CHARON (Georges), négociant-assureur, v.-pr^t de la section nantaise des Hospitaliers-Sauveteurs-Bretons, r. Gresset, 8, 1895.
- CHATELLIER (Léon), r. Félibien, 66, 1884.
- CHAUVET (André), architecte, anc. él. de l'Éc. des Beaux-Arts, m. de la Soc. des Art. bretons, r. Guibal, 19, 1901.
- CHEGUILLAUME (Henri), ingén. des Ponts et Chaussées, r. Mercœur, 20, 1900.
- CLÉRICAYE (Constant CLÉRICEAU de la), architecte, dél. et anc. pr^t de la Soc. des architectes, secr. de la Comm. dép. des bâtiments civils, anc. adj. au maire de Nantes, r. Crébillon, 22, 1868.
- CLERVILLE (Adolphe JOLLAN de), cons. gén. de la Loire-Inférieure, m. de la Soc. acad., m. du Cons. dép. de l'Inst. publ., r. de Bréa, 9, et chât. de Blain, 1902.
- COLAS (Félix), représentant de commerce, r. Vauquelin, 1901.
- CORMERAIS (Ludovic), docteur en droit, anc. auditeur au Cons. d'Etat, anc. cons. de préfecture, secr. du Cons. gén. de la Loire-Inférieure, pr^t de la Comm. dép., maire de St-Philbert-de-Grand-Lieu, dél. de la Soc. française de secours aux blessés pour la XI^e région militaire et de la Soc. des bibl. bret., v.-pr^t du Syndicat des agr., pr^t de la Comm. du Musée Dobrée, m. de la Comm. du Musée arch., boul. Delorme, 34, et ch. du Rocher, St-Philbert-de-Grand-Lieu, 1884.
- CORMERAIS (Emile), anc. pr^t du Trib. de Comm., m. de la Ch. de Comm., r. de la Moricière, 10, 1902.
- COTTEUX (Marcel), anc. notaire, expert, Châteaubriant, 1895.
- DEZAUNAY (Stéphane), architecte, r. d'Argentré, 1, 1901.
- DORTEL (Alcide), O. I. , avocat, cons. gén. de la Loire-Inférieure, anc. secr. de la Soc. des bibl. bret., m. de la Comm. de la Bibl. publ., de la Comm. du Musée arch., et de la Soc. ac., correspondant du

Ministère de l'Inst. publ. pour les trav. hist., r. de l'Héronnière, 8, 1889.

DOUDIES (Jules), q. Moncoussu, 19, 1901.

DURVILLE (l'abbé Georges), aumônier des Sœurs de l'Espérance, l^r de la Soc. arch. de la Loire-Inférieure, prⁱ de la Soc. philatélique, m. de la Com. du Musée arch., petit passage St-Yves, 5, 1892.

ESTOURBEILLON DE LA GARNACHE (le marquis Régis de l'), O. A. , député, cons. mun. de Vannes, cor. de la Soc. nationale des ant. de France, inspecteur et l^r de la Soc. française d'arch., fond. dir. de la *Revue Historique de l'Ouest*, anc. prⁱ de la Soc. polymathique du Morbihan, vice-prⁱ de la Soc. des bibl. bret., m. de l'Ass. bret., de la Soc. des Hospitaliers-Sauveteurs-Bretons et de la Soc. art. et litt. de l'Ouest, l^r de la Soc. arch. de la Loire-Inférieure, pl. de l'Evêché, 10, Vannes (Morbihan), 1880.

FABRÉ (Xavier), notaire, r. de Saillé, Guérande, 1883.

FONTENEAU (Félix), m. de la Soc. des Amis des Arts, r. Mondésir, 12, 1890.

FRABOULET (Mathurin), architecte, auteur de nombreuses églises, châteaux et hospices, m. de la Soc. des architectes, titulaire de la médaille d'or pour le plan de la place St-Pierre, r. Guépin, 7, 1895.

FRANCE (Jules de), titulaire de deux médailles d'hon., comm.-voyeur, r. Charles-Monselet, 30, 1898.

FRESLON (Paul de), r. Malherbe, 18, 1902.

GAUTIFR (Gaston), dir. de l'usine à gaz, r. Philippe-Le-Bon, 29, Le Havre (Seine-Inférieure), 1892.

GLAUMONT (Gustave), percepteur, r. de l'Héronnière, 8, 1901.

GOURDON, O. A., , C. de l'ordre royal de Charles III d'Espagne, attaché au service de la carte géologique de France, r. de Gigant, 19, et ch. de la Haie des Bouillons, Cordemais, 1900.

GOUSSET (Henry), secrét. général de la Soc. des Art. bret., pl. St-Pierre, 2, 1898.

GOUSSET (le comte René), avocat, doct. en dr^t, m. du Cons. héraldique de France et de l'assoc. des chev. Pontific., pl. St-Pierre, 2, 1899.

- GUICHARD (Armand), licencié en dr., juge de paix du 5^e arr. de Nantes, r. Piron, 3, 1901.
- GUILLON (Léon), La Boucardière, Chantenay-s.-Loire, 1900.
- HOUDET (Joseph), r. de la Rosière, 9, 1900.
- HUNAUT (Alfred), comm.-priseur hon., r. Regnard, 5, 1895.
- ISEGHEM (Henri van), ✱, O. I. , anc. bâtonnier, anc. maire de Bouguenais, anc. cons. gén. de la Loire-Inférieure, prés. du Tribunal civil de Nantes, v.-pr^t de la Soc. de patronage des libérés du dép., m. de la Soc. des Amis des arts, pr^t hon. de l'Ec. de droit, r. du Calvaire, 7, et ch. de la Caillière, Bouguenais, 1868.
- JOSSO (le docteur Paul), r. des Bons-Français, 5, 1890.
- KERVENOAËL (le vicomte Emile JOUAN de), docteur en droit, m. de la Soc. française d'arch. et de la Soc. des bibl. bret., r. Tournefort, 3, et ch. de Boisy-Sourdis, La Verrie (Vendée), 1886.
- LAFONT (Georges), architecte, inspecteur diocésain, anc. secr. de la Soc. des architectes, pr^t fond. hon. de la Comm. des fêtes nantaises, m. de la Comm. dép. des bâtiments civils, du Cons. centr. d'hygiène et de salubrité, de la Comm. du Jardin des Plantes et du Com. des Amis des arts, m. d'honn. de la Comm. du Musée arch., r. de la Rosière, 17, 1873.
- LAGRÉF (Jules), ✱, capitaine de frégate en retraite, av. de Launay, 8, et Port-Louis (Morbihan), 1901.
- LAGRÉE (Victor), O. ✱, de l'ordre de Nicham-Iftikar, de l'ordre royal du Cambodge et du Dragon-Vert de l'Annam, capitaine de frégate en retraite, r. Bonne-Louise. 2, 1901.
- LALLIÉ (Alfred), docteur en droit, anc. député de la Loire-Inférieure, maire de St-Colombin, m. du cons. de la Soc. des bibl. bret., rue Lafayette, 18, et ch. du Pay, St-Colombin, 1878.
- LAUBRIÈRE (Louis BRIANT de), anc. v.-pr^t de la Soc. hist. et arch. de Château-Thierry (Aisne), m. de la Soc. géologique de France, r. Saint-Clément, 6, 1895.
- LAUNAY (Léonce GONTARD de), rue Franklin, 120 *ter*, Angers (Maine-et-Loire), 1879.

LAUZON (Etienne de), cons. d'arr. de la Mothe-Achard, m. du Cons. héraldique de France, r. Mathelin-Rodier, 18, et ch. de la Forêt, La Mothe-Achard (Vendée), 1890.

LECORNU (Alfred), O. A. ☿, architecte retraité de la Ville de Paris, r. de la Distillerie, et ch. de Kerlocdulec, St-Marc, en Saint-Nazaire, 1900.

LE COUR-GRANDMAISON (Henri), ✱, sénateur, cons. gén. de la Loire-Inférieure, secr., de la Comm. dép., maire de Campbon, pr^t de la Soc. des courses, v.-pr^t du Syndic. des Agric. pour l'arr. de Nantes, m. du Cons. de la Soc. d'Agr., r. de Bréa, 2, et ch. de Coislin, Campbon, 1887.

LE MEIGNEN (Henri), O. A. ☿, avocat, anc. prof. de l'Ec. libre de droit, pr^t de la Soc. des bibl. bret., v.-pr^t de la Soc. nantaise des Amis de l'hort. et du Comice agr. de Champtoceaux, m. de l'Ass. bret., du Com. de la Bibl. publ., anc. cons. d'arr. de Nantes, maire de Bouzillé (Maine-et-Loire), rue Gustave Flaubert, 8, Paris, 1873.

LERAT (le docteur Fernand), O. I. ☿, prof. à l'Ec. des sc., anc. chef des travaux anatomiques à l'Ec. de médecine, m. du Cons. de surveillance du Mus. d'Hist. nat., m. adj. du Cons. cent. d'hyg. et de salub., rue Thiers, 4, 1900.

LERAY (Francis), O. A. ☿, architecte, m. de la Soc. des architectes, inspecteur des monuments hist. de la Loire-Inférieure, r. Voltaire, 19, et Saint-Marc, en Saint-Nazaire, 1901.

LEROUX (Alcide), avocat, m. du Cons. cent. et anc. pr^t de la Soc. ac., m. de la Soc. française d'arch. et de l'Ass. bret., r. Mercœur, 9, 1877.

LINYER (Louis), ✱, avocat, anc. bâtonnier, m. du Cons. et prof. à l'Ec. libre de droit, anc. adj. au maire de Nantes, m. et anc. pr^t de la Soc. ac., pr^t fond. de la Soc. de géog. commerciale, m. de la Soc. française d'arch., de la Soc. art. et lit. de l'Ouest et de la Soc. des Amis des Arts, r. Paré, 1, ch. des Jubinières, Héric, et ch. de Veillon, Talmont (Vendée), 1877.

LISLE du DRENEUC (Georges de), av. Félix Faure, 28, 1891.

LISLE du DRENEUC (le vicomte Pitre de), O. A. , l^r de la Soc. française d'arch. et de la Soc. arch. de la Loire-Inférieure, conservateur et m. d'hon. de la Comm. du Musée arch., conservateur du Musée Dobrée, cor. du min. pour les trav. hist., m. de la Comm. des monuments hist. et des mégalithes de France, du Com. des B.-A. des dép. et de la Soc. des ant. de France, auxiliaire de la Comm. de géog. hist. et des mégalithes de France, m. du Com. de la Bibl. publ. et de la Comm. du Musée des B.-A.. av. de l'Eperonnière (r. de Paris, 19), 1872.

LONDE (Joseph SENOT de la), docteur en droit, maire de Thouaré, r. Mathelin-Rodier, 6, et ch. de la Picarderie, Thouaré, 1887.

LONGUEVILLE (Sévère des MERLIEUX de), O. , anc. capitaine de frégate, anc. maire de St-Aignan, pl. St-Pierre, 2, et ch. de Trioncelle, St-Aignan, 1890.

LOTZ-BRISSONNEAU (Alphonse), ingénieur des arts et manufactures, v.-pr^t de la Soc. des Amis des Arts, m. de la Comm. du Mus. des B.-A., q. Fosse, 86, 1898.

MAILCAILLOZ (Alfred), O. A. , chef du Contentieux de la mairie de Nantes, m. et secr. perpét. de la Soc. ac., r. des Vieilles-Douves, 1, 1901.

MAISONNEUVE (Thomas), m. de la Soc. des Art. bret., r. de la Rosière, 28, 1902.

MAITRE (Léon), O. I. , archiviste-paléographe, anc. él. et m. de la Soc. de l'Ec. des Chartes, archiviste du dép., m. du Com. des travaux hist. et sc. près le min. de l'instr. publ., anc. pr^t de la Soc. ac., v.-pr^t de la Soc. de géog. comm., imp. Vignole, 1 (r. Sully), 1870.

MARTIN (Arthur), O. , capitaine de vaisseau, r. de la Comédie, 20, Lorient (Morbihan), 1895.

MÉRY (Paul), m. de la Soc. des Art. bret., ch. du Rocher, St-Herblain, 1902.

MICHEL (Gaston), ingénieur des Ponts et Chaussées, chef du service des eaux et de l'assainissement de Nantes, r. de Briord, 1900.

MONTI DE REZÉ (Claude de), chev. de St-Grégoire-le-Grand, cons. d'arr., m. du Cons. d'adm. de la *Revue historique de l'Ouest*, du Cons. de la Soc. des bibl. bret., m. de la Soc. franç. d'archéologie, du Cons. héraldique, de la Soc. d'émulation de la Vendée, q. Ceineray, 3, et ch. du Fief-Milon, Pouzauges (Vendée), 1883.

MONTI DE REZÉ (le comte Henri de), cons. comm. de la Soc. française de secours aux blessés, r. de Strasbourg, 31, et ch. de Rezé, près Nantes, 1886.

MONTI DE REZÉ (Yves de), q. Ceineray, 3, et ch. du Fief-Milon, Pouzauges (Vendée), 1900.

NAU (Paul), architecte, m. et anc. dél. de la Soc. des architectes, m. de la Comm. du Musée arch., r. Lafayette, 18, et ch. de Port-Sinan, Rouans, 1866.

OHEIX (André), Savenay, 1900.

OHEIX (Robert), licencié en droit, anc. secr. de la section d'arch. de l'Ass. bret., dél. de la Soc. des bibl. bret. pour les Côtes-du-Nord, m. de la Soc. polymathique du Morbihan, Savenay, 1886.

OLIVE (M.), inspecteur du service vicinal, r. Félilien, 61, 1901.

OLLIVE (Jean-Baptiste), secr.-adj. de la Soc. des Amis des Arts, Pont-Rousseau, Rezé, 1900.

PALVADEAU (Joseph), les Sables-d'Olonne, 1894.

PIED (Edouard), O. I. , économe hon. du Lycée, pass. Leroy, 14, 1888.

POMMIER (Félix), O. A. , conservateur du Musée des B.-A., trés. et m. de la Comm. du Musée arch. r. Leroy, 23, 1888.

POUVREAU (Raymond), anc. cons. d'arr. de Nantes, dir. de la *Mutuelle du Mans*, tenue Camus, 19, 1884.

QUILGARS (Auguste), rue Thiers, 1, 1900.

QUILGARS (Henri), rue Thiers, 1, 1897.

RADIGOIS (l'abbé Auguste), anc. sup. du Collège de Châteaubriant, anc. curé de St-Sébastien, aumônier du Pensionnat des Frères, r. de Bel-Air, 14, 1886.

REVELIÈRE (Jules) receveur de l'Enregistrement en retraite, r. de Paris, 73, et Blain, 1898.

- RÉVÉREND (Jules), bibl.-adj. de la Soc. de géog. commerciale, q. de la Fosse, 100, et ch. de Bourgerel, Muzillac (Morbihan), 1893.
- RIARDANT (Charles), O. A. , anc. dir. du Comptoir d'Escompte (agence de Nantes), m. de la Comm. de la Bibl. publ. et de la Comm. de surveillance du Musée arch., pl. Royale, 6, et av. de Grillaud, Chantenay, 1881.
- RIGAULT (Félix), vérificateur des Douanes, r. de Coustances, 18, 1898.
- ROUXEAU (le docteur Alfred), O. A. , ancien interne des hôpitaux de Paris, prof. de physiologie à l'Éc. de médecine, secr. de la *Gazette médicale de Nantes*, r. de l'Héronnière, 4, 1894.
- SAY (Edouard), avocat de St-Pierre, m. de la Soc. des Amis des Arts, r. de la Rosière. 15, et ch. du Breuil, Plessé, 1886.
- SÉCILLON (le vicomte Stéphen de), r. Prémion, 1, et ch. de la Tour, Orvault, 1898.
- SOREAU (l'abbé Henri), chanoine hon., prof. de dessin au pensionnat St-Stanislas, r. St-Stanislas, 1886.
- SOULLARD (Marcel), avocat, docteur en droit, r. du Château, 10, et ch. de la Haye-Morlière, près Nantes, 1896.
- SOULLARD (Paul), numismate, m. de la Com. du Musée arch., r. du Château, 10, et ch. de la Haye-Morlière, près Nantes, 1862.
- SUYROT (Gabriel de), r. du Lycée, 13, et ch. de la Gastière, Mortagne-s.-Sèvre (Vendée), 1890.
- TERNAY (le c^{te} Lud. D'AVIAU de), r. Tournefort, 2, et ch. de Ternay, les Trois-Moûtiers (Vendée), 1886.
- TOUCHE (Xavier LE LIÈVRE de la), numismate, r. Saint-Léonard, 31, 1883.
- TRÉMANT (Paul), r. de la Rosière, 11, 1900.
- TRUELLE SAINT-EVRON (Charles), m. hon. de la Soc. des Amis des Livres, boul. St-Aignan, 20, 1895.
- TULLAYE (le comte de la), pl. Dumoustiers, 4, ch. du Plessis-Tizon, près Nantes, et Etampes (Seine-et-Oise), 1867.
- VALLET (Joseph), sculpteur, r. de Rennes, 48, 1896.

VEILLECHÈZE (Alfred de), r. Colbert, 11, 1885.

VIEUVILLE (Gaston de la), O. ✱, colonel de cavalerie
breveté en retraite, r. Tournefort, 1, et ch. de la
Gazoire, Nort, 1900.

VIGNARD (le docteur Edmond), O. A. ①, chirurgien des
hôpitaux, prof. de cliniq. chirurg. à l'Ec. de médecine,
chirurg. titulaire à l'Hôtel-Dieu, r. de l'Héronnière, 6,
1900.

VINCENT (Antoine), juge au Tribunal de commerce,
r. de Courson, 3, 1896.

VINCENT (Félix), ch. de la Gobinière, Orvault, 1896.

VOLLATIER (Philibert), chef de division à la Préfecture,
pass. Saint-Yves, 12, 1883.

WISMES (Christian de BLOCQUEL de CROIX, baron de),
l^r de la Soc. ac., anc. v.-pr^t de la Conf. La Moricière,
m. du Com. de la Soc. des Art. bret., corr. de la Soc.
de l'Art chrétien et de l'Assoc. bret., rue Félix. 12,
1887.

WISMES (Gaëtan de BLOCQUEL de CROIX, baron de),
fond. et directeur du *Chercheur des provinces de
l'Ouest*, secr. général de la Soc. ac., r. St-André, 11, et
ch. de la Chollière, Orvault, 1887.

MEMBRES CORRESPONDANTS

- MM. ACHON (le chevalier Charles d'), anc. él. de l'Ec. des Chartes, ch. de la Roche-de-Gennes, Gennes (Maine-et-Loire), 1898.
- AUMONT (Joseph), photographe, r. Crébillon, 11, 1882.
- BARMON (Henri NICOLAZO de), camérier d'hon. de S. S. le Pape Léon XIII, ch. de la Touche, Fégréac, 1887.
- BEAUFRETON (Emile), O. A. ❹, agent voyer, St-Philbert-de-Grand-Lieu, 1897.
- BÉJARRY (le comte Amédée de), ✱, sénateur de la Vendée, anc. lieutenant-colonel du 63^e régiment territorial, r. Tournefort, 7, et ch. de la Roche-Loucherie, Ste-Hermine (Vendée), 1885.
- BERTRAND-GESLIN (le baron Lucien), ✱, anc. officier supérieur de cavalerie, r. de Courcelles, 47, Paris, et ch. du Pas, Vue, 1900.
- BIAIS (Emile), O. A. ❹, archiviste de la Ville, conservateur du Musée arch., cor. du min. des B.-A., r. du Rempart-de-l'Est, 34, Angoulême (Charente), 1875.
- BLANCHARD (Gustave), anc. percepteur, l^r des *Jeux floraux*, fond. du *Colibri*, r. Morand, 14, 4872.
- BOCERET (Emile PRIOUR de), écrivain à Guérande, 1887.
- BODARD (Ludovic de), ch. de la Jacopière, Craon (Mayenne), 1891.
- BOIS-SAINT-LYS (M^{lle} MAILLARD de), associée correspondante, r. Haute-du-Trépied, 1, 1900.
- BONNEAU (Louis). O. I. ❶, juge de paix, m. de la Soc. des bibl. bret. et de la Soc. polymathique du Morbihan, écrivain, l^r de nombreux concours lit., m. des Hospitaliers Sauveteurs Bretons, q. de St-Goustan, 28, Auray (Morbihan), 1898.
- BROCHET (Louis), O. A. ❹, agent voyer d'arr. hors classe, m. de la Soc. des antiquaires de l'Ouest, r. de la République, 114, Fontenay-le-Comte (Vendée), 1900.
- .

- CHAPRON (Joseph), Châteaubriant, 1899.
- CHATELLIER (le baron Paul MAUFRAS du), O. I. , m. cor. de l'Institut, l^r de l'Institut, cor. de la Soc. des ant. de France, cor. du min. de l'Instr. publ. et des B.-A., prt de la Soc. arch. du Finistère, ch. de Kernuz, Pont-l'Abbé (Finistère), 1883.
- CORSON (l'abbé Amédée GUILLOTIN de), chanoine hon. de Rennes, l^r de l'Institut, de la Soc. française d'arch., de la Soc. ac. et de la Soc. arch. de la Loire-Inférieure, anc. prt de la Soc. arch. d'Ille-et-Vilaine, ch. de la Noë, Bain-de-Bretagne (Ille-et-Vilaine), 1865.
- COURSON DE LA VILLENEUVE (le vicomte Robert de), , colonel, commandant le 13^e rég^t d'inf^{ie}, r. de Nièvre, 50, Nevers, 1895.
- DESGRANGES (Louis), O. A. , prof. à l'Éc. normale de Savenay, Savenay, 1898.
- DRESNAY (le vicomte Maurice du), licencié ès-lettres, attaché à la légation de France à Tokio, Tokio (Japon), 14 bis, av. du Trocadéro, Paris, et ch. du Dréneuc, Fégréac, 1886.
- DUBREIL (Charles), juge suppléant, Châteaulin (Finistère), 1900.
- EUDEL (Paul), O. I. , critique d'art, chargé de missions en Algérie, r. Gustave-Flaubert, 4, Paris, et ch. du Gord, par Cellettes (Loir-et-Cher), 1885.
- FERRONNAYS (le marquis Henry de la), , C. avec plaque du Christ, C. de Pie IX, C. du Danebrog, chev. milit. de St-Grégoire-le-Grand, décoré de Mentana, etc., anc. officier de cavalerie, maire de St-Mars-la-Jaille, prt du Cons. gén. et député de la Loire-Inférieure, etc., r. de l'Université, 96, Paris, et ch. de St-Mars-la-Jaille, 1899.
- GENDRE (l'abbé Armand), vicaire de Vallet, 1888.
- GENUIT (le docteur Marcel), ch. de la Guichardaye, Tréal (Morbihan), 1881.
- GIROUSSE (l'abbé Félix), vicaire à St-Similien, Nantes, 1895.
- HERRIOT (Edouard), anc. él. de l'Éc. normale supérieure, agrégé des lettres, prof. de rhétor. au Lycée de Lyon, r. d'Herbouville, 1, Lyon (Rhône), 1896.

KERGUENNEC (François LE CHAUFF de), maire de St-Molf, ch. de Kerguennec, Guérande, et r. du Mené, 18, Vannes, 1879.

KERVILER (René POCARD du COSQUER de), ✱, O. I. ☉, C. de St-Grégoire-le-Grand et d'Isabelle la Catholique, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, r. non résident du Com. des travaux hist., pr^t de l'Union régionaliste bretonne, 1^r de l'Ac. française, v.-pr^t d'hon. de la Soc. des bibl. bret., r. de l'Hôpital, 36, Lorient (Morbihan), et ch. de Penanros, en Plomelin, Quimper (Finistère), 1873.

LONGRAIS (Frédéric JOÛON des), archiviste-paléographe, anc. él. de l'Éc. des Chartes, r. du Griffon, 4, Rennes, et ch. de la Martinière, Rennes (Ille-et-Vilaine), 1894.

LORIÈRE (Henri TROCHON de), dir. d'assurances, r. Félix, 11, et ch. du Pavillon, Presles et Thierry (Aisne), 1901.

MAILLARD DE BOIS St-LYS (Mlle), r. Maurice-Duval, 2, 1900.

MAUPASSANT (le comte Charles de), ch. de Clermont, Oudon, et r. de Monceau, 69, Paris, 1891.

MÉREL (l'abbé Louis), vicaire à Issé, 1900.

MÉRESSE (Gabriel), chât. de Lessac, Guérande, et villa la Reine, r. Fontaine-Bleue, Mustapha-Alger (Algérie), 1881.

MOLLAT (l'abbé), chapelain de l'église St-Louis-des-Français, Rome (Italie), 1901.

MONTAIGU (le comte Pierre de), ✱, C. de Pie IX, v.-pr^t du Cons. gén. et député de la Loire-Inférieure, ch. de la Bretesche, Missillac, et r. Martignac, 18, Paris, 1899.

MOREAU (G.), ing. des mines, av. Bugeaud, 28, Paris, 1901.

PERRON (Louis), ch. de Formusson, Daon (Mayenne), 1881.

PICHELIN (Paul), banquier, m. de la Soc. des Amis des arts, r. Bonne-Louise, 12, 1874.

PORTE (le vicomte Hippolyte LE GOUVELLO de la), cons. d'arr. de St-Nazaire, maire de Sévérac, m. de la Comm. du Musée Dobrée, ch. de Sévérac, St-Gildas-des-Bois, 1886.

RENÉ (le frère), Institut St-Gabriel, St-Laurent-sur-Sèvre (Vendée), 1902.

RENOUL (le docteur), Le Loroux-Bottereau, 1901.

ROCHETTE (Emerand Poictevin de la), pr^t de la Soc.
des Art. nantais, fort Hikerric, Le Croisic, et r. Stras-
bourg, 15 bis, 1900.

TOUCHE (Henry ROUMAIN de la), anc. magistrat, cons.
d'arr. d'Ancenis, ch. de Champtoceaux (Maine-et-Loire),
1885.

TRÉVELEC (le marquis Harry de), Herbignac, old
Trafford, Manchester (Angleterre), 1902.

MEMBRES HONORAIRES

MM. ABGRALL (l'abbé Jean-Marie), chanoine hon. de Quimper, aumônier de l'Hôpital, v.-pr^t de la Soc. arch. du Finistère, cor. de la Comm. des monuments hist., l^r de la Soc. française d'arch., Quimper (Finistère), 1898.

BARTHÉLEMY (le comte Anatole de), ✱, m. de l'Institut de la Soc. des ant. de France et du Com. des travaux hist. et sc. près le min. de l'Inst. publ., r. d'Anjou, 9, Paris, 1864.

CROIX (le R. P. Camille de la), ✱, religieux de la Compagnie de Jésus, Poitiers (Vienne), 1894.

POTHIER (l'abbé Auguste), anc. secr. particulier de M^r Fournier, chapelain d'hon. de la Sainte Maison de Lorette, place du Martray, 1902.

POTTIER (l'abbé Fernand), O. A. ☙, chanoine titulaire, pr^t de la Soc. arch. du Tarn-et-Garonne, cor. du min. de l'Inst. pub. pour les travaux hist., du min. des B-A., de la Comm. des monuments hist., inspecteur de la Soc. française d'arch., prof. d'arch. au Grand-Séminaire, r. du Moustier, 59, Montauban (Tarn-et-Garonne) 1898.

ROUSSE (Joseph), O. A. ☙, anc. cons. gén. de la Loire-Inférieure, bibl. de la Bibl. publ., m. de la Comm. du Musé arch., de la Comm. du Musée des B.-A. et du Cons. de la Soc. des bibl. bret., r. Royale, 14, 1877.

SEIDLER (Charles), 46 Hammersmith, Eyot Gardens, Londres (Angleterre), 1873.

SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES

FRANCE

<i>Aisne</i>	Société académique des sciences, arts, belles-lettres, agriculture et industrie de Saint-Quentin (Saint-Quentin).
<i>Allier</i>	Société d'émulation du département de l'Allier : sciences, arts et belles-lettres (Moulins).
<i>Alpes-Maritimes</i>	Société des lettres, sciences et arts des Alpes-Maritimes (Nice et Paris).
<i>Aube</i>	Société académique d'agriculture, des sciences, arts et belles-lettres du département de l'Aube (Troyes).
<i>Aude</i>	Commission archéologique et littéraire de l'arrondissement de Narbonne (Narbonne).
<i>Aveyron</i>	Société des lettres, sciences et arts de l'Aveyron (Rodez).
<i>Basses-Pyrénées</i>	Société des sciences, lettres et arts de Pau (Pau).
<i>Belfort</i>	Société Belfortaine d'émulation (Belfort).
<i>Bouches-du-Rhône</i> ..	Société de statistique de Marseille (Marseille).
<i>Cantal</i>	Revue de la Haute-Auvergne (Aurillac).
<i>Charente</i>	Société archéologique et historique de la Charente (Angoulême).
<i>Charente-Inférieure</i> .	Société des archives historiques (Revue de Saintonge et d'Aunis (Saintes).
<i>Cher</i>	Société des antiquaires du Centre (Bourges).
<i>Corrèze</i>	Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze (Brives).
<i>Côtes-du-Nord</i>	Société archéologique et historique des Côtes-du-Nord (Saint-Brieuc).

<i>Côtes-du-Nord</i>	Société d'émulation des Côtes-du-Nord (Saint-Brieuc).
<i>Creuse</i>	Société des sciences naturelles et archéologiques de la Creuse (Guéret).
<i>Deux-Sèvres</i>	Société de statistique, sciences, lettres et arts du département des Deux-Sèvres (Niort).
<i>Dordogne</i>	Société historique et archéologique du Périgord (Périgueux).
<i>Drôme</i>	Bulletin d'histoire ecclésiastique et d'archéologie religieuse des diocèses de Valence, Gap, Grenoble et Viviers (Romans).
<i>Eure-et-Loir</i>	Société archéologique d'Eure-et-Loir (Chartres).
<i>Finistère</i>	Société archéologique du Finistère (Quimper).
—	Société académique de Brest (Brest).
<i>Gard</i>	Académie de Nîmes (Nîmes).
<i>Gironde</i>	Société archéologique de Bordeaux (Bordeaux).
<i>Hautes-Alpes</i>	Société d'études des Hautes-Alpes (Gap).
<i>Haute-Garonne</i>	Société archéologique du Midi de la France (Toulouse).
<i>Haute-Marne</i>	Société historique et archéologique de Langres (Langres).
<i>Haute-Saône</i>	Société d'agriculture, science et arts du département de la Haute-Saône (Vesoul).
<i>Haute-Vienne</i>	Société archéologique et historique du Limousin (Limoges).
—	Société des amis des sciences et arts de Rochechouart (Rochechouart).
<i>Ille-et-Vilaine</i>	Société archéologique du département d'Ille-et-Vilaine (Rennes).
—	Annales de Bretagne, publiées par la Faculté des lettres de Rennes (Rennes).
<i>Indre-et-Loire</i>	Société archéologique de la Touraine (Tours).

<i>Isère</i>	Académie Delphinale (Grenoble).
<i>Jura</i>	Société d'émulation du Jura (Lons-le-Saulnier).
<i>Landes</i>	Société de Borda (Dax).
<i>Loir-et-Cher</i>	Société des sciences et lettres du Loir-et-Cher (Blois).
—	Société archéologique, scientifique et littéraire du Vendômois (Vendôme).
<i>Loire-Inférieure</i>	Société académique de Nantes et de la Loire-Inférieure (Nantes).
—	Société des sciences naturelles de l'Ouest de la France (Nantes).
—	Société des Bibliophiles Bretons et de l'Histoire de Bretagne (Nantes).
<i>Loiret</i>	Société archéologique et historique de l'Orléanais (Orléans).
<i>Lot</i>	Société des études littéraires, scientifiques et artistiques du Lot (Cahors).
<i>Lozère</i>	Société d'agriculture, industrie, sciences et arts du département de la Lozère (Mende).
<i>Maine-et-Loire</i>	Société des sciences, lettres et beaux-arts de l'arrondissement de Cholet (Cholet).
<i>Manche</i>	Société d'agriculture, d'archéologie et d'histoire naturelle du département de la Manche (Saint-Lô).
<i>Marne</i>	Société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la Marne (Châlons-sur-Marne).
<i>Mayenne</i>	Commission historique et archéologique de la Mayenne (Laval).
<i>Meurthe-et-Moselle</i> ..	Société d'archéologie lorraine et Musée historique lorrain (Nancy).
<i>Meuse</i>	Société des lettres, sciences et arts de Bar-le-Duc (Bar-le-Duc).
<i>Morbihan</i>	Société polymathique du Morbihan (Vannes).
—	Revue Morbihannaise, r. Pasteur, 19 (Vannes).

<i>Nord</i>	Commission hist. et arch. (Lille).
<i>Oise</i>	Société académique d'archéologie, sciences et arts du département de l'Oise (Beauvais).
<i>Orne</i>	Société historique et archéologique de l'Orne (Alençon).
<i>Pas-de-Calais</i>	Société des antiquaires de la Morinie (Saint-Omer).
<i>Rhône</i>	Société académique d'architecture de Lyon (Lyon).
—	Bulletin historique du diocèse de Lyon (Lyon).
<i>Saône-et-Loire</i>	Société Eduenne (Autun).
<i>Sarthe</i>	Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe (Le Mans).
—	Revue historique et archéologique du Maine (Le Mans et Mamers).
<i>Seine</i>	Journal des savants (Paris).
—	Société nationale des antiquaires de France (Paris).
—	Société française d'archéologie pour la conservation et la description des monuments (Congrès archéologiques) (Paris et Caen).
—	Revue de la Société des études historiques, faisant suite à <i>l'Investigateur</i> (Paris).
—	Comité des travaux historiques et scientifiques (M. I. P., Paris).
<i>Seine-Inférieure</i>	Commission des antiquités de la Seine-Inférieure (Rouen).
—	Société havraise d'études diverses (Le Havre).
<i>Seine-et-Oise</i>	Société archéologique de Rambouillet (Rambouillet).
<i>Somme</i>	Société des antiquaires de Picardie (Amiens et Paris).
<i>Tarn-et-Garonne</i>	Société archéologique du Tarn-et-Garonne (Montauban).

- Var*..... Société d'études scientifiques et archéologiques de la ville de Draguignan (Draguignan).
Vendée..... Société d'émulation de la Vendée (La Roche-sur-Yon).
Vienne..... Société des antiquaires de l'Ouest (Poitiers).
Yonne..... Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne (Auxerre).

ALGÉRIE

- Constantine*..... Société archéologique du département de Constantine (Constantine).
— Académie d'Hippone (Bône).

MADAGASCAR

- Tananarive*..... Académie malgache de Tananarive (Tananarive).

ESPAGNE

- Barcelone*..... Revista de la Asociacion artistico-arqueológica (Barcelone).
Palma..... Boletín de la Sociedad arqueológica Iuliana (Palma de Mallorca, islas Baleares).

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

- Washington*..... Smithsonian Institution (Washington).

SUÈDE

- Stockholm*..... Académie royale des belles-lettres, d'histoire et des antiquités de Stockholm (Stockholm).
-

Handwritten text at the top of the page, possibly a title or header, which is mostly illegible due to blurring and ink bleed-through.

Small handwritten mark or signature in the middle-left area of the page.

EXTRAITS

Des procès-verbaux des Séances



SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE

DE LA LOIRE-INFÉRIEURE

Hôtel Dobrée



SÉANCE DU 1^{er} JUILLET 1902

Présidence de M. Léon MAITRE, président

Etaient présents : MM. DORTEL, GUICHARD, MÉRY, PIED, POUVREAU, H. QUILGARS, RIGALT, SAY, P. SOULLARD, DE LA TOUCHE, baron C. DE WISMES, baron G. DE WISMES.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. de Berthou se fait excuser de ne pouvoir assister à la séance. M. l'abbé Walsh remercie la Société de lui avoir décerné le titre de membre titulaire.

M. DORTEL annonce qu'il a aperçu dans un lot de gravures récemment mis en vente, une représentation de l'amphithéâtre de Grohan (Maine-et-Loire) — éditée à Nantes, chez Charpentier. — Ce monument, d'après cette gravure, ressemble beaucoup au Colisée et paraît même lui être de beaucoup supérieur en conservation. M. Maitre croit cette reproduction purement fantaisiste ; l'amphithéâtre en question doit être celui de la rue des Arènes, à Angers, découvert en 1830. Dans le Dictionnaire du Maine-et-Loire, de C. Port (tome I, p. 36), il est question de cette construction restée connue durant tout le Moyen âge, et citée dans nombre de textes, notamment au Cartulaire de St Aubin. Il en existe plusieurs reproductions toutes plus ou moins fantaisistes.

M. G. DE WISMES analyse un article paru dans *Le Gaulois*, résumant le travail d'un savant allemand sur les découvertes opérées à Troie. Ce critique met en doute l'existence de cette ville, et croit que la légende de la guerre et de la prise de Troie n'est qu'une interprétation grecque de la prise de Jéricho, développée dans la suite par l'imagination. On ne saurait admettre sans réserve cette opinion, car, malgré la forme légendaire sous laquelle nous est parvenu le récit de cette guerre fameuse, il y a dans le poème d'Homère un fond de vérité qu'on ne saurait mettre en doute. Depuis les découvertes de Schliemann, constatées par de nombreuses commissions de savants et d'archéologues, l'emplacement de la cité troyenne est parfaitement déterminé ; la découverte du trésor d'Atrée a seule été mise en doute.

M. G. DE WISMES signale à la Société la découverte d'épérons faite à l'Herbergement (Vendée) ; ces objets datent probablement de la Révolution. Il fait part également à la Société des découvertes de sculptures faites dans la grotte de la Mouthe, par M. E. Rivière. Ces précieux spécimens de l'art primitif ne sont pas, comme on pourrait le croire, de grossières ébauches, ils témoignent d'un art déjà avancé, tellement les gravures sont précises et fidèles. Ce sont, le plus souvent, des représentations d'animaux parmi lesquelles l'*Elephas primigenius*, le *Renne*, le *Cheval*, l'*Auroch*, reviennent le plus souvent. Ces dessins sont gravés ou striés sur les parois de la grotte ; quelquefois les traits ont été passé à l'ocre, et revêtent ainsi une teinte rougeâtre plus ou moins foncée. Ces grottes, de l'avis des plus compétents, semblent bien être de véritables sanctuaires dans lesquels on ne devait pénétrer que rarement ; elles étaient éclairées au moyen de lampes. — que l'on a retrouvées — dans lesquelles brûlait une substance grasse solide, peut-être un suif préparé à cet effet. (La *Revue scientifique* du 19 octobre 1901, et l'*Éclair* du 15 février 1902, ont donné des reproductions de ces primitives gravures.)

M. G. DE WISMES annonce également que le gouvernement tunisien vient d'offrir au Musée du Louvre un lot considérable d'objets de l'industrie locale, — pierres taillées, poteries, bijoux, etc., — lesquels présentent le plus grand intérêt aux points de vue archéologique et ethnographique ;

ce sont les derniers spécimens d'une industrie qui finit aujourd'hui de disparaître, malgré les nombreuses tentatives faites pour entretenir les ateliers indigènes.

M. RIGAUT présente une petite statue en bois peint de saint Louis, provenant de la chapelle de l'Hospice de Nantes. M. Maître la croit du ^{xviii} siècle, et est d'avis qu'elle était plutôt destinée à figurer dans une niche de maison que sur un autel. M. G. de Wismes pense, au contraire, que c'est bien une statue d'autel. M. Rigault fait également passer sous les yeux des membres présents une statuette de bronze représentant Louis XVIII : le souverain, debout, porte le grand cordon de la Légion d'Honneur dont la croix forme goupille, laquelle, étant retirée, permet à la statuette de s'ouvrir et laisse voir alors à l'intérieur l'image de Napoléon. Les bibelots de ce genre, ainsi que les images transparentes, étaient particulièrement nombreux aux époques de la Révolution, de l'Empire et de la Restauration.

M. G. DE WISMES exhibe quelques médailles et jetons de bronze : un jeton de Nuremberg, signé H. K., représente l'Apocalypse, un autre les bateliers de la Loire, puis un brevet d'enseigne pour un de Sesmaisons, signé de Louis XV.

M. PIED rappelle que la Société a reçu de M. Lotz, l'aimable invitation de venir visiter sa superbe collection de reliures. La Société ayant accepté cet offre, fixe cette visite au 11 juillet.

M. MAÎTRE communique un dossier du greffe du tribunal de Nantes de 1678, relatif à un combat de mouvance entre l'évêque de Nantes et le seigneur d'Orvault. Ce dossier est accompagné d'une grande planche reproduisant en couleur, un ancien vitrail de l'église d'Orvault dont l'auteur était Vincent Porcher. Ce vitrail représente : dans le lobe supérieur une Gloire, le Christ et le Jugement dernier ; au milieu, la Vierge, et saint Léger, patrons de la paroisse ; plus bas, saint Christophe transportant un passant dans un bateau. De nombreuses armoiries accompagnent ces différents tableaux, parmi lesquelles celles des du Pé, seigneurs d'Orvault. L'évêque de Nantes, haut seigneur d'Orvault, avait, en 1519, abandonné aux du Pé, ses droits féodaux sur cette paroisse, tout en conservant ses droits honorifiques. Le vitrail de l'église ayant été brisé, du Pé avait fait enlever les armes de l'évêque et mettre les siennes à leur place. L'évêque

réclama ; on envoya des experts : Porcher et Cotton, peintre-verriers, Julien Couturier et Loré, maîtres-vitriers. Le procureur de l'évêque prétend que la rupture du vitrail avait été préméditée et que les parties récemment remplacées étaient reconnaissables ; il invoque des titres à la prééminence, disant que le seigneur d'Orvault en avait fabriqué de faux ; ce qui prouve, dit-il, que le seigneur n'est pas prééminencier, c'est qu'il a demandé aux paroissiens l'autorisation de placer ses armes dans le vitrail ; il s'attache à démontrer que du Pé est d'origine roturière : en 1500, un de ses ancêtres, était notaire, et la terre du Plessis, possédée au x^ve siècle par sa famille, n'était qu'une simple métairie. L'avocat poursuit en faisant valoir les rentes perçues par l'évêque sur la paroisse, et donne à ce propos des renseignements précieux sur la topographie d'Orvault au x^ve siècle. Le bourg, en 1405, ne comprenait qu'un cellier et une croix ; la paroisse se divisait en quatorze *mazures* — ou frairies — plus une quinzième appelée la *Mazure des Charbonniers* ; chaque mazure devait un homme par an et les outils nécessaires pour réparer le pont de Barbin. Ce plaidoyer se termine par une affirmation que les parties neuves du vitrail ont remplacé l'image de l'évêque, preuve indiscutable des droits de prééminence de ce dernier.

Quant au seigneur, il invoque pour sa défense le titre d'écuyer porté par ses ancêtres. Il possède dans l'église, du côté de l'Evangile, un banc au-dessus duquel est peint un seigneur avec son casque et deux lévriers, et si dans l'église il n'a pas sa litre, dit-il, c'est qu'il n'est pas d'Orvault.

M. G. DE WISMES fait remarquer tout l'intérêt que présente le vitrail au point de vue de l'histoire du costume.

M. PIED continue la lecture d'extraits de son grand ouvrage sur les corporations d'arts et métiers de Nantes. La corporation des *Bouchers* était peu florissante ; elle comprenait les *Charcutiers* qui demandèrent à s'en séparer au xvi^e siècle ; en 1739, ils en faisaient encore partie. Les *Pâtissiers* portèrent d'abord le nom d'*oublieurs* : ils vendaient primitivement leurs produits aux cabaretiers, cuisaient des poissons et des volailles ; ils employaient les plus beaux blés et fabriquaient des hosties. Les boîtes rondes dans

lesquelles ils portaient les produits de leur fabrication, étaient très anciennes. Sur les marchés, les *oublieurs* enlevaient dès le commencement, tout ce qui leur était nécessaire sans laisser aux autres les matières dont ils avaient besoin, si bien qu'en 1773, les maîtres pâtisseries adressèrent une requête tendant à les empêcher d'acheter les premiers. Les *oublieurs* avaient une réputation détestable ; leur indiscretion était légendaire : pénétrant dans tous les salons, ils rapportaient les conversations qu'ils réussissaient à surprendre, et s'en servaient dans la suite pour nuire à la réputation d'autrui quand l'occasion s'en présentait. A Paris, on désigna même sous le nom d'*oublieurs* les vagabonds en quête de mauvaises farces. Les *Vinaigriers* distillaient le vin, mais il leur était défendu de faire des mélanges ; pour faciliter le contrôle de leur marchandise, les différentes sortes de vins qu'ils débitaient devaient être renfermées dans des endroits spéciaux. Les *Cabaretiers* vendaient à boire et à manger : le prix des repas fut fixé par une ordonnance de police de 1724.

Le Secrétaire Général,

H. QUILGARS.

SÉANCE DU 21 OCTOBRE 1902

Présidence de M. Léon MAITRE, président

Présents : MM. DE BOCERET, CHARON, DORTÉL, H. GOUSSET, HOUDET, V. LAGRÉ, D^r LERAT, LEROUX, MÉRY, A. OHEIX, PIED, H. QUILGARS, SAY, P. SOULLARD, TRÉMANT, DE VEILLECHÈZE, F. VINCENT, baron C. DE WISMES, baron G. DE WISMES.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. l'abbé Brault s'excuse de ne pouvoir assister à la séance.

Pendant les vacances, la Société a perdu un de ses membres, M. Truelle de Saint-Evron, l'un des bienfaiteurs de notre bibliothèque, qui suivait nos travaux avec sympathie. L'assistance témoigne les regrets que lui inspire la perte de ce confrère.

M. le Président annonce que le prochain Congrès des Sociétés savantes se tiendra à Bordeaux dans la semaine de Pâques 1903, et remet à cette occasion des programmes de ce Congrès envoyés par M. le Ministre de l'Instruction publique, avec les discours de MM. Vidal de la Blache et Bouquet de la Grye, prononcés cette année à la Sorbonne.

Quelques ouvrages sont déposés sur le bureau : M. Rousse offre ses dernières œuvres réunies dans un volume intitulé : *Drame et Récits Bretons*, et M. André OHEIX, une plaquette ayant pour titre : *Notes sur quelques verrières anciennes des Côtes-du-Nord*, extraite du *Bulletin Archéologique* de l'Association bretonne. M. le PRÉFET a également remis à la Société le premier volume de l'inventaire de la série B des Archives de la Loire-Inférieure, lequel, rédigé par M. Léon Maître, contient l'analyse d'une partie des documents formant le fonds de la Chambre des Comptes de Bretagne depuis la fin du XIV^e siècle.

M. le baron DE WISMES donne lecture d'une lettre de M. de Brémond-d'Ars qui, en exprimant ses regrets de ne pouvoir assister à cette réunion, rappelle que le centenaire de Brizeux sera célébré l'an prochain par des fêtes auxquelles sont conviés, avec les admirateurs du grand poète breton, tous ceux qui s'intéressent à la littérature et à la langue bretonnes.

M. MÉRY présente à la Société un bijou conservé dans sa famille et destiné à être porté au cou. M. Soullard le croit du XVII^e siècle, et M. Charon lui attribue une origine suisse, en le comparant à ceux qu'il a aperçus au cou des femmes suisses à l'Exposition de 1900.

M. DE BOCERET vient de visiter dans le Limousin un grand nombre de monuments préhistoriques dont on semble ne faire aucun cas, et énumère certaines légendes qui s'y rattachent, communes, du reste, aux monuments mégalithiques de tous les pays.

M. MAITRE lit un rapport qu'il adresse au Comité des Travaux historiques sur les travaux de restauration à exécuter dans l'église de *Déas*, à Saint-Philbert-de-Grandlieu. Avant de les entreprendre, il importe d'être fixé sur la disposition primitive de la crypte et du chœur. Il s'est élevé, à ce sujet, des controverses qui ont abouti à deux systèmes bien différents : l'un rapportant la construction de l'église

de Déas à une date postérieure à l'an Mille, l'autre la reculant, textes à l'appui, à l'an 836. M. Maître croit que la reconstitution du sanctuaire et de la confession qu'il renferme, pourrait mettre fin aux discussions, car cette partie a des rapports étroits avec le plan de l'abbaye de Saint-Gall, qui est du ix^e siècle. A Déas, la crypte était masquée par un mur, derrière lequel, le Père de la Croix a découvert trois ouvertures cintrées d'inégale hauteur, qu'il considère comme une addition, tandis que M. Maître y voit un complément nécessaire pour former la cachette dont parle Ermentaire, et il défend son opinion en faisant remarquer que les couloirs ont été imaginés pour éloigner les pèlerins du chœur et les conduire derrière le chevet. Malgré leur variété les cryptes peuvent se classer en deux catégories : les unes, spacieuses, bien éclairées et ouvertes au public ; telles sont celles de Notre-Dame-du-Port, à Clermont, de Saint-Sernin, à Toulouse ; les autres, mystérieuses, composées uniquement d'une confession et d'un tombeau. Celle de Déas appartient à cette dernière catégorie de monuments que l'on construisait encore au ix^e siècle, alors qu'il s'agissait de protéger les corps des saints contre les ravages des Barbares. Elle était inaccessible à tous, même au clergé, et le tombeau ne pouvait être touché que par une *fenestella* réservée aux pèlerins. Deux *oculi* circulaires, pratiqués dans le pavage supérieur, laissaient pénétrer les regards de l'officiant qui célébrait la messe sur un autel placé entre ces *oculi* sur la tête du tombeau. De plus, M. Maître fait remarquer que l'autel majeur ne pouvait être desservi sans un escalier et qu'en pareil cas la montée était toujours double ; or, la présence des marches et du palier est inconciliable avec les ouvertures qu'on prétend découvrir à l'ouest dans le mur formant rideau.

Comme conclusion, il demande le rétablissement des escaliers et de l'autel à la romaine qui décorait le sanctuaire.

M. DE VEILLECHÈZE retrace l'histoire du manoir de *Kervaudu*, sis au Croisic. Ce vieux logis, l'un des derniers spécimens de l'architecture du xv^e siècle au Croisic, est composé d'un rez-de-chaussée et d'un étage, en tout quatre pièces éclairées par deux fenêtres à meneaux croisés surmontés d'arcs en accolade, et d'un escalier monumental qui se déroule dans

une tourelle accolée au manoir. Le nom de son constructeur nous est inconnu. Son premier propriétaire dont le nom soit resté, fut René Gentilhomme, sieur de l'Espine, qui publia à Liège, en 1606, un petit volume intitulé : *La parure des dames*. Sa famille avait été reconnue noble à la Réformation de 1429 et portait : parti, au premier : d'azur au lion d'argent, au deuxième : coupé, au premier, d'azur à trois billettes d'argent en bande, au deuxième, farci d'argent et d'azur. Ses descendants embrassèrent la religion protestante et un Jean Gentilhomme devint ministre de l'Église Réformée du Croisic. Un autre, René Gentilhomme, fut admis dans la maison de Gaston d'Orléans, à titre de page, en 1635, et devint poète royal et historiographe du Roi. Il fut l'un des membres les plus connus de cette espèce d'*Académie protestante littéraire* qui tenait ses séances tantôt à Blain, tantôt au Croisic. Il reste de cette Académie un petit volume rarissime, imprimé à Paris en 1662, intitulé : *Poésies rares et nouvelles d'auteurs extraordinaires*. Après René Gentilhomme, le manoir de Kervaudu passa aux mains des Le Gruyer, sieurs de Kerflisse, Kerjean et Couhourdez, qui depuis au moins 1527 habitaient le Croisic. Ils portaient : de gueules à une épée en pal accostée de deux croissants d'argent. Les propriétaires de Kervaudu restèrent inconnus depuis la fin du XVIII^e siècle jusqu'en 1825, époque à laquelle M. Vaillant se rendit acquéreur du vieux manoir.

M. DE BOCERET ajoute que Kervaudu a peut-être appartenu à la fin du XVIII^e siècle à un abbé dont le nom est ignoré ; il en est, en effet, question dans les curieux documents laissés par Morvan de Kerpont-d'Arm.

M. DE VEILLECHÈZE continue ses études sur le Croisic par la lecture d'un chapitre du Journal des Capucins de cette ville, intitulé : *Relation de ce qui vient de se passer sur mer, cette année 1759*. Ce manuscrit, déposé par un curé de Batz au couvent des capucins de Paris, rapporte que le mardi 29 novembre 1759, apparurent en vue du Croisic un certain nombre de voiles dans lesquelles on reconnut les vaisseaux de M. de Conflans et de l'amiral anglais Hawke qui en venaient aux prises. Le lendemain matin on vit un grand vaisseau échoué près de Saint-Goustan et un autre faisant route vers le Croisic ; le premier était le *Soleil-Royal*, l'autre

le *Héros*. Le 10 décembre, une corvette envoyée par Hawke arrivait au Croisic avec un officier anglais pour réclamer les canons du *Soleil-Royal*, menaçant de bombarder la ville si les habitants ne voulaient satisfaire à cette demande. Le marquis de Broc, commandant la place, refusa de livrer les canons, et le lendemain, des galères anglaises commencèrent à jeter bombes et boulets sur la ville, sans, du reste, causer de sérieux dommages. Le duc d'Aiguillon, étant arrivé, envoya au commandant anglais un parlementaire porteur d'une lettre pour l'amiral Hawke, le priant de la lui faire passer, ce qu'il refusa de faire. Les préparatifs faits par les Croisicais pour résister à l'attaque, effrayèrent sans doute l'ennemi qui reprit le large non sans avoir arboré sur le *Soleil-Royal* le pavillon anglais et en avoir enlevé les canons.

M. P. SOULLARD fait en quelques mots la biographie d'Ymbert d'Orléans, échevin de Nantes (1602-1605), né à Angers en 1557. D'après les archives municipales d'Angers, il serait le petit-fils d'un boucher établi dans cette ville dès 1533. Rien n'indique à quelle époque Ymbert vint habiter Nantes. En 1600, il était nommé deuxième consul et qualifié de sieur de Beauvoir et de la Grelière. En 1602, il était sixième échevin, en 1603 quatrième et en 1604 deuxième. En 1608, on le voit exercer les fonctions de juge-consul. Ymbert habitait à Nantes, rue de Richebourg, comme le fait présumer une inscription de l'un de ses jetons reproduite sur une plaque de marbre autrefois encastrée sur la façade d'une maison de cette rue, démolie vers 1861. Cette plaque est aujourd'hui à la Conciergerie. Pendant son échevinage, il fit frapper trois jetons — aujourd'hui au Musée départemental — dont deux à ses nom et armes, et un anonyme ; ces trois pièces, qui n'ont rien d'officiel, sont les seules portant le nom et les armes d'un échevin de Nantes. Fornier, dans son ouvrage sur les jetons de Bretagne, signale un quatrième jeton qu'il attribue à Claude de Cornulier (1605-1607), mais qui doit appartenir à Ymbert d'Orléans, étant composé avec deux coins des jetons de ce dernier. Les armoiries des jetons d'Ymbert d'Orléans sont une variante de celles que décrit Potier de Courcy.

Le Secrétaire général,

QUILGARS.

C*

SÉANCE DU MARDI 4 NOVEMBRE 1902

Présidence de M. Léon MAÎTRE, Président

Présents : MM. DE BERTHOU, R. BLANCHARD, DE BOCERET, CHARON, CHAUVET, DORTEL, HOUDET, V. LAGRÉ, DE LINARÈS, MÉRY, A. OHEIX, PIED, H. QUILGARS, SAY, SENOT DE LA LONDE, P. SOULLARD, DE VEILLECHÈZE, baron Chr. DE WISMES, baron G. DE WISMES.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. THOMAS-MAISONNEUVE, présenté à la Société par MM. Dortel et Méry, est admis en qualité de membre titulaire.

M. le baron G. DE WISMES exhibe un fragment de tapisserie ancienne que l'on s'accorde à regarder comme ayant servi de pale, et donne lecture d'un article paru dans *Le Gaulois*, signalant la découverte, en Thessalie, de sculptures gravées sur des monuments mégalithiques.

M. DORTEL entretient la Société des fouilles exécutées récemment dans le Finistère par M. le commandant Arthur Martin qui a découvert, sous un immense tumulus dans lequel on avait autrefois trouvé une petite chambre, une seconde chambre beaucoup plus vaste, mais pauvre en mobilier : elle ne contenait, en effet, que quelques haches accompagnées de cendres et de charbons.

M. DORTEL résume les résultats obtenus jusqu'à présent dans les fouilles entreprises depuis deux ans dans le tumulus Saint-Michel, à Carnac, par MM. d'Ault du Mesnil, Keller et Le Rouzic. Les fouilles de ce monument avaient été commencées, en 1862, par René Galles qui était arrivé à découvrir un petit dolmen à incinération dont le mobilier, composé de 19 celts et d'un collier de callaïs de 110 grains et pendeloques, fait aujourd'hui l'un des plus beaux ornements du Musée de Vannes (*Bull. de la Soc. Polymathique*, 1862). Les difficultés que présentaient les fouilles ainsi que les éboulements qui menaçaient de se produire à chaque instant, firent abandonner les travaux. En 1900, la Commission des Monuments mégalithiques résolut de reprendre les

fouilles commencées par Galles. Les travaux furent entrepris sur de nouveaux plans : une galerie dont l'ouverture était au bas de l'escalier de pierre qui monte à la chapelle bâtie au haut du tumulus, devait aller rejoindre le puits creusé en 1862. Cette entreprise fut couronnée de succès. Un premier dolmen fut découvert presque à l'entrée de la nouvelle galerie, assez pauvre en mobilier. A gauche de cette galerie, cinq énormes kistvaëns de 1^m70 sur 2^m20 viennent d'être aperçus. De nouveaux éboulements ont, pour le moment, arrêté les travaux. M. Dortel ajoute que la fouille commencée n'est pas dans l'axe de l'allée qui doit mener à la chambre centrale ; pour lui, les cinq coffres ne doivent être que l'allée elle-même qui serait alors coupée en plusieurs endroits, comme le cas s'est déjà plusieurs fois présenté dans les dolmens du Morbihan et du Finistère.

M. DE LAIGUE a bien voulu communiquer à la Société une étude par lui rédigée sur un *livre de raison* laissé par un chanoine nantais, Claude de la Landelle, mort recteur de Missillac. Ce travail, destiné à être prochainement publié dans la *Revue de Bretagne*, donne tous les renseignements possibles et imaginables sur la vie d'un ecclésiastique au milieu du xvi^e siècle. Le livre de Claude de la Landelle comprend les années 1553 à 1555 ; on y trouve des détails assez intimes sur la vie privée durant ce siècle où les passions furent particulièrement exaltées. Le chanoine nantais décrit ses occupations journalières accompagnées de détails piquants et de traits de mœurs qui font de son livre une révélation pour l'historien à qui il découvre la coulisse d'une époque dont la vie publique ne fut que le théâtre mouvementé.

M. DE BOCERET, en quelques pages fort documentées, retrace l'un des épisodes de la querelle du Jansénisme qui agita la fin du règne de Louis XIV, en étudiant la vie et l'arrestation de *dom Louvard, moine de Saint-Gildas-des-Bois*. Né vers 1675, Jean Louvard embrassa la vie religieuse et entra à l'abbaye de Saint-Denis où il se jeta dans la lutte contre les Protestants. Ayant enfreint les règles prescrites par la *bulle Unigenitus*, Louvard fut déplacé et envoyé à Corbie, puis à Landévennec et à Saint-Gildas ; et partout il se fit l'apôtre du Jansénisme. Dénoncé par l'abbé

de la Batte, il fut arrêté à Saint-Gildas, enfermé à la Bastille, et ses papiers furent saisis. Après cinq années de captivité, une lettre de cachet l'envoya à Rebais. Là, il porta de nouveau ombrage à l'autorité ; sur le point d'être arrêté, il s'échappa adroitement et se réfugia en Hollande où il mourut.

M. SENOT DE LA LONDE ajoute que le curé de Thouaré, qui trempa dans le Jansénisme, a laissé des documents fort curieux sur le litige qui s'éleva entre lui et l'évêque de Nantes. Ce dernier ne put en avoir raison et fut forcé de s'installer à Thouaré pour administrer lui-même les sacrements.

M. G. DE WISMES fait remarquer qu'il reste dans le département un monument dont l'histoire touche en partie à celle du Jansénisme : le calvaire de Pontchâteau que l'on tenta de faire abattre au XVIII^e siècle, le P. de Montfort ayant été accusé de construire plutôt une citadelle qu'un monument religieux.

M. MAÎTRE donne lecture du procès-verbal d'une enquête ordonnée par Colbert, en 1664, sur *l'état des navires du Comté nantais*. De cet important document, il ressort qu'au XVII^e siècle les capitaux se groupaient déjà pour faire de l'armement. La plupart des navires étaient construits alors à l'étranger, principalement en Danemark et en Hollande, où les armateurs trouvaient de meilleurs avantages et des ouvriers plus habiles. En dehors du port de Nantes, la vallée de la Loire comprenait, en 1664, de 20 à 30 barques. Les autres ports, le Croisic, le Pouliguen, Bourgneuf, Pornic, armaient surtout pour la pêche à la morue ou le transport du sel.

M. G. DE WISMES lit *l'interrogatoire d'un vagabond détenu dans les prisons de Guérande*, fait par Mathieu Rouaud, sénéchal de la chatellenie d'Escoublac, le 18 août 1734. Ce prisonnier, nommé François Guiboré, originaire du Finistère, avait été rencontré à la foire d'Escoublac, portant sur la poitrine la croix rouge des captifs délivrés. Il répondit, aux questions qui lui furent posées, qu'en 1721, étant à bord d'un vaisseau de Bordeaux allant à Lisbonne, il tomba aux mains de pirates qui l'emmenèrent captif au Maroc. Délivré par un missionnaire dont il ignore le nom, il revint en Europe

et, au moment de son arrestation à Escoubac, se dirigeait sur Nantes où il espérait trouver du travail. M. de Wismes ajoute qu'autrefois il était interdit aux mendiants valides d'errer. On les arrêtait et on leur donnait de l'ouvrage ; s'ils le refusaient, ils étaient déportés aux colonies. Une déclaration de 1686 condamnait les mendiants valides à cinq ans de galère.

Le Secrétaire Général,
QUILGARS.

SÉANCE DU MARDI 2 DÉCEMBRE 1902

Présidence de M. DORTEL, vice-président

Etaient présents : MM. DE BERTHOU, BLANCHARD, DE BOCERET, CHARON, HOUDET, V. LAGRÉE, MÉRY, DE MONTI DE REZÉ, A. OHEIX, PIED, DE SÉCILLON, SENOT DE LA LONDE, SOULLARD, TRÉMANT, DE VEILLECHÈZE, A. VINCENT et le baron DE WISMES.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté.

M. le Président présente les excuses de MM. Léon Maître, l'abbé Brault, Quilgars et Revelière, empêchés d'assister à la séance ; et dépose sur le Bureau une lettre d'invitation de la Société Académique à sa séance solennelle du 12 décembre. Rappelant le deuil qui vient de frapper notre Réunion par la mort de l'honorable M. Riardant, M. Dortel redit ses éminents services durant sa longue gestion financière. Jusqu'à ces derniers temps, l'ancien Trésorier de notre Société lui prodigua sans compter les marques de son infatigable dévouement ; et quand lors du dernier renouvellement du Bureau, il déclina les délicates fonctions que notre affectueuse estime s'obstinait à vouloir lui maintenir, sa générosité vint ajouter de nouveaux titres à notre reconnaissance.

L'approbation qui souligne les paroles émues de M. le Président, atteste chez tous la vivacité de regrets que les discours de MM. Léon Maître et Dortel aux obsèques de

M. Riardant, ont éloquemment et justement exprimés. Notre ancien Président, M. le marquis de Brémond d'Ars, vient y joindre sa chaleureuse adhésion.

M. Méry exhibe un curieux chapelet du XVII^e siècle d'un bel état de conservation; la croix est ornée à chaque extrémité de médailles d'argent de l'époque, très bien frappées.

M. Soullard rend compte d'une intéressante trouvaille faite récemment par les ouvriers occupés aux travaux de dragage de l'île Mabon. D'un vieux coffre enseveli sous la vase, on a extrait une quantité considérable de monnaies d'argent à l'effigie de François I^{er}, de Henri II, Henri III, Henri II de Navarre, de Henri IV (1606), et de Ferdinand d'Espagne. Ces pièces usées et d'une frappe défectueuse ont malheureusement été dispersées aux mains de personnes à qui elles n'offrent qu'un intérêt vénal. La serrure du coffre qui provenait sans doute de quelque galiote échouée à cet endroit, a été acquise par le Musée; mais il est regrettable que les travaux pouvant amener de semblables découvertes ne soient pas l'objet d'une surveillance qui préviendrait des accaparements souvent illégitimes et presque toujours sans profit pour l'histoire locale.

MM. de Monti, Chaillou et Leroux, membres sortants, sont réélus pour trois ans membres du Comité central.

M. de Berthou présente l'analyse d'une plaquette rarissime de la bibliothèque de Nantes intitulée *L'après-dinée des dames de la Juiverie*.

Cet opuscule dont il n'existe que quatre ou cinq exemplaires connus, et qui porte la date de 1722, forme un petit volume in-16 allongé contenant un prologue de 2 pages non chiffrées, et de 77 pages chiffrées, plus 5 pages de privilège non chiffré à la fin. L'auteur qui se dissimule sous le pseudonyme de sieur de Nonnantès y met en scène dans une sorte de comédie de 3 actes en prose, trois dames, femmes de procureurs et de notaire. L'action se passe à l'hôtel des Trois-Vermines, et le nom des charitables interlocutrices indique à lui seul l'emploi de leurs loisirs. Mesdames Babil, Secret et Desens déchirent à belles dents la réputation du prochain, et défilent un interminable chapelet de racontars scandaleux où les aventures de maris trompés alternent avec les histoires de laquais infidèles. Les scènes se déroulent incohérentes, sans

suite ni intrigue ; le dialogue, souvent incompréhensible, est écrit d'un style trivial et grossier sentant la loge ou l'office. Malgré ces défauts et l'absence de toute valeur littéraire, ce pamphlet n'en est pas moins curieux par les détails qu'il offre des mœurs et de la vie de la bourgeoisie nantaise au XVIII^e siècle. Et M. de Berthou dont l'esprit critique et avisé saisit toutes les particularités, y relève judicieusement certaines locutions de patois rustique que l'on retrouve encore aux environs de Nantes, d'autres au contraire complètement disparues.

M. de Veillechêze donne lecture d'une étude très documentée sur M^{me} de Bulkeley, cette femme à l'entrain endiablé, aussi ardente au plaisir qu'intrépide au feu, « vrai casse-cou d'amazone », dont le nom est intimement lié aux victoires comme aux défaites de Charette. Fille d'un obscur gentilhomme de province, Céleste Talour de la Carterie avait épousé M. Chappot de la Brossardière qui la laissa veuve de bonne heure avec une fille. Elle le pleura consciencieusement pendant un an, et, en 1786, elle convolait en secondes noces avec un élégant officier du régiment de Walsh, William de Bulkeley.

Au mois de mars 1793, son mari s'empare, par un hardi coup de main de la Roche-sur-Yon, et la vaillante amazone à la tête de quelques cavaliers d'élite s'enrôle elle-même dans la division de Joly. Mais sa nature brillante, héroïque et primesautière s'accommode malaisément de la discipline de fer du vieux chirurgien. Bientôt elle le quitte pour l'armée de Charette qu'elle rejoint à son quartier général de Legé. A dater de ce jour, on la rencontre sur tous les champs de bataille, faisant le coup de feu contre les dragons républicains, dansant le soir aux feux du bivouac, éblouissante de charmes et d'esprit sous la tente du général. Blessée de deux coups de sabre à Torfou, elle se rapproche de la Grande Armée, qu'elle accompagne dans l'expédition d'outre Loire, et assiste aux défaites de Cholet, du Mans et de Savenay. Des patrouilles l'arrêtent au Loroux, au moment où, avec son mari elle cherche à regagner les cantonnements de Belleville. Tous deux sont enfermés dans les prisons d'Angers, où M. de Bulkeley, jugé et condamné, porte sa tête sur l'échafaud. Le 9 thermidor sauve celle de sa femme qui rejoint Charette

au château de la Maronnière, et bientôt avec lui reprend la campagne.

Le 3 octobre de cette année, elle vient, avec ses cavaliers, défilér les troupes républicaines qui occupent en force le château du Givre, près Saint-Cyr-en-Talmondaïs. Là, elle fait mettre pied à terre et ordonne l'assaut. Un feu terrible repousse les royalistes ; mais l'intrépide guerrière qui les commande, ranime leur courage prêt à faiblir et les ramène à l'ennemi. Ce n'est qu'après une nouvelle tentative infructueuse, qu'elle se résigne à la retraite, qu'elle dirige et protège avec un sang froid et une bravoure auxquels les généraux républicains eux-mêmes ont rendu hommage. La mort de Charette l'oblige enfin à déposer les armes. Déjà veuve de deux maris, elle en épouse un troisième qui meurt à son tour, se remarie en quatrièmes nocés, vient se retirer à Rezé, et enfin meurt à Angers vers 1832. Telle fut l'étonnante odyssée de cette femme extraordinaire dont M. Chappot de la Chanonie a écrit la biographie et que l'historien de Charette, M. Bittard des Portes, ne pouvait oublier.

MM. de Berthou et Dortel présentent ensuite une description très précise d'un curieux monument païen situé à Langon (Ille-et-Vilaine), et connu sous le nom de chapelle de Sainte-Agathe. Cet édicule dans lequel certains savants ont voulu voir un temple dédié à Vénus, est en réalité un monument funéraire gallo-romain, formé de deux parties distinctes, séparées à l'origine, et réunies plus tard.

D'abord une abside voûtée en cul-de-four, et à la suite une construction rectangulaire en petit appareil très régulier, espacé de cordons de briques. C'est la *cella memoriæ*. Dans la zone vide devait être l'autel où l'on sacrifiait aux dieux.

En 1739 sur les parois de la voûte on découvrit une peinture à fresque représentant le Triomphe de Vénus sortant de l'onde accompagné de l'Amour monté sur un dauphin. Cette fresque malheureusement déjà très détériorée, avait été, à l'époque de l'introduction du christianisme en Gaule, recouverte de peintures religieuses. Elle est actuellement la fresque romaine la plus ancienne connue en France. Mais le monument qui la renferme est dans un tel état d'abandon, les mesures prises pour le soustraire au vandalisme moderne

si peu efficaces, que le temps n'est pas loin où il n'en subsistera plus que le souvenir !

M. René Blanchard donne lecture d'extraits d'un intéressant document conservé aux Archives du Département, et relatant la prise de possession de la baronnie de Retz en 1780. Les savantes annotations qu'il ajoute sur les changements survenus au cours des siècles dans cet important domaine, doublent la valeur historique de cette communication.

La baronnie de Retz était, depuis l'an mil, demeurée dans la même lignée; accrue de fiefs accessoires ou diminuée d'étendue, elle avait toujours pu être reconstituée aux mains de ses seigneurs, sans avoir jamais été aliénée dans son entier. A la veille de la Révolution, son possesseur actuel, le duc de Villeroy, la vendit au comte de Brie-Serrant moyennant le prix de quatorze cent mille livres. La prise de possession officielle par le délégué de l'acquéreur, le chevalier de la Grandière, se fit avec le cérémonial accoutumé, et il ne fallut pas moins de dix jours pour visiter toutes les dépendances de cette terre la plus importante du Comté nantais.

Le procès-verbal débute par la description du château entouré de quatre douves, avec ses ponts et portes surmontées de l'écusson des Gondy. Le mandataire du comte de Serrant à qui les officiers de la Maison ont présenté les clefs, pénètre d'abord dans la salle qui renferme les Archives de la baronnie, puis dans les appartements où il doit suivant l'usage prendre une collation et faire « feu et fumée » ; il entre ensuite dans la chapelle, s'y agenouille, et sonne la cloche après avoir entendu la messe du chapelain. De là, il passe au nouveau château, traverse le jardin, parcourt les avenues et les escarpes. En 1780 les fortifications, décrites dans la déclaration de 1674, n'existent plus, Louvois les ayant fait raser vers cette époque, au témoignage de Gérard Mellier.

M. de la Grandière visite ensuite l'Auditoire, où le reçoivent sénéchal, procureurs et huissiers. A Machecoul le siège de la Justice seigneuriale est installé convenablement, mais il n'en est pas de même partout : à Bois-de-Céné, la salle d'audience est installée dans la modeste chambre d'une maison dont le reste est occupé par un cabaret ; à Saint-Philbert et à Legé, on se contente d'une table en plein air ! On se dirige ensuite vers l'église de la Trinité, où le recteur,

messire Hervé de la Bauche, doyen de Retz, reçoit le représentant seigneurial avec la croix et la bannière, accompagné de tout le clergé paroissial, et lui offre de prendre place sous le dais, honneur qu'il décline toujours. Pendant que les cloches sonnent à toute volée, M. de la Grandière est conduit au banc des sires de Retz, où il fait « prières et oraisons », tandis que l'on entonne le *Veni Creator*. Son départ est salué par le chant du *Te Deum*. On visite ensuite le couvent des Calvairiennes ; le délégué du comte de Brie prend place au sanctuaire sur un coussin, et devant la grille du chœur il est complimenté par l'une des religieuses. En 1780, l'abbaye de la Chaume n'existe plus, et en passant M. Blanchard rectifie la date de sa fondation qui doit être fixée à 1055, par Harcouët, et non à 1066 comme l'ont avancé certains historiens.

La visite s'achève par la prise de possession de certains édifices de moindre importance : les halles, les prisons, les fours à ban, etc.

Une seconde journée fut employée par M. de la Grandière à faire reconnaître ses droits seigneuriaux sur la forêt de Machecoul où l'escortèrent les quatre garde-chasse. De là il se rendit à Bourgneuf et au Port du Collet, qui jadis voyait affluer des navires de Dieppe, Cherbourg, Saint-Malo, Newcastle et Bristol, et recevait au milieu du x^e siècle une flotte hollandaise de 24 vaisseaux, et une danoise de 14. En 1780, la rade est sans doute bien déchue de son importance passée, mais on y voit encore des barques de faible tonnage.

En terminant M. Blanchard remarque qu'en 1780 les murs et les fossés qui entouraient Machecoul n'existent plus ; et que de ses quatre portes, de Saint-Nicolas, la Garnache, la Basse-Cour, et du Marché, seule cette dernière subsiste encore. Quant à celle dénommée dans les vieux titres : porte du pré au Curé, ce n'était probablement qu'une poterne.

La séance est levée à six heures.

Le Secrétaire Général,

J. SENOT DE LA LONDE.

MÉMOIRES

M^{me} de Bulkeley et le château du Givre

Le quatorzième jour de mai 1753, naissait au château de la Carterie, paroisse de Bécon, en Anjou, Céleste-Julie-Michelle Talour, fille de Guy-Barthélémy Talour, écuyer, Sieur de la Carterie, Conseiller-Secrétaire du Roi, Auditeur à la Chambre des Comptes de Bretagne, et de dame Jeanne Olivier.

Les Talour portaient : *d'azur à la croix pattée d'argent chargée, au milieu d'un cœur de gueules.*

Quant, 21 ans plus tard, son digne père passa de vie à trépas, il ne se doutait guère que sa charmante fille Céleste, élevée dans une famille austère, aux mœurs compassées, cachait sous des dehors attrayants un caractère des plus énergiques et, qu'un jour, aux bijoux qui convenait à son sexe et sa beauté, elle préférerait des armes peu faites pour ses mains délicates. Ce sont là de ces coups de théâtre qui jaillissent des époques troublées ; c'est d'elles que sortira « *ce casse-cou d'amazone, tête folle qui dansera les soirs de bataille et fera sauter par la fenêtre, à coups de cravache les hommes de loi qui la houspilleront* ». (C. de la Chanonie.)

Céleste Talour de la Carterie dont la fortune s'élevait à 40.000 livres, épousa, en 1779, Louis-Marie Chappot de la Brossardière. Elle vint habiter le château de ce nom situé en Saint-André-d'Ornay, près la Roche-sur-Yon. Six ans après, le 27 avril 1785, son mari la laissait veuve avec un enfant, la jeune Aminte. Elle le pleura scrupuleusement pendant un an et même un peu plus. Mais, un beau jour qu'elle promenait son veuvage, elle rencontra à Oléron où il était en garnison, un bel et jeune officier, William Bulkeley, Lieutenant au régiment de Walsh,

issu de ces Bulkeley, originaires d'Irlande, qui ont donné à la France plusieurs Lieutenants-Généraux. Il était plein d'esprit et d'attrait en même temps que de haute taille et de superbe allure. Ce fut un coup de foudre. En novembre 1786, la jolie veuve était remariée et..... consolée. Elle recommença une nouvelle lune de miel au château de la Brossardière, demeure de son premier mari. C'est là que les insurgés vendéens, en mars 1793, vinrent sommer M. de Bulkeley de se mettre à leur tête. Il débuta en s'emparant de la Roche-sur-Yon et il apporta, dans son premier succès, beaucoup de tempérament en s'opposant le plus possible à tout excès, à toute violence.

Le 24 août 1793, le Général républicain Mieskowski reprit la Roche-sur-Yon. A partir de cette date, M^{me} de Bulkeley va combattre presque chaque jour, vêtue en amazone, à la tête d'une compagnie de cavaliers d'élite recrutée et choisie parmi les meilleurs soldats du vieux chef vendéen Joly.

A l'attaque de la Roche-sur-Yon, le 26 août 1793, les insurgés furent repoussés; mais, ils perdirent peu de monde grâce à la cavalerie qui protégeait leur retraite. On remarquait principalement, dit M. de la Chanonie, une belle femme attachée à l'armée de Joly qui faisait le coup de pistolet contre les dragons républicains dont elle arrêta la poursuite. D'après M. de Beauchamp, un des premiers historiens de la guerre de la Vendée, son caractère batailleur ne lui enlevait rien des agréments de son sexe. Aussi aimable en société que courageuse au champ de bataille, elle désira faire connaissance avec Charette dont la réputation de bravoure et de galanterie avait excité sa curiosité. Elle l'accompagna, ainsi que son mari, à son quartier général de Legé.

Le 19 septembre 1793, peu après la bataille de Torfou où M^{me} de Bulkeley fut blessée de deux coups de sabre, Charette, à la suite d'incidents militaires graves, se retira dans ses cantonnements où M. et M^{me} de Bulkeley

refusèrent de le suivre. Ils se rapprochèrent de la grande Armée et assistèrent aux défaites successives de Cholet, du Mans et enfin de Savenay. Échappant aux soldats de Westerman, M^{me} de Bulkeley, sa fille et son mari parvinrent à repasser la Loire. Mais, arrêtés au Loroux-Bottereau, en tentant de rejoindre l'armée de Charette, ils furent conduits à Angers et, après quelques semaines de détention, condamnés à mort. M. de Bulkeley monta énergiquement à l'échafaud, le jour de sa condamnation, le 20 janvier 1794. Sa femme obtint un sursis et resta en prison où elle perdit sa fille épuisée par les misères et les privations. Thermidor rendit la liberté à la mère. Quelque temps après, celle-ci rejoignait le camp de Charette. Elle y rallia ce qui restait de ses anciens cavaliers et reprit la campagne.

A la fin de 1794, le Général en chef du bas Poitou était venu s'installer à Belleville, au centre de ses divisions, après un triple succès sur les camps républicains. Il s'y forma, au vieux château de la Maronnière, une sorte de cour que présidait M^{me} de M..... dont l'aimable accueil, l'intelligence distinguée charmaient tous les assistants. M^{mes} du Fief et de Bulkeley y brillaient aussi par le souvenir de leurs exploits au moins autant que par leur beauté. On vit alors sortir de maintes cachettes, des jeunes femmes et des jeunes filles qui semblaient n'avoir échappé que par miracle aux colonnes infernales. Elles rentraient dans leurs châteaux ou dans leurs maisons, d'abord en réfugiées mystérieuses et craintives puis, bientôt, en vraies propriétaires, après être allées saluer Charette qui les conviait à des diners et à des fêtes. Les repas étaient simplement servis et les toilettes de bal pauvrement ajustées. Mais quelle joie, pour tous ces gens en pleine jeunesse, de vivre, de danser, de rire au lendemain de tant de périls! Aussi, comme on reprenait en chœur la chanson de Charette attribuée à Lemoëlle, la vraie, naïve et incorrecte (Bittard des Portes f° 383).

Les troupes républicaines restaient maintenant sur la

défensive. L'audace des royalistes en croissait tous les jours. Des partis de cavalerie de l'armée de Charette se répandaient au loin, le plus souvent impunément. Le 3 octobre 1794, 200 fantassins et 24 dragons se trouvaient au château de la Brunière, dit aussi château du Givre, sur la route des Sables à Luçon, entre les postes d'Avrillé et de Saint-Cyr en Talmondaïs. La présence de la Division De Launay avait engagé le détachement républicain à mettre le château en état de défense. Il s'y réfugia précipitamment en apercevant tout à coup une



Club de Rochebrune

LA BRUNIÈRE EN 1900 (côté du jardin)

Le château du Givre, commune de ce nom, a été construit à la fin du xvi^e siècle (15 may 1590) ainsi que l'atteste la date sculptée dans le granit au-dessus de la porte principale de cette demeure. Il fut édifié par les Bodin, Seigneurs de la Rollandière et de la Brunière que l'on voit déjà propriétaires de cette dernière terre entre 1529 et 1562. Les armoiries d'alliance placées dans un écusson, au-dessus de la date de construction, représentent, à droite, sept besans en orle ; à gauche, quatre fusées en bande, sans indication d'émaux. Ce sont à n'en pas douter, celles de Jacques Bodin, marié vers 1580, dix ans avant la construction du Château, à Antoinette

troupe de cavaliers à cocardes blanches que guidait une amazone. C'était M^{me} de Bulkeley. Elle vint avec ses cavaliers, devant le château défier les républicains ;

de Bessay. D'après Beauchet-Filleau, les Bodin portaient d'azur à l'écu d'argent en abîme accompagné de 8 besans d'or ; les Bessay, de sable à 4 fusées d'argent posées en bande.

On ne sait quand le château du Givre cessa d'appartenir aux Bodin. Au commencement du XVIII^e siècle, il était la propriété de Pierre de Lescorçe, marié à Jeanne Mareschal, inhumée dans l'église du Givre, le 16 novembre 1715. Quelques années plus tard, une demoiselle de Lescorçe, probablement leur fille, en épousant un de Mauras, porta son domaine dans sa nouvelle famille. Ces derniers, en 1723, firent construire le pont qui sert d'entrée à la cour d'honneur. Ce fait est rappelé par un écusson placé entre les deux arches ; en même temps que cette date de 1723, on y voit les armes des de Mauras : d'argent au chevron de sable accompagné de trois étoiles de même, et celles des de Lescorçe d'azur à l'épée d'argent posée en fasce accompagnée de trois fleurs de lys d'argent.

Les de Mauras le conservèrent jusqu'à la Révolution. Ils émigrèrent alors. Leurs biens furent confisqués, puis vendus, Le Givre fut acheté par « un Commissaire du Directoire » exécutif près l'Administration municipale du canton des « Moutiers-les-Mauxfaits » ainsi qu'il se qualifie lui-même dans un acte de l'état civil du 10 floréal an VI, (30 avril 1797). Ses héritiers vendirent l'immeuble, le 16 octobre 1837, à la famille Pineau, de Nantes, qui l'acquît, avec l'assentiment des de Mauras à titre d'anciens propriétaires.

Le 27 juin 1853, la famille Pineau l'échangea contre le domaine de la Bardonnerie, avec M. Louis-Adolphe de Goué et M^{me} Charlotte-Lydie-Avice de Mougou, son épouse. A leur mort, dans le partage de leur succession, le 4 septembre 1895, entre leur fils M. Alain de Goué et leur fille M^{me} Letard de la Bouralière, femme du distingué ex-président de la Société des Antiquaires de l'Ouest, membre actuel de la Société archéologique de France, il fut attribué à M^{me} de la Bouralière. Il est habité aujourd'hui par M. Jean de Veillechêze de la Mardière, Maire actuel du Givre, et par sa femme, M^{me} Marguerite de la Bouralière, gendre et fille aînée des précédents.

puis, elle fit mettre pied à terre aux Vendéens et donna l'assaut. Par des murs percés de meurtrières, la garnison fit un feu terrible qui repoussa les royalistes. Mais, l'intrépide guerrière qui les commandait ne se retira qu'après une nouvelle tentative également infructueuse. Elle ordonna la retraite sans que l'ennemi vainqueur essayât de la poursuivre (Bittard des Portes, f° 385).

Voici, sur ce même sujet, ce qu'écrivit le général républicain Beaupuy au Comité de salut public :

« Depuis l'enlèvement du camp des Moutiers, les
» rebelles ne cessaient de faire des courses sur la route
» des Sables à Luçon. Ils se réunissaient au château du
» Givre où Delaunay commandait. Des ordres ont été
» donnés pour occuper le Château. Le 3, deux cents
» hommes et vingt-quatre dragons s'y sont établis.
» L'amazone Bulkeley, célèbre par ses cruautés, est
» venue l'attaquer. Elle a été repoussée vivement. Elle a
» fait une nouvelle tentative avec plus de forces ; mais,
» le poste ayant été fortifié et le Château crénelé, les
» rebelles ont été obligés de prendre la fuite quoi que
» six fois plus nombreux. » (C. de la Chanonie.)

Le temps qui s'écoula entre l'assaut du Château du Givre et la prise de Charette manque de renseignements sur les faits et gestes de M^{me} de Bulkeley. On ne la voit figurer que dans des mémoires juridiques publiés à propos d'un procès de famille qui se trouvent à la bibliothèque de la Roche-sur-Yon. L'un de ces mémoires établit qu'après la pacification de la Jaunay, M^{me} de Bulkeley, retourna à la Brossardière, en mai 1795. Elle reprit les armes jusqu'à la capture de Charette (mars 1796). Alors, elle renonça pour toujours à l'existence mouvementée qu'elle avait menée pendant trois ans. Elle se retira de nouveau à la Brossardière, plus seule que jamais, elle qui avait horreur de la solitude. Aussi, en 1797, épousait-elle M. Thoreau de la Touchardière, originaire du Maine, qu'elle enterrait

dix mois plus tard, le 3 août 1798. Et s'il fut son troisième, il ne fut pas son dernier époux ; car, marieuse infatigable, l'ancienne amazone de Charette, quatre ans et demi après, convolait en quatrième noce avec un officier de fortune alors en garnison à Nantes, le capitaine François Pissère, né à Givry, Saône-et-Loire, en 1769. Le mariage fut célébré à Rezé, près Nantes, le 9 janvier 1803. Elle le suivit dans ses différentes garnisons. Puis, ils se retirèrent aux Ponts-de-Cé et, enfin à Angers où elle mourut, avant son quatrième mari, le 13 mars 1832, âgée de 79 ans. (C. de la Chanonie.)

D'une nature combative en même temps que d'un caractère enjoué, batailleuse plutôt qu'héroïque, M^{me} de Bulkeley sut prendre par leur beau côté, les événements de la vie. Elle fut du nombre de ces quelques femmes fortement trempées qui, dans le soulèvement vendéen, préférèrent la lutte à main armée à la mort sans résistance.

En voulant rappeler l'épisode le plus dramatique, sans doute, dont furent témoins les vieilles murailles du Château du Givre, où nous avons reçu une si affectueuse hospitalité, nous ne pouvions nous dispenser d'y associer la biographie écourtée de celle qui vint, avec plus d'audace que de succès, heurter à leur pied sa bouillante énergie.

Des faits énoncés ci-dessus nous avons emprunté la meilleure part à deux articles de M. Chappot de la Chanonie, publiés sur M^{me} de Bulkeley dans la *Revue du Bas-Poitou*, années 1891 et 1892, et au très intéressant ouvrage « *Charette et la guerre de la Vendée* », par M. Bitard des Portes, édité à Paris, en janvier 1902.

Nantes, le 16 novembre 1902.

A. DE VEILLECHÈZE.

Le Manoir de Kervaudu et ses anciens Propriétaires

(Style du XV^e siècle)

D'autant plus remarqué qu'il est unique dans la contrée, composé de deux grandes pièces au rez-de-chaussée, de deux autres au premier étage et de deux chambres éclairées par deux fenêtres dans les combles, le tout desservi par un escalier à pivot, marches en granit, dans une élégante tourelle, tel est le petit manoir de



KERVAUDU (Croisic)

Kervaudu, situé dans la campagne, non loin de la côte N. O. du Croisic d'où la vue s'étend sur les bords de Saint-Goustan et de la Turballe et, en arrière, sur la pointe de Piriac et une partie du coteau de Guérande. Actuellement, ce n'est plus qu'une ferme dont le rez-de-chaussée n'est plus qu'une écurie.

Il n'est pas impossible qu'il ait été édifié par ses premiers propriétaires connus, les Gentilhommes. On voit un René Timothée Gentilhomme, sieur de Lespine, habitant le Croisic, publier à Liège, en 1606, un petit poème intitulé *La parure des dames*, œuvre qui, d'après ses contemporains, n'était pas dépourvue de grâces. Il mourut en 1610. Sa famille avait été reconnue noble à la Réformation de 1429-1455, paroisse de Couëron. Elle portait, d'après P. A. Monnier, *Parti, au 1^{er}, d'azur au lion d'argent. Au deuxième, coupé au 1^{er} d'azur à 3 billetes d'argent en bande ; au 2^{me}, fascé d'argent et d'azur.*

Après lui, on retrouve un René Gentilhomme, sieur de Lespine et de Kervaudu qui, suivant Caillio, f° 285, était fils du précédent, tandis que selon Ernest de Cornulier et P. A. Monnier, il était fils d'un Jean Gentilhomme, ancien de l'église réformée du Croisic. Né en juillet 1610, il fut baptisé par André Lenoir, ministre protestant. Il eût pour parrain René Marec, Sr de Montbarrot et pour marraine Marie Pineau, femme du sieur de Camsoules, Procureur fiscal de la Sénéchaussée de Guérande. (Extrait des registres de baptêmes, mariages et sépultures des réformés du Croisic déposés à la mairie.) S'appuyant sur des données aussi précises, ces derniers semblent être dans le vrai. En tout cas, fils ou parent, il paraît bien appartenir à la même famille.

Ce René Gentilhomme fut admis dans la maison de Gaston d'Orléans à titre de page en 1637. Puis, il devint poète royal et (nominalemeut) historiographe du Roi, à la suite d'un impromptu d'une quarantaine de vers à propos d'un coup de tonnerre qui avait abattu une couronne ducale posée sur un pilier de l'escalier de la maison du prince de Condé, l'improvisateur ayant tiré de cet événement l'augure de la prochaine naissance du Dauphin, depuis Louis XIV.

Bien que René Gentilhomme ait produit des poèmes de différents genres, il était surtout poète lyrique.

Amateur de livres et de beaux arts, il fréquentait particulièrement des peintres émailleurs. A plusieurs reprises, ses aventures amoureuses faillirent lui faire perdre la vie, sans parler de sa disgrâce auprès de Gaston d'Orléans dont il était devenu le rival près d'une jolie fille de Tours, nommée Louison Roger de la Marbellière, dont le prince était fortement épris. (Bizeul, *Bulletin de la Société Académique de Nantes*, année 1862). Tombé en disgrâce, il se réfugia en Hollande. Tallemant des Réaux dans ses historiettes et M^{lle} de Montpensier dans ses Mémoires, font connaître ses équipées et le dépeignent homme d'épée, brave, vivant à la Cour et après la perte d'un procès ruineux avec un de ses parents, sollicitant des secours de Louis XIV et de la reine Christine de Suède. C'est à propos de la mort de ce parent détesté, qu'il composa l'épithaphe suivante citée par Bizeul :

Icy gist en lieu sur, malgré femme et cousine,
Rongé d'horribles vers, l'espine de Lespine
De terreurs, de remords et de rage estant mort,
Ce fourbe, en chicanant, a fait naufrage au port.
J'attendrai, plus heureux, le trépas avec gloire
En décrivant sa vie et ma royale histoire.

René Gentilhomme, d'après P. A. Monnier, fut l'un des plus connus de ces amis des lettres qui, entre 1630 et 1660 formèrent une espèce d'Académie toute protestante dont les réunions avaient lieu tantôt au Croisic, tantôt à Blain, dans la demeure des Rohan. Comme souvenir de cette Académie, il reste un petit volume in 8° de 82 pages dont M. Maugars, avocat à Nantes, possède un exemplaire. Il a pour titre : “ *Poésies rares et nouvelles d'auteurs extraordinaires. Paris, 1662* ”.

Il s'y qualifie, dit Caillio, f° 185, de S^r de Lespine et de Kervadoué ou Kervaudu, en français de la Villedieu.

Il mourut à Nantes, le 12 novembre 1671, à l'âge de 60 ans, ainsi que le constate son acte de décès extrait

des registres de l'église protestante de Sucé conservés au Greffe du Tribunal. Son portrait, gravé à Paris en 1637 par Daret, le désigne ainsi : René Gentilhomme, *Croisi-quais*, Sr de Lespine, page domestique de Monseigneur frère du Roi *ἑταῖρος διδόντος* (1).

On lit au bas du portrait deux inscriptions : l'une, en latin, de Jean Leochenus, Ecossais : l'autre, en vers français, de Jean Meschinot, un Nantais.

Qu'on ne chante plus Mars en Thrace,
Ni dans Amathonte l'amour,
Ni Phoebus sur le Mont Parnasse.
Voici leur unique séjour.

D'après Ernest de Cornulier dans son dictionnaire des terres et juridictions de l'ancien Comté Nantais, et P.-A. Monnier dans ses notes sur la presqu'île guérandaise, la sœur de René Gentilhomme avait épousé Daniel Jollan, Sr des Roches.

En 1762, Joseph de Lespine, prêtre, était titulaire de la Chapellenie de Notre-Dame-du-Murier, à Batz.

On pourrait s'étonner qu'à la suite des aventures, des duels, de la vie mouvementée de son propriétaire, le petit domaine de Kervaudu n'eût pas changé de mains. Il n'en serait rien, à en croire E. de Cornulier ; il l'aurait conservé jusqu'à sa mort, en 1671.

Plus ou moins directement après lui, son manoir passa dans la famille des Le Gruyer, Sr de Kerflice,

(1) Voici, extrait des archives de Sucé, année 1671, fo 10, Vo, dans les actes de l'état civil produits et analysés par le marquis de Granges de Surgères, registres des Protestants de Nantes, Blain, le Ponthus, Sucé et Vieillevigine, son acte de décès :

« Aujourd'hui douzième novembre mil six cent soixante et onze est mort René Gentilhomme sieur de Lespine âgé d'environ soixante ans et a esté enterré le treizième dudit mois et an. « Signé : Jacques de Brissac, ministre »..

paroisse d'Herbignac ; de Kerjan, par. de Guérande ; de Kouhourdez et enfin de Kervaudu, par. du Croisic. — Déboutés et déclarés usurpateurs à la réformation du 4 novembre 1670, Ressort de Nantes, les Le Gruyer encoururent une amende de 400 livres. On les voit figurer avec d'autres armes dans l'armorial de 1696.

Voici quelques extraits des registres paroissiaux concernant cette famille :

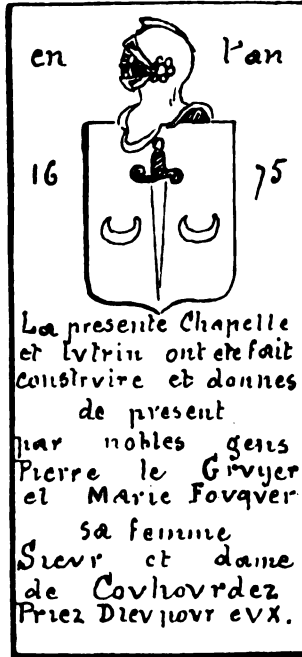
- 21 janvier 1527. Inhumation dans l'Eglise du Croisic d'Olivier Le Gruyer, époux de Françoise Le Bihau.
- 21 novembre 1563. Baptême de Jacques Le Gruyer, fils de Jacques et de Madeleine Kerallan.
- 23 novembre 1599. Baptême de Jacques Le Gruyer, fils de Jean et de Marthe Yviquel.
- 22 novembre 1619. Baptême de Jacques Le Gruyer, fils de Jean Du Jan et de dame de Brambily.
- 24 novembre 1675. Pierre Le Gruyer et Marie Fouquer, sa femme font construire la Chapelle Saint-Pierre.
- 14 septembre 1676. Mariage de Pierre Le Gruyer, Sr de Couhourdez avec Ollive Guilloré.
- 12 mai 1712. Mariage de Joseph Le Gruyer avec Marie André, fille de Guillaume et de Jeanne Morvan.
- 22 octobre 1724. Décès de René Le Gruyer, sieur de Kervaudu.

Les Le Gruyer comptent plusieurs Maires du Croisic : Pierre Le Gruyer en 1643 ; Jean en 1653 ; René Le Gruyer en 1675.

En 1775, un Le Gruyer de Kervaudu était doyen-recteur de Loc-Mâlo-Guéméné, ainsi que nous avons pu le lire au bas d'un portrait à vendre, en juin 1900, chez un miroitier, rue des Arts, 12, à Nantes.

Les Le Gruyer portaient *de gueules à une épée en pal accostée de deux croissants d'argent*. On peut, à la sacristie du Croisic, voir leurs armes au bas d'un vieux tableau représentant saint Jean l'Evangéliste devant la porte Latine. On les trouve reproduites aussi sur une plaque de bronze rappelant la fondation de leur chapelle Saint-

Pierre qu'a bien voulu nous communiquer M. l'abbé Clénet, curé du Croisic.



On accédait à cette chapelle, fondée sous le vocable de Saint-Pierre, par une large ouverture pratiquée dans la muraille de l'Eglise Notre-Dame-de-Pitié, proche l'autel du Rosaire, un peu au-dessous de l'enfeu des de la Haye. Lorsque cette chapelle, qui empiétait sur l'ancien cimetière, fut démolie, vers 1850, le cimetière ayant été désaffecté, cette ouverture fut close partie par de la maçonnerie, partie par une porte donnant accès dans les dépendances de la cure actuelle.

Parmi diverses autres fondations pieuses de la famille Le Gruyer, il en est une prescrivant, le jour de Pâques, pendant l'exposition du Saint Sacrement, le chant de

l' « *O filii et filiae* » qui s'est traditionnellement perpétuée jusqu'ici.

Il ne nous a pas été possible de savoir qui a possédé Kervaudu depuis la fin du XVIII^e siècle jusqu'en 1825, époque à laquelle il fut acquis par M. Vaillant dont en hérita sa sœur, M^{me} Amelot. Ses descendants en sont encore détenteurs.

Nous avons indiqué ci-dessus les sources auxquelles nous avons puisé nos informations. Nous croyons devoir répéter en finissant que c'est dans les notes de M. Caillo sur le Croisic et dans celles de M. Monnier sur la presqu'île guérandaise que nous avons puisé le plus largement.

Croisic, le 22 août 1902.

A. DE VEILLECHÈZE.

Mise à la côte, au Croisic, du vaisseau le "Soleil-Royal"

Chercheur infatigable, toujours à l'affut de tout ce qui, dans le passé, concerne sa paroisse, M. l'abbé Clénet, curé du Croisic, nous a raconté qu'il avait appris d'un ecclésiastique de ses amis, qu'en 1793, les Capucins du Croisic, dont la demeure était située sur les terrains occupés aujourd'hui par les Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, avaient, au moment de quitter la France, remis le Journal de leur maison, au Curé du Bourg-de-Batz. Celui-ci légua, en mourant, sa bibliothèque dans laquelle se trouvait ce journal, à un neveu également prêtre qui, entré en relation avec un Capucin du Couvent de Paris, crut devoir lui remettre ce manuscrit comme appartenant à son Ordre bien plutôt qu'à un simple curé de campagne.

Persuadé qu'il s'y pourrait trouver des renseignements curieux pour l'histoire locale du Croisic, l'abbé Clénet, à plusieurs reprises, en sollicita une copie de la Maison de Paris, qui a fini par la lui adresser. Il a bien voulu nous la confier et nous autoriser à en extraire ce qui nous paraîtrait digne d'intérêt. En effet, et sur son indication, nous y avons trouvé le procès-verbal suivant rédigé par un interprète narrant d'une façon dramatique l'échouement, dans la baie de Saint-Goustan, tout près de l'entrée du port, du vaisseau le *Soleil Royal*, venant se jeter à la côte pour ne pas tomber aux mains des Anglais, à la suite d'un combat malheureux, sous Belle-Isle, de la flotte de M. de Conflans, écrasée par celle de l'amiral Hawke.

Extrait du " Journal des Capucins ", du Croisic, 1617-1792

*Relation de ce qui vient de se passer sur mer, cette année 1759
faite par un interprète au Croisic*

Le mardy 29 novembre, sur le midy, le Guetteur de la Tour aperçut une certaine quantité de voiles à la hauteur de Belle-Isle. Il en donna avis sur le champ à M. le marquis de Broc, commandant au Croisic. Je montai à la Tour à une heure environ et, de temps à autre, dans les éclaircies, nous apercevions quelques voiles sans en pouvoir déterminer le nombre.

Vers les trois heures, nous découvrîmes une grande quantité de vaisseaux, qui tous couraient au N. E. Nous nous doutâmes que c'étaient les escadres de M. de Conflans et de Hawke. — Nous ne fûmes pas longtemps dans l'incertitude, car, dans l'instant, nous nous aperçûmes qu'ils se canonnaient, ce qui continua jusque vers cinq heures et demie du soir, les vents au N. O. grand vent et par grains. La nuit étant venue, nous n'entendîmes plus rien. Je passai la nuit dans de grandes inquiétudes. Le lendemain, mercredi, à la pointe du jour, je courus à la montagne du Lénigo, m'attendant à voir recommencer le combat. Je fus très surpris de voir un grand vaisseau mouillé auprès de Saint-Goustan et un autre faire voile pour venir s'échouer à l'entrée de notre port, ce qu'il fit auprès de la troisième balise, ayant son pavillon en berne. L'autre vaisseau mouillé ne l'eût pas plus tôt vu s'échouer qu'il coupa son câble, mit sa misaine et vint s'échouer tout auprès de lui, mais un peu plus en dehors. Alors, je courus à bord d'un hollandais pour avoir un bateau dans lequel je m'embarquai avec quatre hommes pour aller à bord. Mais, quelle fut ma surprise, lorsqu'en passant au Lénigo, on me dit que c'était le *Soleil-Royal* qui s'était échoué sans avoir eu une seule manœuvre de coupée, ni un seul homme de tué ou de blessé ; que l'autre était le *Héros*, démonté de son mât d'artimon, de son grand et de son

petit mâts de hune, avec plus de trois cents hommes hors de combat. Nous avons perdu dans cette misérable affaire le *Soleil-Royal*, le *Héros*, le *Superbe* et le *Juste* qui ont coulé et le *Formidable*, que les Anglais ont pris.

Le samedi 8 décembre, nous aperçûmes quatre vaisseaux anglais faisant route sur notre rade, où ils mouillèrent la nuit. Le lendemain, sur les 10 à 11 heures du matin, nous vîmes approcher une petite corvette qui avait en traîne le canot du commandant qui, à une certaine distance de terre, quitta la corvette et arbora pavillon parlementaire et entra auprès du petit fort, près le moulin de Saint-Goustan, avec une lettre pour les habitants du Croisic, qui contenait en substance que lui, Paul Ourry, ayant été chargé de M. le Chevalier Hawke, son Général, de venir retirer les canons du *Soleil-Royal*, il engageait les habitants du Croisic à ne se point opposer audit enlèvement ; que s'ils tiraient un seul coup de canon sur les vaisseaux, il avait ordre de bombarder la ville et de mettre tout à feu et à sang. M. le Marquis de Broc, commandant icy, à qui la lettre fut remise, lui répondit qu'il pourrait entreprendre tout ce qu'il voudrait, mais qu'il n'était point d'humeur à le laisser enlever impunément les canons sans faire tout ce qui dépendrait de lui pour l'en empêcher et que dès qu'il serait à portée il ferait feu sur lui. M. le Chevalier de Mancini et moy fûmes chargés de lui porter cette réponse, car M. le Marquis de Broc étant à la messe et l'officier anglais n'ayant pour tout délai donné que dix minutes, il n'eût pas eu le temps de la recevoir. Le Commandant nous dit qu'il nous donnerait le temps de nous rendre à terre, après quoy il commencerait à faire ses dispositions pour remplir son objet. Il passa toute la nuit à se préparer, après quoy, le lendemain, ayant fait approcher une galiotte à bombes, il commença à nous bombarder sur les 7 heures du matin jusqu'à 11 heures que cela dura. On nous tira plusieurs volées des vaisseaux, mais sans aucun succès. Il y eût pourtant

des boulets qui portèrent jusqu'à la Petite-Chambre, auprès de la Motte. Mardy 11 et mercredi 12, ils ont continué à nous jeter des bombes qui n'ont écrasé qu'une petite chaumière et endommagé le devant de la maison de Rimbaut. A l'approche des Anglais, nous n'avions que trois canons de 24 de balles en batterie. On travailla jour et nuit à en établir d'autres, de façon que quand ils s'en sont retournés, nous en avions 8 prêts à tirer, avec deux plates-formes de prêtes pour des mortiers qui sont venus de Vannes et de Nantes.

J'oubliais de vous dire que mardy il arriva aux Anglais une autre galiotte à bombes avec un transport pour porter les canons qu'ils comptaient avoir du *Soleil-Royal*. Ils en ont enlevé deux seulement de 8 de balles qui étaient sur le gaillard d'arrière ; mais, on ignore s'ils en ont pris davantage. M. le Duc d'Aiguillon arriva ici lundy au soir et le lendemain, sur le midy, il envoya un parlementaire à bord du Commandant Anglais pour lui porter une lettre adressée à l'Amiral Hawke, avec prière de la lui faire passer, ce qu'il refusa. Il envoya son canot à terre reconduire l'aide-de-camp de M. le Duc avec l'un de ses officiers pour lui faire ses compliments et savoir s'il n'avait rien à lui demander. M. le Duc redonna cette lettre à l'officier et lui dit qu'il était surpris que M. Ourry faisait des difficultés de dépêcher sa corvette à son général pour lui porter ladite lettre, puisque, quand les Anglais lui écrivaient, les siens n'en faisaient pas pour les recevoir et les lui faire passer.

Ayant sans doute aperçu, des vaisseaux anglais, tous les préparatifs que nous faisons joints à l'impétuosité du vent, ils prirent le parti de s'en retourner et de mettre à la voile, le mercredi, sur les 4 heures du soir. Ils avaient arboré pavillon anglais, au-dessus du français, à bord du *Soleil-Royal*. On l'envoya ôter sur le champ. On y trouva une lettre adressée à M. de Broc, conçue en ces termes : « Celle-cy, Monsieur, servira de réponse à la » vôtre. J'ai rempli mon objet, ayant retiré du *Soleil-*

» *Royal* les canons dont j'avais besoin. J'en ay pris
» possession, ainsy que vous l'avez vu, par le pavillon
» anglais que j'y ai arboré. J'en ay pris les étoiles et j'y
» travaillerai quand il me plaira. Vous avez fait votre
» devoir et j'espère que mon Général sera content du
» mien. Je suis fâché de ne pouvoir pas faire connais-
» sance avec vous. Signé : Joseph-Paul Ourry. »

Pour copie conforme :

Nantes, le 15 septembre 1902.

A. DE VEILLECHÈZE.

•

LES

BÉNÉFICES DE L'ABBAYE DE TOUSSAINT (d'Angers)

DANS LE PAYS NANTAIS

De toutes les grandes cités de l'Ouest, Angers est assurément la ville qui présente encore les plus nombreux et les plus intéressants vestiges des établissements monastiques du Moyen âge. Les ruines imposantes du Ronceray et de Toussaint, la majestueuse tour romane de Saint-Aubin, la vieille Église de Saint-Serge offrent à l'archéologue et à l'artiste les spécimens les plus variés de l'art religieux à toutes les époques. Les Annales de leurs abbayes, intimement liées à l'histoire de la Province, ouvrent à l'érudit un champ fécond en recherches sur le passé de l'Anjou. Mais si les Bibliothèques et les dépôts d'Archives, libéralement ouverts à l'étude des esprits curieux, préservent de l'oubli les précieux cartulaires, les édifices eux-mêmes, minés par le temps ou condamnés par les travaux utilitaires du siècle, s'effritent pierre par pierre ou s'écroulent sous la pioche du démolisseur. Bientôt Angers peut-être, comme tant d'autres villes, hélas ! verra disparaître ces admirables chefs-d'œuvre « des grands bâtisseurs » d'autrefois.

Le touriste qui d'aventure s'engage dans l'étroite artère reliant la place Sainte-Croix, derrière l'abside de Saint-Maurice, au Château, voit bientôt à sa gauche s'ouvrir sous un large portail demi-ruiné, un arceau ogival tout enguirlandé de lierre et de verdure. A droite et à gauche, l'œil perçoit sur des murs rasés à mi-hauteur de fines colonnettes, d'élégants chapiteaux et de gra-

cieuses voussures qu'ombragent des arbustes et que festonnent des plantes grimpantes. Au fond, et l'occupant presque en entier rayonne une magnifique rosace dans le style du ^{xiv}^e siècle; à travers ses meneaux vides le soleil répand sur l'antique sanctuaire profané une lumière mélancolique et douce. La voûte n'existe plus. Il y a quelques années encore, dans ce cadre où l'art et la nature rivalisaient de pittoresque et de grandiose, on voyait groupées sur les dalles des statues d'apôtres, de saints, de guerriers ou de grands personnages dans des attitudes diverses, des pierres tumulaires, des fûts de colonnes, etc. La Ville avait recueilli là tous les objets que fournissaient les travaux de démolition et les fouilles entreprises à Angers (1).

Les ruines de l'Abbatiale de Toussaint sont tout ce qui demeure de cet élégant vaisseau gothique qui faisait l'admiration des grands architectes du temps de Louis XV. Bâti au ^{xiii}^e siècle, en forme de croix latine, sa voûte au transept reposait sur deux colonnes élancées d'une légèreté et d'une hardiesse extraordinaires. En 1723 elle subit d'importants remaniements, et vit son chœur reconstruit dans le goût du style flamboyant. La Révolution l'utilisa pour les besoins de la manutention militaire, et l'Empire le transforma en magasin à fourrages. Sa voûte s'étant écroulée en 1815, la ville obtint d'en reprendre possession.

L'origine de l'Abbaye est modeste et touchante, et c'est uniquement une pensée de charité et de compassion chrétiennes qui inspira son fondateur. En 1028 un chanoine de la cathédrale, Girard, établissait à quelques pas de Saint-Maurice, une aumônerie, pour héberger les pauvres avec un hospice pour les malades. Un cimetière y fut ajouté pour leur assurer le dernier repos et l'évêque Hubert de Vendôme, vint consacrer la

(1) Ces objets ont été depuis transportés au musée Saint-Jean et au musée David, dans les bâtiments du Logis Barrault.

chapelle et y attacha deux prêtres pour la desservir et soigner les infirmes. En 1049, Geoffroy Martel, comte d'Anjou, confia la fondation aux moines de Vendôme qui bientôt s'en dessaisirent entre les mains de l'évêque Eusèbe Brunon ; et ce fut le successeur de ce dernier qui y installa définitivement, en 1115, des Religieux de Saint-Augustin : ceux-ci s'y maintinrent jusqu'à la Révolution. Mais c'est seulement en 1635 qu'ils cessèrent de relever du chapitre de la cathédrale et que l'Abbaye fut réunie à la Congrégation de France.

A la veille de la Révolution, l'Abbaye de Toussaint possédait, en Anjou, en Touraine, dans le Maine et en Bretagne, un domaine important et de nombreux bénéfices. Le Chartrier de Boylesve renferme un dossier qui permet de reconstituer ses possessions à cette époque ; et c'est aux documents qui le composent que sont puisés les principaux éléments de cette étude.

En 1780, l'Abbé de Toussaint avait droit de *nomination et de présentation* sur les paroisses suivantes :

Diocèse d'Angers : Saint-Augustin-lès-Angers, Beaufort-en-Vallée, Juigné-Bené-sur-Mayenne, Trélazé, Tiercé, Villemoisant, Jumelles, Lassé, la Lande-Chasles et Chemillé ;

Diocèse du Mans : Argentré, Saint-Germain-de-l'Houreau, Louverné, Sacé, Saint-Vénérand et Saint-Melaine près de Laval ;

Diocèse de Tours : Saint-Hilaire dans la ville de Tours, Linières et Savonnières ;

Diocèse de Rennes : Saint-Etienne-en-Coglès ;

Diocèse de Nantes : le Pin, Rochementru, la Chapelle-Glain et Vritz.

En outre, il avait *droit de présentation* (la nomination étant réservée aux laïcs), aux cures de Fontaine-Milon, Saint-Georges-du-Bois, Gée, Saint-Jean-des-Mauvrets, Jarzé, et aux chapellenies de la Royère, Sainte-Marie-d'Avrillé près Beaufort, Rosseau près du Plessis-Grammoire, du Froid-Foyer et de Saint-Clément dans la

cathédrale d'Angers. Et il possédait la *nomination* aux prieurés simples et réguliers de la Magdeleine sur les Ponts de Nantes et de Sainte-Marie-de-Monthonac, sis en Nivillac, qui faisait alors partie de notre diocèse. Tous ces bénéfices, dont pouvaient seuls être pourvus les religieux de l'ordre de Saint-Augustin, dépendaient de sa mense qui s'étendait encore sur un grand nombre d'immeubles et de métairies, et comprenait en plus de riches prébendes, rentes, prestations et redevances de toute nature. C'est à l'histoire de ses biens et bénéfices, situés dans les limites de l'ancien diocèse de Nantes, que nous bornerons nos recherches.

PRIEURÉ DE LA MAGDELEINE

Le *Prieuré de la Magdeleine* fut fondé le 9 octobre 1119, par lettres-patentes du duc Conan III, lequel en fit don à l'Abbaye de Toussaint. La duchesse Constance, en 1187, confirma cette donation, et concéda même aux Religieux desservants la possession des Ponts sur la Loire jusqu'aux murs de la ville (Guépin, *Histoire de Nantes*, p. 82) (1). « Nous commandons à nos successeurs, dit la Princesse, d'entretenir cette donaiçon, ou autrement qu'ils soient damnés chez tous les diables, et qu'ils endurent la peine avec le trahiste Judas, et que leurs malins efforts ne sortent à effect. »

(1) TRAVERS, tome II, page 244, conteste la juridiction des Ponts aux Prieurs de la Magdeleine, qui, d'après cet historien, n'en auraient jamais joui. La preuve en est, dit-il, que Pierre Landais, le ministre de François II, et plusieurs autres après lui, furent seigneurs des Ponts avec droit de justice. A l'autorité discutable de Travers, on peut opposer celle de Guépin et de la plupart des annalistes nantais. Si, d'ailleurs, les Religieux de Toussaint ne conservèrent pas au delà du xv^e siècle les avantages que leur avait octroyés Constance, on ne peut les leur dénier jusqu'à cette époque.

Six siècles durant la pieuse fondation fut respectée ; le Prieuré se développa et forma bientôt un Chapitre de Chanoines réguliers. Au xv^e siècle, rapporte Travers, son Chantre tenait une École de musique, et le Scolastique enseignait la grammaire à la jeunesse de la ville. Mais le lien qui l'unissait à l'Abbaye ne se relâcha pas, et ne subit aucune atteinte. Les Etats ou *cueilloirs* du revenu temporel de la mense mentionnent expressément sa dépendance. Celui de 1680, dont les dispositions essentielles se trouvent reproduites dans la déclaration présentée en 1728 à l'Assemblée générale du Clergé de France, signale même cette curieuse redevance : « Le » Prieur de la Magdeleine sur les ponts de Nantes doit » par chacun an au dimanche des Rameaux douze » lamproyes de Loyre ». Et le scribe ajoute : « Il y a » procès au Présidial de Nantes contre M. le Prieur pour » avoir paiement des arriérés. » Les bons moines angevins n'entendaient pas raillerie sur l'exécution des charges imposées à leur bénéficiar nantais ; et pour n'être pas privés à la collation de Carême des grasses murènes de Pirmil, ils n'hésitaient pas à mettre en mouvement tout l'appareil judiciaire !

Aucun document ne permet de fixer de façon certaine la nature et l'étendue du domaine dépendant du Prieuré au temps des Ducs. Il est probable que les libéralités de Conan et de Constance eurent des continuateurs, et que leurs successeurs se plurent à enrichir et à doter de privilèges et de fiefs les religieux de Saint-Augustin, des Ponts. Mais sur ce point, et en l'absence de tout texte, il n'est pas permis de rien conjecturer.

La déclaration officielle des biens de la mense de Toussaint faite au greffe d'Angers le 25 février 1790, en exécution du décret de l'Assemblée nationale, fournit du moins la désignation précise des revenus et charges du Prieuré à la fin du xviii^e siècle. Ses droits portaient sur :

1^o Une maison louée à la veuve Pionneau, ainsi que

le droit de gallois dans la prairie de la Magdeleine, le tout affermé la somme de..... 250 Livres

2° Une métairie dite la Magdeleine, paroisse de Saint-Donatien, consistant en terres, prés et pâtures, affermée à Philippe Nogues, pour..... 400 L.

3° Une maisonnette près la chapelle, affermée..... 160 L.

4° Une rente sur l'Hotel-de-Ville de Nantes..... 540 L.

5° Une autre rente sur l'Hôtel-Dieu..... 300 L.

Soit un total de revenus de..... 1.650 L.

Les charges pesant sur le bénéfice comprenaient :

1° Les décimes estimés 284 L. 2 sols

2° Les frais de desserte de la chapelle. 60 L.

3° Les honoraires du receveur 60 L.

4° Les réparations de la chapelle, de la métairie et des maisons 300 L.

Les charges s'élevaient donc à la somme de 704 L. 2 sols

La chapelle était située au bout de la Chaussée de la Magdeleine et immédiatement avant le pont de ce nom.

Le 14 novembre 1789, Messire Pierre Cœur de Roy, chanoine régulier et desservant du Prieuré, en résignait le bénéfice en faveur de Louis Madot, prêtre du diocèse de Paris et Procureur de Toussaint. L'année suivante celui-ci entreprenait d'importantes réparations sous la direction de l'architecte de la ville, Ceineray. Le détail des mémoires indique l'état de délabrement et d'abandon où était déjà tombé l'antique sanctuaire. La charpente et la toiture durent être reprises ; les vitraux, ferrures, peintures et plâtres, remis à neuf ; les moulures « entièrement dégradées », refaites ; l'église et la sacristie, reblanchies. Le nouveau Prieur faisait en même temps

remplacer l'ancien dais « complètement hors de service », et repeindre ou redorer les gradins, l'autel, les tableaux, le Christ, le Saint-Esprit, les Gloires et têtes de chérubins. Une balustrade en bois, provenant de Saint-Nicolas et qui « n'y était plus d'aucun usage », était placée à l'entour du chœur, etc., etc. — Le compte de ces divers travaux se montait à 1.351 livres.

La Révolution supprima le Prieuré, et ses bâtiments transformés intérieurement furent occupés par une fabrique. Les travaux de voirie qui, au milieu du siècle dernier ont complètement renouvelé le quartier des Ponts, firent également disparaître la vieille chapelle, dont Verger, dans ses *Annales curieuses de la Ville de Nantes*, nous a laissé la description suivante, heureusement accompagnée d'une gravure. « Peu remarquable de construction, le monument présente pour façade sur la rue un pignon de la hauteur de 25 à 30 pieds qui a été percé de diverses ouvertures appropriées aux besoins des locataires qui y tiennent une fabrique pour l'apprêt des draps. De ce côté rien n'annonce une chapelle. A l'Est, l'architecture religieuse ne s'annonce plus que par une forte assise de granit, dont le pourtour demi-circulaire révèle la forme du chœur qui était soutenu par des contreforts qui subsistent encore. Ces restes sont insuffisants pour nous donner l'âge de ce monument qui va disparaître quand on fera le quai qui doit unir la rue neuve projetée, partant du pont suspendu au-dessus du château et traversant la prairie de la Magdeleine » (1).

PRIEURÉ DE SAINTE-MARIE DE MONTHONAC

Le prieuré simple de Sainte-Marie de Monthonac était situé dans la paroisse de Nivillac, à une lieue de la Roche-Bernard, et ressortissait alors avec toute la rive

(1) Verger écrivait en 1837.

droite de la Vilaine au-dessous de Redon, au diocèse de Nantes. Il ne dut entrer dans la mense de Toussaint que vers la fin du xvi^e siècle, puisqu'en 1573 le domaine portant son nom appartenait à Guillaume Gaultier. Il figure en tout cas au *Cueilloir* de l'Abbaye de 1680, où son Prieur est taxé à une rente annuelle de 30 livres.

La déclaration précitée du 25 février 1790 porte que le bénéfice consistait alors en une chapelle, le logement d'un métayer situé auprès, et en terres labourables. Les revenus comprenaient en outre une dime à la onzième sur les gros grains de la paroisse de Nivillac, une autre dime nommée *guellat* sur la paroisse d'Herbignac, une rente de 32 boisseaux de blé seigle, mesure de la Roche-Bernard, due sur toutes les dimes du Recteur de Saint-Dolay, une pareille rente de 32 boisseaux de seigle même mesure, due par indivis par l'Abbé et les Religieux de Saint-Gildas-des-Bois et le Recteur de Nivillac, le devoir de coutume ordinaire qui se lève à la foire de Sainte-Croix, laquelle se tient au Prieuré, le droit de pacage pour cochons et bestiaux dans la forêt de la Roche-Bernard : le tout affermé à Guillaume Thomas et René Berageais, moyennant 1,201 livres et 10 sols. En outre les fermiers doivent l'acquit d'une messe tous les dimanches et fêtes de l'année, évalué à 60 livres, plus le paiement des décimes estimé à 213 livres, 3 sols, 6 deniers. Le total du revenu s'élève ainsi à 1.474 livres 13 sols 6 deniers.

Les charges qui comprennent les frais du service divin, les décimes au diocèse de Nantes, les frais de régie, et l'entretien et les réparations à la chapelle, et aux bâtiments du métayer, montent à 497 livres, 3 sols, 6 deniers.

La déclaration énonçant les revenus et charges de ce bénéfice fut publiée au prône de la grand'messe de Nivillac, le 7 mars 1790, par le vicaire de la paroisse, M. Boterf; et déposée au greffe de la municipalité de cette commune par René-Jean-Baptiste Thomas de la

Borde, avocat au Parlement, lieutenant-général au siège de la Roche-Bernard, ancien maire de cette ville, qui remplissait alors les fonctions de Procureur de la Commune.

PRIEURÉ-CURE DU PIN

Le *prieuré-cure du Pin*, placé sous le patronage de Saint-Lambert, fut fondé, d'après la tradition, sur les ruines d'un ancien monastère de l'ordre de Saint-Benoit.

Il comprenait au XVIII^e siècle environ neuf cents communians. Son titulaire acquittait dès 1680, une rente annuelle de 40 livres au Chapitre de l'Abbaye et ses revenus soumis au partage par moitié avec celle-ci, étaient évalués, en 1790, à 1.440 livres.

L'estimation des meubles trouvés au logis du Prieur, le 3 juin 1785, après son décès, s'élève à la somme de 1.824 livres. On y voit figurer « une cavalle, avec la selle, la bride, le bridon et une enferge de fer évalués 70 livres 25 sols.

» Une vache brune.....	48 L.
» Un petit cheval brun	25 L.
» Deux barriques de vin.....	48 L.
» Une barrique de cidre,	6 L.
» Huit cuillers, huit fourchettes, une grande	
» cuiller à soupe et à ragoût, en argent.....	293 L.
» Cinq paires de draps de maître presque	
» neufs, portant dix aulnes la couple, 4 paires	
» de blancs et une de gris, le tout de brin	85 L.
» Huit paires de reparon gris pour les domes-	
» tiques	48 L.
» Deux douzaines de serviettes fines, grises..	30 L.
» Un bois de lit garni d'une paillasse, une	
» couette, un traversin, un petit oreiller, le	
» tout de couëtty, garni de plume d'oye, un	
» matelas de toile à carreaux piqué garni de	
» laine et de crin, une couverture de laine blan-	

- » che, une courtépointe d'indienne piquée garnie
- » de coton, rideaux et grande pante de reps bleu
- » relevé d'un ruban jaune, estimés..... 110 L.
- » Deux tables de jeu à pieds de biche, etc., etc. 10 L.

En vertu d'un acte du 15 septembre de la même année, le chapitre de Toussaint cède à Messire Jean Hué, le nouveau Prieur, tous les meubles, effets et bestiaux compris dans cet inventaire et restants de la succession du sieur Chesneau, son prédécesseur, plus la part du revenu de la Cure revenant à la mense, à charge de faire réparer le Prieuré et ses dépendances dans le délai de six ans.

A défaut de la déclaration officielle, analogue à celles qui nous ont renseigné sur la consistance des Prieurés de la Magdeleine et Sainte-Marie de Monthonnac, ces documents facilitent la reconstitution du domaine du Pin. Il comprenait alors une métairie avec terres labourables, prés et bois, prairies de réserve et jardin dont le produit s'ajoutait au casuel du Prieur. Cependant le devis des travaux à faire en 1785, tant au presbytère et ses dépendances qu'à l'Eglise, démontre l'insuffisance de ce revenu, puisque pour y faire face l'abbaye dut consentir d'importants sacrifices. Sur l'état de ces réparations, il en est une concernant le chœur, qui mérite d'être relevée: « Remettre au tabernacle les colonnes en bois » doré, l'architrave, et tout l'entour de moulures brisées » et détachées par la chute du Père Éternel de pierre qui » s'est cassé le col, et que les paroissiens voudraient » bien revoir monter, mais qui ne remontera pas. »

PRIEURÉ-CURE DE ROCHEMENTRU

Rochementru, petite paroisse de 200 communiaires, érigée en commune en 1790, et depuis 1831 réunie à celle du Pin, était également un prieuré dépendant de Toussaint. Il était placé sous le vocable de Saint

Magdeleine, et son bénéficiaire, qui au dire d'Ogée avait le titre de Baron, possédait entre autres droits seigneuriaux celui de haute justice sur les terres de son ressort spirituel. Il était dès 1680 tenu d'une rente de 18 septiers de seigle, qu'il devait acquitter chaque année, le jour de la fête de Saint-Augustin, au Chapitre de l'Abbaye.

PRIEURÉ DE LA CHAPELLE-GLAIN

La Chapelle-Glain, sous le patronage de Saint-Pierre, comptait 1.200 communicants. Son prieur mentionné au *Cueilloir* de 1680 devait également à la Saint-Augustin une rente de 10 livres. Il exerçait la haute et basse justice sur le domaine de Ruigné. En 1791 il prêta serment à la Constitution.

PRIEURÉ DE VRITZ

Le prieuré de Vritz, sous l'invocation des saints Gervais et Protais, était plus important que le précédent. Il englobait 1.700 fidèles. Son titulaire jouissait d'une grande métairie et était taxé à une rente annuelle de 40 Livres. Il desservait en outre la Chapelle rurale de la Grée-Saint-Jacques.

LA MOSSETIÈRE

Indépendamment des prieurés dont nous venons de parler, l'Abbaye de Toussaint possédait, au diocèse de Nantes, la métairie de la Mossetière située paroisse de la Remaudière et qui dépendait de l'important domaine du Lac-Roger, en la Chaussaire (Anjou).

En 1680 la Mossetière était affermée à Julien Jubin et à Simon Le Mée, au prix de 300 Livres.

La déclaration des biens de la mense du 28 octobre 1728, porte que cette métairie se composait de deux maisons,

d'un moulin à vent dont le meunier devait chaque année deux chapons à l'Abbé, d'une grange, d'un pressoir, d'une étable, de toits à porcs et à brebis, etc. Le domaine comprenait cinquante arpents de terres labourables, des vignes et prés, en plus certains fruits et rentes dus par différents particuliers, énoncés au bail passé le 19 octobre 1722, et affermé à François Oger, Julien Halloreau, et autres pour la somme de 340 Livres.

Le métayer de la Mossetière était en outre tenu de contribuer avec ceux du Lac-Roger, du Parmenier et de la Roussière (diocèse d'Angers) à l'acquit de deux messes par semaine en la Chapelle du Lac-Roger et au paiement de diverses rentes en blé et avoine.

J. SENOT DE LA LONDE.

Les Églises de style roman-auvergnat

Vers la fin de l'hiver dernier, des relations de parenté m'attirèrent en Auvergne. Au départ, cédant à l'attraction qui pousse vers la montagne l'habitant des plaines, je formai le projet d'escalader le Puy-de-Dôme pour y visiter le Temple de Mercure où des fouilles récentes avaient amené d'intéressantes découvertes ; je comptais même lancer une pointe jusqu'au Sancy. La douceur de la température et la sérénité du temps encourageaient ma hardiesse. Arrivé à Clermont, l'aigre souffle de la bise et la vue des neiges couronnant la cime des Dômes, m'avertirent que l'Alpinisme, même dans ce pays, n'était pas de saison. Force me fut donc de renoncer aux sommets et de chercher dans la vallée l'occupation de mes loisirs.

Bientôt la connaissance d'un ecclésiastique distingué avec qui j'étais entré en relation, vint donner à mon activité un but inattendu. M. l'abbé Lestrade, professeur de Sciences au Grand-Séminaire de Montferrand, entreprit de m'initier aux beautés sévères de l'architecture religieuse de l'Auvergne. Esprit cultivé, d'un goût sûr et d'une modestie égale au savoir, il a étudié dans les moindres détails les styles de chaque époque, et leurs Ecoles n'ont pour lui rien de caché. Ses dissertations sur les mérites des Eglises du pays, la plupart œuvres d'artistes indigènes, piquèrent ma curiosité et m'inspirèrent le désir de les connaître. Avec la plus aimable complaisance, il voulut bien s'offrir de guider mon

ardeur un peu novice, et c'est sous sa direction éclairée que je pus successivement visiter les spécimens les plus remarquables de l'Ecole auvergnate. J'ajoute, et c'est pour moi plaisir et devoir, que c'est à sa science critique que je dois d'avoir recueilli, à l'intention de notre Société, les meilleures observations que je consigne à cette place.

L'architecture religieuse de l'Auvergne se différencie absolument de celle de notre pays. Tandis qu'ici il n'est guère de paroisse qui ne possède son église neuve, beaucoup de style gothique, quelques-unes faibles pastiches de roman, la plupart sans caractère bien accusé, et que, dans le département tout entier, on compte malaisément à l'heure actuelle vingt monuments datés d'un siècle ; là-bas les vieux édifices se retrouvent à chaque pas. Le grain dur et compact des basaltes ou des laves employés à leur construction, n'a pu laisser prise aux morsures du temps qui les a simplement revêtus de sa patine sombre. En outre, un sentiment artistique mieux inspiré les a protégés contre le vandalisme moderne. Non seulement dans les villes, mais jusque dans les moindres bourgades perdues au fond d'étroites vallées ou accrochées aux flancs abrupts des Puys, on rencontre ces sanctuaires six ou huit fois séculaires, auxquels les restaurations successives ont su conserver leurs belles lignes primitives et maintenir leurs décorations originales. Comment ne pas préférer ces vaisseaux aux proportions simples, mais toujours harmonieuses et régulières, où se révèle la conception d'un génie créateur, à ces églises sans cachet ni style, amalgame bizarre de toutes les époques, que l'on voit étaler leur façade banale sur les places de nos campagnes ?

En dehors de quelques très rares monoments gothiques, dont le plus remarquable et le plus complet est la magnifique cathédrale de Clermont, l'Auvergne présente deux types dominants : le roman pur et le roman auvergnat. C'est de ces deux Ecoles que relèvent presque

tous les édifices religieux véritablement intéressants du Puy-de-Dôme. Peut-être même conviendrait-il d'y rattacher certaines constructions inspirées par l'époque ogivale, mais que des additions ou des remaniements postérieurs, empruntés au roman, ont transformé au point de leur enlever leur style d'origine.

J'indiquerai rapidement les caractéristiques générales du roman auvergnat ; et je noterai ensuite les particularités que j'ai observées sur chacune des Eglises que j'ai visitées.

Voici d'abord en quels termes apprécie l'œuvre de cette Ecole, le meilleur juge du beau dans les arts : « L'Ecole auvergnate, dit Viollet-le-Duc (*Dictionnaire d'architecture*, article *architecture religieuse*, tome I^{er}), peut passer pour la plus belle école romane. Seule elle sut, dès le x^e siècle, élever des Eglises entièrement voûtées et parfaitement solides ; aussi le type trouvé, elle ne s'en écarte plus. A la fin du x^e siècle et pendant le xii^e, on bâtissait dans cette province l'Eglise de Saint-Paul-d'Issoire, la cathédrale du Puy-en-Velay, les églises de Saint-Nectaire, de Notre-Dame-du-Port à Clermont, de Saint-Julien-de-Brioude, et quantité de petits monuments à peu près tous conçus d'après le même principe. Cette Ecole s'étendait au Nord jusque sur les bords de l'Allier à Ebreuil, à Châtel-Montagne, à Cogniat, jusqu'à Nevers, dans la construction de l'église de Saint-Etienne ; au sud jusqu'à Toulouse (église Saint-Sernin) et même jusqu'aux environs de Castelnaudary. »

EXTÉRIEUR

A l'extérieur, les caractères essentiels du roman auvergnat se distinguent par :

1^o L'absence de toute ornementation de la façade principale. Dans un mur droit et massif où n'apparaissent ni colonnes, ni chapiteaux, ni moulures, s'ouvre une simple baie en plein cintre qui donne accès à l'église ;

2° L'existence de contre-forts droits sans saillie ni ressaut sur les façades latérales. Ces contre-forts supportent des arcs également à plein cintre correspondant aux arcades de l'intérieur ;

3° Le développement des absides qui occupent une surface considérable de l'édifice. Elles sont étagées, et dominées par un énorme massif barlong, très lourd, qui s'élève sur le transept et qui sert de base à un clocher octogonal toujours à deux étages reposant sur la croisée du transept ;

4° L'ornementation luxueuse du chœur et de l'abside. C'est là que l'architecte et les artistes appliquent l'effort de leur génie et prodiguent avec usure toutes les ressources du talent pour faire à la fois grand et beau, donner au monument son caractère de majesté imposante, et le revêtir de riches décorations ;

5° La présence de chapelles rayonnantes autour de l'abside, quatre quand l'église est dédiée à la Sainte-Vierge, cinq quand elle est sous le patronage de quelque saint (la cinquième étant alors réservée au culte de la Mère de Dieu). Ces chapelles ont deux sortes de contre-forts, les uns constitués par des piliers ordinaires aplatis, les autres formés de colonnes engagées dans les murs. Ces colonnes dont la base repose sur le stylobate s'élèvent d'un jet jusque sous l'entablement. Elles n'ont pas de tailloir et la tablette de la corniche repose directement sur le chapiteau ;

6° Les corniches du chœur et des chapelles d'abside sont portées par des modillons ou corbeaux à enroulements, absolument propres à cette école. Elles sont en outre couvertes par trois rangs de billettes. Un cordon de billettes semblables s'enroule également autour des fenêtres et entoure souvent les murs latéraux ;

7° Un ingénieux appareillage de pierres multicolores, grès jaune, calcaire blanc, lave grise, disposées symétriquement, forme autour de l'abside et sur les parements des façades latérales une décoration de mosaïques

variées. Ces incrustations et imbrications donnent à l'édifice un caractère de richesse, de grâce et d'élégance que l'on chercherait inutilement ailleurs.

INTÉRIEUR

1° Un porche ou *narthex* surmonté d'une tribune qui règne sur toute la largeur de l'église précède la grande nef ;

2° La nef centrale et les nefs latérales sont à peine éclairées, toute la lumière étant reportée sur le transept, le chœur et l'abside ;

3° La voûte de la nef centrale forme berceau. Le plus souvent cette voûte sans arcs doubleaux est soutenue sur toute sa longueur par de petites voûtes en quart de cercle qui couvrent le triforium ;

4° Le triforium est toujours aveuglé. Les baies qui le constituent ne se correspondent pas toujours. Ainsi à Issoire et à Notre-Dame-du-Port elles sont, dans la même travée, trilobées à droite, et formées seulement de deux arcs à gauche ;

5° Au-dessus de la partie médiane du transept s'élève une coupole toujours octogonale, soutenue par quatre trompes ou trompillons, et appuyée sur deux voûtes en quart de cercle. Ces deux voûtes qui divisent chaque bras du transept sont encore un des principaux caractères de ce style, mais elles offrent à l'œil un aspect heurté et disgracieux. La coupole toujours invisible de l'intérieur supporte le clocher ;

6° Un arc en forme de mitre, accosté de deux arcs à plein cintre, aveuglés, décore chaque extrémité nord et sud du transept ;

7° Une travée unique constitue le chœur, et un arc doubleau légèrement saillant indique la séparation du chœur et du sanctuaire ;

8° Un déambulatoire, séparé du chœur par six ou huit colonnes érigées en demi-cercle et portant des arcs sur-

haussés, règne dans toute l'abside et continue les basses nefs. Il existe même dans les églises de second ordre ;

9° Enfin l'ornementation est comme à l'extérieur toute entière concentrée sur le chœur et l'abside. Tandis que dans les nefs et le transept on ne rencontre ni sculptures ni moulures, elles sont ici répandues à profusion.

La première étape de notre pèlerinage archéologique avait été fixée à Royat, que d'importants vestiges de la civilisation romaine et son église, remarquable échantillon de l'architecture religieuse militaire du moyen âge, recommandent à l'attention du touriste. Ce choix était en même temps une concession au pittoresque, puisque l'état des routes et l'inclémence de la saison m'obligeaient à sacrifier le premier programme de mon voyage. Le ciel était ce jour-là d'une admirable limpidité et un soleil radieux faisait resplendir à l'horizon l'épais linceul de neige enveloppant la majestueuse masse des Dômes. Rien de gracieux comme cette charmante station, distante de deux kilomètres de Clermont auquel la relie l'incessant va-et-vient des tramways électriques. Ses maisons et ses villas s'entassaient au fond d'une gorge profonde, ombragée de noyers magnifiques, et où court bruyamment la Tiretaine ; plus haut de luxueux hôtels, fermés et déserts à cette heure, escalaient les flancs du Puy de Gravenoire endormis dans la sombre verdure de ses sapins. A gauche du torrent, coupé çà et là de cascades, la route s'élève taillée à pic à travers d'énormes blocs de lave. Après avoir dépassé l'Établissement, son parc et le casino, et avoir laissé derrière, les Thermes romains et de curieuses grottes d'où jaillissent d'abondantes sources, on aperçoit le village que domine un monument de forme carrée, tout hérissé de créneaux comme une forteresse du moyen âge. C'est l'Église.

L'ensemble de sa structure indique deux édifices successifs, dont l'un est venu s'ajouter à l'autre à une époque postérieure. La nef composée du *narthex* et de deux larges travées fut construite au *x^e* siècle par les moines de Royat : le caractère des sculptures des chapiteaux, confirme sur ce point l'opinion de Viollet-Leduc et de M. Chardon du Ranquet, le savant professeur de l'Université de Clermont. Une simple abside avec voûte en cul-de-four terminait alors le vaisseau primitif. Plus tard on édifia le transept, le chœur, la crypte, la coupole et la tour. Cette seconde partie paraît dater du début du *xiii^e* siècle, à en juger par le grand appareil des murs, l'emploi de l'arc brisé à l'entrée du transept et aux fenêtres, et l'ornementation des chapiteaux empruntée à la flore locale. Le système de fortifications qui entourent l'Église, font corps avec elle et lui donnent l'aspect d'un donjon dont le prieuré, tout proche, formerait la place d'armes, appartiendrait à cette même époque. Les archéologues objectent à cette date la présence des machicoulis que l'on ne retrouve dans aucun des monuments du *xiii^e* siècle et qui n'apparaissent qu'au *xiv^e*. M. Chardon du Ranquet n'en maintient pas moins son opinion et considère l'Église de Royat et sa ceinture de fortifications comme une exception, devançant d'un siècle les progrès de l'art militaire : ses moines auraient ainsi apporté à la défense du vieil édifice un perfectionnement encore inconnu et qui ne devait se propager en Europe que cent ans plus tard.

Quoiqu'il en soit, l'ensemble est d'un beau style et impressionne étrangement le visiteur par son appareil féodal quasi-barbare. La tour octogonale également crénelée couronne le donjon et complète l'illusion. Sous le chœur, la crypte soutenue par quatre gros piliers, abrite une madone, Notre-Dame-la-Souterraine, en grande vénération dans la contrée. Tout près, sur la place, s'élève une croix en lave de Volvic, dont les sous-bassements sculptés représentent les Apôtres. Brisée

pendant la Révolution, elle a été restaurée il y a peu d'années.

En redescendant vers Clermont nous visitons *Chama-lières*, jolie petite église de la même époque, maladroitement défigurée au xviii^e siècle, et où l'on remarque de jolies colonnettes et des chapiteaux délicatement fouillés. L'entrée est précédée d'un *narthex* dont la voûte est soutenue par deux colonnes de marbre vert, provenant, assure-t-on, d'un ancien temple. Le Curé nous fait très aimablement les honneurs ; malheureusement la nuit qui tombe empêche de bien saisir tous les détails de son vieux sanctuaire.

Le lendemain, nous allons par la route qui serpente à travers la riche vallée de la Limagne, à Mozat et à Riom.

Mozat n'est qu'un hameau d'un millier d'habitants à deux kilomètres de Riom, mais que les baigneurs de Royat et de Chatelguyon ne manquent pas de visiter. Sa vieille église romane du xi^e siècle, malgré les mutilations qu'elle a subies, manifeste l'influence du style auvergnat.

Ancienne abbatale de Bénédictins, elle renferme des parties remontant au vi^e siècle, que l'on croit être les restes de la primitive église fondée par saint Calmin, qualifié « sénateur d'Auvergne » par les hagiographes du pays. C'est à cette époque qu'il faut attribuer probablement le porche sud à demi ruiné, et au ix^e ou x^e siècle, les deux énormes chapiteaux romans, actuellement placés sous la première travée à l'entrée ; ils servent actuellement de supports de bénitiers, et sont revêtus de sculptures curieuses qui accusent ainsi que les fûts de colonnes et les chapiteaux historiés gisant pêle mêle derrière le chœur dans le jardin du Curé, un ciseau d'une grande habileté.

L'édifice est à trois nefs. Dans le collatéral sud s'ouvrent trois jolies chapelles gothiques, genre flamboyant, ornées de boiseries d'une grande finesse. Sous l'abside se

trouve une crypte, remplie de décombres et à laquelle on accède du dehors.

Mais ce qu'il importe surtout de voir à Mozat, c'est le Trésor de l'Eglise, qui réunit une collection d'objets artistiques de haute valeur pour l'histoire de l'orfèvrerie religieuse du moyen âge : en première ligne il convient de citer le magnifique reliquaire en forme de châsse entièrement garni d'émaux et de figurines de cuivre qui renferme les reliques de saint Calmin, œuvre d'artistes limousins du ^{xiii}^e siècle ; — la châsse de saint Austremoine, un des apôtres de l'Auvergne, de style renaissance ; — un calice dont le pied et la coupe d'argent merveilleusement ciselés représentent les actes principaux de la vie de Notre-Seigneur ; — un crucifix de cuivre byzantin, des ornements en soie ancienne dont les fleurs et les sujets ont conservé toute la vivacité et l'éclat des couleurs du temps ; — enfin de curieuses suaires brodés, en étoffe byzantine du ^{vii}^e siècle. M. le Curé qui nous fait admirer ces incomparables richesses artistiques, nous conte les assauts que lui a livrés l'Administration des Beaux-Arts, et l'énergie qu'il a dû déployer pour repousser les sollicitations du Gouvernement qui réclamait l'envoi de toutes ces merveilles à l'Exposition universelle de 1900.

La visite à la Basilique de Mozat et l'inspection de son Trésor nous ont conduits à une heure avancée. Il faut se hâter, et profiter des dernières heures du jour qui baisse rapidement pour voir *Riom*, ses édifices civils et religieux.

Bien curieuse cette petite ville qui disputa plusieurs siècles à Clermont l'honneur et le titre de capitale de l'Auvergne. Le maintien de son ancien Parlement et la conservation de ses vieux logis aristocratiques lui ont laissé sur son heureuse rivale une suprématie dont elle se montre justement fière. De larges boulevards lui font une ceinture coquette, ses rues bien percées, sont bordées de maisons soigneusement bâties ; mais l'em-



M. STÉPHANE PRAUD DE LA NICOLLIÈRE-TEIJEIRO

Archiviste de la Ville

Officier d'Académie

Président de la Société d'Archéologie de la Loire-Inférieure

Né à Nantes, le 25 Mars 1824

Décédé à Nantes, le 17 Juin 1900



ploi de la pierre noire dans leur construction impose à la cité un aspect sombre et sévère. Parmi les édifices particuliers, presque tous de l'époque de la Renaissance, qui attestent encore la splendeur des anciens jours, je citerai l'*Hôtel de Ville* qui possède une curieuse cour sur laquelle s'ouvre un délicieux escalier à jour orné de figures finement sculptées ; — la *Tour octogonale de l'horloge* et surtout l'*Hôtel des Consuls*, bâti en 1530. Sa façade sur la rue avec ses six colonnes sveltes reliées par des cintres d'une courbe gracieuse, est très riche et très originale, et sa tourelle qui se détache en encorbellement au dehors, d'une rare élégance.

La *Cour d'Appel* occupe l'emplacement du château de Jean de Berri, dont il reste un bijou : la Sainte Chapelle. Construit en 1280 et restauré à la fin du ^{xv}^e siècle, l'édifice est une véritable miniature de l'art gothique. L'abside à cinq pans, éclairée par de larges baies flamboyantes, l'occupe presque en entier. De magnifiques verrières, représentant les rois de France, d'une vivacité et d'un fondu de couleurs qu'on ne retrouve plus, la décorent. On y remarque encore un autel en pierre surmonté d'un retable en bois sculpté avec trois panneaux peints, et une très belle tenture de velours bleu où sont brodées en soie or les transformations successives de la fleur de lys. Le Palais de justice, de construction moderne, est un grand édifice froid et banal, auquel donne accès un large escalier monumental. La chambre du Conseil est ornée de belles tapisseries de Flandre figurant les aventures d'Ulysse. Sur la cheminée se voit le buste en marbre du Président Bonjean, fusillé par la Commune et qui occupa à Riom les fonctions de Premier Président. Au reste Riom est la patrie de plusieurs grands hommes. Rouher y naquit, et la statue de Michel de l'Hospital élevée dans le square qui précède la Cour d'Appel, rappelle que le grand chancelier vit le jour à Aigueperse, un peu plus loin vers le Nord,

Riom possède deux églises : *Saint-Amable* et *Notre-Dame du Marthuret*. La première, de beaucoup la plus intéressante, date du commencement du *xiii^e* siècle. Malgré les remaniements qu'elle a subis à diverses époques, mais surtout au *xviii^e* siècle, elle garde bien l'empreinte du pur style auvergnat, avec sa triple nef, son transept à coupole étagée de chaque côté par des voûtes en quart de cercle et ses chapelles rayonnantes. Le chœur offre un mélange de gothique et de roman, et l'autel présente cette particularité qu'il est double et que ses deux faces antérieure et postérieure peuvent servir à la célébration des offices. Une polychromie de mauvais goût a défiguré l'édifice qui, dans son ensemble, est beau et réellement digne de l'attention. Les magnifiques boiseries qui autrefois décorèrent le chœur, ornent aujourd'hui les panneaux de la sacristie.

Notre-Dame du Mathuret appartient au style ogival flamboyant et possède un clocher à dôme de la fin du *xvi^e* siècle. Une belle statue de la Vierge, dite Vierge à L'Oiseau, s'élève sur le pilier qui partage le portail d'entrée de la façade. L'expression de la Vierge et de l'Enfant Jésus est d'un naturel exquis, et du sentiment le plus délicat et le plus gracieux.

La journée du lendemain avait été réservée à la visite de la *Cathédrale* de Clermont et de *Notre-Dame du Port*.

La cathédrale est après Saint-Etienne de Bourges et sur un plan plus réduit, le plus beau vaisseau gothique du centre de la France. Elle date de cette époque où la foi de nos pères et le génie de nos artistes engendrèrent cette admirable floraison de la pierre qui couvrit le sol du pays de véritables merveilles. Commencée en 1248, sur l'emplacement d'une basilique du *v^e* siècle, elle fut consacrée quoiqu'inachevée en 1346. C'est à Viollet-le-Duc que revient l'honneur de l'avoir complétée et terminée par l'adjonction de ses deux premières travées et de sa façade, surmontée de deux flèches qui mesurent

108 mètres de hauteur. Elle est entièrement construite en pierre de Volvic, et doit au ton sombre de ses matériaux l'uniformité qui règne entre ses parties neuves et les anciennes. Mais leur extrême dureté donne un peu de rudesse au profil de ses lignes, et rend un peu pauvre le relief de ses sculptures. A l'extérieur pourtant, et surtout du côté de la place Urbain II que décore une belle statue du Pontife prêchant la première Croisade, l'œil ne se lasse pas d'admirer la belle ordonnance des colonnettes et des arcs boutants de l'abside, la décoration luxueuse de son portail latéral, le joli dessin de ses fenêtres gothiques, et le bel effet des roses rayonnantes de son transept. A l'intérieur, je remarque le joli *triforium* à jour qui règne autour de la grande nef, de superbes verrières des ^{xiii}e et ^{xiv}e siècles qui mériteraient d'être restaurées comme l'ont été celles de Bourges et un curieux sarcophage en marbre du ^{vi}e siècle. Dans le transept nord se voit la curieuse horloge où *Jacquemart* qui fut enlevée à la ville d'Issoire pendant les guerres de Religion : deux hommes armés de massue, frappent à tour de rôle le timbre qui couronne la tête du Temps.

Notre-Dame-du-Port est avec Saint-Paul d'Issoire le type par excellence du style roman auvergnat. Bâtie en 870 par l'évêque saint Sigon, elle fut réédifiée au ^{xi}e siècle, après les invasions normandes, et les réparations intelligemment dirigées vers 1830, n'ont eu pour effet que de faire mieux ressortir la majesté de son architecture et de remettre en pleine lumière certains détails de décorations maladroitement défigurés au cours des siècles précédents. La façade principale à l'Ouest est des plus simples comme dans toutes les Eglises de cette Ecole, ainsi que je l'ai indiqué aux caractères généraux : une porte ogivale du ^{xiv}e siècle remplaçant l'entrée primitive, donne accès au *narthex* intérieur que surmonte une tribune. Les piliers de la nef offrent ceci de particulier que les trois colonnes qui

les forment alternent de demi en demi rondes et carrées.

Au milieu du transept, la coupole invisible de l'intérieur et qui supporte le clocher octogonal à deux étages, s'appuie aux quatre coins sur les trompes signalées plus haut. Elle est soutenue à droite et à gauche par deux voûtes en quart de cercle, plus hautes que la nef principale. Les murs terminaux sont décorés de l'arc en mitre encadré entre deux arcs en plein cintre.

Le chœur et l'abside inondés de lumière et très décorés, sont admirables de proportions simples et grandioses. Toutes les parties en sont traitées avec un rare bonheur. Quatre chapelles rayonnent autour et sont séparées du sanctuaire par le déambulatoire formé de huit colonnes dont les chapiteaux curieusement fouillés représentent des scènes de l'Ancien Testament. Le troisième du côté de l'Épître nous fait assister à une querelle de ménage entre nos premiers parents : Adam tire Eve par les cheveux et lui administre une maîtresse correction ? Ces colonnes comme celles de l'extérieur n'ont pas de tailloirs, et la voûte repose directement sur le chapiteau. Enfin les murs du transept laissent apparaître de distance en distance des cubes de pierre noire et blanche dont les angles sont dissimulés sous un enduit spécial : l'effet de cette décoration est d'une grande originalité.

A l'extérieur, le portail sud de la Basilique est surmonté d'un linteau orné de bas-reliefs représentant l'Annonciation, la Nativité, l'Adoration des Mages et le Baptême du Christ, d'une riche exécution. Tout autour et jusqu'au fond de l'abside courent des rangées de pierres formant marqueterie et mosaïque ; des effigies variées de sujets, et des modillons richement ouvragés entourent les fenêtres.

Enfin, pour admirer et embrasser d'un coup d'œil l'ensemble du monument, il faut se reporter derrière

l'abside dans un espace malheureusement trop resserré et insuffisamment dégagé. C'est de là qu'apparaît le mieux le superbe effet pyramidal de la haute tour qui domine le massif barlong du transept, du chœur, de l'abside et de ses chapelles.

La crypte supportée par de gros piliers et décorée de mauvaises fresques, renferme la fameuse *Vierge noire* de Notre-Dame-du-Port, et ses murs tapissés d'*ex-voto* attestent la vénération dont elle est l'objet. Cette image date de la plus haute antiquité. En 1864, elle disparut avec la couronne et les bijoux qui la paraient. Neuf ans se passèrent en recherches inutiles, en larmes, en prières et en regrets. La Cité entière prit le deuil. Mais un jour, le voleur sacrilège regardant la sainte Statue, s'aperçut qu'elle pleurait, et son cœur s'émut à l'aspect du prodige. Notre-Dame-du-Port fut remise en secret aux mains de l'Evêque par une main restée inconnue, et la Vierge doublement miraculeuse reprit le chemin de son sanctuaire aux acclamations de toute la Contrée. Une cérémonie de réparation eut lieu en 1873 au milieu d'un immense concours de fidèles et en présence de plusieurs évêques. Depuis lors la Sainte Madone continue de veiller sur le peuple arverne et la Cité de Vercingétorix.

La dernière étape de mon voyage fut *Issoire*.

Pour s'y rendre, on prend à Clermont la ligne de Nîmes. La route est avec celle d'Ussel la plus pittoresque du Centre. Après avoir laissé à droite le haut plateau de Gergovie où l'intrépide chef gaulois reçut sans faiblir le choc des Légions romaines, et qui n'offre plus aujourd'hui à la place de l'opulente cité qu'un amas de pierres, la voie ferrée, quittant la Limagne, s'engage dans l'étroite vallée de l'Allier dont elle suit le cours sinueux. De chaque côté, se dressent les hauts contre-forts des monts du Forez et des Dômes, coupés çà et là de gorges profondes ; des donjons ruinés perchés sur des pics abrupts et presque inaccessibles, surplombent la rivière, donnant au paysage un caractère de sauvage beauté. A

quelques kilomètres d'Issoire, le cirque des montagnes s'élargit un peu et fait place à une vallée au milieu de laquelle la ville est bâtie.

La Basilique de *Saint-Paul*, autrefois sous le vocable de saint Austremon, un des premiers apôtres de l'Auvergne, dépendait comme Mozat d'une abbaye de Bénédictins dont le collège municipal occupe aujourd'hui les bâtiments. Elle est l'unique monument d'Issoire. De l'avenue de la gare, on aperçoit sa magnifique abside, bien dégagée au milieu d'une place spacieuse. Contemporaine de Notre-Dame-du-Port, mais de dimensions plus considérables, elle offre avec elle le type complet du roman auvergnat, avec plus de richesses de détails et une plus grande profusion de décorations extérieures. Au lieu de quatre chapelles absidales, Saint-Paul en a cinq ; celle de l'axe est carrée. Comme à Clermont, les contre-forts sont constitués par des piliers aplatis et des colonnes engagées qui s'élèvent jusque sous l'entablement, et ici aussi des rangs de billettes entourent les fenêtres et courent le long de l'abside ; les mêmes modillons supportent les corniches. L'abside et les murs terminaux du transept sont ornés de pierres taillées et disposées en appareil régulier formant mosaïque ; on y remarque aussi de curieux bas-reliefs d'une habile exécution, figurant les signes du zodiaque. La tour qui s'élève au-dessus du barlong, est plus imposante et plus belle que celle de Notre-Dame-du-Port et les arcades en plein cintre ouvertes sur ses faces au lieu d'être aveuglées comme à Clermont, sont ajourées ; cette disposition ajoute à leur élégance et à leur légèreté.

A l'intérieur, l'œil est choqué de prime abord par la décoration polychrome des murs et des piliers. Mais une fois affranchi de cette impression première, le visiteur est frappé de l'harmonieuse grandeur de l'édifice, de la régularité et de la majesté de ses proportions. La nef et le chœur plus larges qu'à Clermont, présentent une ornementation sculpturale, riche et variée. Les

piliers supportant l'abside offrent spécialement des chapiteaux ornés de scènes naïves, représentant les suites du péché, d'un grand fini de travail. Au-dessous du chœur, existe une crypte de la fin du xi^e siècle.

J. SENOT DE LA LONDE.

INTERROGATOIRE D'UN VAGABOND

DÉTENU DANS LES PRISONS DE GUÉRANDE

(18 Août 1734)

Le procès-verbal ci-dessous ne semble pas au premier abord offrir un grand intérêt. Je n'hésite pourtant pas à le publier, mû par un triple motif : c'est une pièce de police et l'histoire vraie de la façon dont on poursuivait jadis les délinquants ne saurait être inondée de trop de lumière ; il s'agit d'un homme de la plus basse extraction, or si les documents sur la noblesse et la bourgeoisie abondent, il n'en va pas de même touchant les classes populaires ; le menu fait dont il est cas se passe dans notre contrée, à ce titre seul il méritait de voir le jour.

On constatera que cet interrogatoire, précédé d'une enquête sérieuse, fut conduit avec un soin scrupuleux.

Il sera opportun de remarquer la qualité d'esclave racheté par les Pères de Notre-Dame-de-la-Mercy que prend l'inculpé, dont les dires sur ce point étaient certainement exacts. Je possède plusieurs ouvrages rarissimes sur la rédemption des captifs : ils m'apprennent que les rachats des malheureux retenus « en Barbarie » furent très nombreux à cette époque et que la plupart vinrent en Bretagne où ils étaient particulièrement secourus. Mais les aumônes étaient parfois insuffisantes pour soulager tant de misères et les rapatriés indigents se voyaient contraints à aller tendre la main de bourg en ville.

Voici textuellement les pièces de procédure concernant notre vagabond :



Invantaire de depot que fait au greffe de la jurisdiction royale de pollice de Guerrande Maistre Jan Guyomart greffier de la jurisdiction de la Chatellainye d'Escoublac et Lesnerac des pieces et procedures de l'instance suivye a requeste de M^{re} Gabriel Buard procureur fiscal de laditte jurisdiction d'Escoublac contre le nommé François Guiboret, detenu prisonnier dans les prisons Royaux de cette ville mandiant faute de representation de certifficat et attestations justiffiants son bon nom aux fins de la sommation faite a Messieurs les Juges Royaux de la pollice du Siege Royal de Guerrande en la personne de M^{re} Charles Soreau leur greffier le jour d'hier par Le Mauff general et d'armes.

Depose led. Guyomart aud. nom une requeste presenté devant M. le Senechal de lad. jurisdiction d'Escoublac le seize aoust mil sept cent trente quatre, signe Buard au pied de laquelle est une sentence qui ordonne que led. Guiboret serait conduit aux prisons Royaux de Guerrande, lad. sentence dud. jour seize aoust mil sept cent trente quatre signé M. Rouaud Seneschal.

Une acte d'ecrouë dud. Guiboret dans les prisons Royaux de Guerrande du dix sept aoust mil sept cent trente quatre, signé Courja concierge.

Un exploit de report de lad. requeste et ecrouë cy dessus fait aud. Guiboret le dix huit dud. mois d'aoust a requeste dud. Buard signé Lea (ou Lia) controlé à Guerrande le vingt dud. mois.

Une grosse de l'interrogatoire dud. Guiboret faite par M. le Seneschal de lad. chatelainye d'Escoublac led. jour dix huit aoust mil sept cent trente quatre sur deux feuilles de vingt deniers chiffrée en toutes les pages hault et baz dud. sieur Seneschal signé à la fin d'icelluy M. Rouaud Seneschal et Guyomart greffier.

Lesd. quatre pieces chiffrées en marge dud. Buard et dud. Guyomart.

Duquel depost led. Guyomart en lad. quallité demande acte a Guerrande le unziesme septembre mil sept cent trente quatre.

J. GUYOMART
greffier

mis au greffe de la jurisdiction
royalle de police de Guerrande
le douze septembre mil sept
cent trente quatre

SOREAU,
faisant pour le greffier.

Nous Mathieux Rouaud advocat à la cour seneschal et seul juge de la jurisdiction de la chatelainye d'Escoublac et Lesnerac raportons que ce jour dix huit aoust mil sept cent trente quatre aux fins de la requeste nous presente le seize de ce mois par maitre Gabriel Buard procureur fiscal desd. chatelainyes et jurisdictions, nous serions transportés de nostre demeurence que nous faisons au bourg de Saint Nazaire en la ville de Guerrande distante de trois lieux et de la en la maison du geollier des prisons Royaux dud. Guerrande environ les quatre heures de l'apres midy pour proceder à l'interrogatoire d'un particullier à nous inconnus pris et arresté à la foire d'Escoublac a la requeste dud. Buard et conduit aux prisons Royaux dud. Guerrande ou estant dans lad. maison du geollier et ayant avecq nous maitre Jan Guyomart nostre greffyer ordinaire duquel le serment pris la main levée lequel a juré et affirmé par serment de se comporter fidèlement au fait de la presente commission et ayant fait devant nous amener led. particulier par le geollier et de luy le serment pris la main levée et qu'il a promis de dire verité a esté par nous interrogé ainsy qu'il ensuit.

Interrogé de son nom age quallité et demeure.

Repond s'appeller François Guiboret agé de cinquante ans ou environ orriginaire de Chate Laudrain esveché de Treguier en Bretagne.

Interrogé combien il y a de temps qu'il est dehors de son pays pour la dernière fois.

Repond qu'il a environ un mois et demye qu'il resta deux jours au dit lieu de Chatellaudrain chez sa belle-sœur nommée Christinne veuve de Jacques Guiboret.

Interrogé ou il a esté depuis ce temps.

Repond qu'à sa sortie de Chatte Laudrain chez sa belle-sœur susnommée il a esté l'espace de unze jours à Breste en l'espérance de travailler à l'atelier du Roy ou ne trouvant pas de travail il a esté obligé d'en sortir.

Interrogé où il a passé son temps depuis sa sortie de Breste jusqu'à son arrivée au bourg d'Escoublac le seize de ce mois.

Repond qu'il a passé à Quimper ou il a esté un demye jour et un jour à Lorient et est venue aud. Escoublac sans avoir sejournee en aucuns lieu depuis sa sortye de Lorient qu'une nuit qu'il a sejourné en la ville du Croizic.

Interrogé s'il n'est pas vray qu'estant au bourg d'Escoublac le jour de la foire qui s'y tenoit le seize du present mois il portoit sur l'estomac une croix rouge en forme de croix de Malte qu'on coutume de porter les captifs racheptés des mains des Turques dans le Royaume du Maroque.

Repond qu'il portoit lad. croix en memoire et vénération de la Très Sainte Trinité.

Interrogé s'il n'est pas vray qu'estant aud. bourg d'Escoublac et luy ayant esté demandé par plusieurs particuliers pourquoy il portoit cette croix il auroit repondue que c'estoit pour marque de la captivité en Barbarye de laquelle il avoit esté délivré depuis peu de temps.

Repond et avoue l'interrogat cy dessus en toute sa teneur.

Interrogé s'il a esté véritablement captifs en Barbarye dans le Royaume de Marocq.

Repond affirmativement que ouy.

Interrogé dans quel temps il a esté fait captifs dans quel vaisseaux et dans quel occasion dans quel lieu il a demeuré pendant sa captivité combien de temps il y a esté, par qui il a esté rachepté et dans quel temps.

Repond qu'il fut fait captifs dans l'an mil sept cent vingt un dans un vaisseaux de Bourdeaux nommé le Saint Pierre dont il estoit cocq sans pouvoir se souvenir du nom du capitaine ny d'aucuns du bord mais seulement que led. vaisseau alloit a Lissebonne chargé de vin et d'eau de vie et fut pris sur Les Brelingues près dud. Lisbonne, qu'il a demeuré pendant tout le temps de sa captivité d'ou il est de retour il y a un an passé du huit de ce mois chez le fermier d'un bourgeois de Sallé duquel il n'a pu retenir le nom sans pouvoir esgallement se ressouvenir du nom du père qui l'a racheptée lequel père est mort en retournant de Sallé à Marseille avec l'interrogé et les autres captifs rapcheté par led. père au nombre de trente... qui arrivèrent ensemble à Marseille sur la feiu du mois d'aoust de l'an dernier mil sept cent trente trois.

Interrogé pourquoy il est errant et vagabon depuis ce temps sans aucuns passeport certifficat de rachaptz au prejudice des declarations du Roi arrestz et reglementz de la Cour et comment il est venüe de Marseille lieu de son débarquement apres sa sortye d'esclavage sans aucuns passeport.

Repond qu'il est venüe de Marseille à Chatelaudrain son pays avec un certifficat de son rachaptz seulement lequel c'est usé à force d'avoir esté obligé de le montrer dans les endroitz ou il passoit.

Interrogé si il n'est pas vray qu'estant aud. bourg d'Escoublac led. jour seiziesme du present mois il auroit dit à quelques particuliers qu'il estoit natifs dud. lieu de Chatelaudrain et a d'autres qu'il estoit natifs de la ville de Nantes.

Repond affirmativement pour led. lieu de Chatelaudrain et negativement pour la ville de Nantés.

Interrogé s'il n'est pas vray que c'estant veu arresté aud. lieu du bourg d'Escoublac il auroit dit qu'on eut a se donner garde qu'il se fut trouvé de ses compagnons qui l'eusse dellivré pendant sa marche du bourg d'Escoublac aux prisons de Guerrande.

Repond negativement et nye entierement à l'interrogat.

Interrogé pourquoy il s'arresta aud. bourgd'Escoublac, quel estoit son dessein et ou il entendoit aller a sa sortye dud. bourg d'Escoublac.

Repond qu'ayant passé au Croizic et au Poulliguen ayant trouvé du monde à sa sortye dud. lieu du Poulliguen qui luy dirent qu'ils allèrent à la foire d'Escoublac il y passa par curiosité seulement pour de la aller s'embarquer à Saint Nasaire pour Nantes affin d'y trouver du travail.

Interrogé s'il n'est pas vray que le vendredy treiziesme de ce mois allant du Croisic à Guerrande ou plustost de Guerrande au Croizic il rencontra sur son chemin le nommé Louis Henry de Kergeraud premier huissier audiancier au Siège Royal de Guerrande qu'il attacqua et voullut arrester.

Repond negativement à la teneur de l'interrogat.

Interrogé si il n'est pas vray que le mesme jour treize de ce mois il voullut maltraiter la veuve Menage du fauxbourg de Bisienne parce qu'elle luy reffuza l'aumonne.

Repond negativement à tout l'interrogat.

Et visitte faitte dud. François Guiboret après l'avoir fait desabiller en la maison du geollier dud. Guerrande n'y avons remarqué sur ses epaules aucunes marques.

Et lecture faitte aud. François Guiboret du present interrogatoire dit que ses reponses contiennent verité y a persisté et a déclaré ne savoir signer de ce enquis suivant l'ordonnance et a esté led. Guiboret mis es mains du geollier pour le remener en sa prison Lësd.

jours et an que devant sous nostre signe et celluy dud.
Guyomart nostre greffier.

M. ROÜAUD,
Seneschal.

J. GUYOMART,
greffier.



Si l'on est surpris d'un tel luxe de mesures policières pour un simple mendiant vagabond, je rappellerai, d'après des pièces peu connues, que ces délits, regardés de nos jours comme des peccadilles, furent, dans les siècles passés, punis avec une sévérité incroyable.

Qu'on en juge !

En 1524, il fut prescrit à tous les mendiants valides de sortir de Paris ou de travailler : le mendiant arrêté trois fois était marqué d'un fer chaud et banni.

En 1532, le Parlement de Paris ordonna que les mendiants valides fussent renfermés et conduits deux à deux dans les fosses et égouts pour les nettoyer.

Par Ordonnance royale de 1536, les mendiants valides sont contraints de labourer et « besogner » pour gagner leur vie ; « où il y aura défaut ou abus de ces mendiants » chacun peut les prendre ou les faire prendre et les mener au tribunal voisin avec deux témoins ou plus pour les corriger publiquement de verges et de fouets ; s'ils s'obstinent à ne pas vouloir travailler ils seront fouettés publiquement et bannis à temps ou à perpétuité du pays ou de la juridiction à la volonté des juges.

Une ordonnance royale du XVII^e siècle prescrit que les mendiants vagabonds seront envoyés aux îles étrangères pour les peupler (*Registre secret du Parlement de Bretagne*, Arch. d'Ille-et-Vilaine, B. 41).

Un arrêt du Parlement de Bretagne, rendu à Vannes le 25 mai 1680, dit : « Les mendiants, pauvres et vagabonds doivent se retirer dans leur pays ; sinon, toute

personne peut les appréhender et les conduire devant les juges les plus proches pour les faire condamner, sur la déposition de deux ou plusieurs témoins, au fouet pour la première fois, et, en cas de récidive, aux galères ; ceux qui leur fourniront une retraite seront passibles des mêmes pénalités. Les pauvres et mendiants qui veulent faire des pèlerinages aux lieux saints de la Bretagne doivent prendre une attestation de leur recteur et du juge de police de la localité d'où ils partent ; faute de cette précaution, ils seront punis des peines ci-dessus comme vagabonds.

Une Déclaration du Roi, en date du 12 octobre 1686, enregistrée par le Parlement de Bretagne, à Vannes, le 31 octobre, condamne les mendiants valides à 5 ans de galères.

Par une autre Déclaration royale, du 28 janvier 1687, enregistrée à Vannes par le Parlement le 20 février, l'échelle des peines est ainsi établie : pour les mendiants valides vagabonds, les hommes seront envoyés aux galères à perpétuité, les femmes seront fustigées, flétries et bannies ; quant aux mendiants valides domiciliés, si ce sont des hommes, on se contentera, pour la première fois, de leur interdire de recommencer ; s'ils récidivent, ils seront fustigés, flétris et bannis ; à la troisième fois, ce seront les galères à perpétuité ; si ce sont des femmes, on se contentera, pour le premier délit, de leur défendre de récidiver ; si elles recommencent, elles seront fustigées, flétries et bannies.

En 1724, fut publiée une instruction pour éviter que les mendiants en quittant les villes ne fissent du désordre dans les campagnes ; on devait arrêter ceux qui causaient du désordre, qui mendiaient avec insolence, ceux qui, se disant soldats, n'auraient pas de congés ou auraient des congés faux, ceux qui contreferaient les estropiés ou les infirmes, qui mendieraient avec des armes, qui seraient attroupés plus de quatre, non compris les enfants. Avis des arrestations devait être donné

au Procureur du Roi et transmis par lui au Procureur Général près le Parlement.

Le Décret de l'Assemblée Nationale, du 30 mai 1790, reproduisit une partie de ces règlements.

Que devint notre François Guiboret ? fut-il relâché, fut-il envoyé aux galères ? A mon grand regret, je l'ignore. Si je l'apprends un jour, je m'empresserai de le dire.

Baron Gaëtan de WISMES.

Arrestation de Dom Louvard

Moine de Saint-Gildas

Dom Jean-François Louvard fut un de ces Jansénistes turbulents qui troublèrent la fin du XVIII^e siècle. Sa connaissance n'est pas difficile à faire, les grandes encyclopédies modernes Larousse entr'autres, lui ont consacré des articles, l'histoire du Maine de Hauréau contient sa biographie, et les "Nouvelles ecclésiastiques" — organe officiel des Jansénistes de son temps, en parlent longuement.

Nous nous inspirerons de ces diverses publications pour présenter notre héros, mais nous nous arrêterons principalement sur le fait d'histoire locale qu'est son arrestation à Saint-Gildas-des-Bois et sur lequel nous avons des documents particuliers ; ils proviennent de la succession de l'ancien maire de Nantes, Meslier, et nous les devons à la complaisance de M. Bertrand de Champsavin, son arrière-neveu, que nous prions ici d'agréer nos remerciements.

Dom J.-F. Louvard naquit à Champgenesteux dans l'archidiaconé de Laval vers 1675, nous n'avons aucun détail sur sa jeunesse ni sur sa famille, qui devait être très humble si nous en croyons un dom Thuilier cité plus tard. Dès l'âge de 18 ans il embrassa la règle de Saint-Benoît et l'abbé de Saint-Melaine guida ses premiers pas dans la vie religieuse. A 28 ans il est ordonné prêtre, et ses supérieurs le confinent d'abord dans les soins ordinaires du ministère, mais bientôt ils apprécient sa dévorante activité et sa puissance de travail, et l'appellent à des soins plus difficiles.

Dom Frêche venait de mourir laissant à peine commencé un important travail sur Saint-Grégoire de Nazianze. Dom Louvard fut choisi comme son continuateur et partit pour Saint-Denis, où il se mit à l'œuvre sous la direction de dom Vaissière, dont la défection le laissa seul au bout de quelques mois. Dom Louvard travaille et fait de son mieux, mais la besogne est ardue elle n'avance pas bien vite et le Journal de Trévoux annonce et remet alternativement le jour de l'impression. Sur ces entrefaites un prêtre de Saint-Denis maladroitement engagé dans une controverse avec des docteurs protestants et ne se sentant pas assez bon théologien, vint trouver notre religieux et lui demanda de lui prêter son assistance. Dom Louvard accepte, abandonne Saint-Grégoire qu'il ne devait plus revoir et plus à l'aise dans la bataille qu'au milieu des deux cents éditions manuscrites du Saint-Père de l'Eglise et de ses nombreux scolastes, se jette à corps perdu dans la lutte contre les protestants. Les malheureux docteurs huguenots ne furent pas à leur aise entre les puissantes mains de ce moine savant et enthousiaste, dont la combativité naturelle se doublait de la finesse d'un plaideur du Maine. Ils furent battus, tellement battus que l'air en retentit, que plusieurs officiers huguenots de la garde suisse se convertirent et que le bruit en parvint jusqu'aux oreilles du Roi. On conservait encore au XVIII^e siècle dans l'abbaye de Saint-Denis des lettres qui furent écrites de la part de Louis XIV à notre controversiste.

Ce triomphe fit peut-être le malheur de dom Louvard et c'est à partir de cette époque, que commence pour lui une vie d'agitation, de trouble et de guerre perpétuelle. Après la promulgation de la bulle Unigenitus, tous les éléments jansénistes que recélaient les différents ordres monastiques étaient entrés en fermentation, les laïques avaient suivi les religieux souvent pénétrés d'intentions moins pures, et bientôt le royaume s'était trouvé divisé en deux camps très échauffés l'un contre l'autre. Le

P. Le Tellier, confesseur de Louis XIV, le supplia enfin d'intervenir et de mettre fin à des troubles qui étaient un danger pour l'Eglise et pour l'Etat. Le roi sentait la nécessité d'étouffer promptement une cabale qui pouvait grandir et devenir puissante, il donna des ordres précis, il édicta des peines sévères et une active surveillance s'exerça autour des milieux jansénistes. Dans les premiers mois de l'année 1714, le P. Le Tellier fit savoir au général des bénédictins, qu'un religieux de son ordre avait enfreint les règles énoncées par la bulle Unigenitus dans l'administration des sacrements à un malade ; le coupable était dom Louvard qui, je ne sais comment, était devenu appelant. Pour le punir autant que pour obéir aux ordres de P. Le Tellier, il fut immédiatement déplacé et envoyé à l'Abbaye de Corbie. Dès lors commence pour lui un perpétuel voyage. Il n'est pas plus tôt arrivé dans un monastère de son ordre qu'il le révolutionne et le met sans dessus dessous : de Corbie à Landévenec, de Landévenec à Saint-Denis où il revient, de Tuffé à Cormery, de Cormery à Saint-Gildas où nous allons le retrouver, il parcourt la France les mains pleines de brochures, la bouche pleine de discours, il approuve, il condamne surtout, il injurie le Pape, maltraite l'Archevêque de Paris. Si Louis XIV meurt et que le Régent fasse trêve aux poursuites dirigées contre ses amis, il profite de cette accalmie pour dresser de nouvelles machines de guerre ; si le Régent lassé du bruit que font les jansénistes, recommence à sévir, il intrigue sourdement et les frais ombrages de Saint-Gildas-des-Bois n'ont pas même le don de le calmer.

A peine arrivé dans le pays, il s'empresse de nouer des intelligences avec tous les Jansénistes de Nantes et des environs, et surtout avec l'abbé Mellinet, prêtre de la paroisse de Saint-Denis. Mais le pouvoir ecclésiastique et le pouvoir civil étaient fatigués de trouver toujours devant eux les mêmes fauteurs de trouble et si dom Louvard n'était pas déjà sous les verrous c'est qu'on

avait eu pour lui de particuliers égards. On ne pouvait cependant tolérer plus longtemps ses incartades et des ordres très sévères furent donnés à son sujet. Ses relations furent surveillées, sa correspondance interceptée, et on réussit à saisir des documents assez importants pour baser une action judiciaire et motiver une arrestation.

Il ne faut pas regarder de trop près les procédés qui furent employés pour se saisir de la correspondance du bénédictin et de ses complices, mais je ne crois pas que dans aucun temps les policiers aient fait de la délicatesse une de leurs vertus, et en aient beaucoup demandé à ceux qu'ils emploient. Dans le cas présent Meslier jouit du concours bénévole d'un jeune prêtre, qui se rendit maître, fort habilement, des preuves que cherchait l'administration. C'était le fils d'un coutelier, nommé Bahuaud, chez qui Mellinet portait les correspondances au messager de Saint-Gildas et les recevait de ses mains. Un jour que ce brave commissionnaire avait posé le paquet qui venait de lui être confié sur le comptoir pour s'occuper d'un autre envoi qu'on lui désignait au fond de la boutique, l'abbé Bahuaud le prit sans bruit et sortit immédiatement laissant son père et le malheureux mandataire chercher inutilement dans tous les coins, le dépôt qui venait de leur être enlevé.

Il se rendit ensuite chez Monsieur de Nantes, ils lurent ensemble tous ces papiers compromettants et les expédièrent à Paris non sans avoir pris sans doute l'avis de Meslier.

Voici du reste comment l'abbé de La Bate raconte ce fait dans une lettre adressée à Monsieur de Saint-Aubin*, lettre que nous avons trouvée dans les papiers de Meslier.

* Saint-Aubin, paroisse nantaise.

« Monsieur,

« Il m'est tombé en main depuis quelques jours un paquet adressé à dom Louvard, religieux de Saint-Gildas-des-Bois. Quatre lettres : une signée de la Berthelot, ci-devant supérieure des sœurs de l'Hôtel-Dieu, une autre anonyme que je soupçonne de la demoiselle Barré, supérieure du bon Pasteur, une troisième anonyme qui est constamment de la Marquise de la Mace, mais qui ne dit presque rien ; la dernière, enfin, anonyme encore et que j'ai vérifiée à n'en pouvoir douter sur des pièces de comparaison, être de la main du sieur Mellinet, directeur et prêtre de Saint-Denis. J'y ai trouvé aussi une consultation [pernicieuse de dom Louvard qu'on lui renvoie sous la signature du formataire. Toutes ces pièces prouvent que ce bénédictin mène un grand rôle dans le pays, puisque tout est en correspondance avec lui ; mais la plus importante de ces pièces est la lettre de Mellinet. On y voit un commerce établi de manuscrits pour imprimer, d'envoi et de débits de toutes parts, de livres et de brochures, des mesures prises pour des impressions et des marchés faits à des correspondants étrangers et dans le royaume, leurs bureaux d'adresse ; on y voit jusqu'à l'ordre et l'arrangement pour la distribution des ouvrages du pays réglant entre eux, ceux qu'on doit lâcher les premiers, augurant par avance des avantages qu'on tirera de cette économie. On y découvre enfin que l'affaire du recteur de Saint-Nicolas, sa désobéissance publique à son Évêque, est l'affaire de tout le pays, car, sur la fin de sa lettre, il s'exprime en ces termes :

« Nous attendons le jugement de l'officialité sur l'affaire de M. de Saint-Nicolas, le défaut ne peut être jugé que vendredi prochain, et l'officiel doit ordonner que, par le promoteur, il sera informé des faits, savoir : que le mandement a été envoyé deux fois et que le recteur a refusé de le publier ; peut-être le promoteur

requerrera-t-il que le mandement lui soit signifié avec sommation de le publier, je ne sais si tout cela sera bien en règle, nous nous consulterons ; ce sont les termes du sieur Mellinet, je blâme le recteur de Saint-Saturnin d'avoir obéi, il est, dis-je, plus testu que le bœuf qui serait l'instrument du martyre de son patron.

» Voilà, Monsieur, le précis de cette lettre. Je l'ai remise avec les autres à Monsieur de Nantes qui les adresse aujourd'hui à Monsieur le cardinal de Bissy. Il serait bien à souhaiter que vous fussiez à même d'entretenir son éminence et qu'elle vous communiquât cette lettre de Mellinet ; vous connaissez le personnage et la carte du pays, vous lui donneriez bien des lumières sur de petits mystères dont cette lettre est remplie, et vous lui représenteriez enfin que cette découverte est bien d'une autre importance que celle de ce petit clerc qui fut conduit à la Bastille, il y a deux ou trois mois, et qu'elle mérite d'être poursuivie tant contre cet indigne prêtre que contre les moines de Saint-Gildas, surtout contre dom Louvard. L'interrogatoire de l'un et de l'autre, non devant un commissaire du pays, mais à Paris, découvrirait une partie des intrigues de ces cartons. Vous ferez de cet avis, Monsieur, l'usage que votre prudence vous inspirera.

» J'ai l'honneur d'être, avec l'attachement le plus respectueux, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

LA BATTE. »

Cette dénonciation, que nous n'avons pas à apprécier, porta ses fruits, et fit mouvoir les plus hauts ressorts. Le ministre de Saint-Florentin écrit de Fontainebleau, à la date du 24 octobre 1728, et ordonne à Meslier de faire appréhender l'abbé Mellinet, prêtre de la paroisse de Saint-Denis de Nantes, et de Jean Louvard, bénédictin de l'abbaye de Saint-Gildas-des-Bois, de les arrêter

séparément, mettre sous scellés leurs papiers et d'interroger l'abbé Mellinet, principalement sur ses lettres énigmatiques et anonymes, s'informer près M. de la Batte d'où elles viennent faire avec diligence et prudence.

Meslier exécuta immédiatement les instructions du ministre. Voici la teneur de l'ordre d'arrestation :

« Gérard Meslier, conseiller du Roi, trésorier de France, général des finances en Bretagne, chevalier des ordres royaux militaires et hospitaliers de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, maire et colonel de la milice bourgeoise et président du bureau de santé de la ville de Nantes :

« Ordonnons à Charles Gellée, conseiller à l'Amirauté de cette ville de se transporter à Saint-Gildas-des-Bois, d'arrêter Jean Louvard et de mettre ses papiers sous scellés (Jean Louvard pourra ajouter son sceau sur les scellés) et conduire le tout au château de Nantes, dresser procès-verbal.

« Nantes, le 27 octobre 1728.

MESLIER. »

On remarquera que Louvard est appelé dans cet ordre Jean au lieu de François, cela vient de ce qu'il s'appelait Jean François et le maire s'est servi du premier prénom quoique le moins usité.

Voilà donc notre bénédictin sous le coup d'une arrestation imminente, mais outre l'abbé Mellinet, il avait entraîné d'autres personnes dans son péril. Peut-être le curé de Thouaré en était-il car M. de Saint-Florentin envoie un ordre du roi du 20 octobre 1728 lui enjoignant de renvoyer ses pensionnaires, et Meslier est chargé de l'exécution de cet ordre.

Meslier reçoit aussi un ordre du roi daté de 1728 pour arrêter l'abbé Mellinet. C'est le Camus qui l'exécute et donne décharge de l'original et une copie. Il n'avait pas été besoin de sévir contre le curé de Thouaré, l'abbé

Moreau ; il écrit le 21 octobre une lettre soumise * dans laquelle il proteste de son obéissance et demande seulement qu'on ne trouve pas mal qu'il lui reste quelques jours encore des pensionnaires, vu la difficulté de les renvoyer dans leur famille.

L'arrestation de dom Louvard suivit de près l'ordre qui en avait été donné. Le 29 octobre 1728, Charles Gellé, conseiller à l'amirauté de Nantes, fut chargé de cette mission ; il se fit accompagner de Charles Lenormand comme greffier, le fit prêter serment ainsi que l'ordonnait la loi, lui adjoignit son fils Godefroid Gellé et se rendit au corps de garde de la Maréchaussée pour composer sa petite troupe. Il faut croire que les brigades de Nantes étaient alors bien occupées car il eut bien de la peine à y trouver trois hommes, Jean Constantin dit Maltais, Pierre Olivier dit La garde, et Joseph de la Ville André qui paraît être d'un grade supérieur, mais le temps pressait et il partit sans attendre de renfort. A sept heures ils étaient au Temple pour la couchée, et le lendemain matin à la même heure ils se remettaient en route. A onze heures, ils entrent à Pontchâteau, et Gellé y renforce son escorte des archers Glenaud et Lescot puis ils prennent la route de Saint-Gildas où ils arrivent seulement vers quatre ou cinq heures pour entrer immédiatement en besogne. Dom Louvard était au dortoir, Gellé s'y rendit et lui demanda la clef de sa chambre, au nom du Roi. Louvard la donna sans difficulté en protestant de sa soumission aux ordres de Sa Majesté. Dom Lelièvre, le prieur, arriva sur ces entrefaites et c'est en sa compagnie que les soldats et le Père entrèrent dans la cellule. Là, Gellé demanda à dom Louvard de lui remettre ses papiers. Vous avez sans doute un ordre du Roi, demande le bénédictin. Gellé n'avait qu'un

* Il paraît que cette soumission n'était pas sincère car le curé Moreau fut plus tard interdit et Monseigneur de Nantes obligé d'aller lui-même administrer les sacrements à Thouaré.

ordre de Meslier, faute de mieux il le montre, mais on en imposait pas facilement à notre religieux et il refuse toute communication. Très bien, dit Gellé, nous passerons outre. Alors je cède à la force, et sans perdre de temps les perquisitions commencent. Mais le policier est inquiet il flaire une dissimulation possible et tout à coup il se retourne vers dom Louvard et lui demande de jurer sur ses saints ordres qu'il livrera bien tous ses papiers, mais le Père n'a pas été sans lire les instructions de Gellé, il n'y est question que des écrits contenus dans sa chambre, il s'en souvient et refuse de jurer. Alors les archers font main basse sur tous les papiers qu'ils trouvent et les entassent pêle mêle dans une taie d'oreiller, seul sac qu'ils trouvent à leur portée. Gellé la ferme et y applique son cachet puis il invite dom Louvard à y apposer le sien *. Le Bénédictin obéit et l'opération est terminée.

Gellé voulait emmener immédiatement son prisonnier, mais il était déjà sept heures et demi du soir et il faisait nuit, dom Lelievre lui représenta que c'était une imprudence, que les chemins déjà remplis de fondrières et très difficiles le jour, l'étaient encore bien davantage dans l'obscurité, et que le vrai chemin de Nantes n'était pas celui qu'ils avaient pris par Pontchâteau, mais qu'il fallait passer par Quilly. Il ajouta que le temps était mauvais que le P. Louvard était âgé et incommodé — sic — et pour conclure il lui offrit l'hospitalité au couvent pour lui et pour ses hommes, lui permit de faire garder son prisonnier, même de coucher dans sa chambre et lui donna sa parole que le lendemain matin il le lui présenterait prêt à monter à cheval.

Gellé se laissa fléchir et le lendemain matin tout le monde se trouva en selle à 8 heures, mais soit par dédain pour les indications de dom Lelievre, soit qu'il

Il représentait un christ.

craignit une embuscade et l'enlèvement de son prisonnier il ne passa point par Quilly et reprit le chemin de Pontchâteau. Ils arrivèrent tous sans encombre au Temple de Mauperthuys vers onze heures, s'y reposèrent un peu. Gellé solda sa dépense à l'auberge, renvoya les archers de Ponchâteau et se remit en route à trois heures du matin. L'arrivée à Nantes eut lieu à huit heures. Gellé conduisit immédiatement son prisonnier au château et s'en fit donner décharge par le Gouverneur Comte de Menou.

Si l'on en croit Louvard et ses biographes jansénistes, il n'eut pas à se louer de l'hospitalité forcée qu'on lui offrait, et si leur récit contient quelques exagérations de détail, les faits doivent être vrais. Il était considéré comme un prisonnier de marque et fut, étroitement surveillé. D'abord on l'enferma dans la chambre noire; et pour comble de cruauté on l'y laissa à jeun et encore couvert de ses habits de voyage mouillés de la pluie. C'était un homme fortement constitué et ces petites misères n'abattirent point son courage, aussitôt qu'il put se procurer de quoi écrire il se retrouva sur la brèche. Sans perdre un instant il adresse au gouverneur et à toutes les autorités des réclamations et des suppliques. Dans l'une il se plaint de la façon dont on le traite au château, dans l'autre de la manière dont a été opérée son arrestation; ce sont surtout ses papiers, ceux qui lui ont été dérobés par l'abbé Bahuaud qui lui tiennent à cœur. Ce sont, dit-il, des papiers intimes d'un genre tout particulier où des gens de bien lui posent des cas de conscience et lui font de quasi confessions; nous ne pouvons pas contrôler la vérité de ces affirmations mais à priori nous pensons que s'il y avait en effet des papiers de cette nature il y en avait d'autres singulièrement plus compromettant au point de vue janséniste.

Dom Louvard fut donc interné au château de Nantes, le 10 octobre 1728 et son ami Mellinet l'y suivit de près. Ils y restèrent jusqu'au 9 décembre de la même année,

date de leur départ pour la Bastille. Tous les deux y furent interrogés, mais l'interrogatoire de Louvard nous manque et celui de Mellinet ne jette forcément qu'un jour incomplet sur les agissements du bénédictin. On y voit cependant que les relations des deux accusés étaient fréquentes et qu'ils correspondaient au moyen de mots et de tournures énigmatiques et évidemment convenues, on y remarque aussi la vénération que professe Mellinet pour son ami.

Cette vénération était partagée par tous les gens de la secte. Lorsque l'heure du départ pour la Bastille fut fixée, quelques fidèles parvinrent à se glisser dans la cour du château, et là se passa une scène quelque peu théâtrale. Au moment où dom Louvard montait en voiture une personne se jeta à ses pieds en lui demandant sa bénédiction; le bénédictin la releva et se prosternant à son tour demanda à ses amis de le bénir plutôt lui-même, il partit enfin au milieu des larmes de tous les assistants. Mais la vigilance de ses coreligionnaires et sa présence d'esprit ne l'abandonnèrent point car ils n'étaient pas à la moitié du voyage que malgré la surveillance de l'huissier de la chaîne qui accompagnait les prisonniers et à qui une attention particulière avait été ordonnée, tout le dossier, formé à Nantes et tous les papiers compromettants avaient été dérobés. Il faut croire que s'ils n'avaient contenu que des quasi confessions, des péchés en gros et en détail comme l'écrivait Louvard à M. d'Estrées, ils seraient arrivés à Paris au lieu de rester en route.

A la Bastille, Louvard recommença ses réclamations et ses placets, mais on ne lui répondait guère et sa vie était assez triste. Au point de vue matériel il n'avait pas d'argent, et au point de vue moral il s'ennuyait terriblement. La réclusion était une chose extrêmement pénible pour cet homme que dévorait une continuelle activité matérielle et intellectuelle. Il essaya de reprendre ses études sur Saint Grégoire de Nazianze et redemanda

son manuscrit mais le moine qui en était chargé refusa de se dessaisir des documents qu'on lui avait confiés et pendant cinq mortelles années, Louvard dut se résigner à une quasi inaction.

Enfin une lettre dé cachet qui l'envoyait à l'abbaye de Rebais le délivra le 21 décembre 1733, mais ce n'était qu'une demi-délivrance, on en jugera par la lettre que reçut le P. Prieur de Rebais.

« Cher et bien aimé,

Nous vous mandons et ordonnons de recevoir dans votre maison dom Louvard, religieux bénédictin, et de l'y garder jusqu'à nouvel ordre, notre intention étant au surplus qu'il ne puisse sortir de l'intérieur de votre monastère sous quelque prétexte que ce put être. Ci n'y faites faute, car tel est notre plaisir.

Donné à Versailles, le 3 janvier 1734.

LOUIS. »

Nous ne savons comment Louvard fut traité dans sa nouvelle résidence mais il n'était pas en honneur dans sa congrégation si l'on en juge par le portrait qu'en faisait dom Thuillier à peu près à la même époque, et il dut plusieurs fois avoir à souffrir. Voici ce portrait :

La congrégation de Saint-Maur a tiré dom Louvard de la poussière, et l'a nourri pendant 49 ans, soulagé toutes les fois qu'il s'est cru malade, voituré à grands frais dans tous les endroits où tous ses caprices et ses bonnes volontés l'ont rélégué, et malgré sa noire ingratitude est encore prête à lui prodigué tous ses bienfaits s'il renonce à ses propres lumières, qui lui ont été toujours funestes, s'il reconnaît que jamais tête au monde n'eut plus besoin que la sienne d'être conduite par les lumières d'autrui.

Il paraît que Louvard ne suivit point ces sages conseils et donna encore de l'ombrage à l'autorité, car, le 18 mars 1734, le Prieur de Rebais revenait de Paris

quand il trouva, à la porte de son monastère, un exempt suivi d'archers, qui venait arrêter le vieux janséniste. Ils entrent et se dirigent vers la cellule du religieux, mais elle est vide, l'exempt monte un escalier et laisse au bas un de ses archers. Dom Louvard sort d'un corridor entre eux deux et commence à descendre : ils ne le connaissent pas, mais au premier mot qu'il prononcera, son incognito peut se trahir. "*Fuge*", lui crie un ami. L'archer n'entend point le latin et le laisse passer, il saute par une fenêtre malgré son âge et ses infirmités et se réfugie dans une étable des communs ; le lendemain matin, il rentre dans le monastère. Le Prieur lui donne à manger, lui remet cent pistoles et lui procure les moyens de passer la frontière de Hollande.

C'est dans ce pays que mourut Louvard, dans de grands sentiments de piété, disent ses biographes. En somme, l'histoire de sa vie agitée et malheureuse doit inspirer la pitié. Louvard était merveilleusement doué, et son honnêteté et sa bonne foi sont pour nous hors de doute, son courage, son opiniâtreté et sa finesse étaient dignes d'une meilleure cause, et on ne peut prévoir les destinées qui lui auraient été réservées si trop d'orgueil et de confiance en lui-même et une imagination dévergondée ne l'avaient jeté en dehors de la règle commune.

Voici l'építaphe latine que lui composèrent ses admirateurs, elle peint sa vie agitée et aventureuse :

Trajecti apud Batavos exul
Mille post delusas insitiatum artes
Omnis genis actus procellis
Ad portum tandem salutis feliciter apulosus
Cessit e vivis
Par taque beatus divos donatus coronas
Dominus Franciscus Louvard Sen onaniensis
Presbyter et monachus benedictinus
E congregatione Sancti Mauri

Qui

intefessus quoad vixit coelestis vinae operarius
Peculiori gaudiam propense mente affectu
Defendente in controversis veritatis mancipatus
Virtutibus doctrina meritis omnibus non defuit

Qui

Zelo zelactus pro domino deo exercituum
Helveticis legionibus
Ad vicinia regiæ letitiæ nute quoque sparsis
Fidei propagationem
Summo aulicae gratis applausu proaravit

Qui

Accerrimus inter suos avitæ religionis acertor
Novos flagitiossimos que exersus errores
Sæpe territus ingemuit

Quem

Indignatio pudicca adversus bullæ quam adhuraverat
Inverecundum pesti ferumque virus
Sæpius vinctum sæpissime e patris fecit extorem
Donec ad exteros profugus patri familias gratissimus
Obdormivit in domino nono kalen, 1739 Ætatis 78 perofficionis
Anno reparatæ salutis

E. DE BOCERET.

Arrestation du Docteur Mellinet

Nous savons peu de choses sur Julien Mellinet, docteur de la Faculté de Théologie de Nantes, c'est à peine si Levôt en dit quelques mots et ni les archives de cette famille si connue, ni la plupart des publications bibliographiques ne nous fournissent de lumières à son sujet; nous en sommes donc réduits aux nouvelles ecclésiastiques et aux papiers que nous a laissés Meslier. Ils ne parlent que de son arrestation et de son procès. Cependant il est probable qu'il naquit à Nantes et qu'il y fit toutes ses études. Entraîné dans le mouvement janséniste, il y fut assez compromis pour que la Faculté de Théologie qui l'avait reçu, l'expulsât de son sein par ordre, mais là encore le fait seul nous reste et malgré nos recherches, nous n'avons pu découvrir le moindre arrêt de cette faculté et nous ignorons le motif précis et la date de cette expulsion.

En 1728, Mellinet était prêtre libre de la paroisse de Saint-Denis et habitait avec sa sœur un petit appartement dans la rue de la Juiverie (1). Il devait être depuis longtemps en relation avec les principaux meneurs jansénistes, mais il paraît avoir plutôt subi leur influence et avoir servi leurs desseins que dirigé avec eux les affaires de la secte. A partir de l'arrivée de D. Louvard à Saint-Gildas, ses rapports avec le bénédictin deviennent très fréquents, leur vie se lie et leurs actes s'enchevêtrent tellement, qu'il nous apparaît comme son principal correspondant. Il faut croire que la police en jugea ainsi car l'acte d'arrestation que Saint-

(1) Maison du serrurier.

Florentin signe à Fontainebleau, le 27 octobre 1728, est double et concerne en même temps le bénédictin et le docteur en théologie.

Comme pour dom Louvard, l'arrestation du docteur Mellinet et la saisie de ses papiers suivent de près l'ordre du ministre et le 29 octobre 1728, à onze heures du matin, Meslier en personne, assisté des officiers de justice nécessaires, se rendit rue de la Juiverie et y trouva Mellinet et sa sœur. Il leur déclara l'objet de sa visite et demanda au docteur la remise de tous ses papiers. Celui-ci conduisit immédiatement le maire de Nantes dans son cabinet et les lui livra sans résistance; Meslier les cacheta de son sceau, et Mellinet y ajouta seulement l'empreinte du dé de sa sœur qui fut constituée gardienne des scellés apposés à la porte du cabinet. Dans le paquet se trouvaient des lettres, des brochures et même des papiers de famille, et un examen sommaire avait permis aux policiers de retenir les noms de quelques correspondants. C'était Monsieur de la Plesse, Conseiller au Parlement de Bretagne en son hôtel à Rennes, Madame de la Galissonnière chez les dames de Saint-Georges à Rennes, Monsieur Barin, Conseiller au Parlement en son hôtel à Rennes, etc., etc.

Mellinet fut immédiatement conduit au Château de Nantes et le 11 novembre suivant, Meslier recevait du ministre une lettre approuvant pleinement la façon dont il avait agi, et lui mandant d'interroger soigneusement le prisonnier, et d'expédier à Paris les interrogatoires, afin qu'il put en rendre compte au roi.

Ces interrogatoires occupèrent toute la première semaine de novembre du 1 au 6 inclusivement, mais les séances n'eurent pas toutes la même importance; nous allons tâcher de résumer et de simplifier l'œuvre du greffier, nous noterons au passage les noms qui y figurent et les circonstances qui les accompagnent, on verra ainsi quelle était l'organisation des Jansénistes à Nantes et aux environs, et combien de personnages

influent leurs étaient affiliés. Les expressions dont se servent l'enquêteur et l'accusé sont très caractéristiques, il n'est jamais question entr'eux des affaires de l'Église, mais toujours des affaires du temps ; cela prouve que si les autorités ne recherchaient guère les opposants à cause de leurs idées religieuses, elle leur en voulait beaucoup des troubles qu'ils fomentaient.

Meslier jugea ce cas assez grave pour ne confier à aucun autre le soin de la procédure, et se rendit en personne au Château ; le greffier qui l'assista se nommait Perrot. Les questions d'identité furent vite épuisées et de suite Mellinet eut à répondre à trois principaux chefs d'accusation : 1^o sur ses relations avec D. Louvard ; 2^o sur leurs relations communes avec des tiers ; 3^o sur plusieurs lettres énigmatiques restées indéchiffrées.

Les Jansénistes avaient des correspondants et des affiliés dans toutes les villes du royaume, et ils entretenaient de fréquents rapports avec leurs coreligionnaires réfugiés à l'étranger et principalement en Hollande. Des ecclésiastiques, des conseillers au Parlement, des religieuses, des dames, des libraires, des marchands et des artisans de toute profession étaient les agents d'une incessante correspondance et d'une active propagande. Par eux les livres de théologie Janséniste, les brochures, les libelles, les feuilles volantes circulaient et passaient de main en main ; ainsi se communiquaient les moyens de résister à l'autorité, et se perpétuaient les troubles ; il importait donc à la justice de connaître les principaux perturbateurs et de mettre la main sur eux.

Mellinet ne nia point ses rapports avec le bénédictin ; ils se connaissaient depuis trois ou quatre ans, et se visitaient même quelques fois. A trois reprises différentes le docteur était allé à Saint-Gildas voir son ami ; il connaissait du reste l'Abbaye. Chargé par le sire de Kersalio d'accompagner son fils aîné dans les trois

grands monastères de la contrée, Blanche-Couronne, Saint-Gildas et Redon, il avait été contraint par le mauvais temps de demander pendant trois jours l'hospitalité à D. Lefebvre. D. Louvard lui rendait ses visites et avait même accepté deux fois à dîner rue de la Juiverie avec Mellinet et sa sœur, son hôte l'avait ensuite présenté aux abbés Dumoulin et Despinotte, et aux curés de Saint-Denis et de Saint-Laurent. Ce n'étaient point là des conciliabules, affirme le prévenu, et je n'ai jamais, dit-il, entendu ces Messieurs s'y entretenir des affaires du temps, mais seulement parler de Dieu. Notre correspondance, ajoute-t-il, était aussi innocente : nous ne traitions que de choses spirituelles et de cas de conscience, nous échangeions des livres et des brochures, un jour même, j'ai pressé, mais en vain, dom Louvard d'accepter un peu d'argent ; j'avais cru remarquer que l'on ne prenait pas assez soin de lui dans son abbaye, et je voulais qu'il put acheter quelques volumes ou se procurer quelques douceurs. Mellinet ajoute que cet argent était à lui et qu'il ne l'avait pas pris sur les Risques. Nous ne savons pas au juste ce qu'étaient ces risques, mais nous pensons qu'ils devaient désigner l'argent remis par les sectaires à leurs correspondants pour les frais de propagande et de contre-police.

Dom Louvard faisait-il imprimer des brochures et des libelles des manuscrits ou des feuilles volantes ?

D. Louvard ne m'a point fait de confidences à ce sujet, dit Mellinet, mais l'eût-il fait que je ne me croirais pas obligé, par mon serment, de trahir sa confiance. On n'est forcé de divulguer ces sortes de secrets que dans les cas de lèse-majesté ou de félonie, ou lorsque la justice et la morale sont en péril, et ce n'est point ici le cas. Le roi n'a pas de meilleurs serviteurs que Louvard et moi.

Les principales pièces du dossier étaient les lettres énigmatiques dont nous avons parlé, peut-être nos cryptographes modernes liraient-ils ces lettres très faci-

ment, mais elles étaient incompréhensibles pour Meslier ; il tache d'obtenir des éclaircissements de son prisonnier, mais cet homme si simple au dire de ses amis ne se laissa point influencer par son juge et ne dit rien qu'il ne voulut bien dire. Il discuta d'abord l'écriture et ne la reconnut comme sienne qu'à grand peine, puis il prétendit que si l'écriture était de lui, le texte ne l'était point ; il servait très souvent de secrétaire à des personnes pieuses qui correspondaient avec D. Louvard ou avec d'autres, mais il ne peut trahir leur secret et d'ailleurs il n'est pas assez sûr de sa mémoire pour les nommer ; il pourrait faire une erreur et enfin cette lettre est-elle bien d'un coreligionnaire, cela n'est pas sûr, les jansénistes ont des ennemis, une lettre écrite à D. Louvard et parlant des affaires du temps et de libelles envoyés à l'étranger, n'est jamais parvenue. Il doit y avoir un traître acharné à la perte du religieux.

Que signifie cette phrase : il pleut ici de temps et donne, je n'ai pas de toile cirée, je ne veux pas hasarder vos papiers B. Il s'agit de conseils demandés à D. Louvard sur la confession, la chasteté, la désapprobation des moines (*sic*). Mais le prévenu ne peut préciser, il ne décachetait jamais les lettres de son ami sans son autorisation. Il serait fastidieux de suivre Meslier et Mellinet pendant les longues heures que durèrent les interrogatoires, le juge y recherche toujours les preuves d'une organisation séditeuse, et l'accusé se défend par le silence ou entre dans d'interminables discussions théologiques, D'ailleurs tout est dit de part et d'autre à mots couverts, il faudrait étudier chaque demande et chaque réponse pour en trouver la clef, et encore pourrait-il bien se faire qu'on ne l'eût pas. Tantôt c'est une demoiselle Marie qui veut vendre quelque chose 23 sols, tantôt une dame de Longueville, d'Angers, qui a reçu des rouleaux de papier d'un jeune religieux, puis d'un M. de Laporte frappé d'un bref sanglant et M. de Salon qui a quitté la partie et dont la charge vient d'être

donnée à un neveu du chanoine de Senaise, un ami de Mellinet nommé Cassard, l'hôtesse de Louvard à Angers, M. de Saint-Saturnin, le Curé de Thouaré, celui d'Orvault qui enseigne l'infailibilité papale au catéchisme, le président Barin, l'Abbé Lejeune, l'Abbé de la Guerche, la Mère Berthelot, supérieure de l'Hôtel-Dieu, des demoiselles Dupont, Louët, pensionnaires aux écoles charitables, enfin un libraire qualifié notre homme, ceci devient plus intéressant après le départ de Louvard et de Mellinet ; la police avait fait des perquisitions chez différents libraires de Nantes. A défaut d'autres avantages, nous aurons au moins leurs noms et leurs adresses :

Le 30 décembre, perquisition chez Isaac Brun, au commencement de la Fosse, paroisse Saint-Nicolas. On ne découvre rien de suspect ;

Chez le sieur Bailly, pareillement habitant au commencement de la Fosse ;

Chez Guillaume Corse, Haute-Grande-Rue ;

Chez Querro, Basse-Grande-Rue ;

Chez Pierre Daïtte, Basse-Grande-Rue, près du Puylori, 4 janvier ;

Chez A. Marie, Haute-Grande-Rue, 4 janvier ;

Chez Maillard, Haute-Grande-Rue, 4 janvier ;

Chez Pierre Roche, Basse-Grande-Rue, passage Sainte-Croix ;

Sébastien Maréchal, marchand libraire, ancien imprimeur au Puylori, passage Saint-Denis ;

Pierre Maréchal, imprimeur du Roi et marchand libraire à vis le Puylori, paroisse Saint-Vincent ;

Jean Vétu, Haute-Grande-Rue, paroisse Saint-Denis.

Ce fut le 9 décembre que Mellinet partit pour la Bastille, avec Louvard, sous la surveillance de l'officier de guet Doré.

Si D. Louvard ne se trouva pas bien à la Bastille, Mellinet y fut plus mal encore, voici comment l'histoire du Maine raconte son séjour et sa sortie : « Le docteur

» Mellinet était peut-être le plus pauvre des hôtes de ce
» lieu ; n'ayant pour vêtement qu'un seul habit, man-
» quant des choses les plus indispensables, il était si
» incommodé dans son cachot que le gouverneur de la
» Bastille eut pitié de sa misère et lui fit donner un
» habillement complet. Aucune charge ne s'élevait
» contre lui, tout son crime était d'avoir connu D. Lou-
» vard et d'avoir eu les mêmes sentiments au sujet de
» la Bulle que ceux de l'intraitable moine, il passa
» néanmoins plus de six mois à la Bastille et en sortit
» porteur d'un ordre qui lui désignait comme lieu d'exil la
» ville d'Auxerre. Il eut été bien empêché de s'y rendre,
» n'ayant pas un denier dans son épargne, si le lieute-
» nant de police, M. Héraut, personnage mal noté dans
» les papiers des anticonstitutionnaires, ne lui eut fait
» don de la somme de 30 livres. On le mit hors de la
» Bastille le 24 août 1729 et son trouble fut extrême, il
» ne connaissait pas Paris et se trouva sans guide dans
» les rues sinueuses de cette vaste cité. »

Mellinet entra alors dans une église et y trouva une
personne charitable qui le fit venir dans sa maison et le
trahit bien ? Nous perdons ensuite la trace du pauvre
docteur ; il est probable qu'il mourut à Auxerre.

LETTRE ENIGMATIQUE ATTRIBUÉE A MELLINET

uiu e sep is

pater potermi qure me dreliquistiB pst 21 Voilà cinq
lettres trouvées sur K chemin de Nantes.... une nuit
qui nous met au jour... adressées d..... vous le
voyez.... le bureau est marqué.... disciples disent
leurs noms les autres se cachent... Je vous supplie
de me les renvoyer après les avoir usés et pris nos
mesures car nous les voulons renvoyer à son éminence
de Fleury en cour ne pouvant plus souffrir ce qui
se passe icy.... ne dira au sujet ddtm etc de Saint
Gildas. ora pro me.

Ce troisième septembre 1728

M P I

État

Au sieur Gellée envoyé à Saint-Gildas pour trois journées	60 l.
A son fils pris comme aide	30
Au sieur Normand greffier	45
A Constantin du Martroys archer de Nantes.....	21
A Pierre Olivier dit La garde archer	21
A Joseph chevalier de Ville André archer	21
A Claude Glemaud archer de Pontchâteau	14
A Julien Lescot archer de Pontchâteau	14
Dépenses pour le P. Louvard au château de Nantes	6
Total des frais de l'arrestation de Dom Louvard..	232

Arrestation de Mellinet

A M. Meslier commissaire en cette partie pour sept jours.....	140
A son greffier y compris les expéditions	105
Au sieur de l'Eminaie Le Camus lieutenant de la connétablie à Nantes	15
Aux nommés d'Harmoncourt, Imbet et Leconte ses archers.....	18
Total pour les deux arrestations.....	510

Certifié véritable

Signé Meslier et Prévost greffier

A l'état des frais sont annexés les reçus des ayants droit et un ordre de payer daté du 20 décembre 1728 et signé

Louis Roi et Phelippeau.

E. DE BOCERET.

Prise de Possession de la Baronnie de Retz

PAR

M. LE MARQUIS DE BRIE-SERRANT EN 1780

Le 18 avril 1778, Gabriel-Louis de Neufville, duc de Villeroy et de Retz, pair de France, gouverneur de Lyon, capitaine de la plus ancienne compagnie française des gardes du corps du roi, vendait son duché de Retz, pour la somme considérable de un million 400.000 livres.

Depuis l'an mil, c'est-à-dire depuis les origines de la féodalité, cet immense fief était toujours demeuré dans la même lignée. Sans doute le nom des familles qui s'y étaient succédé dans la suite des âges avait varié, soit que le domaine tombât en quenouille, soit qu'il passât à un héritier plus ou moins éloigné; mais enfin il n'avait jamais été vendu dans son entier. Sans doute aussi le nombre des châtelainies qui composaient le fief avait, au cours des siècles, subi des changements provenant de partages et d'aliénations partielles; néanmoins il s'était toujours reconstitué. Il faut arriver à la veille de la Révolution pour assister à la vente d'une terre quasi-familiale depuis 800 ans.

Le duc de Villeroy, qui en 1794 devait porter sa tête sur l'échafaud de Paris, résidait à la cour ou dans son gouvernement de Lyon; il ne fréquentait guère son duché de Retz. L'acquéreur faisait une affaire. Le démembrement du fief commença aussitôt : la tourmente révolutionnaire l'acheva peu après.

A la suite de son achat, le marquis de Brie-Serrant

devait accomplir une formalité pour entrer en pleine jouissance de sa terre : celle de la prise de possession officielle. Ce n'était pas une petite besogne de parcourir une aussi vaste étendue. Le marquis de Brie-Serrant donna ses pouvoirs *ad hoc* au chevalier de la Grandière, et celui-ci mit dix jours à remplir sa mission ; il ne prit de repos que le dimanche 15 octobre.

Le procès-verbal de cette opération fait aujourd'hui partie des Archives de la Loire-Inférieure (E 486), qui en possèdent la minute et une expédition authentique. Il est curieux à plus d'un titre. C'est bien, il est vrai, toujours un peu le même cérémonial dans son ensemble ; mais l'état de certains monuments, tels qu'ils existaient en 1780, les tombeaux, les armoiries qu'on y voyait encore sont sommairement décrits, et ces particularités méritent d'être connues.

En général, la visite commence par le château, quand il y a lieu, soit qu'il existe encore, comme à Machecoul et à Pornic, soit qu'il n'y en ait plus que la trace, comme à la Benate et à Prigny. De là, on passe à l'auditoire, signe visible des droits seigneuriaux. A Machecoul, Bourgneuf, Pornic, tout le personnel en robe : sénéchal, procureur fiscal, notaires, procureurs, greffier, huissiers, reçoit solennellement le délégué du seigneur dans un auditoire véritable. A Pornic on avait même garni de lauriers la salle d'audience. Mais dans les localités plus humbles, on se contente, comme à Bois-de-Cené, d'une modeste chambre, ou bien d'une table en plein air, comme à Saint-Philbert et à Legé. Quand nous aurons dit qu'à Bois-de-Cené le reste de la maison était occupé par un cabaretier, on pourra se demander laquelle de ces trois dernières installations cadrerait le mieux avec la dignité de la justice.

On se dirige alors vers l'église pour en prendre possession. Sauf à Legé, où pour des raisons spéciales le chevalier de la Grandière ne crut pas devoir faire acte de seigneur, partout où il passa le délégué du marquis

de Brie-Serrant entra dans les églises. En grande pompe, avec la croix et la bannière, le clergé reçoit le représentant seigneurial; dans certaines paroisses on lui offre même de prendre place sous un dais, honneur que du reste il décline toujours. On chante le *Veni Creator*, le *Te Deum* et la cérémonie s'achève au son des cloches. A Saint-Cyr et à la Benate, la grande porte du temple avait été cintrée de lauriers et, dans cette dernière ville, on avait allumé tout à côté un feu de joie, près duquel deux hommes munis de fusils déchargèrent leurs armes. Parfois le curé reçoit le délégué dans son presbytère.

Après l'église paroissiale, c'est le tour des monastères et des couvents. L'abbaye de la Chaume, non loin de Machecoul, et celle de Sainte-Marie près Pornic, les couvents des Calvairiennes et des Capucins de Machecoul, des Cordeliers de Bourgneuf reconnaissent l'autorité du nouveau seigneur. De même les hôpitaux de Bourgneuf et de Pornic.

On visite également certains édifices de moindre importance : les halles à Machecoul, les prisons à Machecoul et à Bourgneuf, les fours à ban en divers endroits. On termine enfin par une promenade à travers les rues de la ville.

A Machecoul, il fallut une seconde journée pour la prise de possession de la forêt. Les quatre gardes-chasse escortèrent le chevalier de la Grandière, qui fit également acte de propriétaire aux logis de deux d'entre eux dans les cantons de la Héronnière et de la Madeleine.

De Bourgneuf, en passant sur la chaussée d'Aiguillon, on se rend jusqu'au petit port du Collet, et là solennellement l'on prend possession de la rade. Cette rade qui, dès les ^x^e et ^{xii}^e siècles, rapportait déjà au seigneur de jolis droits d'ancrage, au ^{xiv}^e, voyait affluer les navires de Dieppe, Cherbourg, Saint-Malo, Newcastle, Bristol, Limerick, en 1408, comptait à la fois au mouillage

25 grosses nefes, en 1474, recevait successivement une flotte hollandaise de 24 et une danoise de 14 voiles (1), et qui maintenant ne voit plus guère de loin en loin que les navires jetés à la côte, avait sans doute encore en 1780 une certaine importance, et, à défaut des grosses nefes d'autrefois, on y voyait sûrement des barques d'un tonnage restreint. Quoi qu'il en soit, le procès-verbal ne fait mention d'aucun des navires présents dans la baie de Bourgneuf quand le chevalier de la Grandière lui rendit officiellement visite.

Pour compléter la description des châteaux dont il est question dans notre document, nous empruntons les quelques lignes qui, un siècle auparavant, leur ont été consacrées dans un aveu rendu au roi le 21 avril 1674 par Pierre de Gondî et par son épouse Catherine de Gondî, duc et duchesse de Retz, et dans une déclaration du 23 septembre 1679, fournie pour la réformation du domaine par François-Emmanuel de Bonne de Créqui, duc de Lesdiguières et de Retz, et par Paule-Marguerite-Françoise de Gondî, sa femme, fille et unique héritière des susdits Pierre et Catherine de Gondî (2). Les termes sont généralement les mêmes dans ces deux titres qui n'ont entre eux que cinq ans d'intervalle.

Pour les églises, il nous reste encore un document des plus intéressants, c'est le compte rendu de la visite effectuée en 1689 par Antoine Binet, abbé de Meilleraye et grand archidiacre de Nantes, dans le climat de Retz (3). Ce procès-verbal, un modèle du genre, est des plus circonstanciés; malheureusement, Binet ne parcourut alors qu'une portion du doyenné de Retz. Quant à l'autre partie de la circonscription, si tant est qu'il ait jamais existé pour elle un procès-verbal analogue, il ne

(1) *Cartulaire des sires de Rays*, introduction, p. XXI-XXIV.

(2) Arch. Loire-Inférieure, B 1855 et B 1912.

(3) *Ibid.*, G 54.

nous est point parvenu. La description des deux églises paroissiales de la Trinité et de Sainte-Croix de Mache-coul, et de celle de l'église de la Benate, tirée du registre du grand archidiacre et qu'on lira en note, ne peut que nous faire regretter l'absence de renseignements semblables sur les autres édifices religieux de la baronnie.

RENÉ BLANCHARD.

Prise de Possession

Procuration (7 octobre)

Clément Alexandre marquis de Brie Serrant, baron de Retz, donnons pouvoir à Messire Louis-Victor de Rotrou, chevalier de la Grandière, de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem, de, pour nous et en notre nom, prendre possession de notre baronnie et pays de Retz, en la manière accoutumée, et suivant toutes les formalités qui sont de droit, et telles qu'elles ont été pratiquées dans tous les tems en pareille circonstance par les seigneurs nos prédécesseurs, autant toutefois que notre dit sieur procureur spécial le jugera nécessaire pour effectuer laditte prise de possession, nous en référant au surplus à ce qu'il fera à cet égard, sans aucunement tirer à conséquence, et nous réservant expressément de faire valoir par la suite, ainsi que nous l'aviserez bon estre, tous nos droits de juridiction, d'institution et destitution de nos officiers, nos droits de fief, de patronages et généralement tous autres; laditte prise de possession n'étant à autre fin que de remplir une formalité préalable aux appropriances par banies, suivant les dispositions de la coutume de cette province de Bretagne, la susdite baronnie par nous acquise par contrat du 18 avril 1778, au raport de Bronod, notaire. Fait à Nantes le 7 octobre 1780, avec approbation de ce

que dessus et de l'autre part. Signé : Le marquis de Brie Serrant. Contrôlé à Nantes le 7 octobre 1780.

Machecoul

(11 et 12 octobre)

L'an mil sept cent quatre vingt, le onze octobre, environ les huit heures du matin, par devant nous Julien Archambault et Julien François Lambert, conseillers du roy, notaires apostoliques de la ville, comté et diocèse de Nantes, soussignés, résidents, nous Archambault en la ville de Machecoul et nous Lambert en celle de Nantes.

A comparu Messire Louis-Victor de Rotrou de la Grandière, chevalier de l'Ordre de S^t-Jean de Jérusalem, porteur de la procuration sous seing de haut et puissant s^r Clément Alexandre, marquis de Brie Serrant, baron de Retz, demeurant ordinairement à son château de Machecoul, de présent à Nantes, en datte du 7 de ce mois, duement contrôlée au bureau de Nantes, le jour de sa datte, par Auvray, qui est demeurée annexée à la minutte du présent, après avoir été signée en marge dudit sieur comparant, mondit sieur le chevalier de la Grandière, demeurant actuellement audit château de Machecoul, paroisse de la Trinité.

Lequel, en sa ditte qualité, nous a requis de rapporter acte de la prise de possession qu'il entend prendre de la terre, baronnie et pays de Retz ci devant possédée à titre de duché par M^{sr} le duc de Villeroy, avec ses appartenances, circonstances et dépendances, droits rescindans et rescisoires, laquelle baronnie et pays de Retz ledit s^r marquis de Brie Serrant a acquis de très haut et très puissant s^r Gabriel Louis de Neufville, duc de Villeroy et de Retz, pair de France, pour la somme quatorze cens mille livres de principal, et en outre à différentes charges évaluées, lors des insinuations, à la

somme de cinquante deux mille quatre cens soixante dix livres, seize sols, vû alors la chèreté des grains.

Ledit contrat d'acquêt en date du 18 avril 1778, au raport de M^e Bronod qui en a gardé minutte, et Maigret son confrère, notaires au Châtelet de Paris, duement insinué à Machecoul le 9 octobre suivant par Le Mordant, à Paimbœuf le 4 novembre par Barbedet, à Pornic le 5 par Ollivier, à Bourgneuf le 6 novembre par Mourain, à Bouguenais le 7 dudit mois par Mocquard, au Pellerin le même jour par Brutté, à Saint-Philbert de Grand-Lieu le 11 par Airaud, à la Garnache le 13 novembre par Baudry, à Roche-Servière le 1^{er} décembre par Pavageau, à Legé le 2 décembre par de Launay, à Palluau le même jour par Bois-Courbeau, et à Vieillevigine le 4 décembre par Fortineau.

En conséquence de tout quoi, nous notaires susdits sommes transportés de compagnie de mondit sieur le chevalier de la Grandière au vieux château de Machecoul, paroisse de la Trinité, chef-lieu de la baronnie et pays de Retz, flanqué de quatre tours, entouré de larges doutes, en passant par le pont de bois qui traverse laditte douve, vis-à-vis de la principale porte ; lequel pont étoit ci devant divisé en deux, ainsi que le désignent les intersignes du pont levis qui existoit ci devant. Au dessus de la porte se voyent deux massues en sautoir que ledit sieur chevalier de la Grandière nous a dit être les armes de la maison de Gondy, et, en entrant dans ledit château, nous y avons trouvé le sieur Nicolas Lefeuvre, garde des archives et receveur du duché, lequel occupe ledit château et en a présenté la clef à mondit sieur le chevalier de la Grandière, qui en saditte qualité de procureur spécial de mondit s^r marquis de Brie Serrant, a ouvert l'appartement où sont les archives dudit duché, et des différentes chambres et pièces que renferme ledit château, il en a, audit nom, ouvert et fermé les portes et fenêtres, fait feu et fumée, bu et mangé.

Nous nous sommes aussi transportés dans la chapelle qui est dans l'enceinte du vieux château, sous l'invocation de la sainte Vierge, mondit sieur le chevalier de la Grandière s'est mis à genoux sur le banc à accoudoir qui est près de l'autel de laditte chapelle, et en a fait sonner la clochette après avoir entendu la messe dite exprès.

De compagnie de mondit sieur le chevalier de la Grandière, dudit sieur Lefeuvre et de noble maître Pierre Réal, procureur fiscal dudit duché de Retz à Machecoul, nous nous sommes rendus au nouveau château, et successivement dans les logements qui sont répandus dans la cour dudit château, dont les clefs ont été représentées par les domestiques de M. le marquis de Brie Serrant, par rapport au nouveau château, par ledit sieur Réal pour l'appartement qu'il occupe, et par les gardes de chasse et de forest par rapport aux logements qu'ils habitent ; mondit sieur le chevalier de la Grandière, audit nom, a dans tous lesdits endroits ouvert et fermé les portes et fenestres, fait feu et fumée dans les salles et autres chambres principales et y a bu et mangé, visité les appartements.

Nous nous sommes ensuite transportés dans les jardins et vergers qui sont dans l'enceinte desdits châteaux, dans les prés, dans les avenues qui sont autour, lesdites avenues nommées ordinairement escarpes, parce qu'elles ont été plantées sur les anciennes fortifications dudit château, que ledit sieur de la Grandière nous a dit avoir été détruites à la fin du dernier siècle (1) ; nous avons

(1) Voici comment est décrit l'ancien château de Machecoul dans l'aveu de 1674 dont nous avons parlé : « Le chasteau dudit Machecoul, basti en forme de forteresse, construit et edifié en quarré, avecq ses bastiments de six tours estant à creneaux, les fondements de trois autres grosses tours et plattes formes, percées et flanquées à canonnières, donjon, rasteau de fer, portes, ponts levis, basse cour, murailles, terrasses, esprons, courtines flanquées pour la deffance

ensuite passé sur la Rabine de Beauregard, et dans tous ces endroits, ledit sieur chevalier de la Grandière a fait émotion de terre, couppé bois et arraché herbes, circuité tous lesdits objets. Et a ledit sieur chevalier de la Grandière signé avec ledit sieur Réal, le sieur Lefeuvre, garde des archives receveur, le sieur Saint-Gilles, secrétaire dudit s^r de Retz et autres. Signé : le chevalier de la Grandière, P. Réal, Saint-Gilles, Paynot, Lefebvre.

Mondit sieur le chevalier de la Grandière s'est rendu accompagné de M. Réal, procureur fiscal, avec nous à l'auditoire situé en la ditte ville de Machecoul, près la place du même nom (1), que ledit sieur de la Grandière nous dit avoir été construit en 1755 ; dans lequel s'exerce la justice pour les juridictions des châtellenies de Machecoul, des Huguetières, au baillage de Machecoul et Saint-Philbert, de Château Briand, du Coutumier et de la Benaste. Il s'y est trouvé nombre des officiers de laditte juridiction en robe, ouverture faite des portes du vestibule, des chambres du conseil, du parquet et de la salle d'audiance, avec les clefs qui ont été représentées par l'huissier de service ; à la porte d'entrée s'est présenté M. M^e François Robin, sénéchal de laditte juridiction de Machecoul, lequel a conduit M. le chevalier de la Grandière sur le siège principal, et s'est placé à sa

desdits ponts levis, herses, douves, fossés, contrescarpes au dedans et au dehors. » (Arch. Loire-Inf., B 1855, p. 2). Cf. Reg. de la Réformation (*Ibid.*, B 1912, f^o 2).

Suivant une tradition que nous a conservée Gérard Mellier, devenu quelques années plus tard maire de Nantes, le célèbre Louvois n'aurait pas été étranger à la démolition des fortifications de Machecoul (Minute de Mellier, du 31 octobre 1716, Arch. mun. de Nantes, II, papiers non inventoriés). C'est sans doute de cette tradition que le chevalier de la Grandière s'est fait ici l'écho.

(1) L'ancien auditoire sert aujourd'hui de mairie à la ville de Machecoul.

droite, M. le procureur fiscal rentré dans son banc ordinaire et messieurs les autres officiers présents étant à leur place, ainsi que le greffier et huissiers de service chacun à leur place, M. le procureur fiscal s'est levé et a dit : Messieurs, M. le chevalier de la Grandière se présentant comme procureur spécial de M. le marquis de Brie Serrant pour prendre possession dudit auditoire pour l'exercice de la justice de laditte baronnie et châtellenies y annexées, a requis qu'il fut donné lecture dudit contrat d'acquêt et procuration ci devant dattés. Ce qui a été ordonné par M. Robin, sénéchal, lecture donnée par l'un de nous notaires à haute et intelligible voix, et déclaré que M. le chevalier de la Grandière, au dit nom, prend possession de laditte baronnie, avec tous ses droits rescindans et rescissoires quelconques, exprimés ou non exprimés. M. le procureur fiscal a requis de nouveau qu'il fut décerné acte de la lecture desdittes pièces et prise de possession, et qu'il en soit fait mention sur les registres du greffe où les dittes pièces seront enregistrées. A l'endroit M. le sénéchal a décerné acte de tout, et ordonné l'enregistrement ci dessus requis, et a néanmoins déclaré s'opposer à la présente prise de possession en vertu des droits qu'il a à exercer envers le seigneur de cette cour, et a signé. Signé : F. Robin.

Et à l'instant M. le chevalier de la Grandière, au dit nom, a déclaré protester contre laditte opposition en ce qu'elle peut préjudicier aux intérêts et droits dudit seigneur et M. le procureur fiscal s'est levé et a requis qu'il fut rapporté acte par nous de ses protestations et réservations de fait et de droit, et ont signé avec les autres officiers ici présents. Signé : Le chevalier de la Grandière, P. Réal, Charruau, doyen des procureurs, Baré, Gry, Charruau le jeune, Charruau, Paumier, Marchais, J. Laheu, faisant les fonctions d'huissier de service, Vrignaud, huissier de service.

Laquelle opposition nous avons reçu sans aucune

approbation et sans qu'elle puisse nuire ny préjudicier aux droits du dit seigneur marquis de Brie Serrant, au contraire sous toutes protestations et réservations ci dessus faittes contre par M. le chevalier de la Grandière et M. le procureur fiscal, dont acte ainsi qu'ils l'ont requis.

Et M. le chevalier de la Grandière nous a fait remarquer en sortant dudit auditoire, qu'au frontispice d'iceluy est un écusson aux armes de Villeroy, qu'il a dit être d'azur au chevron d'or accompagné de trois croisettes de même, le dit écusson décoré du manteau ducal et du cordon des Ordres de Sa Majesté.

Ensuite nous nous sommes transportés de compagnie dudit sieur chevalier de la Grandière, de M. le procureur fiscal et de Vrignaud et Laheu, sergents de la ditte baronnie, ces derniers en robbe, faisant les fonctions d'huissiers de service, et des gardes-chasse du seigneur marquis de Brie Serrant, dans l'église paroissiale de la Trinité de Machecoul, dont les seigneurs de Retz sont patrons et fondateurs, suivant les aveux rendus à Sa Majesté, ainsi que nous l'a déclaré mondit sieur le chevalier de la Grandière. A la porte de laquelle église ledit sieur chevalier de la Grandière a été reçu, en saditte qualité, par M^{re} Rosland Hervé de la Bauche, docteur en théologie, recteur de laditte paroisse et doyen de Retz, auquel il a déclaré qu'il se présentoit pour prendre possession de laditte église et des droits que laditte baronnie y a, et le dit sieur doyen lui a présenté de l'eau bénitte et l'a complimenté, et a dit qu'il reconnoissoit M. le marquis de Brie Serrant comme seigneur et représentant le fondateur de laditte église, et qu'il le supplioit d'intercéder auprès de lui d'accorder sa protection à sa paroisse comme avoient fait ses prédécesseurs. Après lequel compliment, le dit sieur recteur a présenté la main audit sieur chevalier de la Grandière pour entrer dans laditte église, où il est en effet librement entré avec nous au son des cloches, il y a traversé la nef, et est

allé se placer dans le banc seigneurial qui est dans le sanctuaire de laditte église du côté de l'épître; au dossier duquel banc sont les armes de Villeroy, et dans icelui banc il a fait prières et oraisons, et y a pris place; au sortirdumême banc, le dit sieur chevalier de laGrandière nous a fait remarquer une grande vitre derrière le maître autel de lad. église, dans laquelle est peint un écusson représentant les armes de Gondy, et autour d'icelle église une ceinture ou litre armoiriée dont nous n'avons pu distinguer le blazon à cause de sa vétusté, et au sortir de lad. église, M. le chevalier de laGrandière nous a fait apercevoir la mesme litre au dehors appliquée sur les murs d'icelle, où nous avons remarqué différents écussons, dont l'on n'a pu reconnoître les blazons à cause de leur vétusté, et avons interpellé M. le doyen de signer; ce qu'il a fait. Signé : R. Hervé de la Bauche, recteur, doyen de Retz (1).

(1) « Visitans l'église et autels, avons été informés et veu qu'elle est très belle et grande, composée d'un chœur et d'une nef autour desquels il y a deux litres chargées des armes du duché de Retz et qu'ils sont bien carrelés de pierre de taille, bien lambrissés et vitrés. Que tout le long dud. chœur et nef, du costé de l'Evangile, il y a une chapelle en appentif, séparée de l'église d'arcades et piliers de pierre, dont partie de la cherpante est lambrissée et la place carrelée comme l'église. Que lad. nef est séparée du chœur par deux beaux autels non consacrés et une Passion, l'un à gauche dédié à saint Honoré evesque, dont il a esté parlé à l'endroit des reliques, l'autre à sainte Barbe, saint Yves, saint Julien, saint René, saint Cosme et saint Damien, sur les deux quels il n'y a point de dais. Avons encore veu que plus bas en lad. nef, il y a encor deux autres autels non consacrés, l'un dédié à saint Sauveur, qui est ancien et vilain, l'autre à Nostre Dame de Piété, saint Mathurin et à saint Clair, qui est passable. Que tout au bout de la susd. chapelle, en appentif à costé du chœur, est un autel non consacré assés propre, dédié au saint Rozaire et à saint Michel. Qu'au proche d'iceluy, dans la longère de la muraille, est une très petite chapelle et un autel non consacré dédié à la Magdeleine, sous laquelle

Ensuite de quoi le dit sieur chevalier de la Grandière, au dit nom, nous a conduit accompagné comme dessus, à la porte et principale entrée de l'église des religieuses et couvent du Calvaire, situé dans la Grande Rue de la ville dudit Machecoul, qui là nous a dit estre établi sous le nom de la Congrégation de Notre-Dame-du-Mont-Calvaire, et fondée par M. le duc et M^{me} la duchesse de Retz par acte du 26 avril 1673 ; dans laquelle il a librement entré au son de la cloche, après avoir pris de l'eau beniste et pris place au sanctuaire, où il a fait prières et oraisons, et de là s'est allé seoir sur un fauteuil et coussain placé exprès à gauche, les cierges allumés, les dames religieuses ont chanté un motet en musique ; après quoi il s'est transporté devant la grille du chœur desdittes religieuses, qu'elles ont ouvert, auxquelles il a dit qu'il se présentoit pour prendre possession, et il a été complimenté, au dit nom, par l'une d'elles, ensuite ledit sieur de la Grandière a retourné au chœur, et nous a fait remarquer à côté de la porte de la sacristie qui est située du côté de l'évangille, une urne en bronze au dessus de laquelle sont les armes de la maison de Gondy, et au dessous l'inscription suivante : « Cy git les cœurs de Messire Pierre de Gondy, duc de Retz, pair de

chapelle est l'enfeu des propriétaires de la maison du Greix de Champeaux, qui en sont les fondateurs. Que plus bas dans lad. chapelle, il y a deux autres vieux autels non consacrés, placés vis à vis l'un de l'autre, l'un dédié à sainte Anne et l'autre à saint Jan. Que plus bas contre la muraille de lad. chapelle est un autre autel assés propre, non consacré, dédié à saint Sébastien. Qu'à l'autre bout de lad. chapelle, est une autre petite chapelle enfermée de balustres de bois, avec un autel non consacré, passable, dédié à Nostre Dame de Lorette, et au joignant d'icelle une grande tour de pierre, au dessus de laquelle est un dôme et en iceluy quatre cloches, dont il y en a une freslée qu'on a fait descendre au pied de lad. tour. » (Procès-verbal de la visite de l'église de la Trinité, faite en 1689 par l'archidiacre Binet, Arch. Loire-Inf., G 54, p. 60-61).

France, chevalier des Ordres du Roy, fondateur de ce monastère, décédé le vingt avril mil six cent septante six, et de Catherine de Gondy, son épouse, décédée le vingt septembre mil six cent septante sept. Requiescant in pace (1).»

Dans laquelle ditte église le dit sieur chevalier de la Grandière nous a dit que, suivant lad. fondation, les seigneurs de Retz ont droit de banc à acoudoir, droit de sépulture et d'enfeu, avec tombe élevée au chœur de lad. église, ceinture funèbre en dedans et en dehors, et leurs armes au vitrage du chœur. Lad. prise de possession ayant ensuite été annoncée par l'un de nous à haute et intelligible voix sans aucune opposition.

Nous nous sommes ensuite rendus avec ledit sieur de la Grandière et de la compagnie cy devant, au couvent des Révérends Pères Capucins de Machecoul, situé au faubourg Mignon, paroisse Sainte-Croix, que ledit sieur chevalier de la Grandière nous a dit fondé d'abord pour dix à douze religieux Feuillants, par testament de

(1) L'acte de fondation du Calvaire de Machecoul a été publié, en 1705, dans l'*Histoire généalogique de la maison de Gondi*, par Corbinelli, t. II, p. 620-630, et reproduit dans *Marie-Catherine-Antoinette de Gondy de Retz et les Calvairiennes de Machecoul*, par le R. P. Emmanuel de Lanmodez, capucin (Nantes, 1893, p. 45-54). M^{lle} de Gondi s'étant faite calvairienne au couvent de Nantes, ses parents, pour l'avoir auprès d'eux, fondèrent la maison de Machecoul dont elle devint prieure. Son père et sa mère étant morts, Marie-Catherine de Gondi fut appelée au Calvaire de Paris, où elle parvint à la dignité de supérieure générale de la Congrégation.

L'urne en bronze, avec l'épithaphe qu'on a lue, se trouve gravée sur l'une des nombreuses planches de l'Histoire de Corbinelli (p. 109). Enfouie pendant la Révolution, elle a été retrouvée dans le couvent vers 1865, au cours de travaux de nivellement. Elle contenait encore les cœurs du seigneur de Retz et de sa femme. Leurs corps avaient été inhumés dans l'église paroissiale de la Trinité, dans un enfeu situé sous le grand autel (Reg. paroissiaux de la Trinité).

dame Antoinette d'Orléans, veuve de M^{re} Charles de Gondy, marquis de Belle-Isle, du 27 juillet 1600, et codicille du 16 janvier 1601 ; lesdits religieux Feuillants s'en étant démis en 1608, ce monastère fut donné aux Révérends Pères Capucins en 1616, qui l'habitent aujourd'hui ; où étant à la porte de l'église dudit couvent, s'est présenté le R. P. Gardien accompagné d'un de ses religieux, auquel ledit sieur chevalier de la Grandière, audit nom, a annoncé comme cy devant lad. prise de possession ; aussitost il a complimenté ledit sieur chevalier, lui a présenté l'eau beniste, l'a conduit au chœur où il a fait prières, ensuite l'a introduit dans l'intérieur du couvent et dans les bois et jardins , et, à la porte de l'église, avons comme cy devant publié la présente possession sans opposition quelconque. Interpellé ledit Père Gardien de signer ; ce qu'il a fait. Signé : Fr. Augustin de Moncontour, capucin gardien, Fr. Julien de Quintin, capucin prêtre (1).

Nous nous sommes ensuite transporté, accompagné comme cy dessus, à la halle dudit Machecoul, pendant le marché tenant, composée de quatre à cinq rangs, dans lesquels sont des bancs pour l'usage des marchés qui s'y tiennent les mercredys, vendredys, et autres jours de chaque semaine, et où se perçoivent au profit de la seigneurie différents droits de minages sur les bleds, lin, légumes et autres denrées qui s'y vendent ; laquelle halle mondit sieur le chevalier de la Grandière a circuitée et traversée, et où nous notaires avons annoncé à haute voix au peuple qui s'y est trouvé la présente prise de possession, au milieu et deux extrémités desdites halles, sans opposition.

De là, ledit sieur de la Grandière, de la même compagnie, a été aux prisons de lad. ville de Machecoul, où

(1) L'ancien couvent des Capucins, après avoir servi de collège ecclésiastique, est maintenant occupé par le pensionnat des Frères de Saint-Gabriel.

s'est trouvé Alexis Potier, consierge ; dans laquelle il a librement entré, ainsi qu'en la chambre criminelle, ouvert et fermé portes et fenestres et visité chaque endroit.

Toujours de même compagnie, nous nous sommes transportés dans l'église paroissiale de Sainte-Croix de Machecoul, dont les seigneurs de Retz sont patrons et fondateurs, suivant les aveux rendus à Sa Majesté, ainsi que nous l'a déclaré mondit sieur le chevalier de la Grandière ; à la porte de laquelle église il y a été reçu, en saditte qualité, par Missire Simon Blanchard, prêtre, recteur de lad. église, auquel il a déclaré qu'il se présentoit pour prendre possession d'icelle et des droits y annexés ; ledit sieur recteur lui a présenté de l'eau beniste et l'a complimenté ; après lequel compliment il lui a donné la main pour entrer dans l'église, où en effet il a librement entré avec nous au son des cloches, il a traversé la nef et s'est assis à droite dans le chœur, après s'estre agenouillé et fait prières ; et en sortant du même chœur, le sieur chevalier de la Grandière nous a fait remarquer que la nef est séparée du chœur par une masse de tuffe, où nous avons vu les armes de la maison de Gondy, ainsi qu'aux vitrages qui sont de droit et de gauche du chœur ; et au dessus de l'autel de la Vierge nous avons pareillement vu un écusson des armes en entier, et qu'autour de l'église et chœur, il y a des intersignes de litres que M. le recteur a dit estre celles des seigneurs fondateurs, placés beaucoup au dessus d'une autre litre qu'il a dit estre celle des sieur et dame de Montaudouin de la Clartière ; et avons publié la présente prise de possession sans opposition. Et interpellé M. le recteur de signer ; ce qu'il a fait après lecture. Signé : Blanchard, recteur de Sainte-Croix (1).

(1) « Visitans l'église et autels, avons veu qu'elle est grande et belle, composée d'un chœur et d'une nef séparés d'une Passion, et deux autels, l'un à droit en entrant de lad. nef

Nous nous sommes ensuite transportés, accompagnés comme dessus, sur une motte de terre, où nous avons monté, située près lad. église de S^{te}-Croix, que ledit sieur ch^{er} de la Grandière nous a dit estre le lieu où étoit autrefois basti le château des Huguetières, nommé le

au chœur dédié à sainte Anne, l'autre à saint Roch et à saint Sébastien, tous deux assés propres, non consacrés. Que les couvertures de toute l'église sont en bon estat et lambrissées de vieux lambris qui a besoin d'estre réparé, entr'autres à l'endroit du bas de la nef; qu'elle est passablement bien carrelée de grandes pierres de taille; et avons remarqué qu'autour des murailles d'icelle par le dedans, il y a deux litres, la plus basse desquelles paroît chargée d'armoiries qu'on a dit estre de la maison de la Clartière, et la plus haulte, qui est beaucoup effacée, chargée de celles des ducs de Retz. Avons encor veu qu'il y a dans la nef d'icelle, contre un pilier, un autel à droit en entrant, autrefois dédié à saint Eloy, qui n'est consacré et est interdit; que de l'autre costé, vis à vis, est une petite chapelle enfermée de balustres de bois, l'autel de laquelle est vieil et consacré, dédié à saint Jan, en laquelle avons veu les armes des seigneurs de lad. maison de la Clartière, fondateurs d'icelle. Avons encor veu que des deux costés de lad. église, tout du long d'icelle, sont deux chapelles en apentif, séparées d'icelle d'arcades et piliers de pierres, dont les couvertures ne sont point lambrissées; en le bout de l'une desquelles, sise du costé de l'Evangile, est un autel tout neuf dédié à la sainte Vierge, non consacré, et plus bas un autre vieil autel aussy non consacré, dédié à sainte Margueritte, sans aucune parure, et plus bas encor, un autre fort vieil autel qui paroît consacré et dédié à saint Gildas, aussy sans aucune parure que quelques images en bosse fort indecentes, et plus bas encor un autre autel non consacré et sans parure, qui ne servant qu'à empescher de voir aux autres autels, deveroit estre détruit, et à l'autre bout d'icelle, est une grosse tour de pierre et dessus un clocher avec trois cloches dedans. Et avons veu que dans l'autre chapelle, il n'y a qu'un autel qui est neuf et non consacré, dédié à sainte Barbe, sur lequel il n'y a point de dais. » (Procès-verbal de la visite de l'église de Sainte-Croix, faite en 1689 par l'archidiacre Binet, Arch. Loire-Inf., G 54, p. 41-42.)

château de S^{te}-Croix, ainsi que le rapporte le Père Dupas dans la Généalogie des anciens barons de Retz (1), sur laquelle motte ledit sieur de la Grandière, audit nom, a fait émotion de terre, a arraché herbe et circuité ledit lieu.

De là, ledit sieur ch^{er} de la Grandière s'est avec nous-dits notaires et compagnie, transporté dans les garennes de Retz, où il y a pareillement fait émotion de terre, arraché herbe et circuité lesd. garennes.

Nous nous sommes ensuite rendus à l'abbaye de la Chaume fondée par Harcouet, seigneur de Retz, la veille des nones de juillet 1066 (2), sous la reigle de saint

(1) Du Paz parle en effet de cette motte sur laquelle il est possible qu'il y ait eu un château au début de l'époque féodale. Quant au nom des Huguetières qu'on lui donne ici, c'est une tradition sans fondement et dont il n'est point question dans Du Paz. Le château des Huguetières se trouve en la Chevrollière, à une vingtaine de kilomètres de Mache-coul. Après la réunion de la terre à la baronnie de Retz, le siège de la juridiction des Huguetières fut transféré à Mache-coul. C'est ce transfert, relativement récent, qui aura donné lieu à la tradition.

(2) La date de 1066 donnée ici n'est point celle qui figure dans l'acte de fondation de la Chaume. La charte est en réalité de la veille des nones (soit le 6) de juillet 1055. Il est vraisemblable pourtant que la date insérée dans notre procès-verbal ne résulte pas d'une erreur matérielle ; mais que celui qui l'a fournie s'est inspiré de la correction proposée par Mabillon (*Annales ordinis S. Benedicti*, IV, 677). Ce dernier avait cru bon de corriger en 1066 la date de 1055, parce qu'un synchronisme de la pièce la rapporte au temps du roi de France Philippe I^{er}, dont le règne commença en 1060 seulement. Nous croyons avoir démontré ailleurs (*Airard et Quiriac, évêques de Nantes*, 1895, p. 6-10) que des deux rédactions de l'acte de fondation de la Chaume, l'une d'elles est fortement interpolée, et c'est précisément dans celle-là seule que figure le synchronisme dont il est cas. La mention

Benoist, congrégation de S^t-Maur, à laquelle abbaye le baron de Retz choisissoit trois religieux de l'ordre, et les présentoit à l'abbé de Rhedon qui en nommoit un ; mais depuis le Concordat, c'est le roy qui a la nomination. M. le ch^{er} de la Grandière, en sa qualité, est entré dans l'église de lad. abbaye qui lui a été ouverte par les domestiques du sieur Greslier de Monique, fermier d'icelle, et en présence de sa dame et par son ordre ; et est allé au chœur de la susd. église, où il s'est mis à genoux, fait prières et tous autres actes requis. Après quoy ledit sieur ch^{er} de la Grandière nous a fait apercevoir dans les vitrages de droit et de gauche qui sont dans le chœur, des blazons qu'il nous a dit estre ceux des armes de la maison de Gondy.

De là ledit sieur ch^{er} de la Grandière, audit nom, s'est avec ledit sieur Réal et nousdits notaires, transporté dans la maison principale de lad. abbaye de la Chaume, occupée par les sieur et dame Greslier, dans laquelle il a librement entré, ainsi que dans les jardins, cours et verger qu'il a circuité, tant de la mense conventuelle que de l'abbaye, et avons en sortant publié la présente prise de possession sans opposition.

Au surplus mondit sieur le ch^{er} de la Grandière, audit nom, toujours accompagné comme cy devant, a pris la réelle et actuelle possession de la ville de Machecoul et des fauxbourgs en dépendants ; il s'y est, en nos présences, promené dans toutes les rues, et il y a remarqué particulièrement les parties qui existent des anciennes portes de lad. ville, qui autrefois étoit entourée de murs et fossés qui n'existent plus, lesd. portes situées, la première au bout de la rue du Marché sur le chemin de Bourgneuf ; la 2^e à la place S^t-Nicolas sur le chemin de Nantes ; la 3^e au bout de la Grande Rue conduisant à

relative au règne de Philippe étant une interpolation manifeste, il n'y a pas lieu d'en tenir compte pour modifier la date 1055 qui est incontestable.

St-Philbert, et la 4^e près la maison du Parc, laquelle conduisoit à la Garnache ; il ne reste aucun vestige de ces trois dernières (1) ; dans toutes lesquelles rues s'est

(1) Un texte de l'année 1153 nous apprend qu'à cette époque il y avait déjà une entrée de Machecoul appelée porte de la Garnache « porta Gasnapie » (Arch. Loire-Inf., H 135). Un dénombrement de la baronnie de Retz, exécuté lors d'un rachat advenu au duc en 1473 (*Ibid.*, B 1854), nomme bien les portes « du Marcheill, » de Saint-Nicolas, de la « Basse Court » et « du Pré à la personne ; » mais il ne le fait qu'incidemment pour préciser l'emplacement de certains logis sis dans leur voisinage. On ne saurait donc tirer de ce document — qui n'avait point à décrire l'enceinte de la ville ni ses maisons, mais seulement à noter l'impôt auquel ces dernières étaient assujetties — la conséquence que Machecoul n'avait alors que ces quatre ouvertures.

L'identification des portes visées dans le procès-verbal de 1780 avec ce qu'on sait de chacune d'elles, ne présente aucune difficulté pour les deux premières, citées dans d'autres textes. L'une, dite du Marcheill, du Marchiz, puis du Marché, est celle qui existait encore ; la seconde correspond à la porte Saint-Nicolas. La quatrième est assurément la porte dite de la Garnache en 1153 et, presque aussi certainement — les termes du document ne permettent guère d'en douter — de la Basse Cour en 1473. Quant à la porte du Pré à la personne, autrement dit du Pré au curé (au moyen âge ces deux termes étaient identiques et notre texte le confirme par ailleurs), il nous paraît difficile de l'identifier avec la troisième des entrées signalées par le chevalier de la Grandière. Ce qu'on sait de la topographie de Machecoul, comme aussi la place assignée en 1473 dans la nomenclature des maisons, à celle qui se trouvait près de la porte en question, nous incline plutôt à croire que la porte du Pré à la personne n'était qu'une poterne sise entre les ouvertures du Marché et de la Basse Cour. La troisième entrée a-t-elle été appelée porte des Bancs, du nom du quartier où elle se trouvait située, jadis et encore dit les Bancs, vraisemblablement à raison des étaux des bouchers ? On ne saurait l'affirmer. En tous cas, on rencontre assez fréquemment mentionnée, du **xv^e** au **xviii^e** siècle, la rue conduisant de la porte Saint-Nicolas aux Petits Bancs ; c'est la Grande Rue actuelle.

trouvé quantité d'habitants et vassaux, auxquels nous avons annoncé la présente prise de possession.

Et généralement ledit sieur ch^{er} de la Grandière, audit nom, a fait tous les actes requis nécessaires de droit et de coutume pour prendre et acquérir une bonne et valable possession de lad. baronnie de Retz, par rapport à Machecoul et annexes, circonstances, dépendances, droits honorifiques, prééminences, cens, rentes seigneurieuses, foncières, féodales et autres, exprimées ou non exprimées en la présente, droits rescindans et rescisoires quelconques ; et a été, comme dit est, à haute et intelligible voix par l'un de nousdits notaires, tant dans l'auditoire, les différentes églises, places publiques, marchés qu'autres lieux, publié et annoncé la présente prise de possession, à ce que personne n'en ignore ; le tout sans trouble, ni aucune autre opposition que celle dudit sieur Robin, sénéchal, contre laquelle il a été protesté ci devant. De tout quoy ledit sieur ch^{er} de la Grandière, en sa qualité, nous a requis acte, que nous lui avons octroyé et rapporté pour valloir et servir ce que de raison ; et a renvoyé la continuation de la présente prise de possession dans la forest de Machecoul et autres lieux, et a signé avec M. le procureur fiscal, les sergents et autres. Signé : le ch^{er} de la Grandière, P. Réal, Saint-Gilles, Paynot, Vrignaud, huissier audien-cier, J. Laheu, faisant les fonctions d'huissier de service, Archambaud et Lambert.

Avenant ce jour douze octobre mil sept cent quatre-vingt, nousdits conseillers du Roy, notaires de la ville, comté et diocèse de Nantes, soussignés, au réquisitoire dudit sieur ch^{er} de la Grandière, en sad. qualité, nous nous sommes transportés par suite de commission, de sa compagnie et de celle de noble maître Pierre Réal, avocat en Parlement et procureur fiscal de Machecoul, dans la forest dudit Machecoul, pour en faire prendre possession audit sieur ch^{er} de la Grandière, audit

nom, et y étants arrivés, nous y aurions trouvé Julien Lorteau, François Denis, Ravegeau et Le Roy, garde-chasses et de forest, qui ont indiqué les différents cantons d'icelle forest aud. sieur ch^{er} de la Grandière; en conséquence, il en a, audit nom, pris la réelle et actuelle possession pour l'avoir circuité et traversé tant dans les vagues que dans les terres labourées et bois; il a coupé branches des renaissances et autres bois, arraché herbes, fait émotion de terre. De là, il s'est rendu avec nous dans les maisons des gardes chasses, situées dans les cantons de *la Héronière* et de *la Magdeleine*, occupées par Julien Lorteau et François Denis ci dessus nommés, dans lesquelles maisons il a entré, ouvert et fermé portes et fenestres, fait feu et fumée, bu et mangé, et fait au surplus tous actes requis et nécessaires pour prendre et acquérir une bonne et vallable possession de lad. forest de Machecoul, circonstances et dépendances, en laquelle nous dits notaires avons mis le dit sieur ch^{er} de la Grandière, audit nom, sans trouble ny opposition de personne quelconque; et le requérant, lui en avons rapporté le présent acte pour valloir et servir ainsi que de raison. Et le dit sieur ch^{er} de la Grandière nous a requis de renvoyer la suite de la commission à demain huit heures du matin, et de nous rendre avec lui en la ville de St-Philbert de Grand-Lieu, dans l'auberge où pend pour enseigne le *Lyon d'or*, chez François Riobé, où nous sommes tous arrivés à sept heures et demie du soir, lesdits jour et an; et a signé avec ledit sieur Réal, le sieur Saint-Gilles, secrétaire de M. le marquis de Brie Serrant, et nousdits notaires. Signé: le ch^{er} de la Grandière, P. Réal, Saint-Gilles, Mathurin Le Roy, Denis, Lorteau, F. Ravegeau, Archambaud et Lambert.

Saint-Philbert

(13 octobre)

Avenant ce jour treize octobre mil sept cent quatre-vingt, environ les huit heures du matin, nous dits conseillers du Roy, notaires, en conséquence de la remise d'hier, nous nous sommes transportés de compagnie et sur le réquisitoire dudit sieur ch^{er} de la Grandière, audit nom, et de M. Réal, avocat en Parlement et procureur fiscal de la baronnie de Retz, pour continuer la présente prise de possession par rapport à la châtellenie des Huguetières et baillage de Château-Briand à Saint-Philbert de Grand-Lieu, membres dépendans de lad. baronnie de Retz, sous le porche au devant de la grande porte de l'église, donnant sur la place publique, lieu où ledit s^{er} des Huguetières a le droit de faire tenir ses plaids et juridiction, où étant, accompagné des quatre gardes chasses ci devant nommés, il s'est assis et pris place auprès d'une table mise exprès, et à l'instant se sont présentés les sieurs Airaud, Jaunain, Picard père et fils, notaires et commis greffier de lad. baronnie ; ledit sieur ch^{er} de la Grandière, en sad. qualité, a déclaré prendre possession de lad. châtellenie et de tous ses droits rescindans et rescisoires, et a requis que nous eussions donné lecture dudit contrat, insinuation et procuration ; ce qui a été fait sur le champ par l'un de nous à haute voix, et nous avons publié aussi à haute voix la présente prise de possession à ce que personne n'en ignore.

De là le dit sieur ch^{er} de la Grandière, audit nom, en compagnie des ci dessus nommés, a traversé la Grande Rue, faux bourgs, place du Marchix et un emplacement joignant le jardin de Jacques Gariou, et le pré au sieur Poidras, et vers le nord au chemin qui conduit de la ville au marais du Puant, dans tous lesquels endroits il a fait tous actes de possession que nous avons

publié et annoncé à haute voix dans les différents endroits. Il a aussi entré librement dans les logements du four à ban, sur lesquels il est dû rentes foncières au seigneur marquis de Brie Serrant, où il a ouvert et fermé les portes et fait les actes requis par la coutume ; ensuite ledit sieur ch^{er} de la Grandière, audit nom, a enfin entré librement en plusieurs autres maisons et notamment chez les sieurs Airaud, Picard et la veuve Lemaitre, où il a déclaré prendre possession de ladite châtellenie, et que nous avons répété à haute voix dans la rue, sans que personne se soit opposé ; en laquelle possession nous avons mis ledit sieur ch^{er} de la Grandière, audit nom, et de tous les droits rescindans et rescisoires quelconques exprimés ou non exprimés, dont il a requis le présent acte pour valloir et servir ce que de raison ; et a signé avec les officiers sus nommés et gardes chasses, et a renvoyé la continuation de la présente à la Benaste, pour la châtellenie du même nom. Signé : le ch^{er} de la Grandière, P. Réal, Saint-Gilles, Picard, Airaud, F. Josnin, Picard fils, Mathurin Le Roy, F. Ravegeau, Lorteau, Denis, Archambaud et Lambert.

La Benate

(14 octobre)

Avenant le samedi quatorze octobre mil sept cent quatre vingt, environ les sept heures du matin, nous conseillers du Roy, notaires susdits, en conséquence du renvoy d'hier, nous sommes, à la réquisition et de compagnie dudit sieur ch^{er} de la Grandière, en sad. qualité, et de noble M^e Pierre Réal, avocat et procureur fiscal de la baronnie de Retz, transportés pour la continuation de lad. prise de possession, avec M^{rs} Jacques Goeau, sieur de la Noë, Charles Goeau, sieur du Fief Boiveau, François Clericeau, sieur de la Cleriçays, Pierre Marie Bousseau, notaire de la baron-

nie de Retz, notables principaux habitans et députés de lad. ville de la Benaste, qui sont venus exprès à notre auberge chez le nommé Migné, paroisse de Saint-Etienne de Corcoüé, distante de la ville de la Benaste d'environ une demye lieu, où nous avons couché la nuit dernière, au devant dudit sieur ch^{er} de la Grandière, et qui l'ont conduit avec mondit sieur Réal et nous dans la ville de la Benaste, où nous avons remarqué en arrivant un tas de bois en pyramide sur la place au devant de l'église, auquel le feu a été mis par des habitans qui se sont trouvés en nombre, dont deux armés de fuzils qu'ils ont déchargé à l'instant. C'est aussi trouvé à la porte d'entrée du cimetière Missire Alexandre Aimé Goeau, sieur des Revelières, prestre, recteur de lad. paroisse de la Benaste, revêtu d'une chape et étole, la croix et la bannière levée devant luy pour recevoir ledit sieur ch^{er} de la Grandière, audit nom, qui l'a conduit processionnellement à l'église dans laquelle il est entré, de lad. compagnie et de plusieurs habitans de l'un et l'autre sexe, au son des cloches, et luy a présenté de l'eau beniste à la grande porte ceintrée de lauriers, et a été ledit sieur ch^{er} de la Grandière se placer au devant du maître autel sur un siège préparé et tapissé exprès, où il s'est mis à genoux et a fait prières et oraison ; ensuite ledit sieur recteur l'a complimenté et encensé, dans son compliment l'a reconnu, audit nom, pour seigneur fondateur de lad. église comme représentant les anciens fondateurs, et l'a supplié d'intercéder auprès du seigneur marquis de Brie Serrant d'accorder sa protection à sa paroisse, et à l'instant ledit sieur recteur a chanté le *Veni Creator* ; et nous, à l'issue, avons publié la présente prise de possession dans lad. église à haute et intelligible voix, à ce que personne n'en ignore, sans aucune opposition ; après, ledit sieur recteur a chanté de nouveau le *Te Deum*, et ledit sieur ch^{er} nous a fait remarquer qu'au haut du vitrage derrière le grand autel est un

écusson attaché avec des pattes fiches, aux armes des seigneurs de Retz (1); et de là, ledit sieur recteur a introduit ledit sieur chevalier, de lad. compagnie, dans la maison presbyteralle, où se sont trouvés plusieurs habitans qui sont venus témoigner leur joye. De là, sorty de la même compagnie, accompagnés dudit sieur recteur, nous avons été dans une mazure de la chapelle que l'on nous a dit se nommer Saint-Antoine, vis à vis la place et au devant de lad. église, fondée et dotée par les anciens seigneurs de la Benaste, à la charge de deux messes par semaines, et autres prières et oraison, dans laquelle chapelle doit se desservir la chapellenie de Sainte-Catherine, fondée par dame Catherine de Machecoul, veuve de Messire Pierre de Craon, par testament du sept mars 1401. Ces deux chapelles sont possédées par le sieur abbé Pallate, à ce que a déclaré ledit sieur ch^{er}, aux fins de la présentation en faite par feu M^r le duc de Villeroy; laquelle mazure de chapelle il a circuité et nous avons annoncé de nou-

(1) « Visitans l'église et autels, avons esté informés qu'elle n'est point consacrée et veu qu'elle est fort petite, composée d'un chœur et d'une nef séparés d'un balustre sur lequel est une Passion, et de deux vieux autels dont il ne reste que les masses non consacrées, enfermés de balustres, sur l'un desquels est l'image en bosse de la sainte Vierge et sur l'autre celle de saint Simphorien. Que toute lad. église est bien carrelée de pierres froides et carreaux de thuille; que la cherpante est passable, mais sans lambris, couverte d'ardoises à l'endroit du grand autel et sur le petit clocher fait en cul de four qui est dessus, et au surplus de thUILes. Que dessous led. petit clocher sont placées les deux cloches, si bas que tout leur son se repandant plus dans l'église qu'au dehors, incommode ceux qui y sont. Avons encor veu qu'il y a joignant le chœur, du costé de l'Epistre, une petite chapelle en appentif, couverte de thUILes, en passable estat, dont l'autel est dédié à Nostre Dame de Piété et n'est point consacré, en masse, ny paré que d'un tableau. » (Procès-verbal de la visite de l'église de la Benate, faite en 1689 par l'archidiacre Binet, Arch. Loire-Inf., G 54, p. 120-121).

veau la présente prise de possession. Ensuite ledit sieur ch^{er} de la Grandière, en sa qualité, s'est, de notre compagnie et de celle des susnommés, transporté au four à ban qui est sous les halles dudit lieu, dans le logement duquel il est librement entré, où il y a fait les actes de droit, et nous susdits notaires avons encore annoncé la présente prise de possession, ainsi que dans d'autres endroits de lad. ville, où le dit sieur ch^{er} de la Grandière s'est transporté et a fait les actes requis aussy sans opposition. De là, il s'est rendu, de la même compagnie, sur un terrain environné d'anciennes et larges douves, où étoit autrefois construit le château de lad. chàtellenie de la Benaste, où il n'existe actuellement aucuns vestiges (1), et est planté en vigne ; l'a circuité et traversé, couppé bois tant de la vigne que des hayes, arraché herbe et fait émotion de terre.

Ensuite ledit sieur de la Grandière est entré en plusieurs maisons de lad. ville et nottamment chez la dame V^e Goeau des Revelières, les sieurs Clericeau de la Clericays et Bousseau, dans lesquelles il est librement entré avec eux qui l'y ont introduit, et nous notaires avons encore au devant de chacune annoncé la présente prise de possession, où il ne s'est trouvé aucun opposant venu à notre connoissance, et a généralement observé toutes les autres formalités de droit et de coutume pour s'acquérir, audit nom, la possession de lad. chàtellenie de la Benaste et de tous ses droits honorifiques, prééminances, rentes, revenus et autres droits rescindans et rescisoires quelconques, sans aucune opposition, comme dit est ;

(1) Lors de l'aveu de 1674, les choses étoient déjà à peu près dans le même état : « La ville de la Benaste avecq l'emplacement de l'antien chasteau dud. lieu, à present ruiné sans aucun ediffice ny bastiment ; et toutesfois circuit de vieilles douves et fossés, contenant led. emplacement deux journaux de terre ou environ. » (Ar. Loire-Inf., B 1855, p. 112).

dont led. sieur ch^{er}, audit nom, nous a requis le présent acte pour valoir et servir ce que de raison, et a signé avec les susnommés et autres soussignés, et a renvoyé la suite de la commission à Legé et autres lieux. Signé : le ch^{er} de la Grandière, P. Réal, A. Goeau, recteur de la Benaste, Goeau de la Noë, Clericeau, P. Bousseau, Goeau du Fief Boiveau, Bousseau fils aîné, Bousseau fils cadet, Archambaud et Lambert.

Legé

(14 octobre)

Ensuite nous nous sommes transportés, de compagnie dudit sieur ch^{er} de la Grandière, audit nom, dudit sieur Réal et desdits sieurs quatre députés de la Benaste ci devant desnommés, qui ont accompagné ledit sieur ch^{er} de la Grandière à trois quarts de lieue de leur ville sur la route de Legé, au bourg et paroisse dudit Legé, où nous sommes arrivés environ les quatre heures de l'après midy dudit jour quatorze octobre mil sept cent quatre vingt ; où étants, le sieur ch^{er} de la Grandière, de compagnie dudit sieur Réal et de nous, s'est rendu sur la place au devant de la principale porte d'entrée du cimetière dans la partie vers le nort dudit bourg de Legé, où le seigneur de lad. châtellenie de la Benaste a droit de faire tenir ses plaids et exercice de la juridiction ; là étant, le sieur ch^{er} de la Grandière s'est assis et a pris place dans une chaise auprès d'une table mise exprès, en présence de M. M^e Sébastien Guibert, sieur de la Nigardrais, ancien sénéchal de Machecoul et subdélégué de M^r l'intendant au département dudit Machecoul, noble M^e Alexandre Aimé Pineau, avocat et ancien sénéchal du prieuré de Legé, noble homme Simon Pierre Veillon, trésorier des Invalides aux Sables, écuyer François Charles Réal, sieur des Perrières, conseiller du Roy, auditeur en sa Chambre des comptes de

Bretagne, noble homme Sébastien Guibert, ancien gendarme de la Garde du Roy et écuyer Alexandre Merlet, sieur du Pasty ; où ledit sieur ch^{er} de la Grandière, en sa ditte qualité, a déclaré prendre possession de lad. chàtellenie de la Benaste, membre dépendant de lad. baronnie de Retz et de tous ses droits rescindans et rescisoires, prééminances et autres, et a requis que nous eussions donné lecture dudit contrat d'acquêt ci devant datté, insinuation et procuration, ce qui a été fait sur le champ par l'un de nous notaires, à haute voix, et avons aussi publié la présente prise de possession à ce que personne n'en ignore. Et entrés dans le cimetière, led. sieur ch^{er} de la Grandière nous a fait remarquer qu'à la face de la tour vers occident, au dessus du cadran de l'orloge, sont incrustées sur pierre de taille les armes de Retz ornées du manteau ducal, et nous étant approchés de l'église, nous avons aussi remarqué qu'au dessus des deux principales portes des deux ailes de lad. église de Legé sont également les mêmes armes de Retz, telles que nous les avons remarqué à l'église de la Benaste, et qu'à celle de la gauche en entrant il y a au dessus de l'écusson en chiffres : 1645 ; déclarant ledit sieur ch^{er} de la Grandière, audit nom, n'avoir voulu prendre possession de l'église dudit Legé, se bornant pour la présente prise de possession aux églises des chefs lieux de chaque chàtellenie.

Nous nous sommes ensuite, de la même compagnie, transportés dans les différentes rues dudit bourg de Legé, et entrés en plusieurs maisons, nottamment chez MM. Guibert de la Nigardrais et Pineau du Pavillon, dans lesquelles il a été introduit par eux, au devant desquelles maisons et rues, nous avons également publié la présente prise de possession à ce que personne n'en ignore, le tout sans trouble ny opposition quelconque, et au surplus fait tous actes requis par la coutume pour acquérir une réelle possession audit sieur ch^{er} de la Grandière, audit nom ; et ont tous lesdits sieurs sus-

nommés signé avec nous, et ledit sieur ch^{er} de la Grandière a renvoyé la présente commission à lundy prochain. Signé : le ch^{er} de la Grandière, P. Réal, A. A. Pineau du Pavillon, Réal des Perrières, Guibert de la Nigardrais, Guibert, Merlet, Veillon, Archambaud et Lambert.

Bois-de-Cené

(16 octobre)

Avenant le lundy seize octobre mil sept cent quatre vingt, avant midy, nousdits conseillers du Roy, notaires de la ville, comté et diocèse de Nantes soussignés, en conséquence du renvoy de samedy dernier quatorze courant, pour vacquer à la suite de notre commission, nous sommes, du château de Machecoul, de compagnie et au réquisitoire dudit sieur ch^{er} de la Grandière, au nom et comme procureur spécial de M. le marquis de Brie Serrant, baron de la baronnie et pays de Retz, aux fins de sa procuration ci devant dattée, et de noble M^e Pierre Réal, avocat en parlement et procureur fiscal de Machecoul, transportés au bourg et paroisse de Saint-Etienne de Bois de Cené, où étants arrivés à la porte de l'église de lad. paroisse, environ les onze heures du matin, nous y avons trouvé Missire Jacques Voyneau, prêtre, recteur d'icelle, revêtu d'une chappe et étole, la croix et la bannière levée devant lui pour recevoir ledit sieur ch^{er} de la Grandière, audit nom, auquel il a présenté l'eau bénite, l'a complimanté et l'a introduit processionnellement à l'église, dans laquelle il a entré librement, de ladite compagnie et de plusieurs habitans de l'un et l'autre sexes, au son des cloches, et a conduit ledit sieur ch^{er} de la Grandière devant le maitre autel, les cierges allumés, sur un siège préparé et tapissé exprès, où il s'est mis à genoux, a fait prières et oraisons, et lui a donné de l'encens et chanté le *Te Deum* avec les assistans ; nous susdits notaires avons publié la pré-

sente prise de possession dans ladite église à haute et intelligible voix, à ce que personne n'en ignore, sans aucune opposition, et a ledit sieur recteur signé. Signé : Voyneau, curé de Saint-Etienne de Bois de Cené.

De là, ledit sieur ch^{er} de la Grandière, audit nom, s'est transporté avec nous dans une maison située audit bourg de Bois de Cené, au nord du cimetière, occupée par Jean Denis, cabaretier, qu'il nous dit appartenir à M^e Biclet, procureur au présidial de Nantes, dans laquelle, à la chambre d'entrée à gauche donnant sur le devant, ledit seigneur marquis et baron de Retz a droit de faire tenir ses plaids et juridictions, où ledit sieur ch^{er} de la Grandière est librement entré, a pris place sur un banc tenant lieu de siège, au derrière duquel, joignant le mur, est une vieille boisure peinte et au dessus un vieux plafond en planches, auquel lieu il a déclaré qu'il prenoit possession en sad. qualité, et nous avons donné lecture dudit contrat et procuration sus dattés, et publié lad. prise de possession sans opposition.

De là, ledit sieur ch^{er} de la Grandière a été avec nous dans les différentes rues dudit bourg de Bois de Cené, et ensuite sur les domaines et héritages relevans de la châtellenie et juridiction du Coutumier et de l'Eguillaudière situés dans les marais de la même paroisse de Bois de Cené, de compagnie de noble homme Louis Coujard, sieur de la Coinderie, qui nous a accompagné et fait la montrée desdits marais, sur lesquels ledit sieur ch^{er} de la Grandière y a fait émotion de terre, arraché herbes et fait tous autres actes requis et de coutume pour s'acquérir, audit nom, la possession entière de ladite châtellenie du Coutumier, droits rescindans et rescisoires, rentes, revenus et autres quelconques appartenants audit seigneur marquis, baron de Retz, en laquelle nous l'avons mis, sans trouble ni opposition, dont acte ; et ont lesdits sieurs ch^{er} de la Grandière, Réal et Coujard signé après lecture.

Signé : le ch^{er} de la Grandière, P. Réal, Coujard, Archambaud et Lambert.

Saint-Cyr

(17 octobre)

Avenant le mardy dix sept octobre mil sept cent quatre vingt, avant midy, en conséquence du renvoy du jour d'hier pour la continuation de la présente prise de possession, en présence de nous susdits conseillers du Roy, notaires à Nantes soussignés, ledit sieur ch^{er} de la Grandière, en sad. qualité, accompagné dudit sieur Pierre Réal, avocat en parlement et procureur fiscal de la juridiction de la baronnie de Retz à Machecoul, s'est transporté au bourg et paroisse de Saint-Cyr, où étant arrivé à la porte de l'église, s'est trouvé Missire Jacques Marchesse, prêtre, recteur de lad. paroisse, revêtu d'une chappe et étolle, la croix et la bannière levée pour recevoir ledit sieur ch^{er} de la Grandière, en sa qualité, lequel dit sieur recteur accompagné du sieur Ferronnière, son vicaire, en surpelis, l'ont conduit processionnellement à l'église, dans laquelle il est entré librement, de lad. compagnie et de plusieurs habitants de l'un et l'autre sexe, au son des cloches, lui a ledit sieur recteur présenté l'eau beniste à la grande porte ceintrée de lauriers attachés avec des rubans rouges, lui a offert le dais qu'il a refusé, l'a complimenté et lui a dit qu'il reconnoissoit ledit seigneur marquis de Brie Serrant pour seigneur fondateur de son église et a supplié ledit sieur ch^{er} de la Grandière d'intercéder auprès dudit seigneur de Retz d'accorder sa protection à sa paroisse, et l'a conduit processionnellement au devant du maître autel, qui étoit décoré et illuminé ainsi que les autres autels, sur un siège préparé et tapissé exprès, où il s'est mis à genoux et a fait prières et oraisons. Ensuite ledit sieur recteur l'a encensé, a chanté le *Veni Creator*, et nous notaires, à l'issue, avons lu et

publié la présente prise de possession dans ladite église à haute et intelligible voix, à ce que personne n'en ignore, sans opposition. Ensuite le sieur recteur a chanté le *Te Deum* avec les assistans, à la fin duquel il a reconduit ledit sieur ch^{er} de la Grandière processionnellement avec la croix et la bannière jusqu'au cimetière de lad. église.

De là, led. sieur recteur ayant quitté sa chappe, a conduit le sieur ch^{er} de la Grandière dans le logement presbitéral, et a led. sieur recteur signé. Signé : J. Marchesse, recteur de Saint-Cyr et Bourgneuf.

Ensuite de quoi il s'est transporté, de compagnie de nous dits notaires et dudit sieur Réal, dans la seigneurie en lad. paroisse de Saint-Cyr, dont étoient fermiers les sieur et dame Goupilleau, où étants arrivés, se seroient trouvés le sieur Goupilleau de Plumetière, tuteur des enfans mineurs desdits sieur et dame Goupilleau, et M. M^e Pierre Marie Goullain, sieur de l'Eraudière, avocat en Parlement, sénéchal des juridictions de Bourgneuf et Pornic et subdélégué de l'intendance à Bourgneuf, qui a dit être venu exprès audit lieu au devant dudit sieur ch^{er} de la Grandière; lequel dit sieur ch^{er} a librement entré dans les logements de la seigneurie, ouvert et fermé portes et fenêtres, fait feu et fumée, bu et mangé, visité les logements ainsi que la grange à bled attenante à la maison; de là passé sur les jardins et dépendances de lad. seigneurie, il y a fait émotion de terre, coupé bois, arraché herbes, circuité lesdits domaines; et nous notaires susdits avons publié la présente prise de possession à haute voix sans aucune opposition.

Bourgneuf

(17 octobre)

De la compagnie ci devant et dudit sieur Goullain sénéchal, nous nous sommes rendus en la ville de

Bourgneuf. De là, nous nous sommes transportés en l'auditoire situé sur la place de cette ville, dans lequel s'exerce la justice pour la juridiction de Bourgneuf et Prigny y réunie, où se sont trouvés en robe ledit sieur Goullain sénéchal et noble M^e Joseph François Texier, doyen des avocats, faisant les fonctions de procureur fiscal pendant la vacance de l'office, M^{rs} Martin Barien, Pierre Chaisneau, Julien Jacques Bonfils et Laurent Louis Hubin, les quatre notaires et procureurs de lad. juridiction, ce dernier faisant les fonctions du greffier pendant la maladie de M^e Marault, greffier ordinaire, de lui le serment pris au cas requis, et M^e Charles Bouchard seul huissier audiancier ; ouverture faite des portes d'entrée et de la salle d'audiance avec les clefs qui ont été représentées par l'huissier de service, s'est présenté M. Goullain, sénéchal de lad. juridiction de Bourgneuf, lequel a complimenté ledit sieur ch^{er} de la Grandière, audit nom, et l'a conduit sur le siège principal, s'est placé à sa droite et les autres officiers présents se sont tous mis à leurs places ordinaires.

Le sieur Texier faisant les fonctions de procureur fiscal a dit : Messieurs, M. le ch^{er} de la Grandière se présentant comme procureur spécial de M. le marquis de Brie Serrant pour prendre possession dudit auditoire pour l'exercice de la châtellenie de Bourgneuf et Prigny y réunie, a requis qu'il fut donné lecture dudit contrat d'acquêt du seigneur marquis de Brie Serrant, d'avec M^{rs} le duc de Villeroy, et procuration dudit sieur ch^{er} de la Grandière cy devant dattés, ce qui a été ordonné par M. le Sénéchal, lecture faite par l'un de nous dits notaires, l'autre présent, à haute et intelligible voix, et déclaré que M. le ch^{er} de la Grandière, audit nom, prend possession de lad. châtellenie et juridiction et de tous ses droits, prééminences, rentes et autres revenus et droits rescindans et rescisoires quelconques, exprimés ou non exprimés ; M. le procureur fiscal a requis de nouveau qu'il fut décerné acte de la lecture des pièces

et qu'il en soit fait mention sur les registres du greffe où lesdites pièces seront enregistrées.

A l'endroit ledit sieur sénéchal a décerné acte du tout et ordonné l'enregistrement cy dessus requis, a fait un nouveau compliment audit sieur ch^{er} de la Grandière, audit nom, lui a présenté la main pour descendre de dessus le siège, au dos duquel siège sont les armes de la maison de Gondy et de celle de Villeroy.

Et de là s'est rendu, de lad. compagnie et de tous les officiers cy devant dénommés, dans la prison de lad. ville de Bourgneuf, joignant l'auditoire, dont est concierge Pierre Brisson ; dans laquelle il est entré librement, ouvert et fermé les portes, visité icelle prison et en sortant nous avons de nouveau publié la présente prise de possession sans opposition, et avons aperçu en sortant un poteau où y est attaché un carcan joignant l'auditoire.

Ensuite de quoi ledit sieur ch^{er} de la Grandière, de notre compagnie et de celle de MM. les officiers cy dessus dénommés, tous en robbe, s'est rendu suivi du peuple en foule qui l'accompagnait, devant la grande porte et principale entrée de l'église paroissiale de Notre Dame de Bon Port de lad. ville de Bourgneuf, où étant arrivé, s'est trouvé Missire Jacques Marchesse, prêtre, recteur de la paroisse de Saint-Cyr et Bourgneuf, accompagné du sieur Guitteny son vicaire, revêtu d'un surplis, et ledit sieur recteur d'une étole et d'une chappe, la croix et la bannière levée pour recevoir ledit sieur ch^{er} de la Grandière, audit nom, à qui il a fait présenter le dais à la grande porte, porté par quatre habitants, qu'il a refusé. Il l'a complimenté de nouveau, lui a déclaré reconnaître le seigneur marquis de Brie Serrant pour seigneur fondateur de l'église, et réitérant sa demande de protection pour saditte église et ses paroissiens, lui a présenté de l'eau beniste et l'a conduit processionnellement dans l'église, dans laquelle il est entré librement, de la compagnie de tous mesdits sieurs les officiers et des habitants de l'un et l'autre sexe, au

son des cloches, et est allé se placer dans le sanctuaire sur une estrade tapissée exprès au devant du maître autel, qui étoit paré et illuminé de cierges ainsi que tous les autres autels de l'église, il s'est mis à genoux, a fait prières et oraisons ; le sieur recteur a chanté à l'instant le *Veni Creator*, l'a encensé, à l'issue duquel nous avons publié la présente prise de possession au bas du sanctuaire, à haute et intelligible voix, sans opposition. De là il a pris place dans le banc du seigneur attenant à la sainte table du côté de l'épître, où il s'est agenouillé, au dos duquel banc sont les armes de Retz. Après, ledit sieur recteur a chanté le *Te Deum* avec les assistants, et l'a reconduit aussi processionnellement à la porte de l'église.

De là, transporté, de la même compagnie, dans la maison du four à ban, située rue du même nom en lad. ville, où il est aussi librement entré, ouvert et fermé les portes et y a fait les autres actes requis ; laquelle possession a été annoncée.

Ensuite il s'est rendu, de la même compagnie, devant la porte de l'église des révérends pères Religieux Cordeliers de Bourgneuf, où étant, s'est présenté le R. P. Brun, docteur en Sorbonne, gardien dudit couvent, revêtu d'étole et chape, chausse, calotte et bonnet violets, accompagné de l'un de ses religieux, ledit sieur gardien ayant une croix d'argent doré à la main, qu'il lui a présenté et fait baiser, lui a aussi présenté de l'eau beniste, ensuite l'a complimenté, chanté une anthienne et conduit processionnellement au son des cloches, la croix levée, dans le sanctuaire, dans un fauteuil préparé et tapissé exprès, où il s'est mis à genoux et a fait prières et oraisons, le R. P. gardien a chanté le *Te Deum* ; après quoi, nous notaires susdits avons lu et publié la présente prise de possession à haute et intelligible voix, sans opposition, et l'ont reconduit processionnellement jusqu'à lad. porte.

Ledit sieur ch^{er} de la Grandière, accompagné comme

cy dessus, est entré librement dans l'intérieur de la maison desdits religieux, dont la porte a été ouverte par ledit sieur gardien, où étant, il s'est promené dans les jardins et a entré dans les logements de lad. maison, où là il a interpellé le R. P. gardien de luy faire la montrée des logements appartenants aux seigneurs de Retz dans l'enclos de cette maison et de l'y conduire, et a signé. Signé : le ch^{er} de la Grandière.

A laquelle interpellation ledit sieur gardien a répondu : Monsieur, il n'y a point eu d'appartements à proprement dire appartements des ducs, ce n'est que par laps de tems que le public a donné ce nom à un appartement élevé par le sentiment de reconnaissance, eu égard aux bienfaits dont ils nous ont de tous tems comblés, et ce que nous avons abattus tombant en ruine étoit un fardeau trop onéreux pour la communauté ; qu'à la vérité trois de mes prédécesseurs ont demandé la permission de démolir, deux à M. le duc de Villeroy, le troisième à M. le marquis de Brie Serrant, mais ils ignoroient absolument nos droits. Lecture lui faite de la présente, il a déclaré y persister, et requis de signer ce qu'il a dit. Signé : Brun, docteur de Sorbonne, gardien des religieux Cordeliers de Bourgneuf.

Laquelle réponse nous dits notaires avons reçue pour ledit sieur ch^{er} de la Grandière, en sad. qualité, sans aucune approbation et sans qu'elle puisse nuire ny préjudicier aux droits du seigneur baron de Retz, au contraire sous toutes protestations et réservations de fait et de droit, pour les faire valloir en tems et lieu et ainsi qu'il verra l'avoir à faire, et a ledit sieur ch^{er} de la Grandière, audit nom, signé. Signé : le ch^{er} de la Grandière.

Sorti dudit couvent, ledit sieur ch^{er} de la Grandière est entré avec nous et de la compagnie cy dessus dans lad. église des révérends pères Religieux Cordeliers, où il a remarqué et nous a fait remarquer dans le chœur un tombeau construit en pierres grises, sur lequel il y a deux

statues couchées dont les corps sont de pareille nature, et les figures et les mains sont d'albâtre, autour duquel tombeau est écrit, partie en caractères gothiques et partie en caractères actuellement en usage, ce qui suit : « Cy git Monsieur Louis de Machecoul, fils aîné et héritier de feu Mons^r Gérard de Machecoul et de Madame Albionneur de Thouars, seigneur de la Benâte et de Bourgneuf en Rais, et Madame Jeanne (1) ; lequel seigneur Louis mourut le VI^e jour de septembre l'an 1360, et laditte dame Jeh[an]ne trepassa le 15^e jour d'avril l'an 1345 (2). Priez Dieu pour eux. » Et à l'entrée du sanctuaire une pierre tomballe avec une inscription dont on n'a pu lire que ce qui suit, le reste étant effacé (3) : « Cy git Monsieur Gérard de Machecoul, seigneur de

(1) Au lieu de « et Madame Jeanne », le procès-verbal de 1780, aussi bien la minute que l'expédition authentique, portent : « et *de* Madame Jeanne. » Le mot *de* est en trop ; c'est une faute manifeste qu'on ne trouve d'ailleurs pas dans Chevas qui reproduit cette inscription, *Notes sur les communes, canton de Bourgneuf*, p. 80.

(2) Le 15^e jour d'avril 1345 est doublement fautif. Jeanne de Bauçay, femme de Louis de Machecoul, mourut « le second jour d'apvril l'an MCCCXLVIII », soit le 2 avril 1349 en nouveau style, suivant la leçon fournie par le ms. fr. 28271, dossier 41276, pièce 8, de la Bibl. nationale, qui donne cette épitaphe : leçon corroborée par des extraits du nécrologe des Cordeliers de Bourgneuf (*Ibid.*, pièce 7) et par divers documents provenant du *Cartulaire des sires de Rays*. Dans notre introduction à ce cartulaire (p. cXLIX), nous avons cité ceux qui, à la suite de Du Paz, font mourir Jeanne de Bauçay le 2 avril 1344, ou qui, comme Chevas (*loc. cit.*), donnent la date du 2 avril 1364.

Le procès-verbal de 1780 est exact quant à l'époque du décès de Louis de Machecoul. Au *Cartulaire de Rays* (p. cXLVIII), nous avons signalé l'erreur de Du Paz et de ceux qui l'ont copié, en disant qu'il mourut le 7 septembre 1366.

(3) Nous complétons entre crochets les lacunes de notre prise de possession, à l'aide du ms. fr. 28271, dos. 41276, pièce 8, et de Chevas (*op. cit.*). Les dates des décès de Girard de

la Benâte [et de Bourgneuf en Rays, et Madame Alihoneur de Thouars sa compaigne, lesquels bastirent] ce couvent, le premier octobre l'an 1332, des frères mineurs, et firent faire l'église. Ledit sieur Gérard mourut le 31 octobre 1343 et lad. dame Alhionneur trepassa le 26 février l'an 1363. Priez Dieu qu'il ait mercy de leurs ames. » Sur laquelle pierre est un écusson portant cinq chevrons brisés (1).

Ledit sieur cher de la Grandière, audit nom et de la compaignie cy dessus, s'est ensuite transporté à l'Hôtel Dieu de lad. ville de Bourgneuf, où il est librement entré au son de la cloche dans la chapelle, à l'autel de laquelle les cierges étaient allumés, s'y est mis à genoux et y a fait prières et oraisons sur un siège tapissé et préparé exprès où il s'est assis. Sorti, est entré dans les logements d'icellui Hôtel Dieu, de lad. compaignie, du nombre de laquelle sont administrateurs lesdits sieurs Goullin sénéchal, M^{re} le recteur et Barien, où il s'est trouvé demoiselle Marie Anastaze Ernaud, supérieure dudit hôpital, qui l'a conduit dans les différentes salles, où il a visité les pauvres et les malades, et ensuite l'a reconduit jusqu'à la porte, où nous avons annoncé la présente prise de possession.

De là, ledit sieur cher de la Grandière, toujours de la même compaignie, a été dans les différentes rues et places de lad. ville ; et s'y est en nos présences promené,

Machecoul et d'Aliénor de Thouars sont exactes, en ayant soin de ramener celle d'Aliénor à 1364 en style moderne. Cf. *Cartulaire de Rays*, p. CXLIV-CXLV.

Pour l'époque de la fondation des Cordeliers, bien que Chevas ait également donné la date du premier octobre 1332, nous préférons celle du 10 octobre, fournie par le ms. 28271 et par Wadding, *Annales Minorum*, t. VII, p. 136. Cf. *Cartul. de Rays*, p. L.

(1) Il eût été plus exact de dire : un chevronné de cinq pièces, car les Machecoul ne portaient en réalité que trois chevrons.

et où la présente prise de possession a été en différents lieux annoncée et publiée.

De là, il s'est transporté avec nous, de la même compagnie, jusqu'à la rade de Bourgneuf, passant sur la chaussée d'Aiguillon qui conduit de Bourgneuf au Collet, laquelle rade sépare le duché de Retz des isles de Bouin et Noirmoutiers. De laquelle rade ledit sieur ch^{er} de la Grandière, aud. nom, a pris possession en observant les formalités requises.

Et généralement ledit sieur ch^{er} de la Grandière, au dit nom, a fait tous les actes requis, nécessaires et de droit, pour acquérir une bonne et vallable possession de lad. chàtellenie de Bourgneuf et Prigny, circonstances et dépendances, droits honorifiques, prééminances, cens, rentes seigneurieuses, foncières, féodales et autres exprimées ou non, droits rescindans et rescisoires quelconques sans exception, et a ledit sieur ch^{er} de la Grandière signé avec tous les autres susnommés et nous notaires, et a renvoyé la continuation de la présente à la chàtellenie de Prigny, à demain. Signé : le ch^{er} de la Grandière, P. Réal, J. Marchesse, recteur de St-Cyr et Bourgneuf, Goullin de l'Eraudière, Texier, M. Barien, Chaisneau, J. J. Bonfils, Hubin de la Girardière, Bouchard audiencier, Barien fils, Paynot avocat, Archambaud et Lambert.

Prigny

(18 octobre)

Avenant le mercredy dix huit octobre mil sept cent quatre vingt, en conséquence du renvoy du jour d'hier pour la continuation de la présente prise de possession, en présence de nous susdits conseillers du Roy, notaires de la ville, comté et diocèse de Nantes, soussignés, ledit sieur ch^{er} de la Grandière, en sad. qualité, s'est transporté avec nous de lad. ville de Bourgneuf en la ville de Prigny, où étant arrivés à la porte de l'église,

au son des cloches, s'est trouvé missire Louis Mary, prêtre, recteur de lad. paroisse, revêtu d'une chappe et étole, la croix et la bannière levées pour recevoir ledit sieur ch^{er} de la Grandière, en sa qualité, à qui il a fait présenter le dais à la grande porte, porté par quatre habitants, qu'il a refusé d'accepter, il l'a complimenté et lui a dit qu'il reconnoissoit le seigneur marquis de Brie Serrant pour seigneur fondateur de son église et seigneur de la ville et château de Prigny, et a supplié ledit sieur ch^{er} de la Grandière d'intercéder auprès dudit seigneur de Retz sa protection pour la paroisse et ses paroissiens ; il l'a conduit processionnellement au devant du maître autel qui étoit décoré et illuminé ainsy que les autres autels, sur un siège préparé et tapissé exprès, où il s'est mis à genoux et a fait prière et oraison, ensuite le sieur recteur l'a encensé, a chanté le *Veni Creator*, et nous notaires, à l'issue, avons publié la présente prise de possession près le sanctuaire de lad. église à haute et intelligible voix, à ce que personne n'en ignore, sans opposition. Ensuite le sieur recteur a chanté le *Te Deum* avec les assistants qui étoient en nombre ; à la fin duquel il a reconduit ledit sieur chevalier de la Grandière processionnellement jusqu'au cimetière de lad. église, où nous avons encore annoncé la possession ; au haut de la porte d'entrée de laquelle église, ainsy qu'au dessus du maître autel sont les armes de Retz décorées du manteau ducal, surmontées d'une couronne.

De là, le sieur recteur ayant quitté sa chappe, a introduit ledit sieur ch^{er} de la Grandière dans le logement presbitéral, où il a librement entré, accompagné de M^e Louis Hubin de la Girardière, notaire et procureur de la juridiction de Prigny annexée à Bourgneuf, et a ledit sieur recteur signé. Signé : L. Mary, recteur de Prigny.

Ensuite de quoi ledit sieur ch^{er} de la Grandière, de notre compagnie et de celle dudit M^e Hubin de la Girardière,

s'est transporté sur l'emplacement de l'ancien château près lad. église, où il existe encore quelques vestiges d'anciens murs entourés de douves que ledit sieur ch^{er} de la Grandière a circuité, a arraché herbe, fait émotion de terre et autres actes utiles et nécessaires pour lad. possession (1).

De là transportés dans la maison, grange et four à ban de lad. ville de Prigny, dans laquelle il a librement entré, ouvert et fermé porte, bu, mangé, fait feu et fumée, et avons publié à haute voix la présente prise de possession, tant à la sortie de la maison que sur l'emplacement du château, et généralement a fait tous actes requis pour acquérir au seigneur marquis de Brie Serant une valable possession de lad. ville, église, château et domaines en dépendants et de tous les droits honorifiques, rescindans et rescisoires quelconques y annexés ; dans laquelle nous l'avons mis et induit sans trouble ny opposition, et a signé avec ledit M^e Hubin et nous et le sieur Paynot présents, et renvoyé le présent pour la continuation à la châtellenie de Pornic pour demain. Signé : le ch^{er} de la Grandière, Paynot avocat, Hubin de la Girardièrre, Archambaud et Lambert.

Pornic

(19 octobre)

Avenant le jeudy dix neuf octobre l'an mil sept cent quatre vingt, en conséquence du renvoy d'hier pour la

(1) Voici ce que l'aveu de 1674 dit de Prigny : « Une petite et antienne ville appelée la ville de Prigny, avec son chasteau gast et ruisné où sont encores les douves et une antienne tour ; et pour ce lesd. seigneur et dame ont droict sur leurs hommes et subjectz, tant en proches que errières fleffs, de guet, lorsque led. chasteau sera rebasty..... Un emplacement d'un autre antien chasteau sittué sur le port et havre du Collet, proche l'abbaye (*sic*, lisez la baye) dans laquelle raddent les navires. » (Ar. Loire-Inf., B 1855, p. 345).

continuation de la présente prise de possession, en présence de nous dits conseillers du Roy, notaires de la ville, comté et diocèse de Nantes soussignés, ledit sieur ch^{er} de la Grandière, en sad. qualité de procureur spécial de M. le marquis de Brie Serrant, s'est transporté avec nous au château de la ville de Pornic, chef lieu de lad. ville, entouré de douves, fors du côté de la mer qui vient battre aux pieds de ses murs dans cette partie du côté d'Orient (1), dans lequel on se rend sur un pont de pierres, bâti en arcades, de dessus la place qui est au devant dudit château et en dépendant, sur laquelle place on entre par deux ouvertures, l'une au soleil levant, l'autre au Nord, qui étoient anciennement fermées par des grandes et petites portes où il se trouve encore des intersignes, dont celle du Nord existe encore; à l'entrée duquel (château) ledit sieur ch^{er} de la Grandière nous a fait remarquer qu'il y avoit autrefois un pont levis, ce qui nous a paru être par les intersignes y existants; et à l'instant s'est présenté Pierre Renaud, concierge dudit château, qui en occupe un appartement dans la tour à droit et en a présenté et remis les clefs audit sieur ch^{er} de la Grandière qui est entré dans les logements et monté dans lad. tour occupée par ledit concierge, dont il a ouvert et fermé les portes et fenestres, fait feu et fumée, bu et mangé, ensuite visité les autres logements et dépendances dudit château, ainsi que la prison où il a entré librement, ouvert et fermé les portes d'icelle prison, n'ayant point de fermeture, aux autres logements, dans la cour et jardin qui sont dans l'intérieur dudit château, fait émotion de terre, coupé bois et arraché herbes. Sortis dudit château, il a été sur la place d'armes

(1) « Les antiens chasteau, forteresse, chastellenie, baronnie, ville et halle de Pornict...; led. chasteau composé d'antiennes tours, ceinturé de murailles, pont levis, terrasses, maisons et douves, avecq une grande place au devant. » (Aveu de 1674, Arch. Loire-Inf., B 1855, p. 493).

en dépendant, où il s'est promené avec nous. De là a été dans le jardin nommé le jardin de Retz y joignant, où est une maison occupée par le nommé Cognaud, jardinier, dans laquelle il a librement entré, ouvert et fermé portes et fenestres, bu et mangé, fait feu et fumée, et dans ledit jardin ainsi que dans la garenne ou parc, nommée de Retz y joignant et dans un pré, il y a coupé bois, arraché herbe et fait émotion de terre, après les avoir circuité, et sur lad. place d'armes fait pareillement émotion de terre et arraché herbe, laquelle possession a été par nous publiée à haute voix sans opposition.

D'après, ledit sieur ch^{er} de la Grandière s'est transporté avec nous à l'auditoire de la juridiction de Pornic, où sont réunis les Fiefs Grimaud, la Muce, Teillac et la Suze, située sur les halles dudit lieu, qui étoit décorée et garnie de lauriers tout autour du siège et du parquet, où se sont trouvés en robe noble M^e Jérôme Mathurin Paynot, avocat en Parlement, faisant les fonctions de sénéchal pour M. Goulin de l'Eraudière, sénéchal de lad. juridiction, qui est indisposé, noble M^e Jean Poignand, procureur fiscal, M^{es} Pierre Bonamy l'ainé, Martin Barrien, Etienne Billard, Pierre Etienne Bonamy Durocher, Jean Gabriel Leray, Julien Ollivier le jeune, Pierre Tardif, Louis Hubin de la Rairie, notaires et procureurs, M^e Joseph Rocheteau, greffier et M^e René Rocher, huissier audiancier. La porte duquel auditoire s'est trouvée ouverte, dont la clef en a été remise par M^e René Rocher, huissier audiancier, audit sieur ch^{er} de la Grandière, audit nom, qui est librement entré. Ledit M^e Paynot l'a conduit au siège principal où il s'est assis et lui à sa droite, M^e Poignand, procureur fiscal et les autres officiers se sont placés dans le parquet, chacun dans leur ordre. A l'instant ledit M^e Poignand, procureur fiscal, a dit : Messieurs, M. le ch^{er} de la Grandière se présente pour prendre possession de la châtellenie de Pornic, annexes et de toutes ses dépendances, prééminences, droits honorifiques et tous autres quelconques, rescin-

dans et rescisoires, acquis par M. le marquis de Brie Serrant, au nom duquel ledit sieur ch^{er} de la Grandière agit, de M^{sr} le duc de Villeroy, et requis que lecture soit donnée du contrat d'acquêt et procuration, ce qui a été fait sur le champ par l'un de nous notaires, en présence de l'autre; de laquelle lecture et de la prise de possession ledit M^e Poignand a aussi requis qu'il en fut décerné acte et l'enregistrement ordonné. A l'endroit ledit M^e Paynot en a décerné acte et ordonné l'enregistrement requis; ensuite il a complimenté ledit sieur ch^{er} de la Grandière, audit nom et au nom des officiers de lad. juridiction et des habitants dudit Pornic, lui a présenté la main pour descendre du siège, et l'a conduit avec nous, accompagnés desdits sieurs officiers cy dessus desnommés dans les endroits qui suivent.

Premièrement, au devant de la grande porte de l'église dudit Pornic qui s'est trouvée ouverte, où s'est présenté Missire Guillaume Gallipeau, prêtre, recteur de lad. paroisse, revêtu d'une chappe et étole, le croix et la bannière levées, pour recevoir ledit sieur ch^{er} de la Grandière, audit nom; auquel il a présenté de l'eau beniste, il l'a conduit processionnellement au son des cloches au devant du maître autel illuminé, où il s'est mis à genoux et a fait prières et oraisons, le sieur recteur a chanté une antienne, et nous notaires avons publié la présente prise de possession à haute et intelligible voix près le sanctuaire de lad. église, sans opposition. Ensuite il a chanté le *Te Deum* avec les assistants qui étoient en très grand nombre. Ledit sieur ch^{er} de la Grandière, aud. nom, a ensuite entré dans le banc dudit seigneur fondateur, où il s'est mis à genoux et pris place, et nous a fait remarquer qu'au vitrage du côté de l'épître sont peints deux écussons aux armes de Retz et alliance de Bretagne, et ensuite il a été reconduit processionnellement par le sieur recteur jusqu'à la grande porte, au dessus de laquelle ledit sieur ch^{er} de la Grandière nous a encore fait remarquer les armes de

Retz ornées de cordons aux Ordres du Roy et surmontées d'une couronne, gravées sur pierre de tailles, et a ledit sieur recteur signé. Signé : G. Galipaud, recteur de Pornic.

Secondement, de la même compagnie de tous messieurs les officiers présents et de nous notaires, le dit sieur ch^{er} de la Grandière, audit nom, s'est rendu dans les logements des fours à ban de lad. ville de Pornic, dans lesquels il a librement entré, ouvert et fermé portes et fenestres et fait les autres actes requis et de coutume, et avons publié la présente prise de possession sans opposition.

Troisièmement, à l'Hôtel Dieu de lad. ville de Pornic, dans les logements duquel il est entré librement en nos présences, ouvert et fermé portes et fenestres, visité les salles, les pauvres et les malades ; entré dans la chapelle dudit Hôtel Dieu, il y a fait prières et oraisons au devant de l'autel qui étoit paré et les cierges allumés, et avons encore publié la présente possession sans opposition ; et les dits sieurs officiers ont reconduit ledit sieur ch^{er} de la Grandière à la maison de la dame veuve Paynot, à vis l'église, et se sont ensuite retirés après avoir signé, fors ledit M^e Rocheteau greffier qui s'est absenté. Signé : Paynot, avocat, Poignand, procureur fiscal, Ollivier, Durocher Bonamy, procureur, E. Billard, P. Bonamy, notaire et procureur, Tardif, Leray, notaire et procureur, M. Barien, Hubin de la Girardièrre et Rocher, huissier audiencier.

De laquelle maison ledit sieur ch^{er} de la Grandière, audit nom, s'est encore transporté avec nous notaires sous les halles et dans les différentes rues et places de ladite ville de Pornic qu'il a circuité, et en chaque endroit, nous notaires susdits avons publié à haute voix la présente prise de possession sans opposition.

Ensuite ledit sieur ch^{er} de la Grandière s'est, avec nousdits notaires, transporté dans les logements et moulins à eau situés sur la chaussée de Pornic, dans

lesquels il a librement entré, ouvert et fermé les portes et fait les autres actes de coutume et de droit sans oppositions.

De là il s'est promené sur ladite chaussée, le long de l'étang y joignant, ainsi que du hâvre de lad. ville, en nos présences.

Ensuite il s'est transporté avec nous notaires dans l'église de l'abbaye de Sainte-Marie de Pornic dont les seigneurs de Retz sont fondateurs, à la porte d'entrée de laquelle église il a pris de l'eau beniste, ensuite il s'est mis à genoux, étant entré, et a fait prière et oraison au devant de l'un des autels de lad. église, le grand étant en réparation ainsi que le chœur de l'église qui est découvert, et à la sortie d'icelle église nous notaires suscrits avons lu et publié la présente prise de possession à haute et intelligible voix sans opposition.

De là, ledit sieur cher de la Grandière, audit nom, s'est transporté avec nous, tant sur le pourprix et autres domaines dépendants de ladite abbaye, que sur les dépendances et terres de la juridiction et ville de Pornic, lesquels il a circuité et y a coupé bois, arraché herbe, fait émotion de terre et généralement sur et en chaque endroit fait tous actes requis et de coutume pour acquérir audit sieur cher de la Grandière, audit nom, une bonne et vailable possession desd. choses, droits honorifiques, prééminences, juridictions, rentes, revenus et autres droits rescindans et rescisoires quelconques, exprimés ou non exprimés.

Et au surplus ledit sieur cher de la Grandière, audit nom, déclare derechef qu'il entend, pour mondit sieur le marquis de Brie Serrant, avoir pris possession en entier de tous les droits utiles et honorifiques et des prérogatives, privilèges, prééminences et noblesses qui peuvent dépendre de sad. baronnie et pays de Retz, tant en domaines, fiefs, hommages, rachapts, sous rachapts, lots et ventes, rentes en deniers, grains, dixmes,

bians, corvées, coutumes, cornages, marchés, foires, épaves, gallois, terres vagues et marais, eaux et pêcheries, droits de bris de mer et naufrages, d'ancrage, droits de bailler briefs de mer avec les profits et revenus qui y appartiennent, droits dans la ville de Nantes sur les taverniers et sur les bouchers, ainsi qu'ils lui appartiennent et qu'ils sont exprimés dans les aveux que les anciens seigneurs de Retz ont rendus aux Roys (1) ; et quoique ledit sieur ch^{er} de la Grandière, audit nom, n'ait pas fait usage de son pouvoir en toute son étendue touchant l'exercice de plusieurs de ses droits, ce qui eût entraîné à beaucoup de détails superflus dans la présente prise de possession, et que nottament il n'ait point voulu, par la destitution des officiers ainsi qu'elle

(1) Les droits des sires de Retz sur les taverniers et les bouchers de Nantes sont assez curieux pour mériter d'être transcrits ici : « Le droit de bailler les mesures à vin en la ville et forbourg de Nantes, les 'adjuster et mercher de mes armes de Rais, o le devoir et prouffilt deu et acoustumé, qu'est seix deniers pour chascune mesure de terre, les visiter et prandre, par moy ou mes commis, ès tavernes où sont les vins exposez en vante, cieulx qui seront trouvez et reprints de user de faulce mesure ou non merchée et ajustée. Aussy ay droit de jouir du vin qui est trouvé en la pippe ou vesseau exposé en vente et detaillé à lad. faulce mesure ou non merchée.

Item, droit de bailler par mes officiers ou commis, le jour de Karesme prenant, aux bouchiers exposans chair en vente à la halle de Nantes, à chascun son aiguille et pour chascune aiguille, prandre et avoir de chascun bouchier ung denier sitoust et incontinant que l'aiguille sera baillée ; et si le bouchier n'a le denier prest à bailler en main, sans ce qu'il soit actendu à le tirer hors de sa bource ne le querir, celui officier ou commis peut, de son auctorité, picquer l'aiguille sur telles des pieczes de chair qu'il voudra choaisir à l'estal dud. bouchier, la prandre, lever et emporter comme à moy acquise, et en jouir par raison de mon droit. » (Aveu du 2 mai 1462, Arch. Loire-Inf., E 150 ; anc. Trésor des chartes S. C. 21).

s'est pratiquée de toute ancienneté en pareilles circonstances, exercer même le simulacre d'une voye de rigueur, qu'il sait être loin des vues bienfaisantes de mondit seigneur le marquis de Brie Serrant, il entend, audit nom, prendre pleine et entière possession de tous les droits et de tous autres, exprimés ou non exprimés, appartenants à lad. baronnie et pays de Retz, circonstances et dépendances, ainsi que des droits rescindans et rescisoires acquis par ledit contrat, pour ledit seigneur de Retz faire valloir dans tous les temps tous sesdits droits, ainsi qu'il avisera bon être, déclarant en outre ledit sieur ch^{er} de la Grandière, en sad. qualité, que quoiqu'il n'ait point cru nécessaire de s'attacher au cérémonial, c'est toutefois sans aucune approbation, particulièrement à l'égard des recteurs de la Trinité et de Sainte-Croix de Machecoul et de Pornic, et sans que l'oubli où ils sont tombés de leurs devoirs relativement à ce qui est dû, en pareilles circonstances, à tout seigneur haut justicier et à ancien baron, suivant les usages de la province de Bretagne, puisse aucunement tirer à conséquence. Fait, clos et arrêté en la ville de Pornic, en la maison de la dame veuve Paynot, sous le seing dudit sieur ch^{er} de la Grandière, audit nom, et les nôtres, après lecture lui faite. La présente prise de possession pour Pornic commencée, comme dit est, le jeudy dix neuf octobre mil sept cent quatre vingt, avant midy, continuée, finie et arrêtée ce jour vendredy vingt dudit mois d'octobre, dit an, environ les cinq heures du soir. Ledit acte au rapport de Lambert, l'un de nous notaires. Signé : le ch^{er} de la Grandière, Archambaud, Lambert.

De la nécessité de terminer les travaux de restauration

de

l'église de Saint-Philbert-de-Grandlieu (Loire-Inf^{re})

La controverse qui a été entamée à propos de l'âge de cette église, n'est pas encore éteinte, parce que personne n'a pris la peine de regarder attentivement le point d'où la lumière doit jaillir sur tout le monument, c'est-à-dire sur le sanctuaire et la confession du saint qu'il renferme. A mon avis, il convient de définir exactement le sens de sa structure, afin qu'on saisisse mieux les différences qui séparent cette cachette des cryptes postérieures à l'an Mille où le public circule librement, et les ressemblances qui la rapprochent des monuments carolingiens ou antérieurs, dans lesquels les barrières tiennent les pèlerins à distance du tombeau. Il est d'autant plus nécessaire de s'appesantir sur ce sujet qu'il a été très peu étudié dans les Traités d'archéologie, et que l'ignorance des usages anciens nous menace de laisser passer certaines déformations regrettables. Malgré mes protestations, on a découvert des parties qui devaient rester cachées et percé des portes là où le mur devait demeurer plein, et cela, sans que la critique des meilleurs juges fût éveillée. Il est opportun de corriger cette erreur pendant que le chantier des travaux est ouvert, plus tard, les excuses ne seraient pas aussi facilement admises.

J'ai déjà appelé l'attention des critiques compétents sur le rôle de la *fenestella* carrée de l'arrière-chevet; aujourd'hui, je veux essayer de prouver que, au côté

opposé, la clôture était complète. Les fouilleurs téméraires, encouragés par le Père Camille de la Croix, qui ont voulu trouver des dégagements du côté de l'Ouest, sous prétexte qu'on aperçoit des cintres bien formés derrière le gros mur de clôture, *quand on le démolit*, n'ont pas réfléchi aux conséquences de leur entreprise, ils inventent du coup une construction qui n'a pas de similaire dans aucun pays, or rien ne les autorise à commettre cette hérésie archéologique. De plus, ils rendent inutiles les parties les plus ingénieusement combinées dans l'installation du tombeau pour le faire visible sans l'exposer aux tentatives des ravisseurs ; ils ouvrent des portes là où tous les architectes mettent des escaliers, enfin ils enlèvent toute signification aux *regards* minuscules qui commandent le respect.

Sans doute, il y a une grande variété dans la classe des cryptes, mais la diversité dans les détails n'exclue pas la prédominance de certains principes fondamentaux qui permettent de les classer en deux catégories : 1^{re} les cryptes étroites et fermées au public ; 2^{re} les cryptes larges et accessibles à tous. Voilà les deux divisions principales dans lesquelles elles rentrent toutes, or, à Saint-Philbert, il est évident et incontestable que le monument a été fait pour être clos et interdit aux pèlerins, puisqu'il a *fenestella* et *oculi*.

Elle n'est pas la seule qui soit à l'état de cachette, elle a des sœurs nombreuses dans les confessions les plus anciennes des églises d'Italie, et j'ai en main la preuve que le système de défiance dont elle porte la marque, s'est perpétué jusqu'au ix^e siècle dans certains pays comme la Suisse où les sanctuaires étaient exposés aux coups des Barbares.

Le plan de l'abbaye de Saint-Gall érigée dans le Turgow (Suisse), dont l'auteur vivait au temps de Charlemagne, contient plus d'un trait de ressemblance avec le monument de saint Filibert ; il nous représente un sanctuaire surélevé auquel on parvient du chœur en

gravissant sept marches *septem gradus*, dit la légende. Ces marches sont interrompues au milieu, dans le sens de la longueur par un espace carré où l'auteur a inscrit ces mots *accessus ad confessionem*. Ce n'est pas un passage assurément : le terme *accessus* signifie un lieu où l'on peut s'approcher pour plonger le regard dans un endroit gardé ; ici c'est l'annonce d'une barrière à travers laquelle on apercevait seulement sans pouvoir y toucher le sarcophage du saint comme dans certaines églises de Rome très antiques. Le plan nous révèle, en effet, la présence du sarcophage de saint Gall, *sarcophagus sancti corporis*, contre la tête duquel était érigé un autel dédié à Notre Dame et à saint Gall. Il est incontestable que toutes ces indications se rapportent à la crypte et à l'autel inférieur, car une autre inscription nous avertit que les décorations du sanctuaire ou *Saint des Saints* resplendiront au-dessus de la crypte *sancta sanctorum super cripta structa nitebunt*.

Notre interprétation du mot *accessus ad confessionem* ne peut soulever aucun doute, car les véritables entrées et sorties de la crypte sont marquées, à gauche et à droite, par des indications d'une clarté irréprochable. *In cryptam ingressus et exitus*. C'est un couloir étroit qui commence de chaque côté du chœur, à la hauteur des ambons et qui devient un passage voûté *involutio arcuum* contournant le rectangle du sanctuaire. Nous avons le même couloir à St-Philbert. Il n'est plus voûté aujourd'hui.

Pourquoi ce passage puisque le chœur offre un accès pour se rapprocher de la confession ? C'est une question qu'on se pose de suite, car le but de cette addition ne saute pas aux yeux. Ce n'est qu'après une série de réflexions et de comparaisons avec d'autres plans d'édifices qu'on parvient à se persuader que la confession a deux fenêtres. La première, celle de l'Ouest, destinée sans doute exclusivement au clergé, et la seconde, ouverte à l'Est, près des pieds du sarcophage pratiquée

spécialement pour les pèlerins, afin que, pendant les offices religieux, le courant des dévotions ne fût pas interrompu. Si l'on refuse d'admettre la *fenestella* de l'Orient, le couloir voûté n'a plus de raison d'être, il ne conduit à rien ; or, on sait que les pèlerins du Moyen-Age ne se contentaient pas de regarder les tombeaux des Saints, ils poussaient le zèle jusqu'à vouloir les toucher et ne partaient pas sans emporter des linges mis en contact avec les sarcophages renommés.

La *fenestella* non grillée de l'Orient seule pouvait satisfaire leurs désirs, elle permettait de passer la tête et le bras. C'est pourquoi on la nomme *Jugulum*. Ainsi la fenêtre de Saint-Philbert nous aide à comprendre les lignes du plan de S^t-Gall, et celui-ci, à son tour, nous fournit des lumières pour un travail de restitution.

Les architectes ont plus souvent représenté la fenêtre de l'Occident ouverte sur le chœur, parce qu'elle est plus frappante que l'autre, mais il n'en est pas moins vrai qu'il faut toujours supposer une seconde ouverture postérieure toutes les fois qu'un chœur surélevé annonce la présence d'un sous-sol privé de porte libre. La fenêtre de la crypte de S^t-Gall devait être comme celle de S^t-Philbert, percée à la hauteur des yeux, au-dessus du couvercle du sarcophage.

Outre les deux fenêtres dont nous parlons, il va sans dire qu'il existait, à S^t-Gall, une porte, bien que le plan n'en fasse pas mention, autrement l'autel figuré contre la tête du sarcophage n'aurait pas pu être desservi, elle était sans doute percée dans le flanc nord du mur enveloppant, comme dans la crypte de Saint-Germain d'Auxerre qui est du ix^e siècle et qui possède aussi un autel placé de la même façon, mais cette porte n'était ouverte qu'aux prêtres et aux privilèges, dans les grandes circonstances.

Les religieux de Saint-Philbert-de-Grandlieu n'avaient pas besoin de porte puisqu'ils n'avaient pas d'autel inférieur à desservir, cependant ils en ont pratiqué une

dans le mur du Nord, afin de pouvoir enlever leurs reliques le jour où les Barbares seraient menaçants. S'ils avaient eu les ouvertures qu'on prétend percer à l'Ouest, ils n'auraient pas pris la peine de faire un travail inutile au Nord. C'est d'une évidence qui crève les yeux.

Il est assez singulier que la *fenestella* postérieure soit généralement omise dans la description des confessions, elle est pourtant intéressante, car cet appendice est comme un élément chronologique qui, réuni à d'autres, permet de dater le monument.

Albert Lenoir qui, dans son livre sur l'*Architecture Monastique*, nous signale un certain nombre de cryptes en Gaule et en Italie, se borne à nous représenter dans deux planches les regards qui s'ouvriraient sur le chœur dans les basiliques de St-Georges au Velabre et des saints Nerée et Achillée, comme si les *martyria* de ces deux édifices n'avaient pas d'autre accès (1). En parlant de Sainte-Prisque, il nous montre bien un soupirail ouvert dans le dallage du chœur comme pour donner de l'air à la crypte (2), mais il applique à tort à cette ouverture le nom d'*ombilic*, expression qui convient mieux au regard circulaire percé dans le pavage du sanctuaire au-dessus du tombeau.

Dans tous les cas, le regard de l'Occident pratiqué dans le mur droit qui supporte le sanctuaire est toujours au milieu entre deux escaliers. C'est un usage très ancien, nous dit A. Lenoir, et il s'appuie sur la découverte de la crypte de Saint-Marc à Rome, édifice construit, je crois, sous Constantin.

De Rome, il s'est répandu dans la Haute-Italie avant d'atteindre l'Helvétie et la Gaule. Nous en avons l'application certaine en Illyrie dans l'église cathédrale

(1) Pl. 135 et 136.

(2) Planche 137, tome I. Ce genre de soupirail se rencontre à Saint-Savin (Vienne).

d'Aquileja, autour du tombeau d'Hermagoras, à une date qui ne peut être antérieure aux ravages des Lombards, c'est-à-dire à la fin du ^{vi}e siècle. Quand on pénètre dans cette basilique, on aperçoit entre les deux escaliers qui montent au sanctuaire, une ouverture en plein cintre dont la destination est la même que celle des *fenestellae* décrites par Lenoir dans les églises de Rome. Il est douteux que les architectes de la Gaule aient adopté cette disposition, dans tous les cas, les descriptions des auteurs n'en laissent pas soupçonner la présence dans nos *martyria*, il est même très rare qu'ils fassent mention de la *fenestella* de l'Orient, c'est pourquoi nous nous heurtons à des dissentiments si grands toutes les fois qu'il s'agit d'assigner une date à une crypte. Personne n'a encore posé de principes qui permettent de classer les *martyria* par genre ou par époques. C'est une lacune regrettable dans notre enseignement archéologique, car la lumière une fois faite dans le sous-sol, ses rayons se projetteraient souvent sur le reste de l'édifice.

Pour l'église de Saint-Philbert, le nœud de l'énigme est là, nous ferons donc tous nos efforts pour déterminer nos architectes à concentrer leur attention sur ce point capital et leur faire admettre que l'église de Déas mérite une classification spéciale à cause de sa *fenestella*. Sans de longues recherches et avec un peu d'observation, on reconnaîtra qu'elle est sans doute la dernière application de cet usage romain en Gaule. Où trouvera-t-on une crypte romane pourvue de cette ouverture ? Nulle part.

Au ^xe siècle, quand les mêmes religieux transportés en Bourgogne ont relevé les ruines de leur église de Tournus qui demeure toujours sous nos yeux, ils ont bâti leur crypte sur un plan tout différent. Vous n'y verrez pas trace de cachette et de *jugulum*, le sous-sol du sanctuaire est accessible à tous.

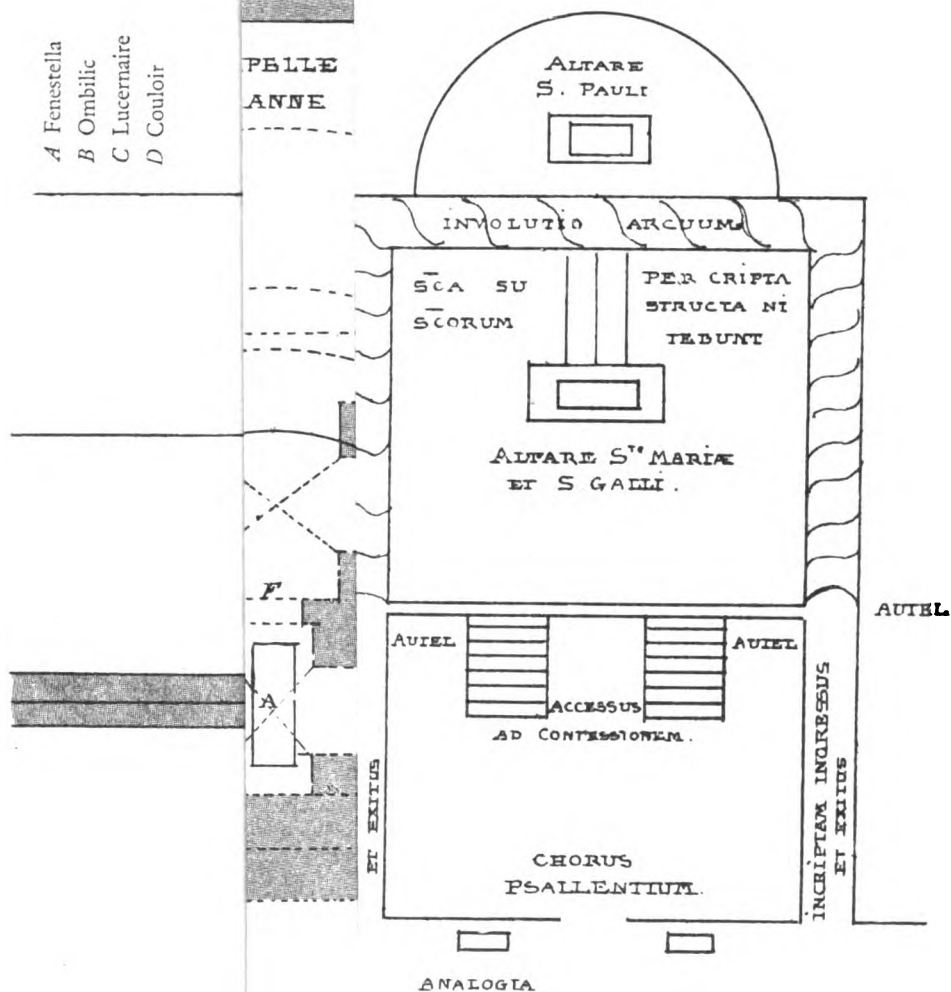
Dans l'église de Saint-Philbert-de-Grandlieu, il y a

une seconde particularité intéressante à signaler, c'est l'emploi rarissime des *oculi* percés horizontalement dans le dallage du sanctuaire. Au lieu de pratiquer une fenêtre verticale au fond du chœur, entre les deux escaliers montant au Maître-autel dans le mur plein qui les sépare, ils ont préféré recourir à deux regards circulaires percés dans le sol, à gauche et à droite de l'autel, par lesquels ils entraient en communication avec la confession. Ce qui prouve que la porte du Nord dont j'ai parlé servait rarement, c'est que les lampes d'éclairage de la crypte se descendaient par deux ouvertures carrées, percées aussi dans le dallage, un peu en arrière des *oculi*.

Ces détails étant bien compris, il serait facile de rétablir un autel nouveau sur l'emplacement de l'autel du ix^e siècle, il devait être exactement dans l'espace compris entre les deux *oculi*, tourné, comme à Rome, du côté de la nef, position qui semble incontestable quand on se rend compte de l'orientation du sarcophage logé au-dessous. Les rites voulaient que l'autel inférieur fût accolé contre la tête du tombeau vénéré, or ici tout culte était exclu de la confession, faute d'espace, il fallait donc, par compensation, que l'autel fût érigé tout au moins au-dessus de la tête du sarcophage et cette tête se trouvait juste entre les deux *oculi*. Les deux ouvertures du dallage traversant les voûtes de la confession étaient comme les oreilles du saint, prêtes à entendre les invocations qu'on lui adressait.

La structure du sanctuaire étant ainsi réglée, on se demande pourquoi les religieux auraient fait d'autres ouvertures à l'Ouest, pareilles à celles qu'on nous présente aujourd'hui comme voulues par l'architecte, bien qu'elles soient un non sens, et pour qui elles auraient été préparées, puisque le peuple avait son accès et sa fenêtre dans l'arrière chevet, que le clergé invoquait le saint par les trous du dallage appelés *foramina* ou ombilics, et qu'enfin une porte se trouvait au Nord pour

- A Fenestella
- B Ombilic
- C Lucernaire
- D Couloir



TRAIT DU PLAN DE L'ABBAYE DE SAINT-GALL
(IX^e SIÈCLE)

GEUR

— Coup
0,01 par mètre

le cas où des réparations intérieures auraient été nécessaires.

Ceux qui considèrent simplement les matériaux de construction sans tenir compte du témoignage d'Ermen-taire qui était présent et qui a vu faire une cachette *latebra*, et sans peser la valeur des arguments empruntés aux rites ecclésiastiques, s'obstinent à voir des portes là où l'architecte n'a voulu faire que des pieds droits pour soutenir les voûtes de la confession et lui demandent raison de la taille de toutes ces pierres, comme si les procédés de construction n'avaient jamais varié. Leur aveuglement paraît étrange devant un monument où tous les arrangements sont combinés si logiquement. Son programme l'obligeant à faire des voûtes au-dessus d'un tombeau pour soutenir le sanctuaire, il a fondé d'abord des piliers; puis des cintres à jour bien appareillés en pierre calcaire facile à tailler, en dedans et en dehors, ont relié ensemble les jambages et sur ces points d'appui il a superposé, sur les trois compartiments, des voûtes d'arêtes en blocage façonnées avec des cintres de planches, le mur enveloppant n'a été édifié qu'après l'achèvement de la confession, mais cela n'empêche pas qu'il ait été inventé pour servir de rideau comme pour contrebuter l'escalier double dont le clergé avait besoin pour monter au Maître-autel.

Nos architectes modernes critiquent cette manière de faire et auraient voulu que toute la construction de la confession, murs et piliers, fût élevée simultanément et liée sans solution de continuité, c'est au moins la conclusion qui ressort des propositions erronnées dont ils se font les défenseurs en défonçant les murs enveloppant la crypte et en hésitant sur la réfection des escaliers.

Que le constructeur primitif ait eu le tort de prendre la peine inutile de tailler des pierres qui devaient rester cachées, je le concède, mais je ferai remarquer que cette pierre calcaire est d'une taille facile et qu'un ouvrier

peu expérimenté est plus enclin à diviser son travail qu'à le conduire suivant un plan bien arrêté. La construction d'une confession n'est pas un travail courant, on comprend que la critique puisse relever des défauts de manœuvre si elle veut être sévère même pour un architecte improvisé comme était celui du monastère. Dans tous les cas, il n'est pas permis de raisonner ici en faisant abstraction des escaliers, puisqu'ils étaient le trait d'union indispensable entre le chœur et le sanctuaire surélevé, or je ne vois aucun moyen de les établir sans obstruer les cintres qu'on prétend conserver à découvert et dont on a fait des portes qui dénaturent le monument.

Si l'on suppose un escalier unique au lieu de deux, la conséquence est la même, il ne peut être établi qu'au milieu, là où nous voyons un cintre également appareillé comme les deux autres, par conséquent on ne peut argumenter sur la correction des cintres pour soutenir que la confession de saint Filibert était une crypte percée à jour du côté de l'Ouest. J'ai assisté aux déblais de toutes les inhumations accumulées dans le chœur pendant le Moyen-Age, j'ai vu de mes yeux, dans toute leur nudité et jusqu'aux fondations, les murs épais et continus qui le séparaient de la crypte, et je puis affirmer qu'il n'y avait pas la moindre trace de rupture dans la maçonnerie avant l'arrivée du P. de la Croix dans le chantier. Moins haut que la plate-forme de l'autel, il formait avec son dos un large palier de repos où l'on pouvait établir trois ou quatre marches, son dallage se composait d'un lit de ciment rouge, d'apparence antique, pareil à celui que les Romains fabriquaient avec la brique pilée, et couvrait toute la longueur sans interruption. Une fenêtre quelconque n'aurait pas pu être percée dans cette clôture, sans qu'il en restât quelque vestige.

Appuyé sur ces considérations, je demande donc à MM. les Architectes des Monuments historiques de

vouloir bien étudier la question du rétablissement du sanctuaire et du chœur avec le même soin qu'ils ont apporté aux réfections et aux travaux de restitution du transept. Ils ne se sont pas bornés là à de simples consolidations, ils ont cherché à rendre au monument la physionomie probable qu'il devait avoir au ix^e siècle ; ils ont rétabli le quatrième grand arc qui avait disparu totalement, et personne ne les en blâmera, car il y avait des indications dans les arrachements. Les colonnes ont été refaites comme les pieds droits sur le calibre indiqué par un socle retrouvé dans les fouilles, des arceaux ont été remis sur leurs pieds droits, des additions maladroitement insérées dans les arcs du transept ont été reportées, comme document, contre les murs des bas côtés ; enfin, on a cherché à faire revivre les traits de l'œuvre primitive. Seul le chœur a été délaissé et cependant il contient un reliquaire de pierre d'un type rarissime dont on chercherait vainement d'autres exemplaires en France. On l'a traité comme une singularité indéfinissable, et, cependant, il est visible que le sous-sol a des traits communs avec les cryptes romaines, avec la crypte de Saint-Aphrodise de Béziers, avec celles de Saint-Germain d'Auxerre et de l'abbaye de Saint-Gall. En rapprochant la crypte de Saint-Philbert-de-Grandlieu de ces divers monuments, il apparaîtrait nettement qu'elle ne peut se passer d'escaliers et d'un autel érigé à la Romaine.

La situation actuelle laisse en souffrance la partie essentielle d'un édifice qui est constamment visité par les amis de l'Archéologie française, elle offre un point d'interrogation là où il serait très facile de répondre par une affirmation. Il y a un autre inconvénient à enlever toutes les barrières, c'est celui-ci : les pèlerins ne gardent aucune réserve, couvrent le tombeau de fleurs, accrochent aux murs des *ex-voto* et transforment en chapelle ardente un lieu fermé qu'on n'approchait jamais sans trembler. Repoussés loin du mur de l'Ouest par une clôture, ils feront le tour du chevet par le double cou-

loir qui a été fait pour les générations du ix^e siècle, ils ne seront plus trompés par ces trois baies qui les déconcertent à l'Occident ; ils comprendront pourquoi on a ouvert une *fenestella* dans le mur circulaire du chevet et la vue de l'autel surélevé leur fera voir avec ses oculi comment les saints personnages étaient honorés avant l'an Mille.

L'Archéologie deviendrait une science vaine, si elle ne tendait pas à augmenter la somme de nos connaissances historiques, et si chacune des restaurations entreprises dans nos monuments ne contenait pas une leçon profitable à tous.

LÉON MAITRE.

Imbert Dorléans

Echevin de Nantes (1602-1605)

Ymbert Dorléans naquit à Angers en 1557, s'il faut en croire la date indiquée sur l'un de ses jetons où il se donne comme Edile de Nantes et natif d'Angers.

D'après les archives municipales d'Angers, il serait le petit-fils d'un boucher d'Angers, Ymbert dit Dorléans, établi en cette ville, paroisse Saint-Pierre, en 1533, comme en fait foi le registre des baptêmes de cette paroisse.

« — 1533, 28 mai, baptême de deux fils jumeaux d'Hymbert Dorléans, boucher ».

A la suite de cette mention, se trouve une pièce de vers explicative du curé Simon Goislard.

Le mercredy de May vingt-huitième
L'an mil cinq cent trois avec le trentiesme
Eustache et Jean, deux frères et sachez
Jumeaux et filz d'Ymbert, maistre boucher,
Dict Dorléans, et Perrine Bruneau,
Sa femme espouse en l'honneur, bien et beau,
Ces deux enfans ensemble procrèèrent
Quatre parrains pour les deux acceptèrent
Et avec eux deux notables marraines.
Le premier fut Eustache, ainsi nommé,
Par deux parains de nom, bien renommé
Et la maraine aussi était de mesme
Faisans l'honneur qu'appartient au baptesme.
L'un estait dict maistre Eustache Georget,
Lycencié aux saintes lois subject.
Jehan Daniel et Jeanne Barbetorte ;
Jehan Le Hayez, homme d'honneste sorte,

Accompagné de Pierre Fenouzet
Maistre boucher, compagnon de bon het (1),
Avecques eulx Benoiste Bruneau dicte,
Nommèrent Jehan selon la loi escripte.
Maistre Symon Goyslard les baptisa
Qui justement tout le cas devisa
Eustache et Jean sont les enfans nommés
Jésus leur doit leur cours bien consommez.

L'échevin de Nantes, né en 1557, doit être le fils de l'un de ces deux jumeaux nés en 1533. Rien jusqu'à présent n'est venu indiquer à quelle époque Ymbert Dorléans est venu habiter Nantes, il est nommé deuxième consul pour la période de 1600-1601, il est alors qualifié sieur de Beauvoir et de la Grélière.

Pour la période de 1602-1603, il est nommé sixième échevin ; pour celle de 1603-1604, il est quatrième ; pour celle de 1604-1605, il est deuxième échevin ; chaque fois, il est qualifié sieur de Beauvoir, marchand.

Enfin, nous retrouvons son nom comme juge-consul, pour la période de 1608-1609 avec la qualification de sieur de la Grélière.

Je n'ai pu trouver où était située cette terre de la Grélière, mais celle de Beauvoir devait être située en la paroisse de Brains, ainsi que l'indique l'armorial de Potier de Courcy. M. de Cornulier, dans son ouvrage sur les Seigneuries du Comté nantais, n'indique ni l'une ni l'autre.

Il est à présumer qu'Ymbert Dorléans habitait à Nantes, rue de Richebourg, car la devise qui se trouve sur l'un de ses jetons, INTELLIGE · PRIVSQVAM · DISCVTIAS, se trouvait reproduite sur une plaque de marbre noir et encastrée sur la façade d'une maison de la rue de Richebourg, démolie vers 1861. Cette plaque a

(1) Het : mot du vieux langage qui signifie cœur ; de *ἡτος*, que l'on retrouve chez Homère et d'autres auteurs grecs.

été placée depuis, sur la façade de la conciergerie nord du Jardin des Plantes, où elle est encore. On a cru que cette maison de la rue de Richebourg, nous dit M. de la Nicollière, dans le Livre-Doré, avait quelque rapport avec le bénéfice des Trois-Pendus, situé non loin de là.

Pendant son échevinage, Ymbert Dorléans fit frapper trois jetons, dont deux à son nom et armes et un troisième, assez énigmatique, sur lequel son nom ne paraît pas.

N° 1 — A) INTELLIGE · PRISQVAM · DISCVTIAS. Ecu d'argent au chevron de gueules surmonté d'un sphinx à la tête radiée, portant sur sa poitrine un cartouche aux lettres I H S, et accosté de deux étoiles de gueules, accompagné en pointe, d'un croissant soutenant trois lys de jardin, l'écu est entouré à droite d'une branche d'olivier et à gauche d'une palme ; à l'exergue, · 1557 ·

R) DORLEANSII · ÆDIL · NANNET · NAT · ADEGA · CALCVLI. Jeton de Y. Dorléans, édile de Nantes, né à Angers. Ecu entouré de cordelière, mi-parti aux armes des villes d'Angers et de Nantes ; à l'exergue, 1602.

Ce jeton porte deux dates, 1557 et 1602, qu'il faut reporter à sa naissance, 1557, et à son échevinage, 1602, puisque sur ce même jeton, il se qualifie Édile de Nantes, né à Angers.

N° 2 — A) IN · MANIBVS · DEI · SORTES · MEE · YBDORLEANTIVS. Armoiries du jeton précédent ; à l'exergue · 1602 ·

R) CALCVLI · NOBILISSI · ÆDILIVM · CIVIT · NANNETEN. Ecu aux armes de Nantes, entouré de la cordelière ; à l'exergue, · 1605 ·

Ce jeton, portant deux dates, 1602 et 1605, n'a dû être frappé que pour l'échevinage de 1605 et rappelle celui de 1602.

N° 3 — A) NOSCE · ET · LOQVERE. Entre deux branches d'olivier, un écu chargé de deux P liés par une cordelière; en pointe de l'écu, un croissant; à l'exergue, · 1605 ·

R) Même revers que le jeton n° 2.

M. de la Nicollière, dans le Livre-Doré, page 204, ne fait aucune attribution de ce jeton. Je crois que l'on peut, sans trop se risquer, l'attribuer comme les deux premiers à Ymbert Dorléans; les devises du premier et du dernier qui, quoique formulées en des termes différents, ont en effet absolument le même sens, *Intel-lige priusquam discutias* et *Nosce et Loquere*. Puis les revers du 2° et du 3° sont frappés avec le même coin.

De plus, Ymbert Dorléans a dû faire frapper ces trois jetons de son initiative privée et à ses frais, car ils n'ont rien d'officiel; c'est la première et la dernière fois qu'un échevin a eu des jetons frappés à son nom et ses armes. Or, si le troisième ne lui appartenait pas, il faudrait admettre qu'Ymbert Dorléans eut prêté à un de ses collègues en échevinage, un coin qui était sa propriété, pour faire frapper un jeton à ce collègue, ce qui n'est guère vraisemblable. Du reste, les deux initiales P, ne peuvent être des pièces d'armoiries. Je considère cet écu comme un rébus en rapport avec la devise.

Ajoutons que M. Fournier, dans son ouvrage sur les jetons de Bretagne, qui ne parle pas de notre n° 3, signale un quatrième jeton qu'il donne par erreur à Claude de Cornulier, sieur de la Touche, 1605-1607; ce jeton ne pourrait être attribué qu'à Ymbert Dorléans, puisqu'il est composé avec le coin de l'avvers du n° 1 et avec le coin du revers du n° 2. Toutefois, je ne sais si la description qu'il en donne est exacte, car je n'ai pas vu ce jeton en nature.

Les trois jetons mentionnés ci-dessus, font partie de la collection du Musée départemental.

J'ai remarqué enfin que les armoiries des deux premiers jetons sont une variante de celles décrites par M. Potier de Courcy, dans son Armorial de Bretagne ; à l'article Dorléans, il dit :

ORLÉANS (D'), sieur de la Motte, — de Beauvoir, par. de Brains, — de Since. Maint. à l'intend. en 1704, ress. de Nantes.

D'argent au chevron surmonté d'un croissant accosté de deux étoiles, le tout de gueules et accompagné en pointe d'un aigle de sable, comme Petiteau.

Regnault, conseiller au présidial de Vannes en 1597, Joubert (sans doute pour Ymbert), échevin de Nantes en 1602, épouse Jeanne Pellerin.

P. SOULLARD.

RECTIFICATION A L'ÉTUDE

Combat de Mouvance

Entre l'Evêque de Nantes et Armand du Pé, M^{re} d'Orvault

A la page 147, est décrite une curieuse redevance qui appartenait à l'Evêque de Nantes : tous les ans, les 14 mazures d'Orvault devaient envoyer chacune un homme, avec des matériaux, pour réparer la chaussée de Barbin, depuis la Quasimodo jusqu'à la Saint-Jean-Baptiste. Ce devoir — qui n'est signalé ni par M. le chanoine Guillotin de Corson (*Usages et droits féodaux en Bretagne*), ni par M. l'abbé Durville (*Les anciens siefs de Nantes*) — est désigné plus bas (page 150) sous le nom pittoresque de « musage », et j'ai dit en note n'avoir pu trouver cette expression. Or, je viens de tomber, par hasard, sur une page de *La Commune et la Milice de Nantes* qui donne la solution de ce menu problème. Voici comment s'exprime Mellinet, dont le grand tort fut de ne jamais authentifier ses trouvailles :

« L'évêque de Nantes avait également droit d'envoyer quatorze hommes, pris dans les quatorze mazures d'Orvault, pour travailler à la chaussée de Barbin « depuis la Quasimodo jusqu'à la Saint-Jean-Baptiste, » et en cas qu'il n'y eût pas de travail ni de réparations, » ils devaient néanmoins s'y rendre pour y *muser*, ainsi » qu'il était autrefois dit, afin d'être continuellement » prêts à faire tel travail que de besoin sera ».

Si nous interrogeons les vieux dictionnaires, ils nous répondent ceci : (LA CURNE DE SAINTE-PALAYE, *Dict. hist. de l'anc. lang. fr.*, VII, 454), *Musage*. 1^o Etat du faucon mis en mue ; 2^o Paresse, inaction, semblable à celle de l'oiseau tenu en mue, contemplation immobile.

-- (*Dict. de Trévoux*, V, 802) *Musage*. Retardement. — *Muser*. Fainéanter, se distraire de son travail et s'amuser à causer ou à faire quelque autre chose inutile.

La distance qui sépare Orvault de Barbin étant fort courte, on s'explique que les terrassiers ne fussent tenus de « muser » que les jours ouvrables, ce qui leur laissait la faculté de rentrer sous leurs toits les jours fériés.

G. W.

TABLE

	Pages
Liste des Membres	XI
Procès-verbaux des séances	xxxv
M ^{me} de Bulkeley et le château du Givre, par M. de Veillechêze.....	179
Le Manoir de Kervaudu et ses anciens propriétaires, par M. de Veillechêze.....	186
Mise à la côte, au Croisic, du vaisseau le " <i>Soleil-Royal</i> ", par M. de Veillechêze.....	193
Les bénéfices de l'Abbaye de Toussaint d'Angers dans le pays nantais, par M. Senot de la Londe.....	198
Excursion archéologique en Auvergne : Les Eglises de style roman-auvergnat, par M. Senot de la Londe.	210
Interrogatoire d'un vagabond détenu dans les prisons de Guérande (18 août 1734), par M. le baron Gaëtan de Wismes.....	226
Arrestation de Dom Louvard, moine de Saint-Gildas, par M. de Boceret	235
Arrestation du Docteur Mellinet, par M. de Boceret...	249
Prise de possession de la baronnie de Retz, par M. le Marquis de Brie-Serrant, en 1780, par M. Blanchard.	257
De la nécessité de terminer les travaux de restauration de l'Eglise de Saint-Philbert-de-Grandlieu (Loire-Inférieure), par M. Léon Maître.....	306
Imbert Dorléans, échevin de Nantes (1602-1605), par M. L. Soullard	317
Rectification à l'étude "Combat de Mouvançe entre l'Évêque de Nantes et Armand du Pé, marquis d'Orvault", par M. le baron Gaëtan de Wismes....	322
